



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR..... IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO..... XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO..... XXI

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025..... XXXI

VUE D’ENSEMBLE..... LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L’UEMOA..... 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE..... 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE..... 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT..... 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO..... 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS..... 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO..... 107

ANNEXES..... 111



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L’AFRIQUE DE L’OUEST

RAPPORT ANNUEL
2025



Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter la Direction de la Documentation, des Publications et des Archives :

Siège de la BCEAO : 1, Avenue Abdoulaye Fadiga - BP 3108 - Dakar, SÉNÉGAL
Tél. : (221) 33 839 05 00 • Fax : (221) 33 823 93 35
E-mail : courrier.bceao@bceao.int • Site web : www.bceao.int
ISSN : 08505691 • © Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRÉS

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025

XXXI

VUE D’ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L’UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1

: Croissance de l’activité économique mondiale de 2010 à 2025 (en %)

3

Graphique 2

: Évolution des indices boursiers internationaux de 2016 à 2025 (en nombre de points)

5

Graphique 3

: Évolution des indices boursiers africains de 2016 à 2025 (en nombre de points)

6

Graphique 4

: Évolution des cours du pétrole sur le NYMEX de 2016 à 2025 (\$/baril)

7

Graphique 5

: Évolution des cours du cacao de 2016 à 2025 (centimes de \$/livre)

8

Graphique 6

: Évolution des cours du café de 2016 à 2025 (centimes de \$/livre)

8

Graphique 7

: Évolution des cours du coton de 2016 à 2025 (centimes de \$/livre)

9

Graphique 8

: Évolution des cours du caoutchouc de 2016 à 2025 (centimes d’euros/kg)

9

Graphique 9

: Évolution des cours du phosphate de 2016 à 2025 (\$/tonne)

10

Graphique 10

: Évolution des cours de l’uranium de 2016 à 2025 (\$/livre)

10

Graphique 11

: Évolution des taux directeurs de la BCEAO (en %)

31

Graphique 12

: Croissance annuelle du crédit bancaire (en %)

36

Graphique 13

: Croissance annuelle de la masse monétaire (en %)

37

Graphique 14

: Évolution des taux débiteurs dans l’Union (en %)

38

Graphique 15

: Niveaux de concentration des risques bancaires par secteur d’activité (en %)

44

Graphique 16

: Évolution de la circulation fiduciaire de 2020 à 2025 (en milliards de FCFA)

73

Graphique 17

: Évolution en nombre des participants à STAR-UEMOA et SICA-UEMOA de 2020 à 2025

75

Graphique 18

: Évolution en volume des échanges inter-pays de 2020 à 2025

76

Graphique 19

: Évolution en valeur des échanges inter-pays de 2020 à 2025 (en milliards de FCFA)

76

Graphique 20

: Évolution des effectifs de la BCEAO de 2020 à 2025

86

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1

: Évolution du taux d’inflation (moyenne annuelle en %)

11

Tableau 2

: Évolution des taux de change moyens annuels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)

14

Tableau 3

: Évolution des contributions sectorielles à la croissance du PIB de l’UEMOA (En PDP,sauf indication contraire)

15

Tableau 4

: Variation des prix à la consommation en 2024 et 2025 (en %)

20

Tableau 5

: Situation des finances publiques en 2024 et 2025 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

22

Tableau 6

: Émissions brutes par adjudication et syndication sur le marché régional des titres publics
(en milliards de FCFA)

24

Tableau 7

: Taux d’intérêt et rendements moyens des bons et obligations du Trésor (en %)

25

Tableau 8

: Encours des titres publics à fin décembre 2025 sur le marché financier régional (en milliards de FCFA)

25

Tableau 9

: Évolution de la balance des paiements sur la période 2023-2025
(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

26

Tableau 10

: Coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques (en %)

32

Tableau 11

: Évolution des taux interbancaires en 2025 (moyenne pondérée en %)

33

Tableau 12

: Évolution des prêts interbancaires dans l’UMOA en 2025 (en millions de FCFA)

34

Tableau 13

: Créances nettes des institutions de dépôt sur les APUC (en milliards de FCFA)

35

Tableau 14

: Retraits de billets et pièces de monnaie en 2025 (en milliards de FCFA)

72

Tableau 15

: Versements de billets et pièces de monnaie en 2025 (en milliards de FCFA)

73

LISTE DES ENCADRÉS

Encadré 1

: Table ronde de haut niveau sur l’Intelligence Artificielle : principales leçons à tirer et perspectives

XXXVI

Encadré 2

: Présentation des principales caractéristiques des nouvelles Agences de la BCEAO

L

Encadré 3

: PI-SPI, la révolution des paiements instantanés lancée par la BCEAO

LIV

Encadré 4

: Rapatriement des recettes d’exportation des biens

39

Encadré 5

: Analyse du système bancaire et financier

49

Encadré 6

: Analyse de la stabilité financière et des principaux risques identifiés

56

Encadré 7

: Inclusion financière

65

Encadré 8

: Signature d’une nouvelle Politique Qualité alignée sur le Plan Stratégique 2025-2027

91



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR.....

IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO.....

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO.....

XXI

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025.....

XXXI

VUE D’ENSEMBLE.....

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L’UEMOA.....

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE.....

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES.....

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE.....

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE.....

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO.....

81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS.....

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO.....

107

ANNEXES.....

111

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ABCA	Association des Banques Centrales Africaines
AEN	Actifs Extérieurs Nets
AFI	Alliance for Financial Inclusion / Alliance pour l'Inclusion Financière
AFIS	Africa Financial Industry Summit / Sommet de l'industrie financière africaine
AMAO	Agence Monétaire de l’Afrique de l’Ouest
AMF-UMOA	Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine
APUC	Administration Publique Centrale
ATTF	Agence de Transfert de Technologie Financière du Luxembourg
BCAO	Banque Centrale de l’Afrique de l’Ouest
BCSF-UMOA	Bureau de Connaissance et de Suivi des FinTech dans l’UMOA
BCE	Banque Centrale Européenne
BCEAO	Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest
BDP	Balance des paiements
BEAC	Banque des États de l’Afrique Centrale
BIC	Bureau d’Information sur le Crédit
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BoJ	Bank of Japan / Banque du Japon
BRI	Banque des Règlements Internationaux
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
CAMES	Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur
CB-UMOA	Commission Bancaire de l’UMOA
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale
CEMSTRAT	Certificat Executive Management Stratégique Bancaire
CESAG	Centre Africain d'Études Supérieures en Gestion
CIAQ	Cellule Interne d’Assurance Qualité
CIWA	CreditInfo West Africa / CréditInfo Afrique de l'Ouest
CMFI	Comité Monétaire et Financier International
COFEB	Centre Ouest Africain de Formation et d’Études Bancaires
CPM	Comité de Politique Monétaire
CREA	Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
CRP	Comité Régional de Pilotage
CSF-UMOA	Comité de Stabilité Financière dans l’UMOA
CTI	Centres de Traitement Informatique
CTS	Comité Technique de Suivi
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
ENSEA	École Nationale Supérieure de Statistique et d’Économie Appliquée d’Abidjan
EPSS	ECOWAS Payments and Settlement System / Système de Paiement et de Règlement de la CEDEAO
ESG	Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FCR	Facilité de Crédit Rapide
FEC	Facilité Élargie de Crédit
FERDI	Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International
FGDR-UMOA	Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution de l'Union Monétaire Ouest Africaine
FINTECH	Financial Technology / Technologie Financière
FMI	Fonds Monétaire International
FRD	Facilité pour la Résilience et la Durabilité
FSSC	Fonds de Solidarité et de Stabilisation de la Communauté
GAFI	Groupe d’Action Financière

GE	Grandes Entreprises
GIABA	Groupe Intergouvernemental d’Action contre le Blanchiment d’Argent en Afrique de l’Ouest
GIM-UEMOA	Groupement Interbancaire Monétique de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
GSBF	Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones
HEC	École des Hautes Études Commerciales
IA	Intelligence Artificielle
IFI	Institutions de Finance Islamique
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IMF	Institutions de Microfinance
ISBLSM	Institutions sans but lucratif au service des Ménages
ISO	International Organization for Standardization / Organisation Internationale de Normalisation
INS	Institut National de la Statistique
LBC/FT	Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme
LBC/FT/FP	Lutte contre le Blanchiment de Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la Prolifération des armes de destruction massive
LIF-BCEAO	Laboratoire d'Innovation Financière de la BCEAO
MNBC	Monnaies Numériques de Banques Centrales
MEDC	Mécanisme Élargi de Crédit
NET	Note d’Étude Thématique
NYMEX	New York Mercantile Exchange / Bourse des matières premières de New York
PAF	Prix Abdoulaye FADIGA
PAFLA	Programme Accélééré de Formation en Langue Anglaise
PAPSS	Pan-African Payment and Settlement System / Système de Paiement et de Règlement Panafricain
PBoC	People’s Bank of China / Banque Populaire de Chine
Pdb	Point de base
Pdp	Point de pourcentage
PIB	Produit Intérieur Brut
PI-SPI	Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMI	Petites et Moyennes Industries
PoC	Proof of Concept / Preuve de Concept
RTGS	Real-Time Gross Settlement / Système de Règlement Brut en Temps Réel
REM	Revue Économique et Monétaire
RIPS	Regional Instant Payments System / Système Régional de Paiement Instantané
SAE	Structures d’Appui et d’Encadrement
SAHFI	Société Sahélienne de Financement
SARB	South African Reserve Bank / Banque Centrale d’Afrique du Sud
SGI	Sociétés de Gestion et d’Intermédiation
SICA-UEMOA	Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l’UEMOA
SICS-SFD	Solution Informatique Centralisée de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés
SMQ	Système de Management de la Qualité
SRIF	Stratégie Régionale d'Inclusion Financière
STAR-UEMOA	Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l’UEMOA
SWIFT	Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication / Société pour les télécommunications financières interbancaires mondiales
TPN	Trésors Publics Nationaux
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
ZLECAF	Zone de Libre-Échange Continentale Africaine



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

MOT DU GOUVERNEUR



L'année 2025 a été caractérisée par la résilience de l'activité économique mondiale, dans un contexte de regain d'incertitudes liées aux tensions géopolitiques, au durcissement des politiques commerciales et à la fragmentation persistante de l'économie globale. La croissance mondiale s'est établie à 3,4% en 2025, un niveau identique à celui enregistré l'année précédente. Par ailleurs, le taux d'inflation au plan mondial a maintenu sa trajectoire de décélération, pour ressortir à 4,1% en 2025 contre 5,8% un an plus tôt.

Dans les États membres de l'UEMOA, l'activité économique est demeurée vigoureuse. Le produit intérieur brut a progressé de 6,7% en 2025, après une réalisation de 6,2% en 2024, à la faveur de la bonne tenue des activités du secteur des services, du dynamisme des industries

extractives ainsi que d'une campagne agricole meilleure que la précédente. Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, est ressorti nul en 2025, après 3,5% en 2024. Cette évolution s'explique principalement par la détente des cours mondiaux des produits alimentaires et énergétiques importés ainsi que par l'amélioration de l'offre alimentaire locale, en lien avec la bonne campagne vivrière 2025/2026.

Le solde global des échanges extérieurs s'est redressé en 2025, porté par la hausse des prix des produits exportés, l'accroissement des ventes d'hydrocarbures et d'or à l'étranger ainsi que par la mobilisation de financements extérieurs par les États membres.

Dans ce contexte de désinflation et d'amélioration de la situation extérieure, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a décidé, lors de sa session du 4 juin 2025, de baisser les taux directeurs de la Banque Centrale, demeurés inchangés depuis le 16 décembre 2023, afin d'assouplir les conditions de financement de l'économie dans l'Union. Ainsi, le principal taux directeur auquel la BCEAO prête ses ressources aux banques est passé de 3,50% à 3,25%, et le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal de 5,50% à 5,25%.

Les crédits bancaires accordés au secteur privé ont progressé de 5,6% en 2025 contre 3,6% en 2024. Les concours accordés par les banques aux États ont, pour leur part, enregistré une augmentation de 7,8%. Le secteur de la microfinance a confirmé sa dynamique d'expansion, avec un accroissement de 13,6% des dépôts collectés et de 9,0% des crédits octroyés.

Les actions de la Banque Centrale en faveur du renforcement de la stabilité financière se sont également poursuivies en 2025. Le secteur bancaire demeure globalement résilient, avec des ratios de solvabilité supérieurs aux exigences réglementaires. En outre, la désignation de la BCEAO par le Conseil des Ministres de l'UEMOA comme Autorité macroprudentielle constitue une avancée majeure, consolidant son rôle central dans la prévention et l'atténuation des risques systémiques.

Au cours de l'année, la Banque Centrale a maintenu ses efforts en faveur du renforcement des infrastructures financières de l'Union, notamment à travers le lancement officiel de la Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané désormais opérationnelle et assurant l'interconnexion des différents prestataires de services de paiement de l'UEMOA. Dénommée PI-SPI, cette infrastructure de paiement moderne, inclusive et résiliente, a pour ambition de rendre les services financiers plus rapides, plus accessibles et moins coûteux au bénéfice de l'ensemble des populations de l'Union.

Au plan réglementaire, le Conseil des Ministres de l'Union a adopté la Décision relative à la révision du taux d'usure applicable dans l'UMOA. Ce texte vise à assurer un meilleur alignement des taux plafonds sur l'environnement économique des Institutions financières, à renforcer l'inclusion financière et à favoriser une protection appropriée des consommateurs de l'Union, tout en soutenant le financement de l'économie.

Sur le plan institutionnel, la BCEAO a continué d'étendre et de moderniser son réseau d'Agences, avec l'inauguration de deux nouvelles Agences Auxiliaires, à Kayes au Mali

et à Odienné en Côte d'Ivoire, ainsi que du nouvel immeuble fonctionnel de l'Agence Auxiliaire de Bobo-Dioulasso au Burkina.

Par ailleurs, la Banque Centrale a organisé en 2025 une Conférence internationale sur le thème : « L'Intelligence Artificielle : opportunités et défis pour les Banques Centrales ». Cette rencontre a permis aux Banques Centrales participantes de tirer de nombreux enseignements et de définir des perspectives stratégiques pour une intégration progressive et maîtrisée de l'Intelligence Artificielle dans leurs activités respectives.

La BCEAO a, en outre, adopté au cours de l'année 2025 une nouvelle Politique Qualité. Cette nouvelle politique réaffirme son engagement en faveur de la fourniture constante de produits et services orientés vers la satisfaction de ses clients et partenaires, sa constante ambition de consolider son rayonnement au plan communautaire et au niveau international ainsi que ses orientations en matière de qualité.

Fidèle à ses missions, la Banque Centrale poursuivra ses actions visant à garantir la stabilité des prix, à consolider un système financier robuste, résilient et propice à l'innovation, et à soutenir la réalisation d'une croissance forte, inclusive et durable au sein de l'UEMOA.

Jean-Claude Kassi BROU
Gouverneur de la Banque Centrale
des États de l'Afrique de l'Ouest



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111



COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

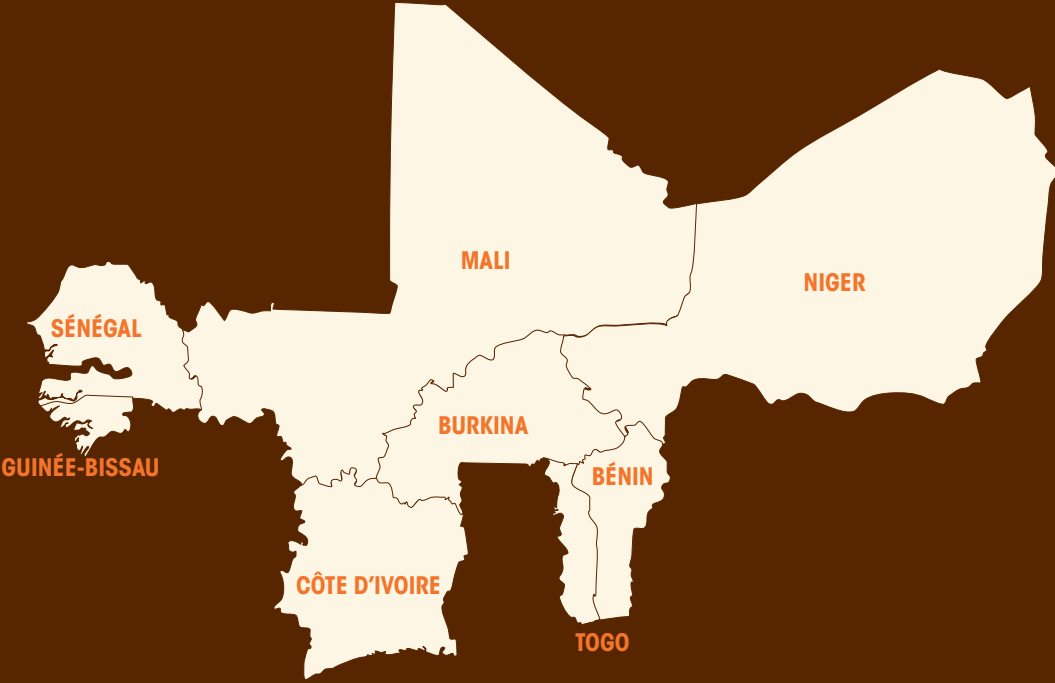
VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

L'UNION MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE (UMOA)



L'Union Monétaire constituée entre le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo se caractérise par la reconnaissance d'une même unité monétaire dont l'émission est confiée à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Institut d'émission commun des États membres de l'UMOA, la BCEAO est chargée notamment d'assurer la gestion de leur monnaie commune, le Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA), ainsi que de leurs réserves de change et de mettre en œuvre la politique monétaire commune.

CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT
ET DE GOUVERNEMENT DE L'UMOA
AU 31 DÉCEMBRE 2025

Président : Son Excellence Monsieur **Alassane OUATTARA**,
Président de la République de Côte d'Ivoire

Son Excellence Monsieur **Patrice Athanase Guillaume TALON**,
Président de la République du Bénin

Son Excellence le Capitaine **Ibrahim TRAORE**,
Président du Faso, Chef de l'État

Son Excellence le Major-Général **Horta Inta-a**,
Président de la République de Transition de Guinée-Bissau

Son Excellence le Général d'Armée **Assimi GOÏTA**,
Président de la Transition du Mali, Chef de l'État

Son Excellence le Général d'Armée **Abdourahamane TIANI**,
Président de la République du Niger, Chef de l'État

Son Excellence Monsieur **Bassirou Diomaye Diakhar FAYE**,
Président de la République du Sénégal

Son Excellence Monsieur **Faure Essozimna GNASSINGBE**,
Président du Conseil de la République Togolaise



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025 XXXI

VUE D’ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO

CONSEIL DES MINISTRES DE L’UMOA

AU 31 DÉCEMBRE 2025

Président : M. Aboubakar NACANABO, Ministre de l’Économie et des Finances du Burkina Faso	
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN • M. Romuald WADAGNI, Ministre d’État, Ministre de l’Économie et des Finances, chargé de la Coopération ; • M. Olushegun ADJADI BAKARI, Ministre des Affaires Étrangères.	RÉPUBLIQUE DU MALI • M. Alousséni SANOU, Ministre de l’Économie et des Finances ; • M. Moussa Alassane DIALLO, Ministre de l’Industrie et du Commerce.
BURKINA FASO • M. Aboubakar NACANABO, Ministre de l’Économie et des Finances ; • M^{me} B. Stella Eldine KABRE/KABORE, Ministre Délégué auprès du Ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l’Extérieur, chargé de la Coopération Régionale.	RÉPUBLIQUE DU NIGER • M. Ali Mahaman LAMINE ZEINE, Premier Ministre, Ministre de l’Économie et des Finances ; • M. Sidi MAMANE, Ministre Délégué auprès du Premier Ministre, Ministre de l’Économie et des Finances, chargé du Budget.
RÉPUBLIQUE DE CÔTE D’IVOIRE • M. Adama COULIBALY, Ministre des Finances et du Budget ; • M^{me} Nialé KABA, Ministre de l’Économie, du Plan et du Développement.	RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL • M. Cheikh DIBA, Ministre des Finances et du Budget ; • M. Abdourahmane SARR, Ministre de l’Économie, du Plan et de la Coopération.
RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU • M. Ilidio VIERA TE, Premier Ministre, Ministre des Finances ; • M. Mamadú Mudjetaba DJALÓ, Ministre de l’Économie, du Plan et de l’Intégration Régionale	RÉPUBLIQUE TOGOLAISE • M. Essowè Georges BARCOLA, Ministre des Finances et du Budget ; • M. Badanam PATOKI, Ministre de l’Économie et de la Veille Stratégique.

COMITÉ DE POLITIQUE MONÉTAIRE DE LA BCEAO

AU 31 DÉCEMBRE 2025

Président : M. Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la BCEAO	
M. Mamadou DIOP, Vice-Gouverneur	M. Der Rogatien PODA, Vice-Gouverneur
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN M. Yaovi Clément AZIAGNIKOUDA, Directeur des Affaires Monétaires et Financières. BURKINA FASO M. Bruno Raymond BAMOUNI, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique. RÉPUBLIQUE DE CÔTE D’IVOIRE M. Zakarya KEITA, Conseiller Technique du Ministre des Finances et du Budget. RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU M. Quizy Anderson Martins GOMES, Conseiller Principal du Ministre des Finances.	RÉPUBLIQUE DU MALI M. Ahmadou Tijani HAIDARA, Directeur Général du Budget. RÉPUBLIQUE DU NIGER M. Ibrahim MAHAMANE DAN SOUNSOU, Consultant à la Maison de l’Entreprise (Coach Lauréat CPA), Administrateur à SAHFI Tanyo, établissement financier de garantie. RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL M. Cheikh Tidiane DIOP, Inspecteur Principal du Trésor. RÉPUBLIQUE TOGOLAISE M. Mawuli Kodjovi COUCHORO, Enseignant-Chercheur à l’Université de Lomé.
• M. Norbert TOE, Ancien Vice-Gouverneur de la BCEAO Ouagadougou (Burkina Faso) ; • M. Emmanuel Brou AKA, Professeur titulaire d’Économie Monétaire et Financière, Abidjan (République de Côte d’Ivoire) ;	• M. Abdoulaye SOUMANA, Président du Conseil d’Administration de l’Université des Sciences et Technologies du Niger (République du Niger) ; • M. Kodzo Mawuena DOSSA, Économiste, Lomé (République Togolaise) ; • M. Michel LAZARE, Économiste, Chevy Chase (USA).



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO
AU 31 DÉCEMBRE 2025

Président : M. Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la BCEAO

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

M. Oumara KARIMOU ASSOUMA,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

BURKINA FASO

M. Bruno Raymond BAMOUNI,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

M. Arthur AHOUSSE,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU

M. Justino RAMOS VIEIRA,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

RÉPUBLIQUE DU MALI

M. Abdoulaye TRAORE,
Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances.

RÉPUBLIQUE DU NIGER

-

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

M. Souleymane SENE,
Trésorier Général à la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

M. Ekpao ADJABO,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

COMITÉ D'AUDIT DE LA BCEAO
AU 31 DÉCEMBRE 2025

Président : M. Bruno Raymond BAMOUNI,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique du Burkina Faso

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU

M. Justino RAMOS VIEIRA,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

M. Souleymane SENE,
Trésorier Général à la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

M. Ekpao ADJABO,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111



ACTIVITÉS DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Au cours de l'exercice 2025, les Organes de la Banque Centrale et de l'Union ont tenu leurs assises, conformément aux dispositions du

Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine du 20 janvier 2007 et des Statuts de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

CONSEIL DES MINISTRES DE L'UNION



Session ordinaire du Conseil des Ministres tenue le 3 avril 2025 au Siège de la BCEAO à Dakar

En 2025, le Conseil des Ministres a tenu quatre sessions ordinaires et une session extraordinaire par visioconférence. Les sessions ordinaires du 3 avril au Siège de la Banque Centrale à Dakar, du 11 juillet à l'Agence Principale de la BCEAO à Lomé et du 6 octobre au Siège de la Banque Centrale à Dakar, se sont déroulées sous la présidence statutaire de Monsieur Adama COULIBALY, Ministre des Finances et du Budget de la Côte d'Ivoire. La session ordinaire du 29 décembre à l'Agence Principale de Cotonou et la session extraordinaire, par visioconférence, du 25 novembre, se sont tenues sous la présidence de Monsieur Aboubakar NACANABO, Ministre de l'Économie et des Finances du Burkina, son Président statutaire depuis le 7 octobre 2025.

Au cours de sa session ordinaire du 3 avril 2025, tenue dans les locaux du Siège de la Banque Centrale à Dakar, les conclusions et recommandations ci-après ont été approuvées par le Conseil des Ministres, au terme des échanges :

Au titre de la BCEAO

Examinant l'évolution récente des économies de l'Union, le Conseil des Ministres s'est félicité de la poursuite du dynamisme de l'activité économique au cours de l'année 2024.

Les Ministres ont approuvé le Rapport sur la situation économique et monétaire de l'UEMOA au 31 décembre 2024.

Le Conseil a adopté le Document-cadre de politique et de stratégie régionale d'inclusion financière dans l'UEMOA sur la période 2025-2030. Ce nouveau Document-cadre constitue « une feuille de route » qui propose une vision de l'inclusion financière pour l'Union et retrace les actions prioritaires à mettre en œuvre, au cours de la période susvisée, afin de relever les défis identifiés.

Les Ministres ont, par ailleurs, approuvé la désignation de la BCEAO en qualité d'Autorité macroprudentielle de l'UMOA. À ce titre, il lui revient dorénavant de définir et de mettre en œuvre le cadre de surveillance macroprudentielle de l'Union.

Le Conseil a également fait application des dispositions de l'article 68 des Statuts de la BCEAO relatif au mandat des membres du Comité de Politique Monétaire de l'Institut d'émission et validé le remplacement du représentant de la République Togolaise au sein du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA.

Enfin, les Ministres ont approuvé les comptes de la BCEAO pour l'exercice 2024 et procédé à l'affectation du résultat financier.

Au titre de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le Conseil a fait l'application des dispositions des articles 4 et 8 de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA, relatifs aux mandats des membres du Collège de Supervision de la Commission Bancaire.

Le Conseil des Ministres a tenu une session ordinaire le 11 juillet 2025, à huis clos, dans les locaux de l'Agence Principale de la Banque Centrale à Lomé, au Togo.

Au cours de la session ordinaire du 6 octobre 2025, qui a eu lieu au Siège de la Banque Centrale à Dakar, les conclusions

et recommandations ci-après ont été approuvées par le Conseil des Ministres, au terme des échanges.

Les Ministres ont émis un avis favorable pour la poursuite de la mise en œuvre des décisions portant sur le renforcement de la position extérieure de l'UEMOA.

Par ailleurs, le Conseil a fait application de l'article 11 du Traité de l'UMOA en procédant à la désignation de Monsieur Aboubakar NACANABO, Ministre de l'Économie et des Finances du Burkina Faso, pour assurer la présidence du Conseil pour une durée de deux ans, à compter du 7 octobre 2025.

Au cours de sa session ordinaire du 29 décembre 2025, qui s'est déroulée à l'Agence Principale de la BCEAO à Cotonou, au Bénin, les conclusions et recommandations ci-après ont été approuvées par le Conseil des Ministres, au terme des échanges.

Examinant l'évolution récente des économies de l'Union, le Conseil des Ministres s'est félicité de la vigueur soutenue de l'activité économique au cours de l'année 2025.

Les Ministres ont approuvé le Rapport sur la situation économique et monétaire de l'UEMOA au 30 septembre 2025 et le cadrage macroéconomique de l'UEMOA pour les années 2025 à 2030.

Le Conseil a également examiné et adopté la Décision portant révision du taux de l'usure en vigueur dans l'UMOA. Ce texte vise à assurer un meilleur alignement des plafonds réglementaires avec l'environnement économique des institutions financières, à renforcer l'inclusion financière, à soutenir le financement de l'économie et à favoriser une protection adéquate des consommateurs de l'Union.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES SIGLES ET ACRONYMES

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025 XXXI

VUE D’ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO

COMITÉ DE POLITIQUE MONÉTAIRE DE LA BCEAO



Session ordinaire du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO, tenue le 4 juin 2025 au Siège, à Dakar

Au cours de l’année 2025, le Comité de Politique Monétaire (CPM) a tenu quatre réunions ordinaires, le 5 mars, le 4 juin, le 17 septembre et le 3 décembre, dans les locaux du Siège de la BCEAO, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire.

Les décisions prises par le CPM, lors des différentes rencontres, se sont appuyées sur l’analyse de l’activité économique, de l’évolution des prix, de la situation extérieure de l’UEMOA et des perspectives à court terme.

Au cours de sa session tenue le 5 mars 2025, le CPM a décidé de maintenir à 3,50% le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques et à 5,50% le taux d’intérêt sur le guichet de prêt marginal, niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023. Le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques a été conservé à 3,00%, taux en vigueur depuis le 16 mars 2017.

L’évaluation de l’activité économique indiquait une croissance dynamique au quatrième trimestre 2024, avec une progression du PIB de 7,0%, après 5,8% le trimestre précédent. Pour l’année 2024, la hausse du PIB réel de l’Union était estimée à 6,2%, après 5,3% en 2023.

Concernant l’inflation, elle affichait une dynamique baissière au quatrième trimestre 2024, passant de 4,1% à 2,9%, en lien avec la baisse des cours des produits alimentaires et énergétiques importés ainsi que les meilleures récoltes issues de la campagne vivrière 2024/2025.

Par ailleurs, la situation extérieure de l’Union ressortait favorable, sur la période, en relation avec la hausse des prix des produits exportés, les ventes d’hydrocarbures à l’étranger et la mobilisation des ressources extérieures par les États membres.

Lors de sa session ordinaire du 4 juin 2025, tenant compte de la poursuite de la détente de l’inflation, établie à 2,3% au premier trimestre 2025, et de l’amélioration de la

situation extérieure, le CPM a décidé de baisser de 25 points de base les taux directeurs de la Banque Centrale, à compter du 16 juin 2025. Cette décision visait à stimuler davantage le financement des économies de l’Union. Ainsi, le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques est passé de 3,50% à 3,25%, et le taux d’intérêt sur le guichet de prêt marginal de 5,50% à 5,25%. Le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques est resté inchangé à 3,00%.

Au cours de sa session du 17 septembre 2025, le CPM a décidé de maintenir inchangés le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques et le taux d’intérêt sur le guichet de prêt marginal, à leurs niveaux en vigueur depuis le 16 juin 2025. Le Comité a également décidé de conserver à 3,00% le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l’Union.

Cette décision tenait compte des risques sur les perspectives d’inflation et l’équilibre extérieur, liés notamment à l’évolution de la situation sécuritaire dans la région, à la résurgence des tensions géopolitiques

et commerciales et aux effets négatifs du changement climatique.

Lors de sa dernière session ordinaire tenue le 3 décembre 2025, le Comité a également décidé de garder à leurs niveaux les taux directeurs de la Banque Centrale ainsi que le taux de réserves obligatoires appliqué aux établissements assujettis.

Ces décisions ont été soutenues par une croissance robuste dans l’Union, avec une progression du PIB en termes réels de 6,6% au troisième trimestre 2025, après 6,5% le trimestre précédent, favorisée notamment par un financement adéquat de l’économie. Sur l’année 2025, la croissance économique de l’Union était projetée à 6,7%, après une réalisation de 6,2% en 2024.

Les prévisions d’inflation faisaient ressortir une progression des prix maîtrisée, avec toutefois des risques haussiers, liés notamment à l’impact des tensions géopolitiques et commerciales sur les cours mondiaux des produits alimentaires et énergétiques ainsi qu’à la situation sécuritaire dans la sous-région.



Session ordinaire du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO, tenue le 3 décembre 2025 au Siège, à Dakar



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO



Le Conseil d'Administration a tenu deux sessions ordinaires, le 25 mars et le 19 décembre 2025, respectivement au Siège de la BCEAO à Dakar et à l'Agence Principale de Cotonou, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire.

Au cours de sa session ordinaire du 25 mars 2025, le Conseil a examiné et arrêté les états financiers de la Banque Centrale pour l'exercice 2024, établis conformément aux Normes Internationales d'Information Financière et aux règles spécifiques de la BCEAO. En outre, le rapport d'exécution du budget de la Banque Centrale au titre de l'année 2024 a été adopté.

Le Conseil a également examiné et approuvé le Relevé de conclusions de la réunion du Comité d'Audit tenue le 24 mars 2025, au Siège de l'Institut d'émission.

Par ailleurs, les membres du Conseil d'Administration ont été informés des conclusions du Rapport annuel d'activités du Comité d'Audit, au titre de l'exercice 2024.

Enfin, le Conseil s'est félicité des résultats obtenus par la Banque Centrale et a décidé de soumettre les états financiers ainsi arrêtés à l'approbation du Conseil des Ministres de l'Union, conformément aux Statuts de la BCEAO.

Au cours de sa session ordinaire du 19 décembre 2025, le Conseil a examiné et adopté le projet de budget de la BCEAO pour l'exercice 2026.

Les membres du Conseil ont également approuvé les Relevés de conclusions des réunions du Comité d'Audit de la BCEAO, tenues en juillet à l'Agence Principale de Lomé, en septembre à l'Agence Principale d'Abidjan et en décembre 2025 à l'Agence Principale de Cotonou.

COMITÉ D'AUDIT DE LA BCEAO

Au 31 décembre 2025, le Comité d'Audit de la BCEAO a tenu quatre sessions ordinaires. Les sessions du 24 mars dans les locaux du Siège de la BCEAO, du 9 juillet à l'Agence Principale de Lomé et du 23 septembre à l'Agence Principale d'Abidjan ont été tenues, sous la présidence statutaire de Monsieur Arthur AHOUSI, Administrateur représentant la Côte d'Ivoire. La session du 15 décembre à l'Agence Principale de Cotonou s'est déroulée sous la présidence de Monsieur Bruno Raymond BAMOUNI, Administrateur représentant le Burkina, son Président statutaire depuis le 7 octobre 2025.

Au cours de sa session du 24 mars 2025, le Comité d'Audit, après examen des états financiers établis par les Services de la Banque Centrale et des rapports d'audit présentés par le Commissaire Contrôleur, a noté avec satisfaction, l'évolution favorable du résultat net de la BCEAO en 2024.

Le Comité s'est réjoui de l'opinion émise par le Commissaire Contrôleur sur les états financiers au 31 décembre 2024, qui s'est traduite par leur certification sans réserve. Le Commissaire Contrôleur a, par ailleurs, indiqué que le dispositif de Contrôle interne de la Banque Centrale est satisfaisant. Il a, toutefois, formulé des recommandations visant son renforcement.

Le Comité d'Audit a adressé ses félicitations au Gouverneur et au personnel de la Banque Centrale pour les résultats obtenus et recommandé qu'il plaise au Conseil d'Administration d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils lui sont soumis.

En outre, le Comité a approuvé les résultats de l'évaluation des prestations des Contrôleurs Externes de la BCEAO au titre de l'exercice 2024.

Le Comité a validé l'état de mise en œuvre des plans d'actions issus de ses auto-évaluations et des recommandations précédemment formulées.

Par ailleurs, le Comité d'Audit a examiné le rapport annuel sur les activités de contrôle de l'Institut d'émission. Il a encouragé la mise en œuvre diligente des mesures envisagées en vue d'accroître la performance du dispositif de contrôle.

Le Comité a pris connaissance des dispositifs de contrôle interne mis en place au sein de la Direction des Études Fiduciaires et à la Direction des Opérations de Caisse. Il a salué la pertinence de ces dispositifs, qui donnent une assurance raisonnable quant à la maîtrise des risques liés à la gestion des activités fiduciaires. Le Comité a, toutefois, formulé des recommandations visant à renforcer leur efficacité.

Au cours de sa session du 9 juillet 2025, le Comité a noté avec satisfaction la bonne exécution du programme des missions d'audit interne au titre du premier semestre de l'année 2025 et a félicité la BCEAO pour les performances enregistrées dans sa mise en œuvre. Il s'est également réjoui du renforcement des effectifs affectés à la fonction d'audit interne.

Le Comité a pris connaissance de l'état de mise en œuvre, au 30 avril 2025, des recommandations formulées au cours de



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025 XXXI

VUE D’ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO

ses précédentes sessions ainsi que des plans d’actions découlant de ses exercices d’auto-évaluation. Il a, en outre, validé le nouveau canevas relatif à l’auto-évaluation de son fonctionnement, élaboré sur la base des meilleurs standards internationaux.

Le Comité a également examiné le dispositif de Contrôle des Opérations mis en place par la Direction Nationale de la BCEAO pour le Togo. Il en a salué la pertinence, estimant qu’il donne une assurance raisonnable quant à l’efficacité du système de contrôle interne de cette structure.

Au cours de sa session du 23 septembre 2025, le Comité a pris connaissance de l’état de mise en œuvre, au 31 août 2025, de ses recommandations, ainsi que de celles formulées par le Commissaire Contrôleur et les Contrôleurs Nationaux.

Il a examiné le projet de rapport relatif à son auto-évaluation au titre de l’année 2025 et recommandé la prise en compte des ajustements proposés, en vue de sa présentation au prochain Conseil d’Administration de la BCEAO.

Le Comité a également examiné le rapport annuel de la Banque Centrale sur les risques opérationnels au titre de l’exercice 2025. Il a apprécié la pertinence de ce rapport, qui apporte une assurance raisonnable sur la qualité du dispositif de gestion des risques de la BCEAO.

Le Comité a pris connaissance du plan d’intervention du Commissaire Contrôleur pour l’audit externe des comptes de la BCEAO au titre de l’exercice 2025 et s’est assuré de la prise en compte de ses attentes dans son élaboration.

Au titre de l’audit interne, le Comité a examiné la démarche d’élaboration des Fiches d’Analyse et de Restitution, les résultats de l’enquête de satisfaction menée en 2024 auprès des structures auditées ainsi que l’état de mise en œuvre des recommandations formulées par la Direction de l’Inspection et des Audits au 30 juin 2025.

Au cours de sa session du 15 décembre 2025, le Comité d’Audit a examiné son rapport d’auto-évaluation au titre de l’exercice 2025, ainsi que les actions d’amélioration identifiées en vue de renforcer l’alignement de son fonctionnement avec les standards internationaux. À l’issue de ses délibérations, le Comité a validé ledit rapport et le plan d’actions y afférent et recommandé sa transmission au Conseil d’Administration pour approbation lors de sa session de mars 2026.

Il a également adopté son rapport annuel d’activités au titre de l’exercice 2025, ainsi que son programme de travail pour l’année 2026, consacré notamment à l’examen des états financiers de la BCEAO au titre de l’exercice clos le 31 décembre 2025 et au suivi de l’exécution du programme des missions d’audit interne de l’année 2026.

Le Comité a noté avec satisfaction, la bonne exécution du programme des missions d’audit interne de l’exercice 2025 et a approuvé le programme des missions d’audit interne pour l’année 2026. Ce dernier est structuré de manière à couvrir les principaux domaines d’activités de la Banque Centrale et intègre les risques émergents, en particulier ceux liés à la cybersécurité.

Le Comité a, en outre, examiné le dispositif de Contrôle mis en place par la Direction Nationale de la BCEAO pour le Bénin, dont il a salué la pertinence et la qualité, considérant qu’il donne une assurance raisonnable quant à l’efficacité du système de contrôle interne de cette Structure. Toutefois, le Comité a exhorté la Direction Nationale à maintenir ce niveau de performance dans la durée.

Le Comité a pris connaissance de la lettre de mission du Commissaire Contrôleur, ainsi que des conclusions préliminaires de ses travaux relatifs au contrôle interne et à l’audit externe des comptes de la Banque Centrale arrêtés au 31 octobre 2025.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO..... XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025.....XXXI

VUE D’ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111



TEMPS FORTS
DE L’ANNÉE 2025



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025 XXXI

VUE D’ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025

ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE
ET COOPÉRATION MONÉTAIRE

Du 27 au 28 janvier 2025

Rencontre bilatérale entre la
Banque Centrale des États de
l’Afrique de l’Ouest (BCEAO) et
la Banque des États de l’Afrique
Centrale (BEAC) : une nouvelle ère
de coopération renforcée entre les
deux Instituts d’émission



De la gauche vers la droite : M. Yvon SANA BANGUI, Gouverneur de la BEAC et M. Jean Claude-Kassi BROU, Gouverneur de la BCEAO, lors de la rencontre bilatérale

Une délégation de la BCEAO, conduite par le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU, s’est rendue à Yaoundé à l’invitation de son homologue de la BEAC, Monsieur Yvon Sana BANGUI. Cette première rencontre bilatérale depuis 2014 matérialise l’ambition commune des Gouverneurs de renforcer la coopération entre les deux Institutions.

Cette visite s’inscrit dans le cadre de l’Accord de coopération signé en novembre 2008 à Dakar, qui vise à encourager l’échange d’informations, le partage d’expériences et

la mise en œuvre de projets conjoints. Elle répond à la nécessité d’une synergie accrue, au regard des défis communs auxquels font face les pays des zones de la Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale (CEMAC) et de l’UEMOA.

12 mai 2025

Table ronde de haut niveau
organisée dans le cadre de la
Conférence de l’Union Africaine
sur la dette



Photo des panélistes à la table ronde de haut niveau organisée dans le cadre de la Conférence de l’Union Africaine sur la dette (Lomé, le 12 mai 2025)

Le Gouverneur de la BCEAO est intervenu lors de la table ronde de haut niveau organisée dans le cadre de la Conférence de l’Union Africaine sur la dette, tenue le 12 mai 2025 à Lomé, et placée sous le thème « L’agenda de gestion de la dette publique de l’Afrique pour rétablir et préserver la viabilité de la dette ».

Lors de son intervention, le Gouverneur a relevé que la dynamique de la dette publique, dans de nombreux pays africains, est devenue un enjeu majeur de fragilité macroéconomique, malgré les efforts continus en matière de

gouvernance et de réformes. Il a noté que le taux d’endettement en Afrique subsaharienne est passé de 27,5% du PIB en 2012 à 64,1% fin 2024, tandis que, dans l’UMOA, il a progressé de 26,1% à 62,1% sur la même période. Cette évolution s’est accompagnée d’un recours croissant à la dette commerciale, caractérisé par des conditions de financement plus coûteuses et moins prévisibles.

Dans ce contexte, le Gouverneur BROU a souligné les limites structurelles de l’architecture financière mondiale actuelle, qui demeure insuffisamment adaptée aux réalités africaines. Il a évoqué les coûts d’emprunt excessifs des pays africains sur les marchés internationaux, une distribution inéquitable des ressources financières mondiales, le sous-investissement chronique dans des secteurs essentiels, la lenteur et l’incertitude des processus de restructuration de dettes, ainsi qu’une gouvernance internationale insuffisamment inclusive.

Pour remédier à cette situation, il a recommandé une réforme en profondeur du système financier international. Il a notamment plaidé pour une gouvernance plus représentative au sein des Institutions financières internationales, une réforme du système des Droits de Tirage Spéciaux afin d’en faciliter l’accès en période de crise, un cadre de restructuration de la dette plus rapide, coordonné et juridiquement contraignant, ainsi que l’intégration de clauses d’urgence climatique dans les contrats d’endettement. Il a également évoqué la nécessité de mettre en place une agence de notation panafricaine et d’accélérer l’opérationnalisation du Mécanisme africain de stabilité financière.

Enfin, le Gouverneur a appelé à reconstruire une architecture financière internationale fondée sur l’inclusion, la solidarité, la transparence et l’efficacité. Il a affirmé l’engagement de la BCEAO à poursuivre ses efforts, aux côtés des Institutions africaines et des partenaires internationaux, pour bâtir un cadre financier plus équitable, plus stable et davantage orienté vers le développement durable de l’Afrique.

20 mai 2025

Réunion ordinaire du Bureau
de l’Association des Banques
Centrales Africaines (ABCA)
à Dakar



Vue partielle de la salle abritant la réunion ordinaire du Bureau de l’ABCA (Dakar, le 20 mai 2025)



Vue de la salle abritant la réunion ordinaire du Bureau de l’ABCA (Dakar, le 20 mai 2025)



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025XXXI

VUE D’ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025

Le Gouverneur de la BCEAO a présidé, le 20 mai 2025 à Dakar, la réunion ordinaire du Bureau de l’Association des Banques Centrales Africaines (ABCA).

À cette occasion, il a salué l’engagement constant des participants en faveur de la mise en place d’un système monétaire africain intégré, stable et résilient. Il a également adressé ses félicitations au nouveau Président de l’Association et exprimé ses remerciements au Secrétariat Exécutif pour la qualité de l’organisation de la rencontre.

Le Gouverneur a indiqué que cette réunion constituait un cadre privilégié d’échanges sur les principaux défis économiques du moment, notamment les tensions géopolitiques, les effets du changement climatique et la soutenabilité de la dette publique. S’agissant de la zone UEMOA, il a relevé une croissance de 6,3% en 2024, ainsi qu’une inflation maîtrisée à 3,5%, avec des perspectives jugées favorables pour l’année 2025.

Il a enfin réaffirmé l’engagement de la BCEAO en faveur de la coopération monétaire et de la stabilité financière sur le continent.



21 mai 2025

Conférence internationale sur le thème : « L’Intelligence Artificielle : opportunités et défis pour les Banques Centrales »

La BCEAO a organisé, à Dakar, une Conférence internationale sur le thème « L’Intelligence Artificielle : Opportunités et défis pour les banques centrales ». Cette conférence avait pour objectif de constituer un creuset

d’échanges sur l’application de l’Intelligence Artificielle (IA) et les innovations y relatives dans le secteur bancaire et financier, notamment en lien avec les missions des banques centrales et organismes de régulation.

Elle s’est déroulée en quatre panels portant sur les thématiques : (i) le pouvoir transformateur de l’Intelligence Artificielle, (ii) Intelligence Artificielle et politique monétaire, (iii) Intelligence Artificielle et stabilité financière et (iv) Ressources



humaines et défis éthiques liés à l’Intelligence Artificielle.

La Conférence a réuni environ 190 participants, parmi lesquels de hautes autorités sénégalaises, des responsables d’organes et institutions de l’UEMOA, des dirigeants d’institutions financières internationales et d’Établissements Bancaires d’Importance Systémique, des présidents d’associations professionnelles, des chercheurs et experts en IA. Elle a également enregistré la participation de 16 Banques Centrales. Les Gouverneurs des Banques Centrales des États de l’Afrique Centrale (BEAC), de l’Île Maurice, du Mozambique, des Comores et du Libéria, ainsi que les Vice-Gouverneurs des Banques Centrales du Kenya, d’Afrique du Sud, du Maroc, de la Tunisie, du Rwanda, du Congo et du Botswana y ont participé.

Une Table ronde des Gouverneurs, clôturant la conférence, a mis en évidence trois enseignements majeurs pour un déploiement maîtrisé de l’IA dans les Banques Centrales, notamment l’intégration de l’IA dans la conduite des missions fondamentales dans un cadre éthique et sécurisé, le renforcement des compétences humaines et l’attrait des talents

spécialisés ainsi que la promotion d’une coopération régionale active et l’élaboration d’un livre blanc sur les bonnes pratiques pour une IA responsable au sein des banques centrales.





SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

ENCADRÉ 1 : TABLE RONDE DE HAUT NIVEAU SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE :
PRINCIPALES LEÇONS À TIRER ET PERSPECTIVES

La Table ronde des Gouverneurs a été l'occasion pour les Gouverneurs de la BCEAO et de la BEAC ainsi que des Banques Centrales des Comores, de l'île Maurice, du Libéria et de Mozambique, de faire le point sur les principaux enseignements à tirer de la Conférence et d'aborder les perspectives pour l'intégration de l'IA dans les banques centrales. À cet égard, ils ont souligné les points ci-après.

(i) Le recours à l'IA pour l'exécution des missions des banques centrales et les défis éthiques induits par cette technologie

Les Gouverneurs ont souligné l'importance du recours à l'IA pour l'exécution des missions fondamentales des banques centrales, telles que la politique monétaire, la stabilité financière ou encore la supervision bancaire. Ils ont, toutefois, fait remarquer qu'une adoption efficace et sécurisée de l'IA requiert la mise en œuvre de prérequis indispensables à savoir :

- la mise en place d'une stratégie *Big Data*, à travers la collecte, le traitement et l'exploitation de données massives provenant des secteurs bancaire et financier ;
- le déploiement d'un cadre de gouvernance de données, adapté, garantissant un usage éthique et sécurisé de l'IA ainsi que la protection des informations personnelles ;
- l'adoption d'un cadre réglementaire proactif, permettant un encadrement de l'IA tout en favorisant l'innovation responsable dans le secteur financier.

(ii) L'alignement des ressources humaines aux enjeux de l'IA

L'IA requiert une profonde transformation des compétences au sein des banques

centrales. À cet égard, deux priorités ont été soulignées :

- le renforcement des stratégies de formation interne, de recrutement et de rétention des talents qualifiés en partenariat avec les universités, centres de recherche et grandes écoles, en leur proposant des environnements de travail innovants à travers la création de laboratoires dédiés à l'IA ;
- la mise en place de centres d'innovation en IA, en tant que pôle d'attraction pour les nouveaux talents.

(iii) L'opportunité d'un cadre de coopération pour une IA responsable au service de la stabilité monétaire et financière

Les actions retenues portent sur :

- le développement d'une coopération régionale entre banques centrales, organisations internationales, acteurs du secteur financier et institutions régionales, en vue de favoriser le partage d'expériences, l'harmonisation des approches et la montée en compétences collectives ;
- la conception de projets collaboratifs, visant à expérimenter et à co-développer des solutions d'IA dans les domaines prioritaires des banques centrales ;
- l'élaboration d'un livre blanc communautaire, constituant un creuset de bonnes pratiques, de cadres de gouvernance et de recommandations pour une intégration efficace de l'IA dans les domaines d'activité des banques centrales.



Le Gouverneur de la BCEAO aux côtés du président de la République du Libéria et autres hautes personnalités, lors des célébrations du 178° anniversaire de l'indépendance du Libéria (Monrovia, le 26 juillet 2025)

26 juillet 2025

Célébrations du 178° anniversaire de l'indépendance du Libéria

À l'invitation de Son Excellence Monsieur Joseph Nyuma BOAKAI, Président de la République du Libéria, Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la BCEAO, a pris part aux célébrations du 178° anniversaire de l'indépendance du Libéria, le 26 juillet 2025 à Monrovia.

Aux côtés de plusieurs Chefs d'Etat et hautes personnalités, Monsieur BROU a participé aux activités officielles marquant cet anniversaire, placé sous le thème « Un peuple, un destin : guérir le passé, construire l'avenir », qui ont mis en lumière l'attachement du peuple libérien

à ses idéaux de liberté, de souveraineté et de paix durable.

La présence du Gouverneur à cette cérémonie commémorative revêt une portée symbolique forte. Convié en sa double qualité de Gouverneur de la BCEAO et d'ancien Président de la Commission de la CEDEAO, Monsieur BROU a reçu une distinction honorifique, en reconnaissance de son engagement constant en faveur de la paix, de la stabilité et de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.

Ce prix lui a été remis par Son Excellence Julius Maada BIO, Président en exercice de la CEDEAO et Président de la République de Sierra Leone, dans le cadre des célébrations marquant le cinquantenaire de la CEDEAO.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111



Photo de famille des participants à la Conférence internationale sur l'IA (Praia, 3 octobre 2025)



Intervention du Gouverneur de la BCEAO lors de la Conférence internationale sur l'IA (Praia, le 3 octobre 2025)

3 octobre 2025

Conférence internationale sur l'Intelligence Artificielle à Praia : le Gouverneur BROU souligne les enjeux pour la stabilité monétaire et financière

Le Gouverneur de la BCEAO a pris part, le 3 octobre 2025 à Praia (Cap-Vert), à la Conférence internationale organisée par la Banque de Cabo Verde, à l'occasion de son 50^e anniversaire.

Placée sous le thème : « L'Intelligence Artificielle comme outil pour promouvoir l'innovation et l'efficacité du système financier », cette conférence a réuni des Gouverneurs de banques centrales, des représentants d'Institutions financières, du monde universitaire et du secteur technologique.

Lors de son intervention, le Gouverneur BROU a rappelé que l'Intelligence Artificielle est désormais une réalité incontournable, déjà largement intégrée par les banques commerciales et les établissements financiers. Les banques centrales, en tant qu'autorités de régulation, doivent également s'y engager, mais de manière structurée et prudente, afin de préserver leur rôle de garantes de la stabilité monétaire et financière.

Le Gouverneur a mis en exergue les opportunités qu'offre l'Intelligence Artificielle pour renforcer les missions fondamentales des banques centrales, en particulier l'amélioration de la précision des modèles macroéconomiques et des projections sur l'inflation et la liquidité, ainsi que le renforcement des outils de prévision et de gestion des risques liés aux établissements systémiques. Il a également souligné la contribution attendue de l'IA à l'efficacité et à la sécurité des systèmes de paiement, qui constituent une responsabilité essentielle des banques centrales.

Il a, toutefois, insisté sur les conditions nécessaires à une intégration réussie de l'Intelligence Artificielle, notamment la disponibilité de données fiables et bien encadrées, la mobilisation de ressources humaines qualifiées et le développement d'infrastructures performantes.

Enfin, il a indiqué que la BCEAO utilise déjà l'Intelligence Artificielle dans certains domaines ciblés, comme la gestion des ressources humaines et la surveillance financière, et qu'elle élabore actuellement une stratégie globale visant à recourir de manière cohérente à cette innovation dans l'exécution de l'ensemble de ses missions, afin de renforcer son efficacité au service de la stabilité monétaire et financière de l'Union.

Du 14 au 17 octobre 2025

Session plénière du Comité de Développement de la Banque Mondiale

Le Gouverneur de la BCEAO a participé, le jeudi 16 octobre 2025, à la session plénière du Comité de Développement de la Banque Mondiale, organisée dans le cadre des Assemblées Annuelles 2025 du Groupe de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, à Washington D.C.

Cette session a réuni les Gouverneurs, les Ministres des Finances et les responsables d'institutions multilatérales autour du thème « Fondations pour la croissance et l'emploi ». Les échanges ont porté sur les moyens d'accélérer la création d'emplois durables à travers une approche intégrée, fondée sur le renforcement des infrastructures, la promotion d'un environnement favorable aux entreprises et la mobilisation accrue des capitaux privés pour soutenir le financement du développement.

Le Comité a souligné que l'emploi constitue désormais le cœur de la stratégie du Groupe de la Banque Mondiale, qui vise à relever le défi pressant de l'autonomisation économique des jeunes, notamment en Afrique subsaharienne. Les interventions ont mis en exergue la nécessité d'investir simultanément dans le capital humain, les infrastructures et le capital naturel, afin de créer les conditions d'une croissance inclusive et durable.

Le Comité a également lancé un appel à la mobilisation collective des Gouvernements, du secteur privé et des institutions internationales pour transformer les politiques de croissance en emplois durables. Le Groupe de la Banque Mondiale a rappelé l'urgence d'agir, soulignant que chaque année compte dans la lutte contre le chômage et la pauvreté.

Session plénière du Comité Monétaire et Financier International (CMFI)



Participation du Gouverneur de la BCEAO à la 52^e réunion du CMFI (Washington, le 17 octobre 2025)

Le Gouverneur de la BCEAO a participé, le 17 octobre 2025, à la 52^e réunion du Comité Monétaire et Financier International (CMFI), tenue à Washington D.C., dans le cadre des Assemblées Annuelles du FMI et du Groupe de la Banque Mondiale.

Présidée par Monsieur Mohammed ALJADAAN, Ministre des Finances du Royaume d'Arabie Saoudite, la session a réuni les Gouverneurs des banques centrales, les Ministres des Finances et les responsables d'institutions financières internationales autour des principaux enjeux économiques mondiaux.

Les échanges ont porté sur la résilience de l'économie mondiale, dans un contexte caractérisé par une croissance modérée, une inflation différenciée selon les régions et un niveau d'endettement public élevé.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025XXXI

VUE D’ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025

Les participants ont souligné la nécessité d’adopter des politiques budgétaires et monétaires prudentes afin de renforcer la stabilité macroéconomique, de soutenir la viabilité de la dette et de préserver la cohésion sociale.

Le Comité a également mis l’accent sur la stabilité financière mondiale, en insistant sur le rôle des banques centrales indépendantes et sur la surveillance accrue des risques émergents liés notamment à l’Intelligence Artificielle, aux institutions financières non bancaires et aux actifs numériques.

Par ailleurs, les discussions ont porté sur la gestion de la dette des pays à faible revenu, la coopération multilatérale, ainsi que sur les réformes du dispositif mondial de sécurité financière et le renforcement du cadre de viabilité de la dette.

Réunion annuelle du Comité de Bretton Woods

Le Gouverneur de la BCEAO a participé, le mardi 14 octobre 2025, à la réunion annuelle du Comité de Bretton Woods, organisée à Washington D.C.

Cette rencontre, marquée notamment par la présence de Madame Kristalina GEORGIEVA, Directrice Générale du FMI, et de Monsieur Ajay BANGA, Président du Groupe de la Banque Mondiale, a réuni des décideurs publics, des dirigeants du secteur privé, des représentants de la société civile ainsi que des institutions multilatérales, autour d’un objectif commun : renforcer la coopération entre le FMI, la Banque Mondiale et le secteur privé, en vue de préserver la stabilité économique et de promouvoir une croissance mondiale plus résiliente.

Les échanges ont mis en évidence l’urgence de repenser les mécanismes de coopération internationale, en explorant de nouvelles approches susceptibles de mieux répondre aux défis économiques et financiers contemporains, dans un contexte particulièrement marqué par l’aggravation des vulnérabilités liées à l’endettement, la persistance des tensions commerciales et l’accélération des mutations technologiques à l’échelle mondiale.

Réunions du Groupe Afrique II (Afrique de l’Ouest) du FMI et du Groupe Afrique II de la Banque Mondiale

Le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a pris part, le mercredi 15 octobre 2025, aux réunions du Groupe Afrique II, respectivement du FMI et du Groupe de la Banque Mondiale, organisées dans le cadre des Assemblées Annuelles 2025 des Institutions de Bretton Woods à Washington D.C.

Ces rencontres ont permis aux Administrateurs représentant les pays membres de faire le point sur les principales évolutions économiques et financières intervenues au cours de l’exercice précédent, ainsi que sur les initiatives majeures menées dans le cadre des programmes du FMI et de la Banque Mondiale en faveur du continent africain.

À cette occasion, la BCEAO a été désignée observateur permanent du Groupe Afrique II du FMI, en reconnaissance de son rôle central dans la coordination des politiques monétaires et financières au sein de l’UEMOA. Cette désignation permettra à la Banque Centrale de renforcer sa participation aux réflexions stratégiques menées au sein du Groupe et de consolider la représentation des

pays de l’Union dans les discussions relatives à la stabilité macroéconomique, à la résilience financière et au développement inclusif.

Rencontre de haut niveau entre les Autorités de l’UEMOA et le Département Afrique du FMI à Washington

Monsieur Jean-Claude Kassi BROU a pris part, le 16 octobre 2025, à une réunion de haut niveau entre les Autorités nationales et régionales de l’UEMOA et le Département Afrique du FMI.

Cette rencontre traditionnelle, qui constitue un cadre d’échanges privilégié entre les institutions partenaires, a permis d’échanger sur les perspectives économiques de l’Union et les défis à relever pour préserver la stabilité macroéconomique et financière.

Les discussions ont révélé la solidité de la croissance dans l’Union, le recul progressif de l’inflation et le bon niveau des réserves de change, signes de la résilience des économies de l’UEMOA.



Photo des Panélistes à l’AFIS (Casablanca, du 3 au 4 novembre 2025)

Les échanges ont permis d’identifier plusieurs priorités pour renforcer la solidité des finances publiques et la stabilité du système financier dans l’Union.

Du 3 au 4 novembre 2025

Africa Financial Industry Summit (AFIS 2025)

Dans le cadre de l’AFIS 2025, tenu à Casablanca (Royaume du Maroc) les 3 et 4 novembre 2025, le Gouverneur de la BCEAO, a pris part au panel des Gouverneurs de banques centrales autour du thème : « Nouvelle architecture mondiale : où l’Afrique peut-elle se tourner pour obtenir les financements dont elle a besoin ? ».

Intervenant sur l’impact des tensions commerciales mondiales, il a relevé que les économies de l’UEMOA demeurent résilientes, portées par une croissance stable, une balance des paiements en amélioration et une politique monétaire prudente. Il a, toutefois, insisté sur la nécessité de rester vigilant face aux effets potentiels des chocs externes sur l’inflation et les taux d’intérêt.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR..... IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO..... XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025.....XXXI

VUE D’ENSEMBLE..... LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES..... 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025

Le Gouverneur est également intervenu dans un panel de haut niveau intitulé : « Gestion des réserves de change par les banques africaines : levier de souveraineté ou risque majeur ? ». À cette occasion, il a rappelé l’importance stratégique des réserves de change dans le maintien de l’équilibre macroéconomique et dans le renforcement de la résilience des économies de l’Union. Ces réserves permettent notamment de financer les importations essentielles, de garantir la stabilité du régime de change et de préserver la confiance dans la monnaie commune.

Du 10 au 11 novembre 2025

Conférence panafricaine des Gouverneurs de Banques Centrales

Le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a pris part à la Conférence panafricaine des Gouverneurs de banques centrales, les 10 et 11 novembre 2025 à Accra (Ghana), sous le thème « Gouvernance des banques centrales :

leadership, crédibilité et résilience dans les banques centrales africaines ».

Organisée par la Banque du Ghana et la Banque d’Angleterre, cette rencontre s’inscrivait dans le cadre du programme de coopération technique entre les deux institutions. Elle a réuni plusieurs Gouverneurs et hauts responsables de banques centrales africaines autour des enjeux liés à la gouvernance, à l’indépendance et à la crédibilité des banques centrales, dans un contexte économique et financier en constante évolution.

Intervenant au cours du panel intitulé « Prise de décision difficile, renforcement de la résilience et de la crédibilité », le Gouverneur BROU a partagé l’expérience de la BCEAO en matière de prise de décision dans un environnement incertain, ainsi que les actions engagées pour renforcer la résilience institutionnelle face aux chocs exogènes et aux mutations structurelles de l’économie mondiale.



Photo de famille des participants à la Conférence panafricaine des Gouverneurs de banques centrales, les 10 et 11 novembre 2025 à Accra (Ghana)

Du 27 au 28 novembre 2025

47° Réunions annuelles de l’Association des Banques Centrales Africaines

Le Gouverneur de la BCEAO a pris part, les 27 et 28 novembre 2025 à Yaoundé, aux 47° Réunions annuelles de l’Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), organisées par la BEAC.

Ces assises ont réuni les Gouverneurs des banques centrales africaines autour des enjeux liés à la stabilité macroéconomique, au financement durable et à l’intégration financière sur le continent.

Le Gouverneur BROU est intervenu lors du Symposium des Gouverneurs, consacré à la promotion de la finance verte. Il y a présenté l’expérience de la zone UEMOA ainsi que les initiatives portées par la BCEAO en matière de stratégie climat, de gestion des risques climatiques et de finance durable. Les échanges ont également porté sur la mobilisation des ressources en faveur des projets durables, la transparence ESG (Environnement, Social et Gouvernance) et les leviers d’innovation financière.

Par ailleurs, les travaux ont permis d’examiner les activités statutaires de l’ABCA, notamment celles relatives à la coopération monétaire, à l’intégration des systèmes de paiement et aux projets institutionnels à l’échelle continentale. À l’issue des échanges, les Gouverneurs ont réaffirmé leur engagement en faveur de la résilience des économies africaines et de l’approfondissement de l’intégration financière.

SUPERVISION BANCAIRE

Du 16 au 17 janvier 2025

20° réunion annuelle de haut niveau sur le renforcement de la supervision bancaire en Afrique

Le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a pris part à Cape Town à la 20° réunion annuelle de haut niveau sur le renforcement de la supervision bancaire en Afrique, organisée par le Comité de Bâle sur le Contrôle Bancaire et l’Institut pour la Stabilité Financière de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), en collaboration avec la *South African Reserve Bank* (SARB).



Intervention du Gouverneur BROU lors de la 20° réunion annuelle de haut niveau sur le renforcement de la supervision bancaire en Afrique (Cape Town, 16 au 17 janvier 2025)

Intervenant lors du panel dédié au thème « Perspectives macro-financières en Afrique », le Gouverneur a mis en lumière les défis successifs auxquels l’Union a été confrontée au cours des cinq dernières années, notamment l’inflation élevée après la pandémie de la COVID-19, les menaces liées aux changements climatiques, les difficultés d’accès aux marchés de capitaux internationaux, ainsi que les tensions sécuritaires au Sahel.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025



Photo de famille des participants à la 20^e Réunion annuelle de haut niveau sur le renforcement de la supervision bancaire en Afrique (Cape Town, du 16 au 17 janvier 2025)

Du 15 au 16 avril 2025

Réunion plénière du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones

Le Siège a accueilli les 15 et 16 avril 2025, la première réunion plénière du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF) au titre de l'année 2025. La rencontre a enregistré la participation de 11 Autorités de contrôle bancaire homologues, notamment l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, la Banque Nationale de Belgique, Bank Al Maghrib, la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, la Banque Centrale des Comores, la Banque Centrale de la République de Guinée, la Banque Nationale de Roumanie, la Commission de Supervision Bancaire et Financière de Madagascar, la Commission de Supervision Bancaire du Liban et la Commission de Surveillance du Secteur Financier du Luxembourg.

Dans son adresse d'ouverture, le Gouverneur de la BCEAO, Président de la Commission Bancaire de l'UMOA, a relevé la nécessité, pour les autorités membres du GSBF, d'approfondir la coopération en vue de répondre plus efficacement aux défis de renforcement de la stabilité et de la résilience de leurs systèmes bancaires.

Sous le thème « Gestion et résolution des crises bancaires », la rencontre a été nourrie d'échanges qui ont mis en évidence les acquis des juridictions respectives, notamment des cadres juridiques mis en place et les réflexions menées pour la prise en charge efficiente des éventuelles crises bancaires.

25 novembre 2025

10^e rencontre entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire et les Directeurs Généraux des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA

Le Gouverneur de la BCEAO, Président de la Commission Bancaire de l'UMOA, a procédé, le mardi 25 novembre 2025, à l'ouverture de la 10^e édition de la rencontre entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire et les Directeurs Généraux des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA, organisée par visioconférence.

Dans son allocution, le Gouverneur a souligné la pérennité de ce cadre d'échange qui constitue une opportunité unique de discussions sur les réalisations, les perspectives et les défis du secteur bancaire, afin d'identifier les leviers pour le renforcement de la solidité et la résilience du secteur financier sous régional.



Photo de famille des participants à la première réunion plénière du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF) au titre de l'année 2025 au Siège de la BCEAO

Le Gouverneur BROU a appelé à accorder une attention particulière au renforcement des fonds propres, à la fiabilité du *reporting* réglementaire ainsi qu'à la célérité dans la correction des insuffisances relevées et la mise en œuvre des décisions de la Commission Bancaire. Le Président de la Commission Bancaire a également insisté sur l'importance du respect des prescriptions réglementaires relatives aux relations financières extérieures des États membres de l'UEMOA ainsi qu'à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive.

1^{er} décembre 2025

5^e rencontre entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire et les Directeurs Généraux des Institutions de microfinance de grande taille de l'UMOA

Le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU, Président de la Commission Bancaire de l'UMOA, a procédé, le lundi 1^{er} décembre 2025, à l'ouverture de la 5^e édition des rencontres annuelles entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire et les Directeurs Généraux des Institutions de microfinance de grande taille de l'UMOA, organisée par visioconférence.

Dans son allocution d'ouverture, le Gouverneur BROU a exhorté les responsables des institutions de microfinance à repenser et à améliorer les méthodes de gouvernance au sein de leurs institutions, afin d'assurer leur conformité avec la réglementation et les meilleurs standards. À cet égard, il a annoncé des mesures d'accompagnement de la Banque Centrale, en particulier l'organisation périodique d'un événement pour partager les bonnes pratiques dans le secteur ainsi que des actions de formation pour une meilleure appropriation des dispositions réglementaires et des normes de gestion.

COOPÉRATION RÉGIONALE

30 janvier 2025

Concertation régionale entre la BCEAO et les Hautes Juridictions des États membres de l'UMOA

La BCEAO a organisé, le 30 janvier 2025 à son Siège, une concertation régionale avec les Hautes Juridictions des États membres de l'UMOA autour du thème « Regards croisés sur la réglementation bancaire et financière dans l'UMOA ». La rencontre a réuni le Gouverneur de la BCEAO, les Présidents des Cours Suprêmes et de Cassation, les Présidents



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111



Photo de famille des participants à la concertation régionale entre la BCEAO et les Hautes Juridictions des États membres de l'UMOA, tenue le 30 janvier 2025 au Siège, à Dakar

et Procureurs Généraux des Cours d'Appel des États membres ainsi que des Hauts responsables de la Banque Centrale.

Dans son allocution d'ouverture, le Gouverneur a salué l'engagement des Hautes Juridictions en faveur du renforcement du cadre juridique et réglementaire applicable au secteur bancaire et financier. Il a rappelé la coopération étroite entre la BCEAO et les magistrats des États membres, illustrée notamment, depuis 2016, par l'organisation de séminaires régionaux ayant sensibilisé plus de 160 magistrats et formateurs des Centres de Formation Judiciaire de l'Union sur les textes fondamentaux de la réglementation bancaire.

Cette concertation qui marque une étape significative dans les relations entre la BCEAO et les Institutions judiciaires des États membres de l'UMOA, a servi de cadre d'échanges approfondis sur des thématiques majeures, telles que les procédures d'adoption des lois uniformes, l'évolution du cadre réglementaire, les conditions d'exercice des activités bancaires et financières, le contrôle des établissements assujettis à la réglementation bancaire et financière, ainsi que la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive.



Intervention du Gouverneur de la BCEAO lors de la concertation régionale avec les Hautes Juridictions des États membres de l'UMOA

Le Gouverneur BROU a souligné l'importance d'une coopération renforcée entre la Banque Centrale et les Juridictions nationales, dans un contexte marqué par la complexité croissante des normes communautaires. Il a insisté sur la nécessité d'une harmonisation des pratiques pour assurer une mise en œuvre efficace et cohérente des réglementations au sein de l'Union.

Les travaux ont permis de consolider le dialogue institutionnel et de favoriser la mutualisation des expertises, en vue de la sécurisation juridique de l'espace communautaire et du développement du secteur financier.

VIE DE LA BCEAO

23 janvier 2025

Inauguration de l'Agence
Auxiliaire de la BCEAO à Kayes

La troisième Agence Auxiliaire de la BCEAO au Mali a été inaugurée le jeudi 23 janvier 2025, à Kayes, par Monsieur Alousséni SANOU, Ministre de l'Économie et des Finances, représentant le Président de la Transition du Mali, Chef de l'État, Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA.

La cérémonie a connu la participation de plusieurs hautes personnalités, parmi lesquelles Monsieur Adama COULIBALY, Ministre du Budget et des Finances de la République de Côte d'Ivoire, Président du Conseil des Ministres de l'UMOA et Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la BCEAO. Y ont également pris part, Madame Aïssata KONE SIDIBE, Présidente de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers du Mali, les Directeurs des institutions bancaires au Mali, le Général de Brigade Moussa SOUMARE, Gouverneur de la région de Kayes, ainsi que les Représentants du Maire et des Autorités traditionnelles et coutumières de la ville.



Coupure du ruban, lors de la cérémonie d'inauguration de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO à Kayes, le 23 janvier 2025



Vue partielle des participants à la cérémonie d'inauguration de la nouvelle Agence Auxiliaire de la BCEAO à Kayes



Vue de la nouvelle Agence Auxiliaire de la BCEAO à Kayes



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

8 février 2025

Inauguration du nouvel immeuble
fonctionnel de l'Agence Auxiliaire
de la BCEAO à Bobo-Dioulasso

Le nouvel immeuble fonctionnel de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO à Bobo-Dioulasso a été inauguré, le samedi 8 février 2025, par Monsieur Aboubakar NACANABO, Ministre de l'Économie et des Finances, représentant le Président du Faso, en présence de Monsieur Adama COULIBALY, Ministre du Budget et des Finances de la République de Côte d'Ivoire, Président du Conseil des Ministres de l'UMOA et Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la BCEAO.

La cérémonie d'inauguration a rassemblé de manière remarquable plusieurs membres du gouvernement burkinabè et de l'Assemblée législative de Transition, des Ministres, ainsi que les Gouverneurs des régions des Hauts-Bassins, des Cascades, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Sud. Étaient également présents le Président de la Délégation Spéciale et une importante représentation de dirigeants de banques et d'établissements financiers, conduite par le Président de l'Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers du Burkina. La rencontre a également connu la participation d'anciens hauts responsables de la BCEAO, d'agents en activité et de nombreux invités.



Coupure du ruban, lors de la cérémonie d'inauguration du nouvel immeuble de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO à Bobo-Dioulasso, le 8 février 2025



Vue partielle des participants à la cérémonie d'inauguration du nouvel immeuble fonctionnel de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO à Bobo-Dioulasso



Le nouvel immeuble fonctionnel de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO à Bobo-Dioulasso inauguré le 8 février 2025



Coupure du ruban symbolique par le Vice-Président Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, représentant le Président de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA

5 mai 2025

Inauguration de l'Agence
Auxiliaire de la BCEAO à Odienné

La cérémonie d'inauguration de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO à Odienné s'est déroulée, le lundi 5 mai 2025, sous le haut patronage de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, représenté par Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Vice-Président de la République, ancien Gouverneur de la BCEAO, accompagné de plusieurs membres du Gouvernement. Ont également pris part à la cérémonie, de nombreuses autorités administratives, politiques, religieuses, coutumières et du monde de la finance.

L'ouverture de cette septième Agence Auxiliaire de la BCEAO en Côte d'Ivoire s'inscrit dans la vision de la Banque Centrale d'étendre son réseau, afin de rapprocher les services bancaires des populations, d'améliorer la circulation des billets et pièces, et de renforcer l'inclusion financière dans toutes les régions de l'UMOA.



Le Gouverneur BROU délivrant son message lors de la cérémonie d'inauguration



La nouvelle Agence Auxiliaire de la BCEAO à Odienné inaugurée le 5 mai 2025



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

ENCADRÉ 2 : PRÉSENTATION DES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES NOUVELLES AGENCES DE LA BCEAO

Les Agences Auxiliaires constituent un maillon essentiel du dispositif organisationnel de la BCEAO, permettant de déployer sur le terrain des services de qualité au bénéfice des acteurs du système bancaire, du Trésor public, des institutions de microfinance, des entreprises et des populations.

Les nouvelles Agences Auxiliaires de la BCEAO présentent une architecture moderne et contemporaine. Elles sont dotées d'installations modernes à haute efficacité énergétique et de centrale solaire à injection directe permettant d'optimiser la consommation en énergie et en eau.

La façade de ces édifices dispose de brise-soleils permettant de réduire l'effet de l'ensoleillement direct pour un confort thermique à l'intérieur des pièces. En somme, ces infrastructures ultra modernes et respectueuses de l'environnement constituent un cadre de travail par excellence pour le personnel de la BCEAO.

Avec toutes les commodités disponibles, les nouvelles Agences Auxiliaires se veulent à la hauteur de la vision de modernisation de la Banque Centrale.



Vue de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO à Kayes (Mali)



Vue de la façade de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)



Vue de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO à Odienné (Côte d'Ivoire)



Vue aérienne de l'Agence Auxiliaire de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)



Vue partielle de la salle lors de la Cérémonie de lancement officiel de la Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané (PI-SPI) de l'UEMOA, au Siège de la BCEAO

30 septembre 2025

Cérémonie de lancement officiel de la Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané (PI-SPI) de l'UEMOA

Le 30 septembre 2025, le Siège de la BCEAO a abrité la cérémonie de lancement officiel de la Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané (PI-SPI), sous la présidence de Monsieur Cheikh DIBA, Ministre des Finances et du Budget de la République du Sénégal, représentant le Président du Conseil des Ministres de l'UMOA, et en présence de Monsieur Alioune SALL, Ministre de la Communication, des Télécommunications et du Numérique de la République du Sénégal, de hautes Autorités des institutions de l'Union, des partenaires techniques et financiers, ainsi que des principaux acteurs du secteur financier.

Dans son allocution, le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a souligné que la mise en place de la plateforme PI-SPI constitue l'aboutissement d'une vision partagée par les Autorités de l'Union, portée par la Banque Centrale, en faveur d'un écosystème financier plus inclusif, plus dynamique et plus performant.

PI-SPI est un système de paiement instantané et interopérable, accessible en continu dans les huit pays de l'UEMOA. Conçu pour permettre des transactions rapides et sécurisées entre les différents prestataires de services de paiement quel que soit le type de compte, il vise à améliorer l'efficacité, la sécurité et l'inclusivité des paiements au sein de l'espace communautaire, avec pour objectif de renforcer l'inclusion financière, réduire l'usage des espèces fiduciaires, promouvoir l'innovation et consolider l'intégration économique et financière.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025.....XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111



Le Gouverneur BROU prononçant son discours d'ouverture lors du lancement de PI-SPI



Monsieur Cheikh DIBA, Ministre des Finances et du Budget de la République du Sénégal, présidant la cérémonie de lancement de PI-SPI



Intervention de Monsieur Guy-Martial AWONA, Président de la Fédération des Associations Professionnelles des Banques et Établissements Financiers de l'UEMOA (FAPBEF-UEMOA) lors de la cérémonie de lancement de PI-SPI

Le Gouverneur de la BCEAO a rappelé les avancées significatives de la zone en matière de digitalisation financière, notamment la progression spectaculaire des paiements électroniques, passés de 260 millions à plus de 11 milliards entre 2014 et 2024, ainsi qu'un taux d'inclusion financière désormais estimé à 73,6%, contre 14,6% deux décennies plus tôt.

Par ailleurs, il a salué la mobilisation des banques, établissements de monnaie électronique et institutions de microfinance déjà connectés à la plateforme, appelant l'ensemble des prestataires de services de paiement à rejoindre la dynamique. Il a également souligné le choix stratégique de la BCEAO de concevoir et de développer cette infrastructure intégralement en interne, grâce à la mobilisation de jeunes talents, des ingénieurs issus des meilleures écoles et universités de l'Union, dirigés par les équipes de la Banque Centrale et guidés dans leur mission par Monsieur Abdoulaye SECK, ancien Secrétaire Général de la BCEAO.



Photo de famille des participants à la cérémonie de lancement officiel de PI-SPI, au Siège de la BCEAO (Dakar, le 30 septembre 2025)



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRÉS

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

ENCADRÉ 3 : PI-SPI, LA RÉVOLUTION DES PAIEMENTS INSTANTANÉS LANCÉE PAR LA BCEAO

La Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané (PI-SPI ou PI) est la réponse apportée par la BCEAO pour mettre à la disposition de tous, une infrastructure commune, moderne et inclusive. Elle simplifie et sécurise les paiements numériques pour en faire un véritable réflexe du quotidien.

PI vise à adresser les obstacles auxquels l'écosystème des paiements reste confronté malgré les progrès des services financiers numériques dans l'UEMOA. Il s'agit notamment :

- des services fragmentés, où chaque prestataire fonctionne en vase clos ;
- des frais parfois élevés et peu transparents pour les usagers ;
- des opérations souvent exposées aux erreurs et à la fraude ;
- une acceptation limitée des paiements digitaux par les commerçants ;
- une expérience utilisateur hétérogène, qui varie selon les prestataires.

Conçue et opérée par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), PI permet d'envoyer et de recevoir des fonds instantanément entre différentes structures financières que sont les banques, les émetteurs de monnaie électronique, les institutions de microfinance et les établissements de paiement. Grâce à PI, chaque citoyen de l'Union peut effectuer des paiements en quelques secondes, 24h/24, 7j/7, de manière plus simple, sécurisée et interopérable.

1 - VISION STRATÉGIQUE

La Plateforme s'inscrit dans la vision stratégique de l'Institut d'émission : « Une Banque Centrale innovante et résiliente au service des populations et du développement durable des économies de l'Union ».

Avec PI-SPI, la BCEAO poursuit sa forte ambition de moderniser les paiements dans l'Union, de renforcer l'inclusion financière et de stimuler l'innovation dans un écosystème régulé et ouvert. Les objectifs assignés à PI-SPI se déclinent comme suit :

- **Modernisation** : offrir une solution de paiement numérique adaptée aux besoins contemporains des usagers ;
- **Interopérabilité** : connecter tous les acteurs financiers dans une plateforme unique, quels que soient leurs statuts juridiques ;
- **Inclusion** : rendre les paiements électroniques accessibles et abordables au plus grand nombre, en particulier via les canaux mobiles ;
- **Digitalisation** : faciliter la transition vers des paiements numériques pour les ménages, les commerçants et les administrations ;
- **Compétitivité** : créer un environnement favorable à l'innovation et à l'émergence de nouveaux services à moindre coût.

Caractéristiques et Innovations Clés

- **L'Alias** : possibilité d'envoyer de l'argent via un identifiant simple (numéro de téléphone ou adresse de paiement) sans avoir à saisir un relevé d'identité bancaire complexe ;
- **Irrévocabilité** : une fois validée, la transaction est définitive, ce qui renforce la confiance des commerçants ;
- **Norme ISO 20022** : utilisation d'un langage international harmonisé pour garantir la sécurité et la traçabilité.

2 - PARTICIPANTS CONNECTÉS

Depuis son lancement, PI-SPI enregistre la connexion de plusieurs participants autorisés à ouvrir les services de la plateforme au public. Ainsi, au 31 décembre 2025, 74 institutions composées de 58 Banques, 7 Établissements de Monnaie Électronique (EME) et 9 institutions de microfinance offrent les services du système de paiement instantané à leur clientèle.

Les services de la Banque Centrale poursuivent l'accompagnement des acteurs et la campagne de communication en vue d'une adoption massive de cette plateforme innovante.

PI-SPI efface les frontières entre banques, institutions de microfinance, établissements de monnaie électronique et de paiement, afin que chacun puisse envoyer ou recevoir de l'argent, simplement, à tout moment.

« PI c'est pour tout le monde, surtout pour moi. »





SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XXI
TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025	XXXI
VUE D'ENSEMBLE	LVII
I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONÉTAIRE	29
III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES	41
IV STABILITÉ FINANCIÈRE	51
V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE	59
VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT	71
VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO	81
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS	93
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	107
ANNEXES	111



VUE D'ENSEMBLE



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025XXXI

VUE D’ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

VUE D’ENSEMBLE

Taux de croissance du PIB mondial

3,4 % (2025)
3,4 % (2024)

Le taux de croissance de l’économie mondiale s’est établi à 3,4% en 2025 comme en 2024.

Taux de croissance du PIB de l’UEMOA

6,7 % (2025)
6,2 % (2024)

Dans l’UEMOA, le PIB a augmenté de 6,7% en 2025, après 6,2% en 2024.

Taux d’inflation de l’Union

0,0 % (2025)
3,5 % (2024)

Le taux d’inflation annuel de l’Union est ressorti à 0,0% en 2025 contre 3,5% un an plus tôt.

Déficit budgétaire global

3,7 % (2025)
5,4 % (2024)

Le déficit budgétaire global, base engagements, dons compris, représente 3,7% du PIB en 2025 contre 5,4% en 2024.

Conjoncture internationale

Selon les estimations du FMI, la croissance mondiale s’est établie à 3,4% en 2025, soit un niveau identique à celui enregistré en 2024. Ce rythme de croissance s’est maintenu, dans un contexte de regain d’incertitudes liées aux tensions géopolitiques, au durcissement des politiques commerciales et à la fragmentation persistante de l’économie mondiale. L’inflation mondiale a poursuivi sa décélération en 2025 pour ressortir à 4,1% en moyenne annuelle contre 5,8% en 2024. Cette désinflation traduit la dissipation progressive des chocs sur les prix du pétrole et de certains produits alimentaires. Les flux commerciaux mondiaux ont progressé de 5,1% en 2025, après 3,6% en 2024, soutenus par des décisions d’achats et d’investissements réalisés en anticipation du relèvement des droits de douanes aux États-Unis.

Activité économique et inflation dans l’UEMOA

L’activité économique dans l’UEMOA est demeurée dynamique en 2025, soutenue par la bonne tenue des activités commerciales et des services ainsi que le renforcement

des productions extractives. Le PIB de l’Union a augmenté de 6,7% en 2025, après une réalisation de 6,2% en 2024.

Le taux d’inflation, en moyenne annuelle, est ressorti nul en 2025, après 3,5% en 2024. Cette évolution est essentiellement imputable à l’amélioration de l’offre alimentaire locale, consécutive à la hausse de la production céréalière au cours de la campagne agricole 2025/2026 (+7,7%), ainsi qu’à la baisse des prix des produits alimentaires et énergétiques importés. Elle résulte également des mesures mises en œuvre par certains États pour assurer la sécurité alimentaire et énergétique des ménages.

Opérations financières des États

La gestion des finances publiques dans l’Union s’est caractérisée en 2025 par une amélioration du solde budgétaire global, base engagements, dons compris, favorisée par une progression plus forte des recettes budgétaires par rapport aux dépenses publiques.

À fin décembre 2025, les recettes budgétaires se sont établies à 25.396,5 milliards, en hausse de 2.973,2 milliards (+13,3%) par rapport à l’année précédente. Cette évolution est

principalement imputable aux recettes fiscales qui ont progressé de 13,7% pour atteindre 22.160,5 milliards, en lien avec la bonne tenue de l’activité économique et la poursuite des réformes visant à renforcer la mobilisation des ressources intérieures par les administrations fiscales et douanières. Rapportées au PIB, ces recettes représentent 14,9% en 2025, en amélioration par rapport à la réalisation de 14,4% du PIB en 2024. Les dons enregistrent également une progression significative, augmentant de 268,5 milliards (+28,1%) pour s’établir à 1.223,4 milliards à fin décembre 2025. Dans ces conditions, les recettes budgétaires et dons cumulés des États membres de l’Union ont atteint 26.629,9 milliards, soit une hausse de 13,9%, correspondant à 17,9% du PIB, contre 17,2% un an plus tôt.

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté à un rythme plus modéré que les recettes, pour s’établir à 32.189,9 milliards, en progression de 1.523,6 milliards ou +5,0% par rapport à l’année précédente. Cette évolution reflète principalement la hausse des dépenses courantes, qui ont progressé de 5,9% pour atteindre 20.716,0 milliards, modérée par la diminution des dépenses en capital ressorties à 9.777,3 milliards (-0,3%). L’accroissement des dépenses courantes résulte notamment

de la hausse de 12,9% des charges d’intérêts sur la dette publique, de l’augmentation de 7,2% de la masse salariale ainsi que de celle de 6,3% des autres dépenses courantes.

Le déficit budgétaire global (base engagements, dons compris), s’est réduit de 1.728,2 milliards (-23,7%), passant de 7.288,1 milliards en 2024 à 5.559,9 milliards en 2025. Rapporté au PIB, le déficit ressort à 3,7% en 2025 contre 5,4% un an auparavant, traduisant la poursuite des efforts de consolidation budgétaire à l’échelle communautaire.

Balance des paiements

La consolidation des échanges extérieurs de l’UEMOA, entamée en 2024, s’est poursuivie en 2025, sous l’effet notamment de l’accroissement des exportations de pétrole et de gaz, de l’amélioration des termes de l’échange (+35,1%) ainsi que du recours de certains pays de l’Union aux marchés financiers internationaux des capitaux. Le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 7.012,6 milliards en 2025, après un excédent de 3.012,7 milliards en 2024. Le déficit du compte des transactions courantes s’est établi à 2,0% du PIB contre 5,7% en 2024.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L’UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025XXXI

VUE D’ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

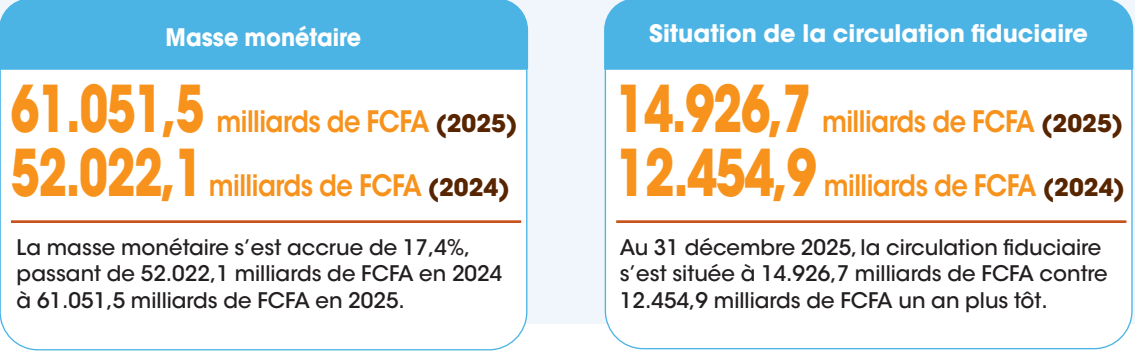
VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

VUE D’ENSEMBLE



Situation monétaire

La masse monétaire a augmenté de 9.029,4 milliards ou 17,4% d’une année à l’autre, pour s’établir à 61.051,5 milliards à fin décembre 2025. Cette nette amélioration de la liquidité globale s’est reflétée dans la hausse à la fois des dépôts (+6.557,5 milliards ou +16,6%) et de la circulation fiduciaire¹ (+2.471,9 milliards ou +19,8%) dont l’encours s’est établi à 14.926,7 milliards. Les Actifs Extérieurs Nets de la Banque Centrale ont enregistré une hausse de 9.159,7 milliards.

Pour leur part, l’encours des créances intérieures a augmenté de 4.028,2 milliards ou 6,5%, par rapport à son niveau de fin décembre 2024, pour se situer à 65.786,5 milliards, à fin décembre 2025. Cette évolution est induite par l’effet combiné de la consolidation des créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (APUC) et des créances sur les autres secteurs des économies de l’Union.

La hausse des créances nettes sur les APUC est essentiellement portée par les banques avec une augmentation de 2.580,2 milliards (+13,3%) de leurs concours nets aux administrations centrales. Cette amélioration s’explique par le recours des États au marché financier régional de la dette pour le financement de leur déficit.

1 : Billets et pièces en circulation en dehors de la Banque Centrale et des banques

En effet, le portefeuille de titres publics des banques a enregistré une hausse de 3.373,1 milliards ou +16,6%.

Les créances sur l’économie des institutions de dépôt ont augmenté de +5,6% (2.013,7 milliards) à fin décembre 2025, après 4,5% enregistré à fin décembre 2024.

Politique monétaire : taux directeurs et refinancement de la BCEAO

En 2025, la BCEAO a baissé de 25 pdb ses taux directeurs dans un contexte de décrue des tensions inflationnistes et d’amélioration de l’équilibre extérieur. Cette détente mesurée tenait compte de certains risques haussiers sur les perspectives d’inflation.

Parallèlement, la Banque Centrale a continué à répondre aux besoins de liquidité des banques à travers les injections de liquidité à ses guichets de refinancement, contribuant ainsi à la stabilité du système financier.

Sur le guichet hebdomadaire des appels d’offres, principal instrument de refinancement des établissements de crédit, le montant injecté est ressorti à 8.050,0 milliards à fin décembre

2025, en deçà des 8.075,0 milliards d’encours un an plus tôt. Sur le guichet mensuel des appels d’offres, le montant injecté par la BCEAO s’élève à 124,4 milliards à fin décembre 2025, en nette baisse par rapport aux 325,0 milliards enregistrés une année auparavant. Sur le guichet de prêt marginal, l’encours de refinancement à fin décembre 2025 est ressorti nul contre 850,3 milliards à fin décembre 2024.

Opérations sur le marché interbancaire

Sur le marché interbancaire de l’UMOA, les échanges de liquidités ont poursuivi leur progression en volume pour se situer à 841 milliards en 2025, contre 748 milliards en 2024, soit une hausse de 12,4%. Le compartiment à une semaine a été le plus actif, représentant 62% du volume moyen des transactions contre 53% en 2024. Le coût des ressources sur ce compartiment est ressorti en baisse, le taux moyen pondéré passant de 6,03% en 2024 à 5,32% en 2025.

Inclusion et éducation financières dans l’UEMOA

Au cours de l’année 2025, le Conseil des Ministres de l’UMOA a adopté la nouvelle Stratégie Régionale d’Inclusion Financière pour la période 2025-2030 dont l’objectif global est d’atteindre, à l’horizon 2030, un taux d’utilisation de services financiers adaptés et abordables, par au moins 90% de la population adulte de l’UEMOA.

Par ailleurs, la mise en œuvre du Programme régional d’éducation financière a été marquée, au cours de l’année 2025, par l’organisation de 48 sessions de formation des formateurs en éducation financière au profit d’environ 700

participants dans les États membres de l’Union. L’objectif de ces formations est de doter les bénéficiaires des compétences nécessaires pour l’animation des cours et des modules conçus dans le cadre du Programme.

Relations avec le FMI

En 2025, les opérations réalisées par la BCEAO avec le FMI, pour le compte des États membres de l’UEMOA, se sont soldées, par des entrées nettes de ressources de 132,52 millions de DTS (109,24 milliards de FCFA) contre 655,74 millions de DTS (540,59 milliards de FCFA) un an plus tôt. Cette diminution découle de la baisse du volume des tirages combinée à une hausse des remboursements. Les décaissements des États de l’Union ont reculé de 34,95% pour ressortir à 882,63 millions de DTS (681,49 milliards de FCFA), tandis que les remboursements se sont accrus de 103,40 millions de DTS, passant de 594,62 millions de DTS (490,44 milliards de FCFA) à 698,02 millions de DTS (564,52 milliards de FCFA).

Coopération monétaire au sein de la CEDEAO

Dans le domaine de l’intégration régionale, l’évaluation des performances macro-économiques des États membres s’est poursuivie en 2025, conformément aux dispositions du Pacte de convergence de la CEDEAO adopté en juin 2021. Les données disponibles montrent une amélioration notable par rapport à 2024. En effet, trois États membres ont respecté les quatre critères de premier rang, contre un seul une année plus tôt.

Au titre du Programme de la monnaie unique de la CEDEAO, les travaux relatifs



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION
MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

au lancement de l'ECO se sont poursuivis conformément à la feuille de route adoptée. Dans ce cadre, la BCEAO a participé aux différentes rencontres y afférentes, notamment les réunions statutaires de l'AMAO, tenues en février et en août 2025. Ces réunions ont abouti à l'adoption du projet de Règlement portant création du Comité régional des statistiques de la balance des paiements (BDP), de la position extérieure globale et de la réconciliation des échanges intra-CEDEAO.

En outre, l'Institut d'émission a pris part à plusieurs réunions techniques consacrées aux dossiers prioritaires du projet d'ECO. Il s'agit, entre autres, de la finalisation : (i) des projets d'Accord d'union monétaire de la CEDEAO et de Statuts de la Banque Centrale de l'Afrique de l'Ouest (BCAO), (ii) du cadre juridique et opérationnel du Fonds de Solidarité et de Stabilisation de la Communauté (FSSC) et (iii) des termes de référence pour la sélection des pays hôtes des sièges de la BCAO et du FSSC.





SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Croissance dans les pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi 11

1.1.5 - Inflation 11

1.1.6 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 12

1.2 - ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 14

1.2.1 - Produit Intérieur Brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette 20

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de l'UEMOA 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 23

1.2.3.3 - Ressources mobilisées par les États sur le marché régional de la dette publique 23

1.2.4 - Balance des paiements 26

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
AU SEIN DE L'UEMOA

1.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Croissance dans les pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi 11

1.1.5 - Inflation 11

1.1.6 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 12

1.2 - ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS
LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 14

1.2.1 - Produit Intérieur Brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette 20

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres
de l'UEMOA 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation
de la dette extérieure 23

1.2.3.3 - Ressources mobilisées par les États sur le marché
régional de la dette publique 23

1.2.4 - Balance des paiements 26



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L’UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025 XXXI

VUE D’ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L’UEMOA 1

1.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Croissance dans les pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi 11

1.1.5 - Inflation 11

1.1.6 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 12

1.2 - ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L’UEMOA 14

1.2.1 - Produit Intérieur Brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d’affaires 18

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette 20

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de l’UEMOA 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 23

1.2.3.3 - Ressources mobilisées par les États sur le marché régional de la dette publique 23

1.2.4 - Balance des paiements 26

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

1.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

ÉCONOMIE MONDIALE

3,4 % (2025)
3,4 % (2024)

ÉCONOMIES AVANCÉES

1,9 % (2025)
1,8 % (2024)

PAYS ÉMERGENTS
ET EN DÉVELOPPEMENT

4,4 % (2025)
4,3 % (2024)

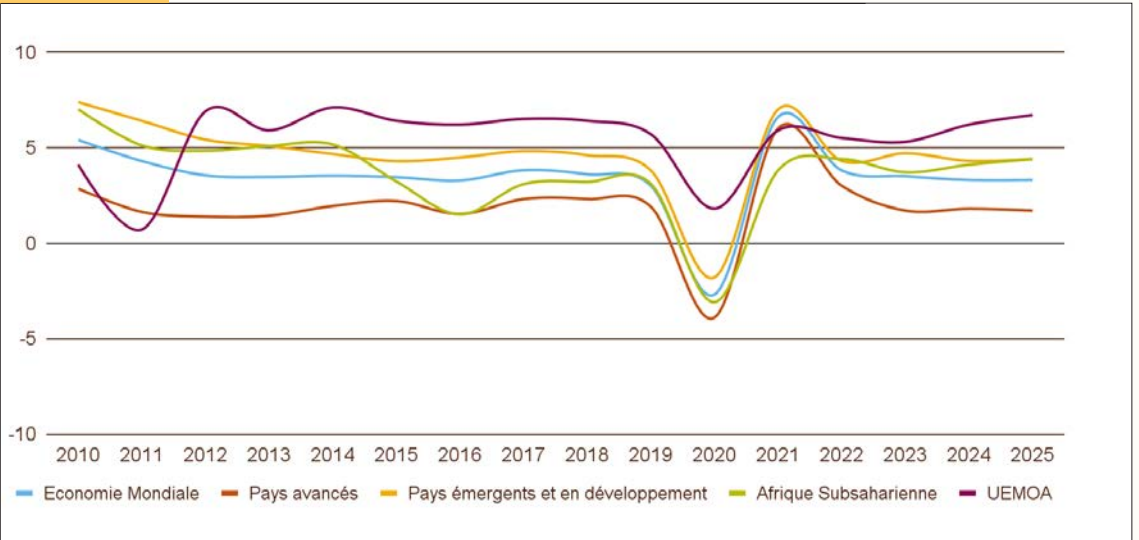
AFRIQUE SUBSAHARIENNE

4,5 % (2025)
4,2 % (2024)

L’économie mondiale a fait preuve de résilience en 2025, dans un contexte international marqué par la persistance des tensions géopolitiques et commerciales, la fragmentation géoéconomique et les chocs climatiques. Selon les estimations du FMI, le taux de croissance de l’économie mondiale est ressorti à 3,4% en 2025, au même rythme

qu’en 2024. Cette évolution s’explique par la résilience du secteur privé, le soutien des politiques budgétaires et monétaires dans plusieurs grandes économies, l’amélioration des conditions financières et l’essor continu des investissements dans les nouvelles technologies, en particulier l’Intelligence Artificielle (IA).

Graphique 1 : CROISSANCE DE L’ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE DE 2010 À 2025 (EN %)



Sources : FMI, Banque mondiale, BCEAO

1.1.1 - CROISSANCE DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS

Année	ÉTATS-UNIS	ZONE EURO	ROYAUME-UNI	JAPON
2025	2,1 %	1,4 %	1,3 %	1,2 %
2024	2,8 %	0,9 %	1,1 %	-0,2 %

Source : FMI



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés

3

1.1.2 - Croissance dans les pays émergents et en développement

4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières

5

1.1.4 - Emploi

11

1.1.5 - Inflation

11

1.1.6 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes

12

1.2 - ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA

14

1.2.1 - Produit Intérieur Brut

14

1.2.1.1 - Production agricole

15

1.2.1.2 - Production minière

17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires

18

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation

19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette

20

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de l'UEMOA

20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure

23

1.2.3.3 - Ressources mobilisées par les États sur le marché régional de la dette publique

23

1.2.4 - Balance des paiements

26

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

Au niveau des économies avancées, la croissance est ressortie à 1,9% en 2025 contre 1,8% en 2024. Aux États-Unis, l'activité économique s'est renforcée de 2,1%, après une réalisation de 2,8% l'année précédente. Ce ralentissement s'explique principalement par une plus grande incertitude en matière de politique économique, un accroissement des barrières commerciales et une faible croissance de l'emploi.

En zone euro, la croissance du PIB est passée de 0,9% en 2024 à 1,4% en 2025, reflétant la reprise de la consommation privée grâce à la hausse des salaires réels, ainsi que l'assouplissement budgétaire en Allemagne. Toutefois, le regain d'incertitude dans plusieurs domaines et l'accroissement des droits de douane limitent l'ampleur de la reprise.

1.1.2 - CROISSANCE DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT

PAYS ÉMERGENTS				
Année	CHINE	INDE	BRÉSIL	RUSSIE
2025	5,0 %	7,6 %	2,3 %	1,0 %
2024	5,0 %	6,5 %	3,4 %	4,3 %

AFRIQUE SUBSAHARIENNE				
Année	NIGÉRIA	AFRIQUE DU SUD	GHANA	CEMAC
2025	4,0 %	1,1 %	6,0 %	2,6 %
2024	4,1 %	0,5 %	5,9 %	2,7 %

Sources : FMI, BEAC

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance est ressorti à 4,4% en 2025, après une réalisation de 4,3% l'année précédente. En Chine, la croissance est demeurée stable à 5,0% en 2025 par rapport à 2024, freinée par la faiblesse persistante du secteur immobilier et la contribution limitée des exportations manufacturières, mais soutenue par la dépréciation du taux de change effectif réel et par une politique budgétaire expansionniste. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de 7,6% en 2025 contre 6,5% en 2024, tiré par l'essor remarquable du secteur des services. Au Brésil, le taux de croissance s'est établi à

2,3% en 2025, après une réalisation de 3,4% en 2024, dans un contexte de durcissement des politiques monétaire et budgétaire. En Russie, l'activité économique a fortement ralenti, passant de 4,3% en 2024 à 1,0% en 2025, en raison notamment de la baisse des revenus pétroliers, des sanctions et des taux d'intérêt élevés freinant les investissements.

En Afrique subsaharienne, la croissance du PIB est ressortie à 4,5% en 2025 contre 4,1% l'année précédente. Cette dynamique est principalement portée par la hausse de la consommation privée et des investissements, à la faveur du recul de l'inflation. Le Nigéria

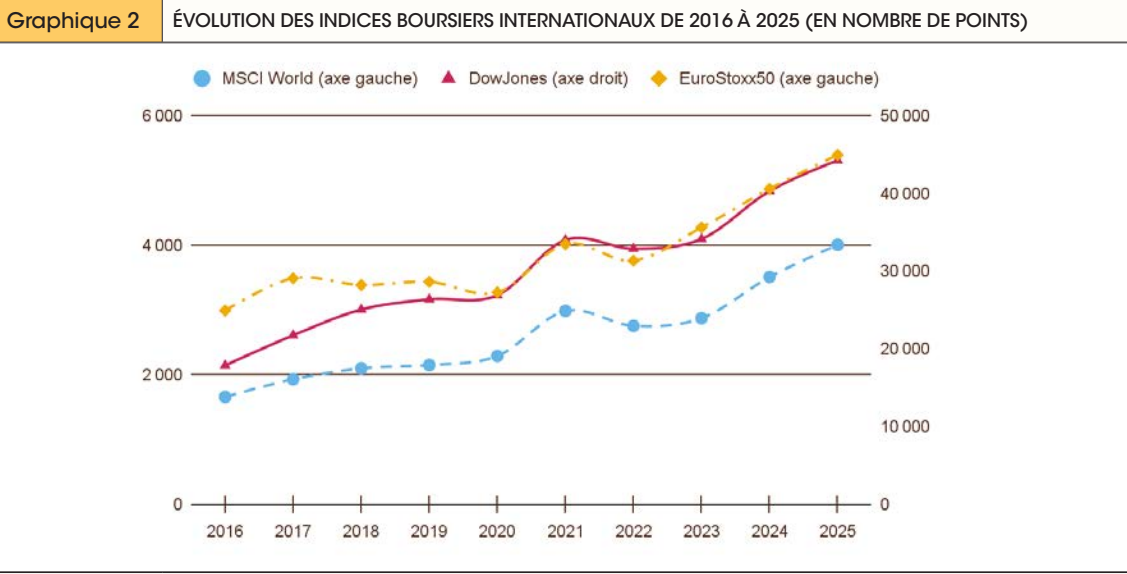
a enregistré une croissance de 4,0% en 2025 contre 4,1% en 2024. Le dynamisme de l'économie s'est maintenu grâce à l'augmentation de la production pétrolière. En Afrique du Sud, l'économie a connu une progression de son PIB, avec un taux de croissance de 1,1% en 2025, après 0,5% en 2024, portée principalement par l'industrie manufacturière, l'exploitation minière et le commerce.

Les flux commerciaux à l'échelle mondiale ont affiché une légère hausse à 5,1% en 2025, après une réalisation de 3,6% l'année précédente, reflétant une résilience de l'activité économique. Cette évolution est due aux décisions d'achats et d'investissements anticipés, tandis que la fragmentation persistante du commerce mondial et la multiplication des restrictions transfrontalières ont limité l'ampleur de la reprise des flux commerciaux.

1.1.3 - MARCHÉS FINANCIERS ET DES MATIÈRES PREMIÈRES

Sur les marchés financiers internationaux, les principales places boursières ont enregistré une hausse en 2025, soutenue par l'assouplissement des conditions monétaires, la résilience économique et l'optimisme des investisseurs autour des secteurs technologiques et de l'Intelligence Artificielle.

points. Aux États-Unis, les marchés actions ont enregistré des performances soutenues, avec une hausse de 9,8% pour le Dow Jones et de 18,7% pour le Nasdaq, portée par les valeurs technologiques. Dans la zone euro, l'EuroStoxx 50 a augmenté de 10,8% pour s'établir à 5.395,5 points en 2025. Au Royaume-Uni, le FTSE 100 s'est apprécié de 11,3% pour atteindre 8.988,9 points en 2025. De même, au Japon, le NIKKEI 225 a progressé de 8,9% pour se situer à 41.759,5 points en moyenne en 2025.



Sources : Reuters, Bloomberg, BCEAO



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

1.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés

3

1.1.2 - Croissance dans les pays émergents et en développement

4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières

5

1.1.4 - Emploi

11

1.1.5 - Inflation

11

1.1.6 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes

12

1.2 - ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA

14

1.2.1 - Produit Intérieur Brut

14

1.2.1.1 - Production agricole

15

1.2.1.2 - Production minière

17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires

18

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation

19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette

20

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de l'UEMOA

20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure

23

1.2.3.3 - Ressources mobilisées par les États sur le marché régional de la dette publique

23

1.2.4 - Balance des paiements

26

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

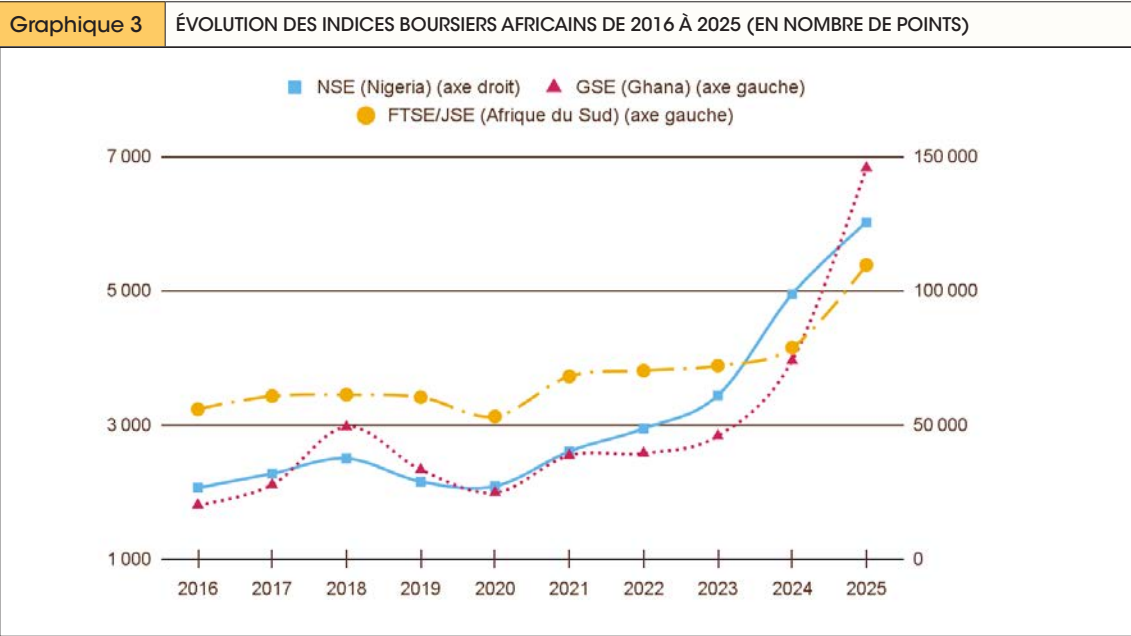
ANNEXES

111

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

Au niveau des marchés boursiers africains, les indices ont également affiché des performances positives au cours de l'année 2025, en raison notamment du regain de confiance des investisseurs, porté par de meilleurs résultats d'entreprises dans les secteurs des banques, télécoms, ressources naturelles et industries. L'indice NSE du Nigeria a enregistré un accroissement de 27,2%, s'établissant à 125.476,4 points en 2025. L'indice GSE du Ghana a augmenté de 72,7%

en 2025 par rapport à sa valeur moyenne de 2024. L'indice FTSE de l'Afrique du Sud s'est accru de 29,7% pour se situer à 5.382,9 points en 2025. Au Maroc, l'indice MASI s'est renforcé de 33,3% par rapport à sa valeur de l'année précédente. Dans la Zone UEMOA, l'indice global, le BRVM Composite, et l'indice des 30 valeurs les plus actives, le BRVM 30, lancé en début janvier 2023, ont progressé respectivement de 29,8% et 28,2% en 2025.



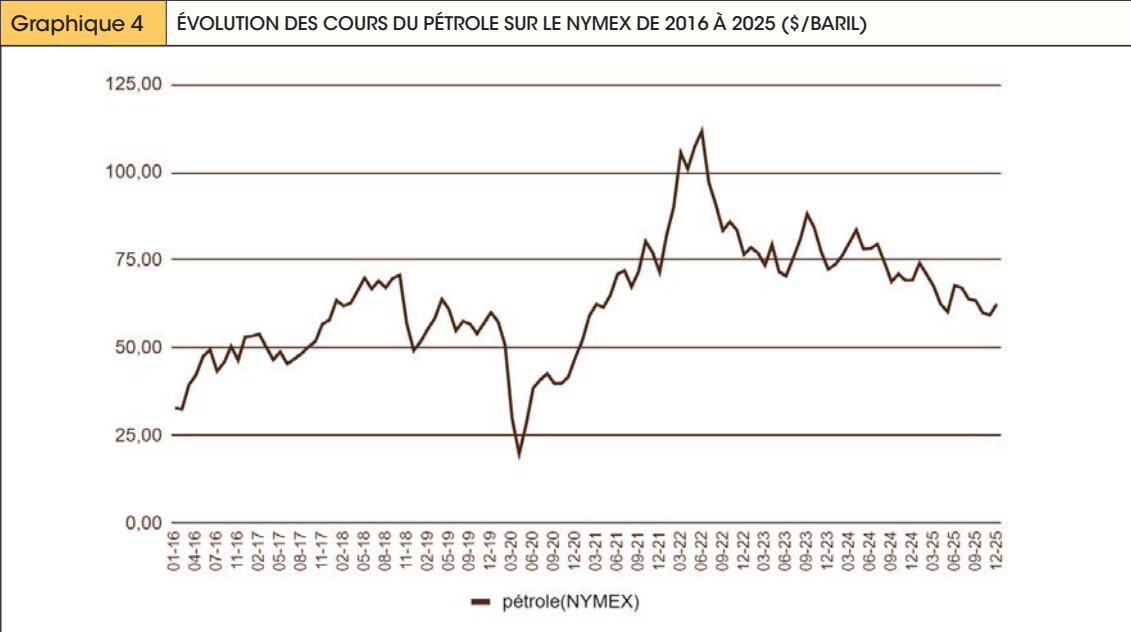
Sources : Reuters, Bloomberg, BCEAO

S'agissant des matières premières exportées par les pays de l'Union, les cours ont poursuivi leur progression en 2025, bien qu'à un rythme plus modéré qu'en 2024. L'indice des principaux produits exportés, calculé par les Services de la BCEAO, a affiché une hausse de 13,0% en 2025, après une hausse significative de +43,9% en 2024. Cette évolution a été soutenue par des contraintes d'offre, liées à des conditions météorologiques défavorables ainsi que par des tensions géopolitiques.

L'augmentation des cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union a principalement concerné les produits non énergétiques, en particulier les métaux précieux : l'or (+44,1%), le phosphate (+21,6%), les huiles végétales (+20,7%), ainsi que certaines cultures de rente, dont la noix de

cajou (+11,4%), le café (+11,2%) et le cacao (+5,3%). À l'inverse, les cours de l'uranium (-15,6%), du coton (-14,2%) et du caoutchouc (-7,9%) se sont repliés sur la période. S'agissant des produits énergétiques, les évolutions ont été contrastées, avec une hausse des prix du gaz naturel (+16,8%) et un recul de ceux du pétrole (-14,1%).

Pour leur part, les produits alimentaires de base importés ont connu un repli des prix en 2025 (-14,7%, après -5,5% en 2024), en lien avec l'amélioration de l'offre sur le marché mondial. Cette baisse a concerné l'ensemble des produits, hormis l'huile de soja (+10,6%). Les plus fortes contractions ont été observées pour le riz (-25,0%), le sucre (-7,2%), le blé (-4,5%) et le lait (-4,4%).



Sources : Reuters, BCEAO



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Croissance dans les pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi 11

1.1.5 - Inflation 11

1.1.6 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 12

1.2 - ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 14

1.2.1 - Produit Intérieur Brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette 20

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de l'UEMOA 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 23

1.2.3.3 - Ressources mobilisées par les États sur le marché régional de la dette publique 23

1.2.4 - Balance des paiements 26

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

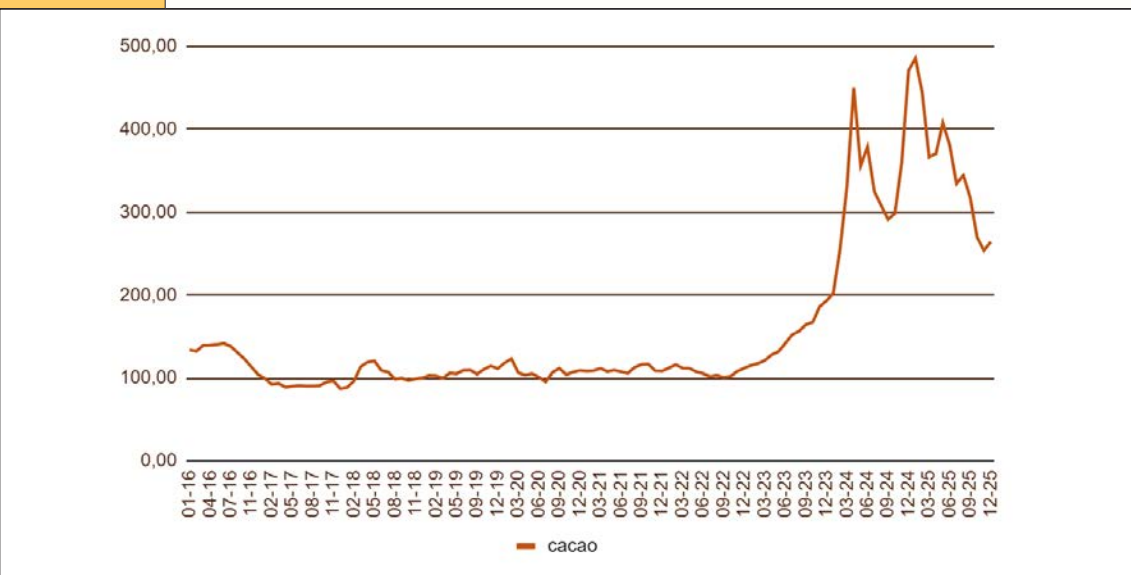
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

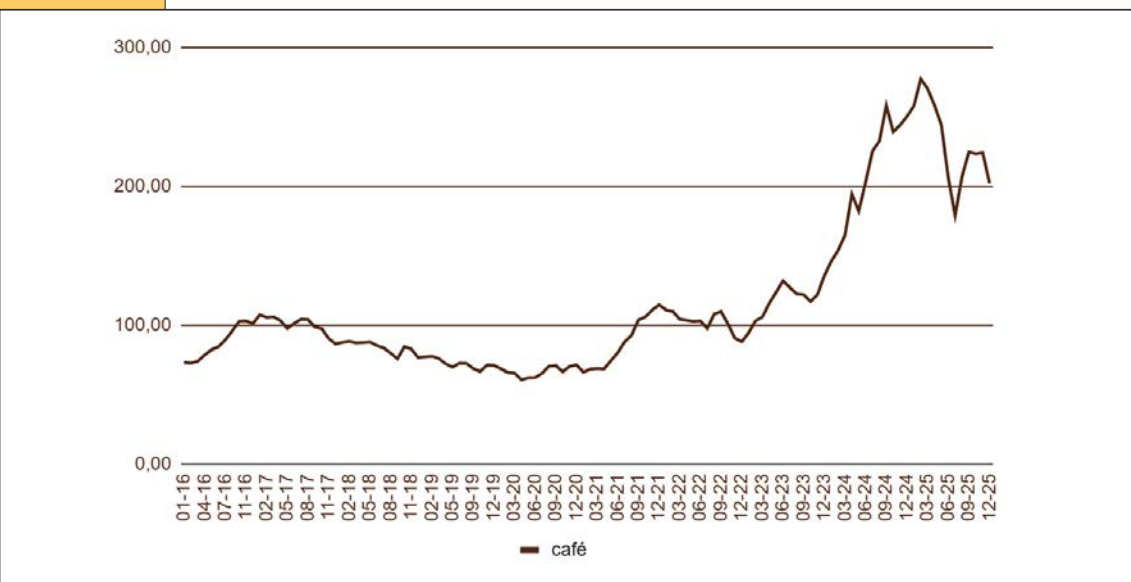
ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

Graphique 5 ÉVOLUTION DES COURS DU CACAO DE 2016 À 2025 (CENTIMES DE \$/LIVRE)



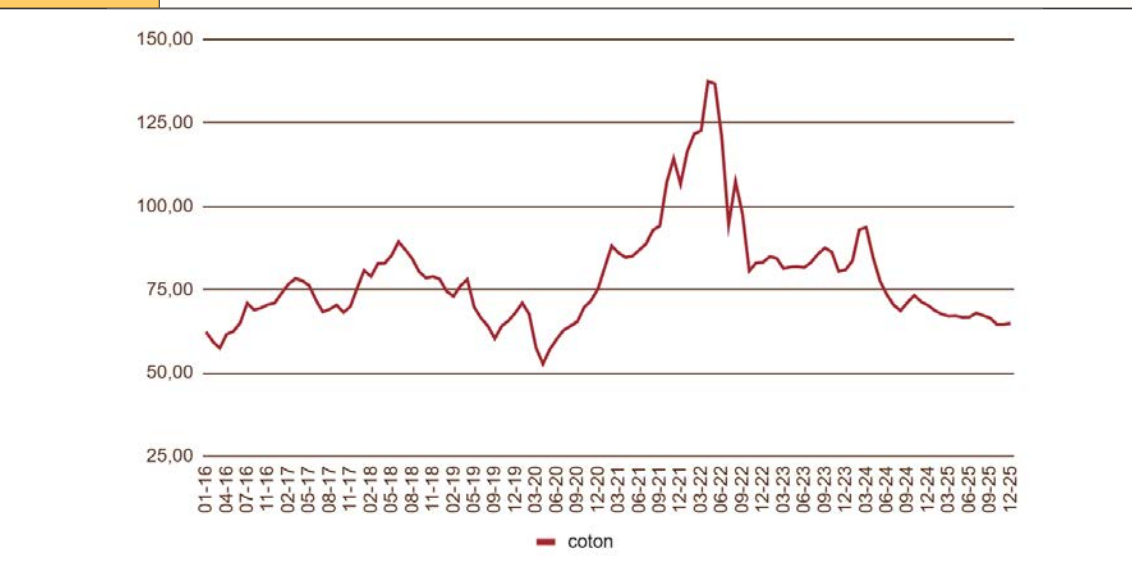
Sources : Reuters, BCEAO

Graphique 6 ÉVOLUTION DES COURS DU CAFÉ DE 2016 À 2025 (CENTIMES DE \$/LIVRE)



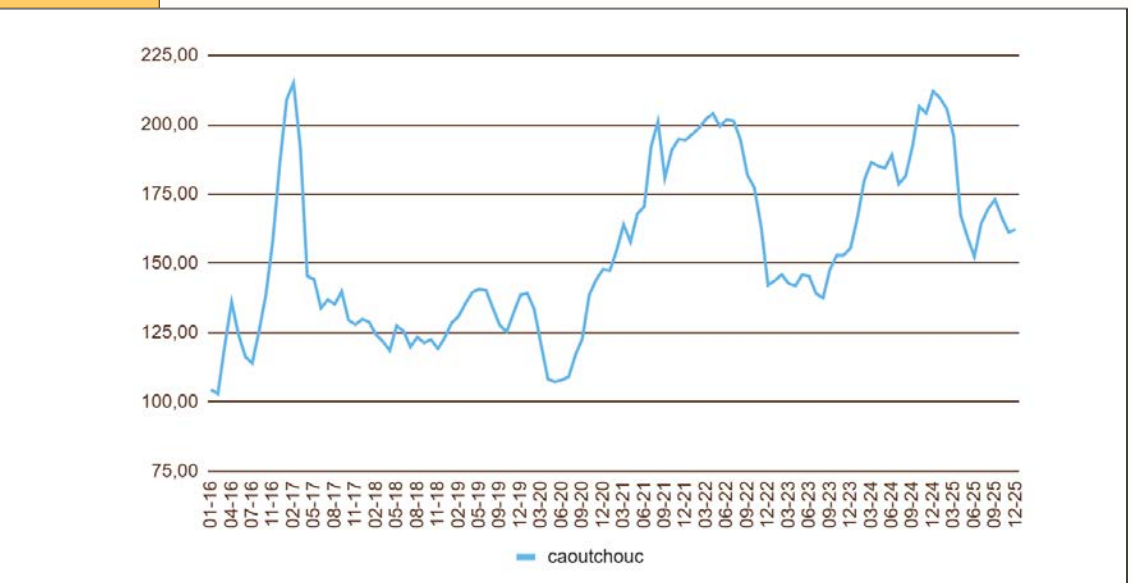
Sources : Reuters, BCEAO

Graphique 7 ÉVOLUTION DES COURS DU COTON DE 2016 À 2025 (CENTIMES DE \$/LIVRE)



Sources : Reuters, BCEAO

Graphique 8 ÉVOLUTION DES COURS DU CAOUTCHOUC DE 2016 À 2025 (CENTIMES D'EUROS/KG)



Sources : Reuters, BCEAO



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Croissance dans les pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi 11

1.1.5 - Inflation 11

1.1.6 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 12

1.2 - ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 14

1.2.1 - Produit Intérieur Brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette 20

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de l'UEMOA 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 23

1.2.3.3 - Ressources mobilisées par les États sur le marché régional de la dette publique 23

1.2.4 - Balance des paiements 26

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

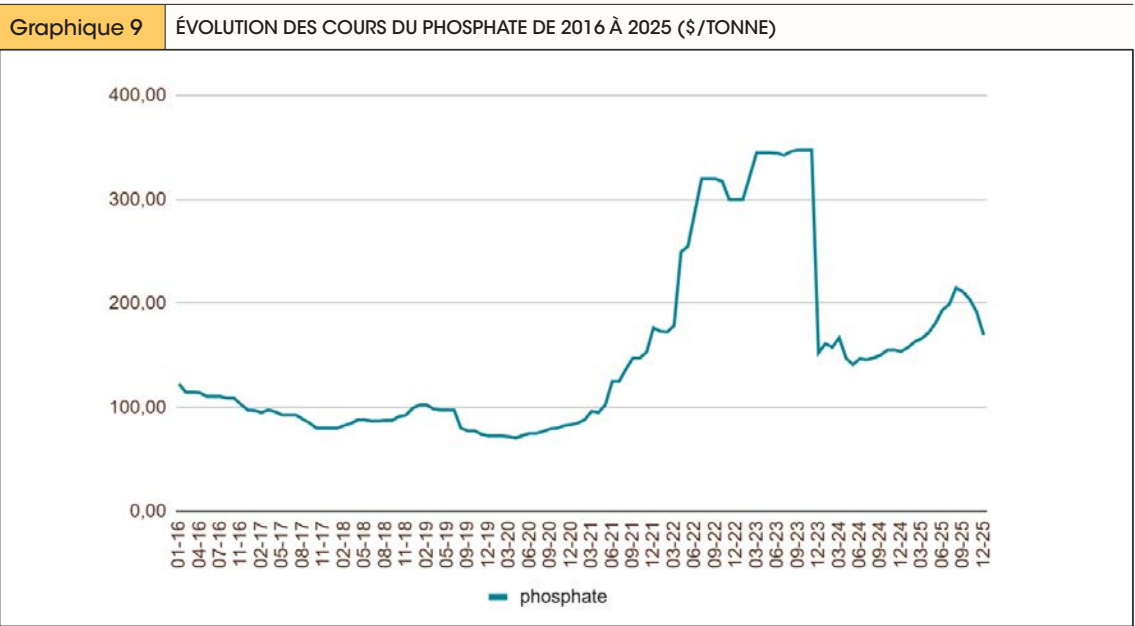
VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

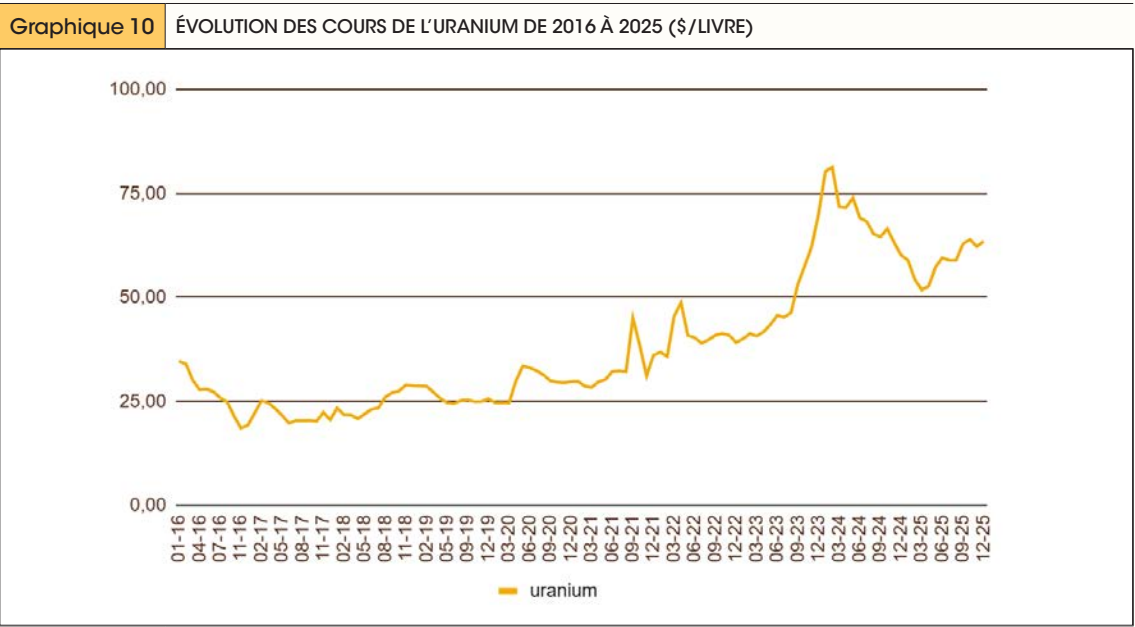
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA



Sources : Banque mondiale, BCEAO



Sources : FMI, BCEAO

1.1.4 - EMPLOI

En 2025, le taux de chômage a progressé dans la plupart des grands pays industrialisés. Aux États-Unis, le taux de chômage est passé de 4,1% en décembre 2024 à 4,4% en décembre 2025, soit une hausse de 0,3 point de pourcentage. Au Royaume-Uni, le taux de chômage s’est établi à 5,2% en décembre

2025 contre 4,4% un an plus tôt. De même, une hausse est observée au Japon, où le taux a atteint 2,6% contre 2,4% en décembre 2024. En revanche, dans la zone euro, le taux de chômage est demeuré inchangé à 6,2% en décembre 2025.

1.1.5 - INFLATION

Tableau 1 : ÉVOLUTION DU TAUX D'INFLATION (MOYENNE ANNUELLE EN %)				
	ÉCONOMIE MONDIALE	PAYS AVANCÉS	PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT	AFRIQUE SUBSAHARIENNE
2025	4,1	2,5	5,2	12,5
2024	5,8	2,6	8,0	20,7

Source : FMI

L’inflation globale a poursuivi son repli en 2025, mais la convergence vers les objectifs des banques centrales demeure progressive et hétérogène selon les régions. La désinflation observée reflète le recul des prix du pétrole et de certains produits de base, ainsi que l’impact des mesures de resserrement des politiques monétaires. Dans les pays industrialisés, le taux d’inflation s’est établi à 2,5% en 2025 contre 2,6% en 2024, demeurant globalement supérieur aux objectifs de certaines économies. Aux États-Unis, les pressions inflationnistes ont persisté, notamment en lien avec le relèvement des droits de douane, tandis que la zone euro a

poursuivi une convergence graduelle vers son objectif de 2,0%. Au niveau des pays émergents et en développement, le taux d’inflation est ressorti en moyenne à 5,2% en 2025, après 8,0% en 2024. En Afrique Subsaharienne, l’inflation s’est située à 12,5% en 2025, principalement due à la hausse des prix au Zimbabwe (81,4%), au Burundi (34,2%), au Malawi (28,4%), au Nigeria (23,0%), en Angola (20,2%) et au Ghana (14,2%). Les pressions inflationnistes en Afrique Subsaharienne ont été exacerbées par les effets différés d’épisodes antérieurs de dépréciation monétaire sur l’inflation dans plusieurs pays.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

1.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés

3

1.1.2 - Croissance dans les pays émergents et en développement

4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières

5

1.1.4 - Emploi

11

1.1.5 - Inflation

11

1.1.6 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes

12

1.2 - ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA

14

1.2.1 - Produit Intérieur Brut

14

1.2.1.1 - Production agricole

15

1.2.1.2 - Production minière

17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires

18

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation

19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette

20

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de l'UEMOA

20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure

23

1.2.3.3 - Ressources mobilisées par les États sur le marché régional de la dette publique

23

1.2.4 - Balance des paiements

26

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1.1.6 - MESURES DE POLITIQUE MONÉTAIRE ET MARCHÉS DES CHANGES

ASSOUPLISSEMENT PROGRESSIF DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE AU SEIN DES PRINCIPALES BANQUES CENTRALES

APPRÉCIATION DE L'EURO FACE AUX PRINCIPALES DEVICES EN 2025

HAUSSE DU FCFA FACE AU DALASI GAMBIEN (+9,7%), AU NAIRA NIGÉRIAN (+7,7%), AU FRANC GUINÉEN (+5,5%) ET AU DOLLAR LIBÉRIEN (+5,2%)

La mise en œuvre des politiques monétaires au niveau des principales banques centrales dans le monde a été marquée par un assouplissement graduel au cours de l'année 2025. Les banques centrales des économies avancées, à l'exception de la Banque du Japon, ont abaissé leurs taux directeurs, dans un contexte de croissance modérée et de recul de l'inflation. Dans les économies émergentes et en développement, les décisions relatives aux taux directeurs ont été pour la plupart orientées à la baisse.

La Réserve fédérale américaine a abaissé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 75 points de base (pdb), sur l'ensemble de l'année 2025, pour le porter entre 3,50% et 3,75% en décembre 2025, afin de soutenir le marché du travail, dans un contexte marqué par un ralentissement de l'inflation.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a également poursuivi l'assouplissement de sa politique monétaire au cours de l'année 2025, en diminuant cumulativement ses taux d'intérêt de 100 pdb. Les taux d'intérêt de la facilité de dépôt, des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal sont ressortis respectivement à 2,00%, 2,15% et

2,40% à fin décembre 2025. Lors de sa dernière réunion de l'année tenue le 18 décembre 2025, la BCE a opté pour le maintien de ses taux directeurs. Cette décision a été motivée par une inflation proche de l'objectif (2%) et par une révision à la hausse des prévisions de croissance économique.

La Banque d'Angleterre a, sur l'ensemble de l'année 2025, baissé son taux directeur de 100 pdb, passant de 4,75% en décembre 2024 à 3,75% en décembre 2025, afin de soutenir l'activité économique dans un contexte de ralentissement de l'inflation.

Au cours de l'année 2025, la Banque du Japon (BoJ) a poursuivi la normalisation de sa politique monétaire. La BoJ a augmenté cumulativement son taux directeur de 50 pdb pour le porter à 0,75%, le plus élevé depuis 30 ans. Cette décision a été prise principalement pour contrer une inflation persistante et soutenir la stabilité du yen.

Dans les économies émergentes en 2025, la tendance dominante a été à l'assouplissement des taux directeurs, en lien avec la baisse des pressions inflationnistes. La Banque populaire de Chine (PBoC) a diminué ses taux directeurs

de 10 pdb, le 20 mai 2025, la seule baisse opérée au cours de l'année 2025. Lors de sa dernière réunion, le 22 décembre 2025, la PBoC a maintenu le taux préférentiel des prêts à un an, référence pour la plupart des prêts aux entreprises et aux ménages, à 3,0% et celui à cinq ans, référence pour les prêts immobiliers à 3,5%. La Reserve Bank of India a, pour sa part, prolongé la normalisation de sa politique monétaire au cours de l'année 2025, en procédant à une baisse cumulée de 125 pdb de son taux directeur. La Banque centrale de Russie a entamé un cycle d'assouplissement de sa politique monétaire, avec une diminution cumulée de son taux directeur de 500 pdb qui est passé de 21,00% à fin décembre 2024 à 16,00% à fin décembre 2025, reflétant les progrès enregistrés en matière de désinflation (5,6% en décembre 2025 contre 9,5% en décembre 2024).

Au niveau des pays partenaires commerciaux de l'UEMOA dans la sous-région ouest africaine, la Banque Centrale du Nigeria a, au cours de l'année 2025, réduit son taux directeur (-50 pdb) à 27,00%, niveau en vigueur depuis le 23 septembre 2025, dans le but de renforcer la dynamique de l'activité économique, alors que les pressions inflationnistes s'atténuent. Au Ghana, une baisse cumulée de 900 pdb a été effectuée par la Banque du Ghana en 2025, pour porter le taux à 18,00% en septembre 2025, afin de soutenir la reprise économique dans un contexte de ralentissement de l'inflation. Dans la zone CEMAC, la BEAC a, dans un premier temps, baissé ses taux de 50 pdb au premier trimestre 2025, avant d'opérer un relèvement de 25 pdb en fin d'année. Cette décision,

prise lors de la réunion du Comité de Politique Monétaire du 15 décembre 2025, visait à améliorer le taux de couverture extérieure de la monnaie et à soutenir la reconstitution des réserves de change. Les taux d'intérêt des appels d'offres, de la facilité de prêt marginal et de dépôt s'établissent respectivement à 4,75%, 6,25% et 0,00%.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est apprécié face aux principales devises en 2025, dans un contexte marqué par la réduction du différentiel de taux d'intérêt à un an avec les États-Unis et par l'affaiblissement progressif de la dynamique économique américaine. L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, s'est renforcé de 2,9%. Le cours de l'euro par rapport au dollar américain a progressé (+4,4%) pour s'établir à 1,1301 en 2025. L'euro s'est également apprécié face à plusieurs devises de pays avancés et émergents, notamment le dollar australien (+6,8%), le dollar canadien (+6,5%), le yen japonais (+3,1%), la livre sterling (+1,2%), la roupie indienne (8,8%), le yuan chinois (4,2%) et le rand sud africain (1,8%). En revanche, la devise européenne s'est dépréciée face au rouble russe (-5,9%) et au franc suisse (-1,7%).

Sur le marché ouest africain, sur une année, la monnaie des pays de la zone UEMOA s'est renforcée face au dalasi gambien (+9,7%), au naira nigérian (+7,7%), au franc guinéen (+5,5%) et au dollar libérien (+5,2%). En revanche, le franc CFA s'est replié de 8,0% à l'égard du cedi ghanéen et de 4,3% vis-à-vis du leone sierra-léonais.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

VUE D'ENSEMBLE

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés

1.1.2 - Croissance dans les pays émergents et en développement

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières

1.1.4 - Emploi

1.1.5 - Inflation

1.1.6 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes

1.2 - ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA

1.2.1 - Produit Intérieur Brut

1.2.1.1 - Production agricole

1.2.1.2 - Production minière

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de l'UEMOA

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure

1.2.3.3 - Ressources mobilisées par les États sur le marché régional de la dette publique

1.2.4 - Balance des paiements

II POLITIQUE MONÉTAIRE

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

ANNEXES

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

Tableau 2 : ÉVOLUTION DES TAUX DE CHANGE MOYENS ANNUELS (QUANTITÉ DE MONNAIE ÉTRANGÈRE POUR 1.000 FCFA)				
Monnaie	Sigle	2024	2025	Variation (%)
Droit de tirage spécial	DTS	1,24	1,27	2,6
Dollar des États-Unis	USD	1,65	1,72	4,4
Franc suisse	CHF	1,45	1,43	-1,7
Livre sterling	GBP	1,29	1,31	1,2
Yen japonais	JPY	249,82	257,61	3,1
Yuan chinois	CNY	11,87	12,37	4,2
Rouble russe	RUB	152,98	143,93	-5,9
Roupie indienne	INR	138,01	150,10	8,8
Dalasi gambien	GMD	111,48	122,25	9,7
Cedi ghanéen	GHS	23,36	21,49	-8,0
Franc guinéen	GNF	14 088,54	14 861,99	5,5
Dollar libérien	LRD	315,25	331,69	5,2
Naira nigérian	NGN	2 424,49	2 610,95	7,7
Leone sierra-léonais	SLL	26 838,15	25 696,99	-4,3

Sources : AMAO, Banque de France, FMI, BCEAO
* Le signe (-) indique une dépréciation du franc CFA par rapport à la monnaie étrangère

1.2 - ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA

TAUX DE CROISSANCE RÉEL DU PIB DE L'UEMOA

6,7% (2025)

6,2% (2024)

1.2.1 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

L'activité économique dans l'UEMOA est demeurée globalement dynamique en 2025, en dépit du ralentissement économique à l'échelle mondiale et de la fragilité du climat sociopolitique et sécuritaire dans la sous-région ouest africaine. Selon les estimations disponibles, le PIB de l'Union a augmenté de 6,7% en 2025, après une réalisation de 6,2% en 2024. L'expansion économique a notamment été portée par le secteur tertiaire, dont la contribution à la croissance s'est établie

à 3,4 pdp, en lien avec la bonne tenue des activités commerciales et des services. Les secteurs secondaire et primaire ont également apporté une contribution significative, respectivement de 2,3 pdp et 1,0 pdp. Le secteur secondaire a bénéficié principalement du renforcement des productions extractives, consécutif à l'exploitation des hydrocarbures en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Niger, ainsi qu'à la hausse des productions minières et manufacturières. L'apport du secteur

primaire est imputable à l'augmentation de la production agricole au cours de la campagne 2025/2026, en raison de conditions météorologiques globalement favorables.

Sous l'angle des emplois du PIB, la croissance économique en 2025 est principalement

soutenue par la consommation finale et les investissements, dont les contributions ressortent respectivement à 3,7 pdp et 1,8 pdp. Le secteur extérieur, quant à lui, affiche une contribution positive estimée à 1,2 pdp, en raison de l'augmentation des exportations, notamment de produits miniers, pétroliers et gaziers.

Tableau 3 : ÉVOLUTION DES CONTRIBUTIONS SECTORIELLES À LA CROISSANCE DU PIB DE L'UEMOA (EN PDP, SAUF INDICATION CONTRAIRE)				
	2023	2024 (1)	2025 (2)	Variation (2)-(1)
Secteur primaire	0,5	1,4	1,0	-0,4
Secteur secondaire	2,2	1,4	2,3	0,9
- Industries manufacturières	1,4	0,5	0,6	0,1
- Activités extractives	0,2	0,7	1,4	0,7
- Bâtiments et Travaux Publics	0,5	0,1	0,2	0,1
- Électricité, Gaz, Eau	0,1	0,1	0,1	0,0
Secteur tertiaire	2,5	3,4	3,4	0,0
PIB réel (en %)	5,2	6,2	6,7	0,5
Consommation finale	2,8	1,9	3,7	1,8
- Publique	0,3	0,2	1,0	0,8
- Privée	2,5	1,7	2,7	1,0
Investissement	1,9	2,0	1,8	-0,2
- Public	0,5	0,6	0,5	-0,1
- Privé	1,4	1,4	1,3	-0,1
Secteur extérieur	0,5	2,3	1,2	-1,1

Sources : Services nationaux, BCEAO

1.2.1.1 - Production agricole

PRODUCTION VIVRIÈRE :
86.372.000 TONNES
HAUSSE DE 4,8%

Sur la base des estimations disponibles, la production vivrière dans l'Union est ressortie à 86.372.000 tonnes durant la campagne agricole 2025/2026, en hausse de 4,8% par rapport à la campagne précédente. Cette évolution est imputable à l'augmentation de la production

des céréales (+7,3%) et des tubercules (+5,3%). Comparée à la moyenne des cinq campagnes précédentes, l'offre de produits vivriers durant la campagne agricole 2025/2026 a augmenté de 13,9%, traduisant une amélioration durable de la production alimentaire.

Par ailleurs, les récoltes des produits d'exportation auraient, pour la plupart, progressé au terme de la campagne agricole 2025/2026, par rapport à la campagne précédente, à l'exception de celles du café et du cacao.

14

BCEAO - RAPPORT ANNUEL 2025

BCEAO - RAPPORT ANNUEL 2025

15



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

1.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés

3

1.1.2 - Croissance dans les pays émergents et en développement

4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières

5

1.1.4 - Emploi

11

1.1.5 - Inflation

11

1.1.6 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes

12

1.2 - ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA

14

1.2.1 - Produit Intérieur Brut

14

1.2.1.1 - Production agricole

15

1.2.1.2 - Production minière

17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires

18

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation

19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette

20

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de l'UEMOA

20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure

23

1.2.3.3 - Ressources mobilisées par les États sur le marché régional de la dette publique

23

1.2.4 - Balance des paiements

26

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

La production de coton-graine est estimée à 2.260.300 tonnes, en hausse de 5,6% par rapport à la campagne agricole 2024/2025. La bonne tenue de la production du coton dans l'Union est essentiellement portée par les hausses enregistrées au Burkina (+17,7%), au Mali (+5,1%) et au Bénin (+7,4%), atténuées par la diminution observée en Côte d'Ivoire (-10,4%).

Les récoltes d'arachide se sont accrues de 18,8%, pour se situer à 5.293.591,2 tonnes, reflétant la bonne répartition spatio-temporelle des précipitations dans les pays producteurs. Des augmentations importantes ont été enregistrées au Sénégal (+26,8%), au Burkina (+24,0%), au Bénin (+21,3%) et en Côte d'Ivoire (+16,8%).

La production régionale de caoutchouc, exclusivement réalisée en Côte d'Ivoire, s'est située à 1.956.500 tonnes, en augmentation de 16,0% par rapport à la saison agricole précédente. Cette performance est soutenue notamment par les actions d'accompagnement mises en œuvre par les Autorités ivoiriennes en faveur de la structuration de la filière.

La production de noix de cajou a connu une progression marquée de 39,8%, pour se situer à 2.079.200 tonnes. Cette performance est essentiellement due aux bonnes récoltes en Côte d'Ivoire (+58,8%), en Guinée-Bissau (+11,0%) et au Burkina (+10,0%), favorisées notamment par des conditions climatiques favorables dans les zones de culture. La forte hausse de la production de la Côte d'Ivoire s'explique notamment par l'introduction de nouvelles variétés d'anacardiers à haut rendement, à l'encadrement des producteurs sur les meilleures pratiques agricoles ainsi qu'à l'accroissement des prix bord champ, facteur incitatif de production.

En revanche, la production de cacao a reculé de 9,4% durant la campagne 2025/2026, pour s'établir à 1.731.900 tonnes au sein de l'Union. Cette contre-performance résulte de la contraction de l'offre de cacao en Côte d'Ivoire (-9,5%), consécutive aux conditions climatiques défavorables observées entre novembre 2024 et mars 2025 dans le pays, qui ont affecté les rendements.

Les récoltes de café sont estimées à 60.000 tonnes à l'issue de la campagne 2025/2026, en baisse également de 41,1% par rapport à la campagne précédente, en raison de facteurs

climatiques contraignants en Côte d'Ivoire. Cependant, la production du Togo a enregistré une légère hausse de 1,0%.

1.2.1.2 - Production minière

Les estimations disponibles sur les activités extractives au cours de l'année 2025 font ressortir une hausse des productions de pétrole, d'or et de phosphate, tandis que celle de l'uranium est en baisse.

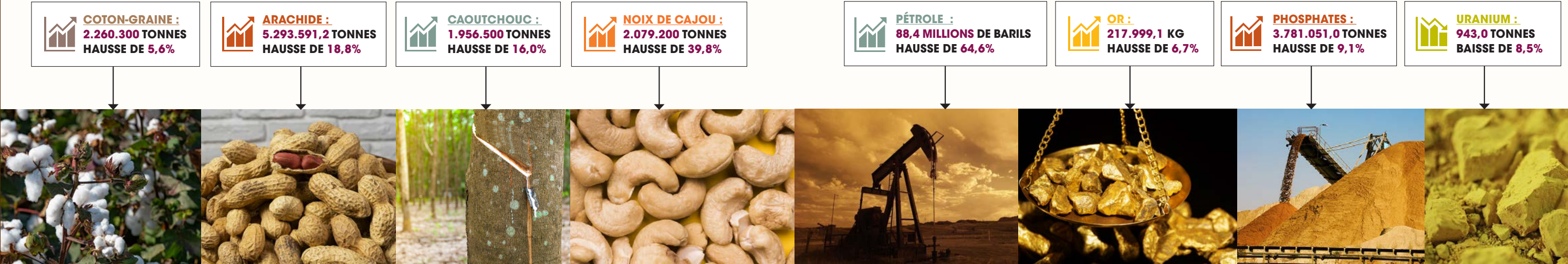
Les extractions de pétrole brut ont enregistré une hausse de 64,6%, en ressortant à 88,4 millions de barils, sous l'effet essentiellement de la forte progression de l'offre au Sénégal et au Niger. En effet, la production sénégalaise est passée de 16,9 millions de barils en 2024 à 36,1 millions de barils en 2025, soit une augmentation de 113,4%, et celle du Niger s'est accrue de 41,1%, en se chiffrant à 29,1 millions de barils en 2025.

La production d'or, estimée à 217.999,1 kg en 2025, est en augmentation de 6,7% par rapport

à 2024. Cette évolution positive découle de la hausse des extractions au Burkina (+28,0%), en Côte d'Ivoire (+6,0%), au Niger (+48,5%) et au Sénégal (+4,4%), atténuée par la baisse notée au Mali (-16,4%).

L'offre de phosphate a connu une hausse de 9,1%, atteignant 3.781.051,0 tonnes en 2025, sous l'effet de la progression des niveaux de production au Sénégal (+9,9%) et au Togo (+8,2%).

En revanche, la production d'uranium, exclusivement réalisée au Niger, a enregistré un repli de 8,5% en 2025, pour s'établir à 943,0 tonnes. Cette baisse s'explique par des suspensions à plusieurs reprises de l'activité au cours de l'année, liées notamment aux difficultés d'approvisionnement en intrants essentiels.





SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Croissance dans les pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi 11

1.1.5 - Inflation 11

1.1.6 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 12

1.2 - ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 14

1.2.1 - Produit Intérieur Brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette 20

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de l'UEMOA 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 23

1.2.3.3 - Ressources mobilisées par les États sur le marché régional de la dette publique 23

1.2.4 - Balance des paiements 26

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires

L'indice de la production industrielle dans l'UEMOA s'est accru de 9,8% en 2025, après une progression de 7,6% un an auparavant. Cette évolution s'explique par l'accélération de la production extractive (+22,2% contre +11,6%), atténuée par le ralentissement du rythme de croissance des composantes manufacturière (+4,8% contre +6,0%) et énergétique (+6,5% contre +8,3%). La dynamique de la production extractive est en lien avec la hausse soutenue de l'extraction du pétrole brut au Niger ainsi que le démarrage de la production de gaz naturel liquéfié au Sénégal. En effet, l'indice de la production du pétrole² brut a connu un accroissement de 82,8% en 2025, après celui de 43,6% noté en 2024. Cette évolution a, toutefois, été atténuée par la contre-performance des unités aurifères où l'indice est ressorti en baisse de 4,3%. La décélération observée dans le secteur de l'industrie manufacturière est en rapport essentiellement avec le ralentissement des activités de transformation alimentaire, du raffinage du pétrole et des produits métallurgiques. Quant au secteur énergétique, la progression de la production a été affectée par la contre-performance enregistrée dans la production d'électricité.

Le chiffre d'affaires du commerce dans l'UEMOA s'est accru de 0,6% en 2025, après une hausse de 3,1% un an plus tôt. Cette évolution modérée, dans un contexte de faible inflation dans l'Union, s'explique par une diminution plus importante

du chiffre d'affaires du commerce de détail (-1,1% contre -0,7%), du commerce de gros de produits intermédiaires (-0,8% contre -0,4%), ainsi que de celui des pièces détachées et d'accessoires automobiles (-5,1% contre -3,0%). Ces tendances baissières ont, toutefois, été compensées par les augmentations relevées dans les secteurs du commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures (+9,3% après +7,0%), et dans le commerce de détail en magasin non spécialisé (+5,0% contre +1,8%).

L'indice du chiffre d'affaires des services marchands (hors services financiers) est ressorti en hausse de 4,7% en 2025, après une augmentation de 4,6% l'année précédente. Cette évolution est due à la bonne tenue des services d'information et de communication, ainsi que des activités de soutien et de bureau. Toutefois, cette dynamique a été atténuée par les contre-performances relevées dans les secteurs de l'hébergement, de la restauration, ainsi que des services récréatifs et de l'immobilier.

S'agissant de l'indice des activités dans les services financiers, il s'est établi à 13,9% en 2025, après une réalisation de +13,6% en 2024, en lien essentiellement avec l'accroissement du volume des transactions bancaires, notamment les crédits, traduisant un renforcement de l'intermédiation financière au sein de l'Union.

2 : Au Sénégal, la production commerciale de pétrole brut a débuté le 11 juin 2024, avec la mise en production du champ offshore de Sangomar, marquant l'entrée du pays dans le cercle des pays producteurs de pétrole brut.

Au Niger, l'exploitation des gisements pétroliers du bassin d'Agadem via le pipeline Niger-Bénin a permis la production et l'exportation de pétrole brut sur le marché international à partir de mai 2024, lorsque le pipeline a commencé à exporter le pétrole nigérien vers le terminal maritime de Sèmè au Bénin.

1.2.2 - ÉVOLUTION DES PRIX À LA CONSOMMATION

TAUX D'INFLATION
EN MOYENNE ANNUELLE

0,0 % en 2025
3,5 % en 2024

Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, est ressorti nul en 2025, après 3,5% en 2024, en dessous du plancher de la fourchette cible de 1,0% à 3,0%, définie par la Banque Centrale dans le cadre de la conduite de la politique monétaire.

Cette évolution est imputable à l'amélioration de l'offre alimentaire locale, induite par la hausse de la production céréalière de la campagne agricole 2025/2026 (+7,7%). Elle résulte également des différentes interventions mises en œuvre par certains États pour renforcer la sécurité alimentaire et énergétique des ménages. En outre, la dynamique des prix en 2025 reflète l'impact relativement important d'un effet de base, les prix ayant atteint leurs plus hauts niveaux en 2024, particulièrement au Niger (+9,1%), au Burkina (+4,2%), en Côte d'Ivoire (+3,5%) et au Mali (+3,2%).

L'absence de pressions sur les prix à la consommation s'explique également par la dynamique baissière des prix à l'international de certains produits alimentaires importés,

notamment le riz (-27,8%), le sucre (-20,0%) et le blé (-8,1%), ainsi que par le recul des cours mondiaux du pétrole brut (-14,1%), dont les effets se sont répercutés sur les prix domestiques dans l'Union.

Par ailleurs, dans certains pays du Sahel, la persistance des risques sécuritaires a continué de générer des tensions sur les circuits d'approvisionnement des marchés. Toutefois, ces pressions ont été compensées par les facteurs de désinflation susmentionnés.

Le différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires est ressorti favorable à l'Union de 5,0 points de pourcentage en 2025.

Le niveau des prix devrait s'inscrire dans la fourchette cible à partir de 2026, avec un taux d'inflation prévu à 2,0%. La tendance de l'inflation pourrait être influencée, en 2026, par des risques haussiers induits par l'effet des perturbations de la chaîne d'approvisionnement en produits alimentaires, en lien avec la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union. L'amélioration attendue de l'offre domestique de denrées vivrières locales, à la faveur de la mise sur les marchés des récoltes de la campagne 2025/2026 (+7,7%) et les tendances baissières projetées des cours des produits pétroliers (-2,1%) et alimentaires importés par les pays de l'Union (-4,7%), limiteraient les pressions sur les prix à la consommation.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

1.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés

3

1.1.2 - Croissance dans les pays émergents et en développement

4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières

5

1.1.4 - Emploi

11

1.1.5 - Inflation

11

1.1.6 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes

12

1.2 - ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA

14

1.2.1 - Produit Intérieur Brut

14

1.2.1.1 - Production agricole

15

1.2.1.2 - Production minière

17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires

18

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation

19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette

20

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de l'UEMOA

20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure

23

1.2.3.3 - Ressources mobilisées par les États sur le marché régional de la dette publique

23

1.2.4 - Balance des paiements

26

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

Tableau 4 : VARIATION DES PRIX À LA CONSOMMATION EN 2024 ET 2025 (EN %)

	2024		2025	
	Moyenne annuelle	Glissement annuel à fin décembre	Moyenne annuelle	Glissement annuel à fin décembre
Bénin	1,2	-0,4	1,1	1,4
Burkina	4,2	4,9	-0,5	-2,2
Côte d'Ivoire	3,5	2,1	0,1	0,1
Guinée-Bissau	3,7	5,7	0,9	-2,8
Mali	3,2	4,9	2,3	0,4
Niger	9,1	4,7	-4,7	-9,4
Sénégal	0,8	0,3	1,4	2,8
Togo	2,9	1,2	0,4	0,0
UEMOA	3,5	2,6	0,0	-0,8

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique, BCEAO

1.2.3 - FINANCES PUBLIQUES ET SITUATION DE LA DETTE

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de l'UEMOA

La gestion des finances publiques dans l'Union s'est caractérisée en 2025 par une amélioration notable du solde budgétaire global, base engagements, dons compris, sous l'effet d'une progression plus rapide des recettes budgétaires par rapport aux dépenses publiques. À fin décembre 2025, les recettes budgétaires se sont établies à 25.396,5 milliards, en hausse de 2.973,2 milliards (+13,3%) par rapport à l'année précédente. Cette évolution est principalement imputable au dynamisme des recettes fiscales, qui ont progressé de 13,7% pour atteindre 22.160,5 milliards, en lien avec la bonne tenue de l'activité économique et la poursuite des réformes visant à renforcer la mobilisation des ressources intérieures par les administrations fiscales et douanières. Dans ces conditions,

la pression fiscale à l'échelle communautaire s'est accrue, passant de 14,4% du PIB en 2024 à 14,9% en 2025.

Les dons ont également enregistré une progression significative, augmentant de 268,5 milliards (+28,1%) pour s'établir à 1.223,4 milliards à fin décembre 2025. En conséquence, les recettes budgétaires et dons cumulés des États membres de l'Union ont atteint 26.629,9 milliards, soit une hausse de 13,9%, correspondant à 17,9% du PIB, contre 17,2% un an plus tôt.

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté à un rythme plus modéré que les recettes, pour s'établir à 32.189,9 milliards, en progression de 1.523,6 milliards (+5,0%) par rapport à l'année précédente.

Cette évolution reflète principalement la hausse des dépenses courantes qui ont atteint 20.716,0 milliards (+5,9%), atténuée par la diminution des dépenses en capital à 9.777,3 milliards (-0,3%). L'accroissement des charges courantes résulte notamment de la hausse des charges d'intérêts sur la dette publique (+12,9%), de l'augmentation de la masse salariale (+7,2%), ainsi que des autres dépenses courantes (+6,3%). La hausse de la masse salariale découle, entre autres, de l'incidence financière des nouveaux recrutements et des avancements catégoriels dans la fonction publique. À l'inverse, les transferts et subventions enregistrent une baisse de 1,5% en lien avec les efforts de maîtrise des dépenses.

S'agissant des dépenses en capital, leur maîtrise en 2025 traduit une priorisation et une consolidation des projets en cours, dans un contexte budgétaire marqué par la nécessité de concilier la poursuite des investissements structurants avec les impératifs de soutenabilité des finances publiques.

Tenant compte de ces évolutions, le déficit budgétaire global (base engagements, dons compris) s'est nettement réduit, passant de 7.288,1 milliards en 2024 à 5.559,9 milliards en 2025, soit une baisse de 1.728,2 milliards (-23,7%). Rapporté au PIB, le déficit ressort à 3,7% en 2025, contre 5,4% un an auparavant, traduisant la poursuite des efforts de consolidation budgétaire à l'échelle communautaire.



RECETTES BUDGÉTAIRES :
25.396,5 MILLIARDS.
EN HAUSSE DE **2.973,2** MILLIARDS
(+13,3%) PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.



DÉPENSES ET PRÊTS NETS :
32.189,9 MILLIARDS EN 2025,
SOIT UNE HAUSSE DE **1.523,6** MILLIARDS
(+5,0%) PAR RAPPORT À 2024.



DÉFICIT GLOBAL, BASE ENGAGEMENTS, DONCS COMPRIS :
5.559,9 MILLIARDS EN 2025,
SOIT UNE BAISSSE DE **1.728,2** MILLIARDS
(-23,7%) PAR RAPPORT À 2024.



ENCOURS GLOBAL DE LA DETTE EXTÉRIEURE DES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION :
EN HAUSSE DE **8,0%** CONTRE UNE PROGRESSION DE **9,9%**
L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, REPRÉSENTANT **38,4%** DU PIB EN 2025
CONTRE **39,0%** UN AN PLUS TÔT.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

1.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés

3

1.1.2 - Croissance dans les pays émergents et en développement

4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières

5

1.1.4 - Emploi

11

1.1.5 - Inflation

11

1.1.6 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes

12

1.2 - ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA

14

1.2.1 - Produit Intérieur Brut

14

1.2.1.1 - Production agricole

15

1.2.1.2 - Production minière

17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires

18

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation

19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette

20

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de l'UEMOA

20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure

23

1.2.3.3 - Ressources mobilisées par les États sur le marché régional de la dette publique

23

1.2.4 - Balance des paiements

26

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

Tableau 5 : SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES EN 2024 ET 2025 (EN MILLIARDS DE FCFA, SAUF INDICATION CONTRAIRE)				
	Décembre 2024 (1)	Décembre 2025* (2)	Variation (2) – (1)	
			(en milliards)	(en %)
Recettes budgétaires et dons	23 378,2	26 629,9	3 251,7	13,9
(en % du PIB)	17,2	17,9	-	-
Recettes budgétaires	22 423,3	25 396,5	2 973,2	13,3
Recettes fiscales	19 489,9	22 160,5	2 670,6	13,7
(en % du PIB)	14,4	14,9	-	-
Autres recettes (y compris non fiscales)	2 933,4	3 246,0	312,6	10,7
Dons	954,9	1 223,4	268,5	28,1
Dépenses totales et prêts nets	30 666,3	32 189,9	1 523,6	5,0
(en % du PIB)	22,6	21,7	-	-
Dépenses courantes	19 556,0	20 716,0	1 160,0	5,9
masse salariale	7 183,0	7 700,3	517,3	7,2
transferts et subventions	4 653,4	4 584,3	-69,1	-1,5
intérêts de la dette	3 426,6	3 869,9	443,3	12,9
autres dépenses courantes	4 293,0	4 561,5	268,5	6,3
Dépenses en capital	9 806,5	9 777,3	-29,2	-0,3
(en % du PIB)	7,2	6,6	-	-
Autres dépenses	1 312,8	1 635,2	322,4	24,6
Prêts nets	-8,9	61,3	70,2	-788,8
Solde base engagements, dons compris	-7 288,1	-5 559,9	1 728,2	23,7
(en % du PIB)	-5,4	-3,7	-	-
Solde base caisse, dons compris	-7 172,1	-5 512,1	1 660,0	23,1
(en % du PIB)	-5,3	-3,7	-	-

(*) Estimations
Sources : BCEAO, Services Nationaux

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure

Les pays de l’Union ont bénéficié de l’appui financier des partenaires extérieurs, en complément de leurs interventions sur le marché financier régional. Le montant brut des ressources extérieures, hors FMI, mobilisées par les États ayant transité via la BCEAO s’élève à 8.997,4 milliards au cours de l’année 2025 contre 8.587,3 milliards en 2024.

Plusieurs États membres de l’UEMOA ont bénéficié de décaissements du FMI dans le cadre de leurs programmes économiques et financiers. Le Bénin a mobilisé un montant cumulé de 51,1 milliards de FCFA, au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC), du Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC) et de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD). Le Burkina a obtenu 18,6 milliards de FCFA à travers la FEC. La Côte d’Ivoire a, pour sa part, mobilisé 899,7 milliards de FCFA grâce à la FEC, la FRD et le MEDC. La Guinée-Bissau a perçu 3,6 milliards de FCFA par l’intermédiaire de la FEC. Le Mali a mobilisé 73 milliards de FCFA dans

le cadre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR), tandis que le Niger a reçu 55,2 milliards de FCFA via la FEC et la FRD. Enfin, le Togo a obtenu 33,8 milliards de FCFA pour son programme appuyé par la FEC.

Par ailleurs, deux pays de l’Union ont levé des ressources pour un montant global de 1.821,0 milliards de FCFA sur les marchés internationaux, par le biais d’émissions d’euro-obligations. Le Bénin a mobilisé 318 milliards de FCFA en janvier 2025. La Côte d’Ivoire a, pour sa part, émis, en mars et en juillet 2025, des obligations internationales pour un montant total de 1.503,0 milliards de FCFA.

S’agissant de la dette extérieure, les données disponibles font état d’un accroissement du stock de la dette publique extérieure de 4.243,1 milliards en 2025, soit 8,0% contre 9,9% l’année précédente. En pourcentage du PIB, la dette extérieure représente 38,4% en 2025 contre 39,0% l’année précédente.

1.2.3.3 - Ressources mobilisées par les États sur le marché régional de la dette publique

RESSOURCES LEVÉES PAR LES ÉTATS DE L'UEMOA SUR LE MARCHÉ RÉGIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE **15.105,2** MILLIARDS (HAUSSE DE **5.753,2** MILLIARDS OU **+61,5%** PAR RAPPORT À FIN DÉCEMBRE 2024).

1.2.3.3.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional

À fin décembre 2025, les États membres de l’Union ont mobilisé 15.105,2 milliards sur le marché régional, soit une hausse de 5.753,2 milliards ou +61,5% par rapport à fin décembre 2024. Cette augmentation qui traduit l’intensification des besoins de financement a

concerné aussi bien les émissions de bons du Trésor (+19,4%) que les obligations du Trésor (+111,1%). Les émissions nettes se situent à 3.727,4 milliards en 2025 contre 3.350,7 milliards un an plus tôt.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

1.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés

3

1.1.2 - Croissance dans les pays émergents et en développement

4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières

5

1.1.4 - Emploi

11

1.1.5 - Inflation

11

1.1.6 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes

12

1.2 - ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA

14

1.2.1 - Produit Intérieur Brut

14

1.2.1.1 - Production agricole

15

1.2.1.2 - Production minière

17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires

18

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation

19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette

20

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de l'UEMOA

20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure

23

1.2.3.3 - Ressources mobilisées par les États sur le marché régional de la dette publique

23

1.2.4 - Balance des paiements

26

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL,
ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

Sur le compartiment des bons du Trésor, les États membres ont mobilisé 6.036,2 milliards en 2025, soit 40,0% des ressources levées sur le marché financier régional contre un montant de 5.055,0 milliards un an auparavant. Les émissions de maturité de 12 mois ont été les plus sollicitées, avec une valeur globale de 4.021,7 milliards, soit 66,6% des bons émis sur la période.

Concernant le compartiment des obligations, les Trésors publics ont levé 9.069,0 milliards en 2025 contre 4.297,0 milliards l'année précédente. La maturité la plus sollicitée a été celle de 3 ans (48,2% du total), suivie des maturités de 5 ans (27,3% du total), 7 ans (18,3% du total), 10 ans (5,6% du total) et 15 ans (0,6% du total).

Tableau 6 : ÉMISSIONS BRUTES PAR ADJUDICATION ET SYNDICATION SUR LE MARCHÉ RÉGIONAL DES TITRES PUBLICS (EN MILLIARDS DE FCFA)										
	2024				Total 2024	2025				Total 2025
	T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4	
Bons	1 121,4	1 333,2	1 067,8	1 532,6	5 055,0	1 833,5	1 847,4	981,1	1 374,2	6 036,2
Obligations	889,2	1 219,1	1 019,5	1 169,2	4 297,0	1 898,5	2 592,9	2 215,1	2 362,5	9 069,0
Par adjudication	469,4	830,3	832,4	940,2	3 072,3	1 136,6	2 176,3	1 378,7	1 131,1	5 822,7
Par syndication(*)	419,8	388,8	187,1	229	1 224,7	761,9	416,6	836,4	1 231,4	3 246,3
Total	2 010,6	2 552,3	2 087,3	2 701,8	9 352,0	3 732,0	4 440,3	3 196,2	3 736,7	15 105,2

Sources : UMOA-Titres, AMF-UMOA (*) situation provisoire pour la syndication

S'agissant des conditions de financement, les coûts des ressources sont ressortis en hausse pour les bons tandis qu'ils se sont repliés pour les obligations. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré sur les bons a globalement progressé de 8 pdb pour ressortir à 7,06% en 2025 contre

6,98% en 2024. Sur le segment obligataire, l'évolution des coûts met en évidence une détente de 3 pdb du coût moyen d'emprunt d'une année à l'autre, passant de 7,30% en 2024 à 7,27% en 2025.

Tableau 7 : TAUX D'INTÉRÊT ET RENDEMENTS MOYENS DES BONS ET OBLIGATIONS DU TRÉSOR (EN %)										
	2024				Moyenne 2024	2025				Moyenne 2025
	T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4	
1 mois	-	5,39	6,00	5,80	5,71	-	-	-	4,50	4,50
3 mois	6,64	6,56	5,77	6,13	6,17	6,27	9,41	5,21	5,44	5,68
6 mois	7,10	7,33	7,28	6,24	7,01	6,48	7,40	9,80	-	7,02
12 mois	7,25	8,12	7,84	7,14	7,63	7,85	7,74	7,25	6,88	7,59
TMP(*) sur les bons	7,09	7,60	6,80	6,48	6,98	7,41	7,72	6,83	5,88	7,06
3 ans	8,46	8,51	8,04	7,95	8,24	7,89	7,65	7,53	8,37	7,81
5 ans	6,47	6,99	6,98	7,32	6,99	6,70	7,13	6,72	6,78	6,81
7 ans	6,25	6,61	5,84	6,73	6,30	6,44	7,04	6,65	6,59	6,65
10 ans	6,81	6,47	7,41	6,99	6,70	7,47	6,95	6,97	6,87	6,93
15 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	7,14	7,14
RMP(**) sur les obligations	7,31	7,37	7,02	7,46	7,30	7,07	7,45	7,11	7,39	7,27

Sources : BCEAO, UMOA-Titres, AMF-UMOA (*) TMP : taux moyen pondéré (**) RMP : rendement moyen pondéré

1.2.3.3.2 - Encours des titres publics sur le marché régional

L'encours global des titres publics est estimé à 31.859,5 milliards au 31 décembre 2025, soit 21,5% du PIB de l'Union contre 27.787,2 milliards ou 20,5% du PIB un an plus tôt. La structure de

cet encours met en évidence un repli de la part des obligations du Trésor, qui passe de 92,3% en 2024 à 87,9% en 2025.

Tableau 8 : ENCOURS DES TITRES PUBLICS À FIN DÉCEMBRE 2025 SUR LE MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL (EN MILLIARDS DE FCFA)							
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025*
Encours	11 078,0	14 407,8	17 674,2	21 335,5	24 686,9	27 787,2	31 859,5
(en % du PIB)	12,1	15,3	17,2	18,7	20,0	20,5	21,4
Part relative (%)							
- bons	8,0	8,0	6,9	4,3	8,1	7,7	12,1
- obligations	92,0	92,0	93,1	95,7	91,9	92,3	87,9

Sources : UMOA-Titres, AMF-UMOA (*) situation provisoire



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Croissance dans les pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi 11

1.1.5 - Inflation 11

1.1.6 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 12

1.2 - ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA 14

1.2.1 - Produit Intérieur Brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Évolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette 20

1.2.3.1 - Évolution des opérations financières des États membres de l'UEMOA 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 23

1.2.3.3 - Ressources mobilisées par les États sur le marché régional de la dette publique 23

1.2.4 - Balance des paiements 26

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1.2.4 - BALANCE DES PAIEMENTS

SOLDE GLOBAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS RESSORTI À 7.027,6 MILLIARDS EN 2025 CONTRE 3.012,7 MILLIARDS EN 2024.

La consolidation des échanges extérieurs de l'UEMOA, entamée en 2024, s'est poursuivie en 2025, sous l'effet conjugué de l'accroissement des exportations de pétrole et de gaz, l'amélioration des termes de l'échange ainsi que du recours de certains pays de l'Union aux marchés financiers internationaux.

En 2025, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire, en ligne essentiellement avec la réduction du déficit courant, subséquente à l'amélioration notable des termes de l'échange (+35,1%) ainsi que la hausse des volumes expédiés des produits pétrolier et gazier.

Le déficit du compte courant, rapporté au PIB, s'est établi à 2,0%, soit une consolidation de 3,7 pdp par rapport à 2024. Cette amélioration significative s'explique principalement par le redressement de la balance des biens, dont le solde est redevenu positif pour la première fois depuis 2011. En effet, la balance des biens affiche un excédent de 6.318,2 milliards, en hausse de 6.489,2 milliards par rapport à l'année précédente, sous l'effet d'une hausse des exportations de 38,6%, partiellement atténuée par une augmentation des importations de 11,4%.

Tableau 9 : ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS SUR LA PÉRIODE 2023-2025 (EN MILLIARDS DE FCFA, SAUF INDICATION CONTRAIRE)			
	2023	2024	2025(*)
Balance des biens	- 4 453,1	-171,0	6 318,2
Balance des services	-7 306,3	- 6 769,1	-7 512,8
Solde du compte des transactions courantes	-11 488,5	-7 773,7	-2 970,8
Solde du compte des transactions courantes (en % PIB)	- 9,4	-5,7	-2,0
Solde du compte des transactions courantes hors dons (en % PIB)	- 9,6	-5,9	-2,1
Solde du compte de capital	1 409,8	1 293,1	1 669,6
Solde des comptes des transactions courantes et de capital ((+) Capacité de Financement (-) Besoin de Financement)	-10 078,7	- 6 480,6	-1 301,1
Solde du compte financier	-7 017,4	- 9 062,8	- 6 802,5
Solde global	-3 530,4	3 012,7	7 027,6
Réévaluations	221,6	651,0	1 385,8
Variation des AEN	3 308,8	-3 663,8	- 8 413,4

Source : BCEAO (*) Estimations

La vigueur des exportations reflète essentiellement les effets de l'entrée en pleine production des unités gazières et pétrolières au Sénégal ainsi que l'accroissement des capacités des unités existantes en Côte d'Ivoire et au Niger. La production pétrolière est estimée à 233.870 barils/jour en 2025 contre un niveau qui se situait à 192.942 barils/jours un an plus tôt.

Par ailleurs, l'orientation favorable des cours en FCFA du cacao (+64,8%), de l'or (+31,4%) et de la noix de cajou (+15,1%) a également contribué à la consolidation du niveau des exportations en 2025.

S'agissant des importations, leur progression est portée par la hausse des achats de biens intermédiaires (+12,4%) et d'équipement (+19,9%), dans un contexte de poursuite des projets d'infrastructures socio-économiques dans plusieurs pays de l'Union.

Les acquisitions à l'extérieur de biens de consommation enregistrent également une augmentation de 8,9%, principalement sous l'effet de la hausse soutenue du volume des produits alimentaires importés.

Le déficit de la balance des services ressort en hausse de 11,0%, en relation notamment avec l'augmentation des acquisitions des services spécialisés et des dépenses liées au fret.

En tenant compte de l'excédent du compte de capital, qui s'est établi à 1.669,6 milliards en 2025 contre 1.293,1 milliards un an plus tôt, le besoin de financement ressort à 1.301,1 milliards, en baisse de 79,9%. Ce besoin a été largement couvert à hauteur de 640,1% par des entrées de capitaux au titre du compte financier qui se chiffrent à 6.802,5 milliards en 2025 contre 9.062,8 milliards l'année précédente. Cette évolution reflète notamment la baisse des tirages publics nets (-1.024,2 milliards) et des Investissements Directs Étrangers (-1.947,3 milliards), atténuée par la hausse des investissements de portefeuille (+219,6 milliards).

Dans ces conditions, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire à 7.027,6 milliards en 2025, après un excédent de 3.012,7 milliards en 2024.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE30

2.2 - ACTION MONÉTAIRE30

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt 31

2.2.2 - Réserves obligatoires 31

2.3 - OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET CONDITIONS DE FINANCEMENT32

2.3.1 - Opérations d'open market 32

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 33

2.3.3 - Marché interbancaire 33

2.4 - ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES34

2.4.1 - Actifs Extérieurs Nets ... 34

2.4.2 - Créances intérieures 35

2.4.2.1 - Créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (APUC)..... 35

2.4.2.2 - Créances sur l'économie 36

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 36

2.5 - ÉVOLUTION DES TAUX DÉBITEURS38

2.6 - RÉSERVES DE CHANGE38

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

POLITIQUE MONÉTAIRE

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE30

2.2 - ACTION MONÉTAIRE30

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt 31

2.2.2 - Réserves obligatoires 31

2.3 - OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET CONDITIONS
DE FINANCEMENT32

2.3.1 - Opérations d'open market 32

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 33

2.3.3 - Marché interbancaire 33

2.4 - ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES34

2.4.1 - Actifs Extérieurs Nets 34

2.4.2 - Créances intérieures 35

2.4.2.1 - Créances nettes sur les Administrations
Publiques Centrales (APUC)..... 35

2.4.2.2 - Créances sur l'économie 36

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 36

2.5 - ÉVOLUTION DES TAUX DÉBITEURS38

2.6 - RÉSERVES DE CHANGE38



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

30

2.2 - ACTION MONÉTAIRE

30

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt

31

2.2.2 - Réserves obligatoires

31

2.3 - OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET CONDITIONS DE FINANCEMENT

32

2.3.1 - Opérations d'open market

32

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement

33

2.3.3 - Marché interbancaire

33

2.4 - ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES

34

2.4.1 - Actifs Extérieurs Nets

34

2.4.2 - Créances intérieures

35

2.4.2.1 - Créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (APUC)

35

2.4.2.2 - Créances sur l'économie

36

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire

36

2.5 - ÉVOLUTION DES TAUX DÉBITEURS

38

2.6 - RÉSERVES DE CHANGE

38

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

POLITIQUE MONÉTAIRE

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

L'objectif principal de la politique monétaire de la Banque Centrale est la stabilité des prix. Sans préjudice de cet objectif, la politique monétaire vise également à soutenir les politiques économiques des États membres de l'Union, en vue de favoriser une croissance économique durable.

Sur le plan opérationnel, l'objectif de stabilité des prix est défini comme un taux d'inflation, en glissement annuel, pour l'ensemble de l'Union, compris dans une marge de plus

ou moins un point de pourcentage autour d'une valeur centrale de 2%, à un horizon de 24 mois. Pour réaliser cet objectif, la Banque Centrale fonde ses décisions sur une analyse approfondie de l'environnement macroéconomique interne et externe ainsi que sur une appréciation prospective des risques pesant sur la stabilité des prix et la croissance. Cette analyse est effectuée et formalisée chaque trimestre dans son rapport sur la politique monétaire.

2.2 - ACTION MONÉTAIRE

ORIENTATION PRUDENTE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE FACE AUX RISQUES SUR LES PERSPECTIVES D'INFLATION :

➔ Maintien du principal taux de refinancement à 3,25% sur le reste de l'année après la baisse de 25 pdb en juin 2025, intervenue dans un contexte de nette décrue des pressions inflationnistes ;

➔ Maintien des coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques à 3,0% sur l'ensemble de l'année 2025, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2017 ;

➔ Conduite d'une politique de régulation de liquidité calibrée pour couvrir les besoins réels du système bancaire, sans excès.

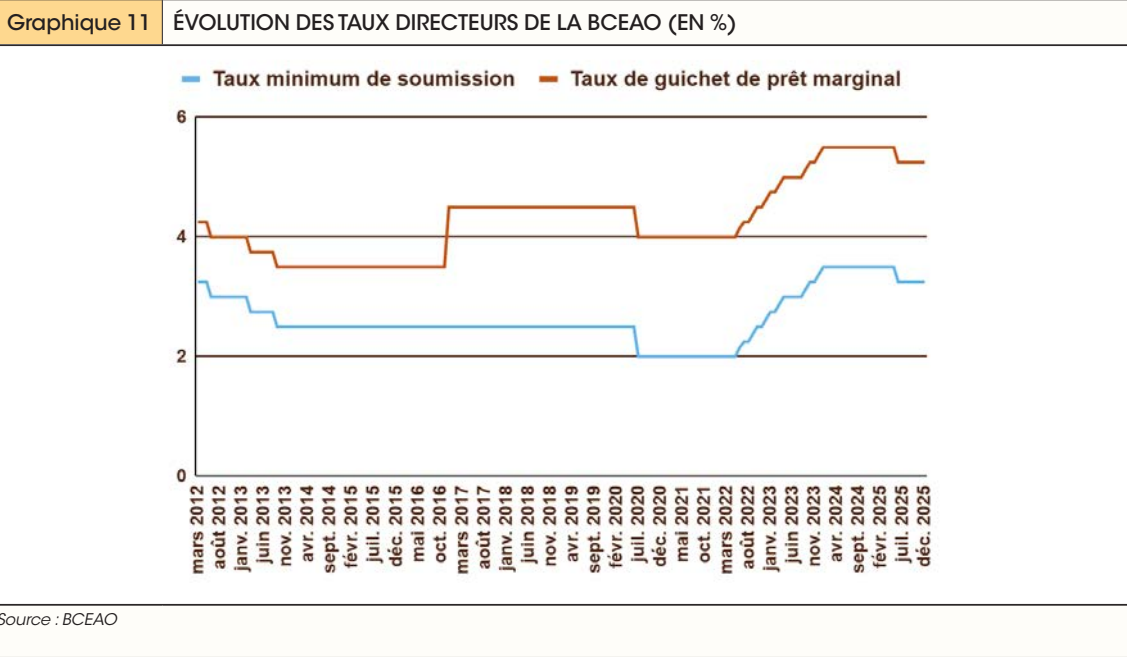
BAISSE DE L'INFLATION À 0,0% EN 2025 CONTRE 3,5% EN 2024 ;

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS L'UNION DEMEURE ROBUSTE À 6,7% EN 2025.

2.2.1 - POLITIQUE DES TAUX D'INTÉRÊT

En 2025, le taux d'inflation s'est inscrit dans une tendance baissière. Cette évolution a été induite par le repli des prix des produits alimentaires et énergétiques importés ainsi que par l'augmentation de l'offre locale de produits céréaliers. Cependant, les prévisions d'inflation restent soumises à des risques haussiers, notamment l'impact des tensions géopolitiques et commerciales sur les prix mondiaux des produits alimentaires et énergétiques ainsi que

la situation sécuritaire dans la sous-région. Dans ce contexte, et face à la nécessité de consolider une situation extérieure confortable, la Banque Centrale a opté pour un assouplissement prudent de sa politique de taux et a baissé de 25 pdb son taux directeur en juin 2025. Ainsi, depuis cette date, le taux minimum de soumission aux adjudications, principal taux directeur de la BCEAO, est ressorti à 3,25% et le taux du guichet de prêt marginal à 5,25%.



2.2.2 - RÉSERVES OBLIGATOIRES

En 2025, la Banque Centrale a maintenu inchangé le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union à 3,00%, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2017. Au cours de l'année, les réserves effectivement constituées par les banques de l'Union ont représenté, en moyenne 299,77% des réserves requises contre 197,57% en 2024.

À titre de rappel, la Banque Centrale a opté pour un taux unique de réserves obligatoires applicable à toutes les banques de l'Union depuis le 16 décembre 2010. Le tableau ci-après présente l'historique des taux de réserves obligatoires appliqués par la Banque Centrale.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

30

2.2 - ACTION MONÉTAIRE

30

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt

31

2.2.2 - Réserves obligatoires

31

2.3 - OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET CONDITIONS DE FINANCEMENT

32

2.3.1 - Opérations d'open market

32

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement

33

2.3.3 - Marché interbancaire

33

2.4 - ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES

34

2.4.1 - Actifs Extérieurs Nets

34

2.4.2 - Créances intérieures

35

2.4.2.1 - Créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (APUC)

35

2.4.2.2 - Créances sur l'économie

36

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire

36

2.5 - ÉVOLUTION DES TAUX DÉBITEURS

38

2.6 - RÉSERVES DE CHANGE

38

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

POLITIQUE MONÉTAIRE

Tableau 10 : COEFFICIENTS DE RÉSERVES OBLIGATOIRES APPLICABLES AUX BANQUES (EN %)					
	Du 16 juin 2009 au 15 mai 2010	Du 16 mai au 15 déc. 2010	Du 16 déc. 2010 au 15 mars 2012	Du 16 mars 2012 au 15 mars 2017	Depuis le 16 mars 2017
En pourcentage (%)					
Bénin	9,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Burkina	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Côte d'Ivoire	5,0	5,0	7,0	5,0	3,0
Guinée-Bissau	3,0	5,0	7,0	5,0	3,0
Mali	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Niger	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Sénégal	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Togo	3,0	5,0	7,0	5,0	3,0

Source : BCEAO

2.3 - OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET CONDITIONS DE FINANCEMENT

2.3.1 - OPÉRATIONS D'OPEN MARKET

Au niveau de la régulation de la liquidité bancaire, la BCEAO a poursuivi, conformément aux orientations du CPM, ses opérations d'injection par voie d'appels d'offre à taux variables. Les volumes injectés ont été calibrés de sorte à couvrir les besoins réels du système bancaire et à assurer un bon fonctionnement du marché.

Pour offrir une plus grande flexibilité aux établissements de crédit dans leur gestion de trésorerie, les interventions ont été principalement concentrées sur le guichet hebdomadaire des appels d'offres qui demeure le principal guichet de refinancement. À ce titre, les montants injectés ont atteint 8.050,0 milliards à fin décembre 2025, après 8.075,0 milliards un an plus tôt. Le taux moyen annuel sur le guichet hebdomadaire est ressorti à 4,72% en 2025 contre 5,50% en 2024.

Concernant le guichet mensuel des appels d'offres, le montant injecté par la Banque Centrale s'est situé à 124,4 milliards à fin décembre 2025 contre 325,0 milliards une année plus tôt. Les demandes exprimées, en moyenne en 2025, se sont situées à 127,7 milliards contre 405,6 milliards en 2024. Le taux moyen annuel sur le guichet mensuel est ressorti à 5,23% en 2025 contre 5,50% en 2024.

Sur le guichet de relance dédié aux obligations de relance (OdR), les volumes mis en adjudication sont ressortis en moyenne à 200,3 milliards en 2025 contre 248,6 milliards en 2024. L'encours des engagements des banques sur ce guichet de 6 mois de maturité est ressorti à 175,0 milliards à fin décembre 2025, un niveau stable par rapport à la même période de l'année précédente.

2.3.2 - OPÉRATIONS SUR LES GUICHETS PERMANENTS DE REFINANCEMENT

Sur le guichet de prêt marginal, l'encours de refinancement à fin décembre 2025 est ressorti nul contre 850,3 milliards à fin décembre 2024.

2.3.3 - MARCHÉ INTERBANCAIRE

Le volume hebdomadaire moyen des transactions interbancaires, toutes maturités confondues, est ressorti à 841 milliards en 2025 contre 748 milliards en 2024, soit une progression de 12,4%. Les opérations ont porté sur des maturités allant d'un jour à douze mois. Les compartiments à une semaine et à un jour ont été les plus actifs, représentant respectivement 62,0% et 17,0% du volume moyen des transactions contre 53,0% et 25,0% un an plus tôt.

Rapporté au montant moyen des injections de liquidités, le volume des opérations interbancaires est ressorti à 10,8% en 2025 contre 8,6% en 2024.

S'agissant des conditions de financement, le compartiment à une semaine a enregistré une baisse du taux d'intérêt moyen pondéré, passant de 6,03% en 2024 à 5,32% en 2025.

Tableau 11 : ÉVOLUTION DES TAUX INTERBANCAIRES EN 2025 (MOYENNE PONDERÉE EN %)							
	1 jour	1 semaine	2 semaines	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Janvier	6,12	6,30	6,33	6,17	6,20	5,78	7,00
Février	6,06	6,15	6,32	6,19	5,91	5,72	6,78
Mars	5,69	5,71	6,23	6,41	6,06	5,60	-
Avril	5,46	5,52	6,05	5,95	6,54	5,76	5,25
Mai	5,50	5,34	5,65	6,11	5,93	5,50	-
Juin	4,37	4,94	5,60	5,93	5,98	5,91	-
Juillet	4,45	4,80	5,60	6,06	6,08	5,62	-
Août	4,23	4,86	5,29	6,10	5,15	5,45	6,34
Septembre	4,49	4,88	5,63	6,04	5,80	5,66	-
Octobre	4,81	4,81	5,54	5,90		5,81	-
Novembre	4,93	4,93	5,76	5,99	6,10	5,58	-
Décembre	4,78	5,08	5,71	5,77	6,08	5,71	2,00(*)
Moyenne	5,10	5,25	5,78	6,04	5,87	5,72	5,96

Source : BCEAO

(*) Il s'agit d'opérations intra groupes.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE30

2.2 - ACTION MONÉTAIRE30

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt 31

2.2.2 - Réserves obligatoires 31

2.3 - OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET CONDITIONS DE FINANCEMENT32

2.3.1 - Opérations d'open market 32

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 33

2.3.3 - Marché interbancaire 33

2.4 - ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES34

2.4.1 - Actifs Extérieurs Nets ... 34

2.4.2 - Créances intérieures 35

2.4.2.1 - Créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (APUC)..... 35

2.4.2.2 - Créances sur l'économie 36

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 36

2.5 - ÉVOLUTION DES TAUX DÉBITEURS38

2.6 - RÉSERVES DE CHANGE38

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

POLITIQUE MONÉTAIRE

Tableau 12 : ÉVOLUTION DES PRÊTS INTERBANCAIRES DANS L'UMOA EN 2025 (EN MILLIONS DE FCFA)				
	Volume moyen hebdomadaire	Encours moyen des prêts	Fourchettes des taux (en %)	Durées des prêts
Janvier	637 312	802 277	4,34 à 7,00	1 jour à 12 mois
Février	769 930	930 817	5,56 à 6,76	1 jour à 12 mois
Mars	868 404	1 132 174	5,20 à 6,89	1 jour à 6 mois
Avril	737 370	1 074 280	4,00 à 6,75	1 jour à 12 mois
Mai	875 012	1 129 822	5,13 à 6,75	1 jour à 6 mois
Juin	877 337	1 163 960	4,21 à 6,51	1 jour à 6 mois
Juillet	774 099	1 083 132	4,35 à 6,51	1 jour à 6 mois
Août	875 216	1 081 900	4,10 à 6,50	1 jour à 12 mois
Septembre	761 635	1 598 550	4,42 à 6,54	1 jour à 6 mois
Octobre	919 888	1 758 955	4,62 à 6,64	1 jour à 6 mois
Novembre	991 722	1 265 428	4,60 à 6,62	1 jour à 6 mois
Décembre	1 005 442	1 283 160	2,00 à 6,50	1 jour à 12 mois
Moyenne	841 114	1 192 038		

Source : BCEAO

2.4 - ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES

La situation monétaire de l’Union à fin décembre 2025 a été marquée par une progression de la masse monétaire de 17,4%, après 8,9% en 2024. L’évolution favorable

des comptes extérieurs et des concours des banques à l’économie ont renforcé la dynamique de la masse monétaire.

2.4.1 - ACTIFS EXTÉRIEURS NETS

Les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôts ont enregistré une hausse de 8.413,4 milliards pour ressortir à 13.227,5 milliards, à fin décembre 2025. Cette dynamique s’explique

par l’augmentation de 9.159,7 milliards des AEN de la Banque Centrale, atténuée par la baisse de 746,3 milliards des AEN des banques.

2.4.2 - CRÉANCES INTÉRIEURES

L’encours des créances intérieures a augmenté de 4.028,2 milliards ou 6,5%, par rapport à son niveau de fin décembre 2024, pour se situer à 65.786,5 milliards, à fin décembre 2025. Cette évolution est induite par l’effet combiné de la consolidation des créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (APUC) et des créances sur les autres secteurs des économies de l’Union.

2.4.2.1 - Créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (APUC)

À fin décembre 2025, les États ont eu recours au marché financier régional de la dette publique pour financer leur déficit budgétaire. Ainsi, les créances nettes des banques sur les APUC se

sont consolidées de 2.580,2 milliards, soit une hausse de 13,3%. En particulier, l’encours de leur portefeuille de titres publics s’est accru de 16,6% à fin décembre 2025, passant de 20.278,0 milliards en décembre 2024 à 23.651,1 milliards à fin décembre 2025.

Au niveau de la BCEAO, les créances nettes ont enregistré une diminution de 565,6 milliards (-8,8%), en lien avec, d’une part, la hausse des engagements de la Banque Centrale envers les APUC (+283,3 milliards), et d’autre part, la baisse des créances de la Banque Centrale sur les APUC (-282,3 milliards). En définitive, les créances nettes de l’ensemble des institutions de dépôt sur les APUC ont augmenté de 2.014,5 milliards à fin décembre 2025, soit 7,8%.

Tableau 13 : CRÉANCES NETTES DES INSTITUTIONS DE DÉPÔT SUR LES APUC (EN MILLIARDS DE FCFA)			
	Décembre 2024	Décembre 2025	Variation annuelle (%)
Créances nettes sur les APUC	25 879,9	27 894,5	2 014,5
Créances des institutions de dépôts	33 123,3	36 171,2	3 047,9
Crédits	11 063,1	11 573,2	510,1
Portefeuilles de titres publics	22 043,5	24 580,4	2 536,9
Autres créances	16,8	17,5	0,8
Engagements des institutions de dépôts	7 243,4	8 276,7	1 033,3
Encaisses du Trésor à la Banque Centrale	33,5	33,5	0,0
Dépôts	6 999,0	8 020,5	1 021,5
Autres engagements	103,6	107,4	3,9

Source : BCEAO



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

30

2.2 - ACTION MONÉTAIRE

30

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt

31

2.2.2 - Réserves obligatoires

31

2.3 - OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET CONDITIONS DE FINANCEMENT

32

2.3.1 - Opérations d'open market

32

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement

33

2.3.3 - Marché interbancaire

33

2.4 - ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES

34

2.4.1 - Actifs Extérieurs Nets

34

2.4.2 - Créances intérieures

35

2.4.2.1 - Créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (APUC)

35

2.4.2.2 - Créances sur l'économie

36

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire

36

2.5 - ÉVOLUTION DES TAUX DÉBITEURS

38

2.6 - RÉSERVES DE CHANGE

38

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

POLITIQUE MONÉTAIRE

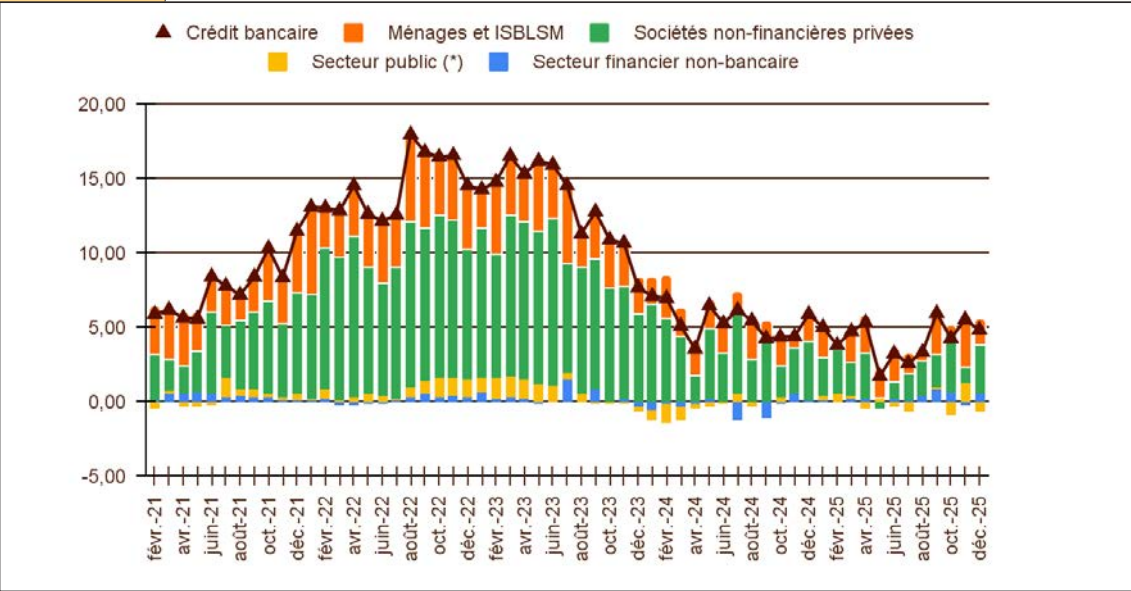
2.4.2.2 - Créances sur l'économie

Le rythme de progression des créances des institutions de dépôt sur les secteurs de l'économie, autres que l'Administration Centrale, a augmenté de 2.013,7 milliards ou 5,6% à fin décembre 2025, après 4,5% enregistré à fin décembre 2024.

Cette accélération est principalement imputable à l'accroissement des crédits

bancaires, notamment ceux en faveur du secteur privé qui ont enregistré une hausse de 1.720,2 milliards. Les crédits accordés aux entreprises privées ont progressé de 5,6% tandis que ceux octroyés aux Ménages et aux Institutions sans but lucratif au service des Ménages (ISBLSM) ont connu une hausse soutenue de 5,1% à fin décembre 2025. À la même période en 2024, ces taux étaient respectivement de 6,5% et 6,0%.

Graphique 12 CROISSANCE ANNUELLE DU CRÉDIT BANCAIRE (EN %)



Source : BCEAO (*) Administrations locales et Sociétés non-financières publiques

2.4.3 - MASSE MONÉTAIRE ET BASE MONÉTAIRE

En liaison avec la progression de ses contreparties, la masse monétaire s'est consolidée de 9.029,4 milliards ou 17,4% en glissement annuel, pour ressortir à 61.051,5 milliards à fin décembre 2025. Ce renforcement de la liquidité globale s'est

traduit par la hausse des dépôts (+6.557,5 milliards ou +16,6%) ainsi que par une progression de la circulation fiduciaire³ (+2.471,9 milliards ou +19,8%) dont l'encours s'est établi à 14.926,7 milliards. Dans le même sens, la base monétaire a augmenté de

3 : Billets et pièces en circulation en dehors de la Banque Centrale et des banques

5.668,6 milliards ou 31,1%, pour se situer à 23.917,7 milliards à fin décembre 2025. Cette évolution est portée par la croissance de ses différentes contreparties. Les concours aux banques et aux établissements financiers ont baissé de 1.065,6 milliards et les AEN de la Banque Centrale ont enregistré une hausse

de 9.159,7 milliards. Les créances nettes sur les APUC ont baissé de 565,6 milliards, en lien notamment avec l'accumulation des dépôts des États auprès de la BCEAO (+279,4 milliards) et la contraction des créances de la BCEAO sur les États (-282,3 milliards).

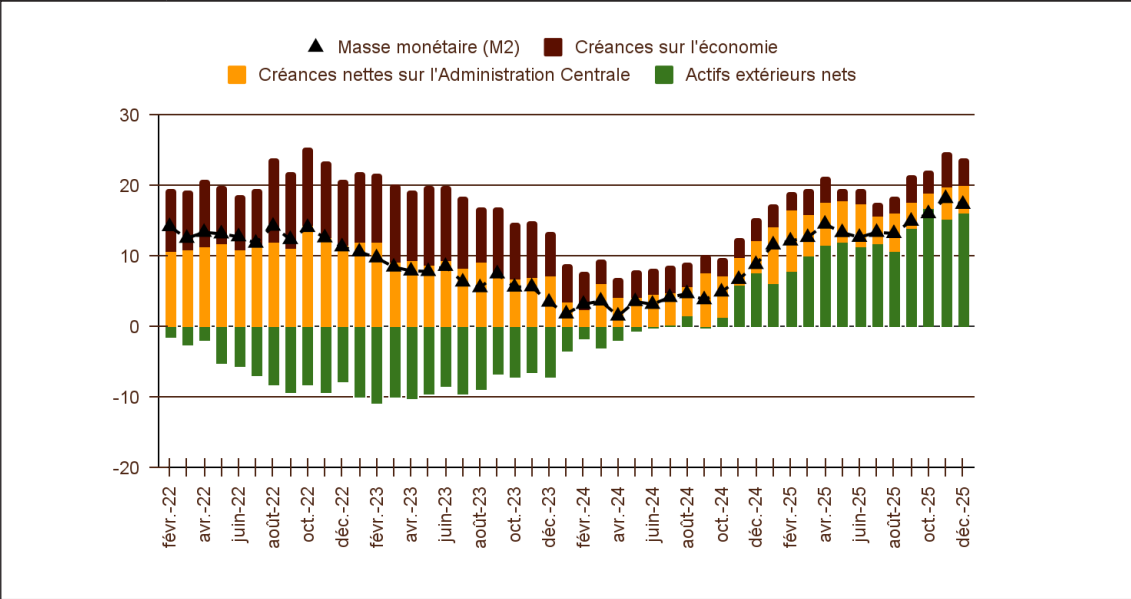
LA MASSE MONÉTAIRE S'EST CONSOLIDÉE DE **9.029,4** MILLIARDS OU **17,4%** EN GLISSEMENT ANNUEL, POUR RESSORTIR À **61.051,5** MILLIARDS À FIN DÉCEMBRE 2025.



LA BASE MONÉTAIRE A AUGMENTÉ DE **5.668,6** MILLIARDS OU **31,1%**, POUR SE SITUER À **23.917,7** MILLIARDS À FIN DÉCEMBRE 2025.



Graphique 13 CROISSANCE ANNUELLE DE LA MASSE MONÉTAIRE (EN %)



Source : BCEAO



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

30

2.2 - ACTION MONÉTAIRE

30

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt

31

2.2.2 - Réserves obligatoires

31

2.3 - OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET CONDITIONS DE FINANCEMENT

32

2.3.1 - Opérations d'open market

32

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement

33

2.3.3 - Marché interbancaire

33

2.4 - ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES

34

2.4.1 - Actifs Extérieurs Nets

34

2.4.2 - Créances intérieures

35

2.4.2.1 - Créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (APUC)

35

2.4.2.2 - Créances sur l'économie

36

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire

36

2.5 - ÉVOLUTION DES TAUX DÉBITEURS

38

2.6 - RÉSERVES DE CHANGE

38

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

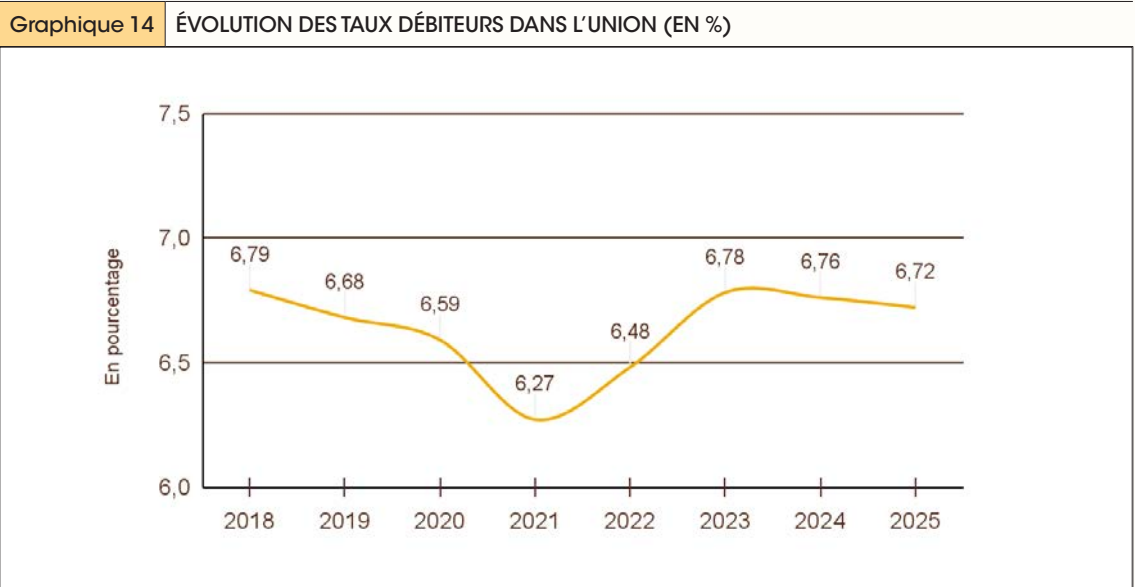
111

POLITIQUE MONÉTAIRE

2.5 - ÉVOLUTION DES TAUX DÉBITEURS

Les conditions de banques appliquées par les banques de l'Union à leur clientèle se sont assouplies au cours de l'année 2025. En effet, le taux débiteur moyen, hors taxes et charges,

s'est établi à 6,72% au titre de l'année 2025, en baisse de 4 pnb par rapport à l'année précédente, où il s'était situé à 6,76%.



Source : BCEAO

2.6 - RÉSERVES DE CHANGE

Sur l'année 2025, la gestion des réserves de change de la BCEAO a été conduite dans un contexte marqué par une amélioration du solde des transactions courantes qui s'est traduite par une hausse des avoirs en devises. Cette évolution a été confortée par la mise en œuvre d'une nouvelle réglementation des relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, entrée en vigueur le 20 décembre 2024, qui a contribué à la clarification du rôle et des obligations des différents acteurs impliqués dans l'exécution des transactions financières avec l'étranger.

ENCADRÉ 4 : RAPATRIEMENT DES RECETTES D'EXPORTATION DES BIENS

Les exportations de marchandises hors UEMOA ont été évaluées à 26.959 milliards de FCFA au cours de l'année 2025, en hausse de 7.445 milliards (+38%) comparativement à l'année précédente, en lien notamment avec l'entrée en production de nouveaux champs pétroliers et gaziers dans certains pays membres de l'Union.

Dans ce contexte, les cessions de devises issues des ventes extérieures de biens ont progressé de 4.753 milliards pour atteindre 19.409 milliards à fin décembre 2025, en liaison avec la hausse sensible des

encaissements des opérateurs économiques dans les livres des banques résidentes, évalués à 23.045 milliards en 2025 contre 18.052 milliards une année plus tôt.

La progression des ressources issues du rapatriement des recettes d'exportation est consécutive notamment au renforcement des actions de sensibilisation des opérateurs économiques et des banques résidentes, suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation des relations financières extérieures des États membres de l'UEMOA.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XXI
TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025	XXXI
VUE D'ENSEMBLE	LVII
I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONÉTAIRE	29
III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES	41
3.1 - SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE	42
3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit	42
3.1.2 - Centralisation des risques bancaires	44
3.1.3 - Notation des entreprises non financières	45
3.1.3.1 - Cadre conceptuel du système de notation	45
3.1.3.2 - Résultats de la notation des entreprises non financières disponibles à la Centrale des bilans	45
3.1.4 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC)	46
3.1.5 - Situation financière des Institutions de microfinance	47
3.2 - PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI	48
IV STABILITÉ FINANCIÈRE	51
V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE	59
VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT	71
VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO	81
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS	93
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	107
ANNEXES	111



SYSTÈME BANCAIRE
ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ÉCONOMIES

3.1 - SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE	42
3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit	42
3.1.2 - Centralisation des risques bancaires	44
3.1.3 - Notation des entreprises non financières	45
3.1.3.1 - Cadre conceptuel du système de notation	45
3.1.3.2 - Résultats de la notation des entreprises non financières disponibles à la Centrale des bilans	45
3.1.4 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC)	46
3.1.5 - Situation financière des Institutions de microfinance	47
3.2 - PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI	48



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

3.1 - SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES INSTITUTIONS
DE MICROFINANCE42

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 42

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires 44

3.1.3 - Notation des entreprises non financières 45

3.1.3.1 - Cadre conceptuel du système de notation 45

3.1.3.2 - Résultats de la notation des entreprises non financières
disponibles à la Centrale des bilans 45

3.1.4 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) 46

3.1.5 - Situation financière des Institutions de microfinance 47

3.2 - PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI48

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

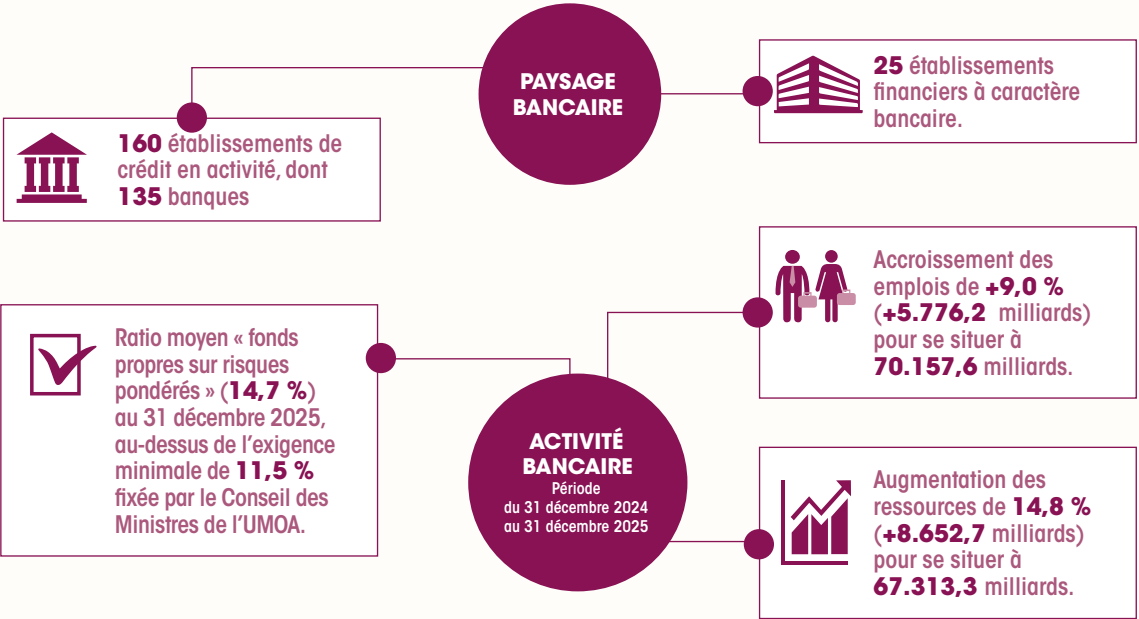
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

3.1 - SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT
ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

3.1.1 SITUATION FINANCIÈRE DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT



Au cours de l'année 2025, les établissements de crédit de l'Union ont poursuivi le financement de l'activité économique, dans un contexte marqué par une expansion de leur bilan et le maintien des niveaux de solvabilité globalement satisfaisants.

Ainsi, à fin décembre 2025, le total bilan a progressé de 10,1% pour s'établir à 78.853,6 milliards. Les ressources et les emplois du secteur bancaire se sont consolidés respectivement de 14,8% (+8.652,7 milliards) et de 9,0% (+5.776,2 milliards) en rythme annuel, pour ressortir à 67.313,3 milliards et 70.157,6 milliards.

La hausse des ressources est portée par l'ensemble des composantes, à savoir les dépôts et emprunts de 7.148,8 milliards (+15,0%), les fonds propres nets de 880,5 milliards (+12,7%), ainsi que les diverses autres ressources de 623,4 milliards (15,2%). En termes de structure, ces ressources sont principalement constituées de dépôts de la clientèle (81,4%), suivis des fonds propres nets (11,6%) et des autres ressources (7,0%).

Les emplois sont principalement tirés par l'augmentation des crédits à la clientèle de 1.956,8 milliards (+5,3%) et du portefeuille

des titres détenus par les banques de 3.266,9 milliards (+14,5%). La structure des emplois des banques est demeurée inchangée à fin décembre 2025, dominée par les crédits à la clientèle (55,3%) et les titres (36,7%). Une année auparavant, ces ratios s'étaient établis respectivement à 57,2% et 34,9%. La part des emplois divers est, quant à elle, passée de 7,8% à 8,0%.

La trésorerie des établissements de crédit, bien que structurellement déficitaire, s'est significativement améliorée de 2.876,5 milliards ou 50,3%, pour s'établir à -2.844,3 milliards à la fin de la période contre -5.720,8 milliards, un an plus tôt.

La qualité du portefeuille de crédits du secteur bancaire s'est légèrement détériorée sur la période. Le taux brut de dégradation du portefeuille est ressorti, à fin décembre 2025, à 9,1% contre 8,5% il y a un an, en hausse de 0,6 point de pourcentage, du fait d'une augmentation de 11,8% des créances en souffrance sur la période. Le taux net de dégradation a, pour sa part, augmenté de 0,6 point de pourcentage pour se situer à 3,9% à fin décembre 2025.

Au plan prudentiel, le secteur bancaire est demeuré globalement résilient. En effet, le ratio de solvabilité moyen est ressorti à 14,7% à fin décembre 2025, un niveau au-dessus de la norme minimale de 11,5%.





SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

3.1 - SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

42

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit

42

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires

44

3.1.3 - Notation des entreprises non financières

45

3.1.3.1 - Cadre conceptuel du système de notation

45

3.1.3.2 - Résultats de la notation des entreprises non financières disponibles à la Centrale des bilans

45

3.1.4 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC)

46

3.1.5 - Situation financière des Institutions de microfinance

47

3.2 - PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI

48

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

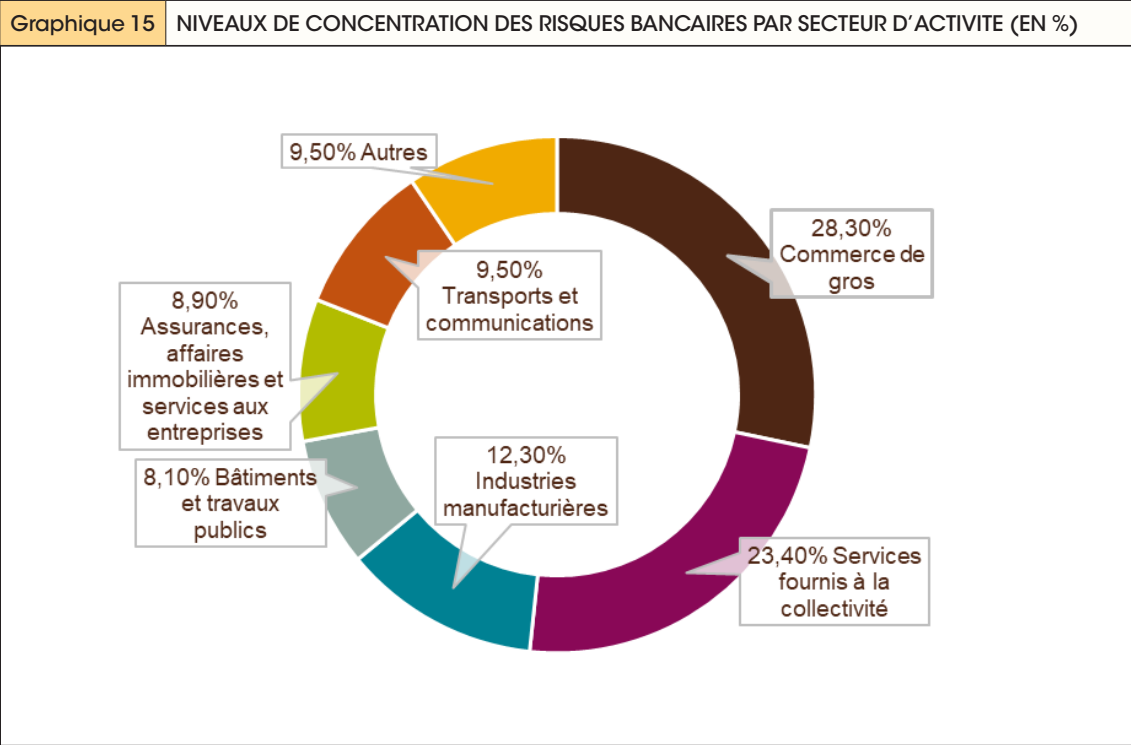
111

SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

3.1.2 - CENTRALISATION DES RISQUES BANCAIRES

Au titre de la centralisation des risques bancaires, l’encours global des utilisations de crédits recensées à la Centrale des risques est estimé à 20.844,5 milliards à fin décembre 2025 contre 19.878,3 milliards au 31 décembre 2024, soit une hausse de 4,9%. Il est constitué à hauteur de 61,6% de crédits à court terme, correspondant à un montant de 12.841,9 milliards et de 38,4% de crédits à moyen et long termes, équivalant à 8.002,6 milliards.

Ces risques sont essentiellement concentrés dans les secteurs « Commerce de gros » (28,3%), « Services fournis à la collectivité » (23,4%), « Industries manufacturières » (12,3%), « Transports et communications » (9,5%), « Assurances, affaires immobilières et services aux entreprises » (8,9%) ainsi que « Bâtiments et travaux publics » (8,1%). Ces six branches d’activité représentent plus de 90,6% des crédits déclarés à la centrale des risques.



Source : BCEAO

3.1.3 - NOTATION DES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES

Dans le but d’élargir le champ des effets privés admissibles à ses guichets de refinancement, la Banque Centrale a mis en place en 2020 un dispositif de cotation des entreprises non

financières. Ce dispositif a évolué en 2021 vers un système de notation fondé sur les probabilités de défaut, aligné sur les standards internationaux.

3.1.3.1 - Cadre conceptuel du système de notation

Le système de notation repose sur une estimation statistique des probabilités de défaut à un horizon d’un an, à partir des données financières issues de la Centrale des bilans, complétées par des informations quantitatives et qualitatives de l’entreprise, provenant de la Centrale des Risques et de la Centrale des Incidents de Paiement. Le modèle a été affiné par une désagrégation selon la taille des entreprises non financières, en termes de chiffre d’affaires annuel. Cela a permis de distinguer

les Grandes Entreprises (GE) des Petites et Moyennes Entreprises (PME).

À partir des probabilités de défaut estimées, cinq classes de risque ont été définies : (i) A (classe exceptionnelle ayant la plus faible probabilité de défaut), (i) B (Classe intermédiaire supérieure), (ii) C (classe intermédiaire), (iv) D (classe intermédiaire inférieure) et (v) E (classe de défaillance ayant la plus forte probabilité de défaut).

3.1.3.2 - Résultats de la notation des entreprises non financières disponibles à la Centrale des bilans

Sur la base des informations disponibles dans la Centrale des bilans, 10.500 entreprises ont fait l’objet de déclaration de crédit dans les centrales d’information, pour un encours global de 5 577,7 milliards de FCFA. Suite à l’évaluation à partir du modèle de notation mis en place, sur ces entreprises non financières, 4.209 se retrouvent dans la classe A, dont 919 Grandes Entreprises (GE) et 3.290 Petites et

Moyennes Entreprises (PME), 2.274 dans la classe B (434 GE et 1840 PME) et 4.017 entre les classes C et E (1372 GE et 2645 PME). Le champ des effets privés admissibles aux guichets de refinancement pourrait être étendu à la classe B, à condition de garantie souveraine, portant le nombre d’entreprises éligibles à 6.483, pour des encours de crédit déclarés de 2.555,7 milliards de FCFA.





SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

3.1 - SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES INSTITUTIONS
DE MICROFINANCE42

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 42

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires 44

3.1.3 - Notation des entreprises non financières 45

3.1.3.1 - Cadre conceptuel du système de notation 45

3.1.3.2 - Résultats de la notation des entreprises non financières
disponibles à la Centrale des bilans 45

3.1.4 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) 46

3.1.5 - Situation financière des Institutions de microfinance 47

3.2 - PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI48

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

3.1.4 - FONCTIONNEMENT DU BUREAU D'INFORMATION SUR LE CRÉDIT (BIC)

PROGRESSION DU NOMBRE
DE CLIENTS DANS LA BASE DU BIC

30.694
À FIN FÉVRIER 2016

19.747.111
AU 31 DÉCEMBRE 2025



La BCEAO supervise l'évolution des activités du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) dont l'objectif est de contribuer à réduire l'asymétrie d'information entre les prêteurs et les emprunteurs afin d'améliorer l'accès des populations aux services financiers à des coûts réduits.

Depuis le démarrage officiel des activités du BIC dans l'UMOA, en février 2016, d'importants progrès ont été enregistrés en termes notamment de nombre d'établissements couverts et de clients enrôlés.

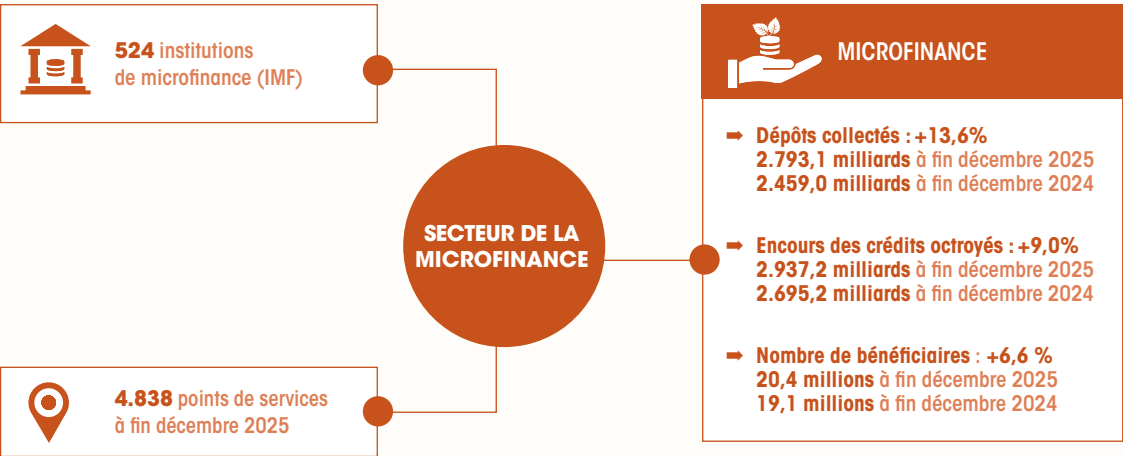
Le nombre d'établissements assujettis participant au système de partage d'informations sur le crédit est passé de 57 sur 117 à fin février 2016 à 248 sur 284 au 31 décembre 2025, dont 151 établissements de crédit et 97 Institutions de Microfinance (IMF). Le nombre de clients enregistrés dans la base de données du BIC est passé de 30.694 au cours de la période de démarrage des activités de CIWA, à 19.747.111 au 31 décembre 2025, dont 401.637 personnes morales et 19.345.474 personnes physiques,

soit 25,0% de la population des adultes des États membres de l'Union.

Par ailleurs, 21 grands facturiers, répartis entre 5 pays : Bénin (4), Côte d'Ivoire (4), Niger (4), Sénégal (5) et Togo (4) déclarent désormais leurs données au BIC de l'UMOA. Il s'agit des principales sociétés de fourniture d'énergie électrique, de distribution d'eau ainsi que des grandes entreprises de télécommunications et de téléphonie mobile.

Le taux de consultation du BIC dans l'UMOA est estimé à 66,8% à fin décembre 2025, alors qu'il se situait à 56,0% en 2021 et 45,0% en 2018. Ces évolutions résultent notamment des actions de sensibilisation menées par la BCEAO et le BIC à l'endroit des établissements assujettis, ainsi que des mesures correctrices prises par la Commission Bancaire à l'encontre des établissements identifiés non conformes à la réglementation relative au BIC lors de ses missions de contrôle.

3.1.5 - SITUATION FINANCIÈRE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE



Au cours de l'année 2025, le secteur de la microfinance de l'UMOA a poursuivi sa dynamique de croissance en termes d'intermédiation et d'accès des populations aux services financiers.

À fin décembre 2025, le nombre de bénéficiaires des services des institutions de microfinance (IMF) est ressorti à 20,4 millions contre 19,1 millions à fin décembre 2024, soit une progression de 6,6% en glissement annuel. Cette évolution traduit la poursuite de la pénétration de la finance décentralisée auprès des populations cibles. Sur la même période, le nombre des IMF est ressorti à 524 contre 533 à fin décembre 2024, tandis que celui des points de services s'est accru de 77 unités, en passant de 4.761 à 4.838.

L'activité d'intermédiation financière des IMF s'est consolidée en 2025 avec l'augmentation de l'encours des dépôts et des crédits. En effet, les dépôts collectés par les IMF sont ressortis à 2.793,1 milliards de FCFA à fin décembre 2025 contre 2.459,0 milliards de FCFA un an auparavant, soit un accroissement de 13,6%. Ces dépôts représentent 5,1% de l'épargne mobilisée par les établissements de crédit de l'Union au cours de la période sous revue. La structure des ressources collectées demeure caractérisée par la prédominance des dépôts

à vue (55,5%), tandis que les dépôts à terme et les autres dépôts représentent respectivement 22,7% et 21,8%. L'épargne mobilisée par les IMF a été constituée à hauteur de 47,3% par les hommes, 24,2% par les femmes et 28,5% par les groupements. Le montant moyen des dépôts par client est ressorti à 137.062 FCFA à fin décembre 2025, contre 128.596 FCFA à fin décembre 2024, soit une hausse de 6,6%.

L'encours des crédits octroyés par les IMF a connu une hausse de 9,0% en glissement annuel, en passant de 2.695,2 milliards de FCFA à fin décembre 2024 à 2.937,2 milliards de FCFA à fin décembre 2025. Il représente 7,6% de l'encours des crédits accordés par les établissements de crédit de l'Union à fin décembre 2025. Les crédits à court terme ont représenté 45,8% de l'ensemble des concours accordés par les IMF. Ceux à moyen et long terme ont constitué respectivement 35,6% et 18,6%. L'encours moyen des financements par membre a connu une hausse de 2,3% pour se situer à 144.135 FCFA à fin décembre 2025, contre 140.949 FCFA à fin décembre 2024.

La qualité du portefeuille de crédits des IMF s'est globalement améliorée durant la période sous revue. En effet, le taux brut de dégradation du portefeuille des IMF de l'UMOA est ressorti



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRÉS

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

3.1 - SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

42

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit

42

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires

44

3.1.3 - Notation des entreprises non financières

45

3.1.3.1 - Cadre conceptuel du système de notation

45

3.1.3.2 - Résultats de la notation des entreprises non financières disponibles à la Centrale des bilans

45

3.1.4 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC)

46

3.1.5 - Situation financière des Institutions de microfinance

47

3.2 - PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI

48

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

à 7,5% à fin décembre 2025, après 8,9% un an plus tôt. Il demeure toutefois supérieur à la norme minimale de 3,0%.

Dans le cadre du renforcement de la solidité du secteur, les actions de la Banque Centrale ont porté principalement sur la mise en œuvre de mesures d’assainissement, de renforcement des capacités des acteurs et d’amélioration des outils de supervision. De manière spécifique, elles concernent :

- la mise en production de la nouvelle application « Solution Informatique Centralisée de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés (SICS-SFD) » qui permet aux Autorités de supervision de disposer d’un outil de suivi centralisé, automatisé et harmonisé des IMF, ainsi qu’un accès direct aux données statistiques sectorielles ;
- la poursuite des travaux de renforcement du secteur de la microfinance, en collaboration avec un Groupe de consultants. Ces travaux incluent notamment :
 - la mise en place d’un dispositif de renforcement des capacités des superviseurs à travers une plateforme de formation en ligne (*e-learning*), comportant 10 modules de formation ;

3.2 - PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN
AU FINANCEMENT DES PME/PMI

Le dispositif de soutien au financement des petites et moyennes entreprises/ industries (PME/PMI) vise à apporter une réponse à la problématique de leur accès au financement bancaire, à travers notamment les incitations offertes par la BCEAO aux établissements de crédit et un meilleur accompagnement de cette catégorie d’entreprises.

La mise en œuvre des actions planifiées dans le cadre de ce dispositif a contribué à

- la consolidation du dispositif d’alerte précoce, visant à renforcer le dispositif de supervision basée sur les risques ;
- la poursuite de l’élaboration des plans de redressement pour les IMF en difficulté ayant précédemment fait l’objet de missions de diagnostic. La mise en œuvre de ces plans devrait contribuer à l’assainissement du secteur de la microfinance.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Régionale d’Inclusion Financière (SRIF) dans l’UEMOA, et en partenariat avec l’Agence Française de Développement (AFD), une étude a été lancée afin d’analyser les mécanismes de financement des IMF et de formuler des recommandations visant à renforcer leur accès aux ressources financières et, par conséquent, à améliorer leur capacité de financement des économies.

Enfin, dans le cadre de la mise en conformité des IMF au nouveau cadre juridique régissant l’activité de microfinance, la Banque Centrale poursuit l’élaboration d’un dispositif d’accompagnement des IMF en vue d’assurer le succès des réformes.

l’amélioration progressive de l’accès des PME/PMI au financement. En effet, à fin 2024, le nombre d’entreprises accompagnées par les Structures d’Appui et d’Encadrement (SAE) est ressorti à 8.832 entreprises contre 5.893, un an plus tôt, soit une augmentation moyenne annuelle de 49,8%. Sur la même période, 3.629 entreprises, soit 42,5% des structures bénéficiant des appuis des SAE ont effectivement obtenu des financements auprès du secteur bancaire. Ce nombre était de 1.366 à

la même période de 2023. Le montant total des crédits obtenus à fin 2024 par les PME s’établit à 114.726,1 millions contre un montant de 66.434,3 millions mobilisés, un an plus tôt.

Pour consolider et amplifier les résultats enregistrés, la BCEAO a réalisé en 2025 une enquête auprès de l’ensemble des acteurs de l’écosystème, à savoir les établissements de crédit, les institutions de microfinance, les structures faîtières nationales des PME, les

Ministères en charge des PME et les SAE. Cette étude vise à établir un état des lieux récent et plus approfondi afin de jauger notamment le niveau de connaissance du dispositif, son application pratique, les financements accordés ou reçus par les PME ainsi que l’efficacité de l’accompagnement des PME. Elle offre également aux acteurs l’opportunité de faire une évaluation globale du dispositif et de formuler des propositions d’améliorations pour renforcer son efficacité.

ENCADRÉ 5 : ANALYSE DU SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER

L’année 2025 a été marquée par la poursuite de la dynamique de croissance des activités du secteur bancaire, avec une progression des ressources (+14,8%) et des emplois (+9,0%). Le financement des économies de l’Union par le secteur bancaire s’est amélioré avec, toutefois, une légère dégradation de 0,6 pdp de la qualité du portefeuille qui ressort à 9,1%. Les établissements bancaires continuent de recourir aux guichets de refinancement de la Banque Centrale pour financer le déficit de trésorerie du secteur qui a enregistré une amélioration de 50,3% sur la période sous revue.

Le secteur bancaire demeure globalement solide, rentable et solvable (14,7%), illustrant sa résilience dans un contexte économique marqué par des incertitudes résultant de vulnérabilités internes et externes à l’Union.

Les perspectives s’annoncent favorables avec l’évolution du paysage bancaire avec le démarrage de l’activité d’une nouvelle banque agréée, la mise en œuvre de la mesure de relèvement du capital social minimum des banques ainsi que la mise en application des nouveaux textes d’application de la Loi portant réglementation bancaire.

S’agissant du secteur de la microfinance, la dynamique de croissance des activités des

IMF s’est maintenue, comme en attestent les évolutions observées en glissement annuel au niveau des indicateurs d’accès, notamment le nombre de bénéficiaires (+6,6%) et le nombre de points de services (+1,6%), ainsi que des indicateurs d’activité, en particulier l’encours des dépôts (+13,6%) et celui des crédits (+9,0%).

Au 31 décembre 2025, le secteur de la microfinance de l’UMOA comptait 524 IMF agréées. Ces structures desservent 20.378.232 clients à travers un réseau de 4.838 points de services répartis dans les huit États membres de l’Union. Les encours des dépôts et des crédits des IMF de l’Union ressortent respectivement à 2.793,1 milliards FCFA et 2.937,2 milliards FCFA. Toutefois, le taux brut de dégradation du portefeuille de crédits s’établit à 7,5%, pour une norme maximale de 3%.

Les principaux défis du secteur concernent la gouvernance, le contrôle interne et la professionnalisation des acteurs, qui constituent des leviers essentiels pour renforcer la solidité et la crédibilité des institutions. En outre, la faible qualité du portefeuille de crédits met en évidence la nécessité d’un renforcement des dispositifs de gestion du risque de crédit, notamment les mécanismes de suivi et de recouvrement des créances en souffrance.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

4.1 - PRÉSERVATION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE52

4.2 - RENFORCEMENT DE LA RÉGLEMENTATION ET DE LA SUPERVISION
BANCAIRE ET FINANCIÈRE54

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111



IV STABILITÉ FINANCIÈRE

4.1 - PRÉSERVATION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE52

4.2 - RENFORCEMENT DE LA RÉGLEMENTATION
ET DE LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIÈRE54



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR..... IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE..... LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE..... 51

4.1 - PRÉSERVATION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE52

4.2 - RENFORCEMENT DE LA RÉGLEMENTATION ET DE LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIÈRE54

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE..... 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES..... 111

STABILITÉ FINANCIÈRE

4.1 - PRÉSERVATION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE

■ ACTIVITÉS DU COMITÉ DE STABILITÉ FINANCIÈRE DANS L'UMOA (CSF-UMOA)

Dans le cadre de ses activités, le Comité de Stabilité Financière (CSF-UMOA) a tenu ses 27^e et 28^e sessions ordinaires, respectivement le 10 juillet et le 15 décembre 2025.

Au cours de ces rencontres, le Comité a noté la consolidation de l'activité économique et la résilience du secteur financier de l'UMOA.

Le Comité a, toutefois, noté la persistance des incertitudes aux plans international et régional, susceptibles d'accroître les risques sur la stabilité du secteur financier, en lien notamment avec (i) la dégradation des indicateurs de viabilité de la dette souveraine au niveau mondial, (ii) les incertitudes liées aux tensions géopolitiques, notamment la crise russo-ukrainienne et les conflits au Moyen-Orient, qui pourraient intensifier la fragmentation économique et financière mondiale, ainsi que (iii) l'accroissement des risques émergents, en particulier ceux liés au changement climatique et à la cybercriminalité.

Dans ce contexte, le Comité a souligné la nécessité de renforcer la surveillance de ces risques et a formulé des recommandations pour les États membres ainsi que les Autorités de régulation et de supervision.

Au titre des États membres, les recommandations ont porté notamment sur :

- la poursuite des efforts de mobilisation de ressources internes et de rationalisation des dépenses, en vue d'une consolidation budgétaire progressive ;
- la poursuite des actions visant à améliorer les conditions sécuritaires et socio-politiques ;

- la mise en œuvre des recommandations issues des évaluations effectuées sous l'égide du GIABA et du GAFI ainsi que des évaluations nationales des risques liés au blanchiment de capitaux, au financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive ;

- l'application effective des règles et des bonnes pratiques visant le renforcement de l'efficacité et de la profondeur du marché des titres publics ;

- la normalisation de la situation des banques à capitaux publics en difficulté, à travers notamment la recapitalisation ou la recherche de partenaires stratégiques pour leur reprise ;

- le renforcement de la législation et des actions contre les cyberattaques, les fraudes financières ainsi que l'exercice illégal d'activités réglementées ;

- l'accélération du processus d'internalisation des textes réglementaires communautaires adoptés par le Conseil des Ministres de l'Union.

S'agissant des Autorités de régulation et de supervision, le Comité a jugé prioritaire :

- la poursuite de la mise en œuvre des recommandations issues des évaluations mutuelles et des évaluations nationales des risques liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme ainsi que du Programme d'Évaluation du Secteur Financier de l'UMOA ;

- l'élaboration d'un cadre réglementaire et de surveillance des risques liés au changement climatique, à la cybersécurité, aux activités des FinTech et aux cryptoactifs dans l'UMOA ;

- l'intensification des actions d'assainissement du secteur de la microfinance ainsi que le renforcement du cadre de surveillance des activités des institutions financières non bancaires ;

- la mise en œuvre diligente des réformes pour la dynamisation des activités du marché financier régional ;

- la poursuite des actions destinées à maîtriser et apurer les arriérés de primes dans le secteur des assurances ;

- la poursuite des actions visant à diversifier le placement des ressources des organismes de prévoyance sociale ;

- le déploiement du programme régional d'éducation financière en vue de favoriser une meilleure inclusion financière des populations de l'UEMOA ;

- le renforcement des dispositifs de préparation à la gestion de crise, y compris l'élaboration d'un cadre d'intervention coordonnée, l'organisation d'exercices de simulation de crises au sein de chaque secteur et entre les différents secteurs ainsi que le renforcement des mécanismes de coopération inter institutionnelle.

■ EXERCICES DE SIMULATION DE CRISE ORGANISÉS PAR LA BCEAO EN COLLABORATION AVEC LA BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX (BRI) ET LA BANQUE MONDIALE

Dans le cadre du renforcement de la préparation à la gestion de crises financières et de l'amélioration des mécanismes de coordination interinstitutionnelle, la BCEAO a organisé au cours de l'année 2025, deux exercices de simulation de crise en collaboration respectivement avec la Banque des Règlements Internationaux (BRI) et la Banque Mondiale.

Le premier exercice, tenu du 11 au 13 février 2025 par visioconférence, en association avec la BRI, portait sur une crise bancaire transfrontalière impliquant, en sus de l'UMOA, les juridictions du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie. Le scénario a consisté en un choc affectant un groupe bancaire d'importance

systémique basé au Maroc et disposant de filiales dans les juridictions participantes, dont cinq implantées dans l'UMOA, à savoir au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal.

Au titre de l'UMOA, cet exercice a enregistré la participation de la Commission Bancaire de l'UMOA (CB-UMOA) et du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'UMOA (FGDR-UMOA).

Le second exercice, organisé avec l'appui de la Banque mondiale les 19 et 20 février 2025 en présentiel au Siège de la BCEAO, simulait une cyberattaque affectant les activités et le fonctionnement d'un établissement bancaire d'importance systémique régional ayant



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR.....

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO.....

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO.....

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025.....

VUE D'ENSEMBLE.....

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA.....

II POLITIQUE MONÉTAIRE.....

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES.....

IV STABILITÉ FINANCIÈRE.....

4.1 - PRÉSERVATION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE.....

4.2 - RENFORCEMENT DE LA RÉGLEMENTATION ET DE LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIÈRE.....

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO.....

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS.....

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO.....

ANNEXES.....

IX

XIII

XXI

XXXI

LVII

1

29

41

51

52

54

59

71

81

93

107

111

STABILITÉ FINANCIÈRE

son siège en Côte d'Ivoire et coté à la BRVM, avec des effets de contagion sur un autre établissement d'importance systémique de la place. L'exercice a enregistré, outre la participation de la BCEAO, celle de la CB-UMOA, de l'AMF-UMOA, du FGDR-UMOA ainsi que du Ministère des Finances et du Budget de la République de Côte d'Ivoire, accompagné de représentants de la *Computer Emergency Response Team* de Côte d'Ivoire, structure nationale en charge de la réponse à une cyberattaque.

Ces deux exercices ont permis d'évaluer, sous des scénarios différents mais complémentaires, (i) la capacité de réponse des Autorités

concernées, (ii) l'efficacité des mécanismes de coordination et de communication, (iii) la pertinence des cadres de coopération interinstitutionnelle régionale et internationale, ainsi que (iv) la robustesse du cadre régional de gestion de crise.

À l'issue de ces travaux, les experts de la Banque mondiale et de la BRI ont transmis aux institutions participantes leurs rapports d'évaluation mettant en exergue les points forts, les axes d'amélioration et des recommandations visant à renforcer davantage le dispositif de gestion de crise bancaire et financière.

4.2 - RENFORCEMENT DE LA RÉGLEMENTATION ET DE LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIÈRE

■ CADRE RÉGLEMENTAIRE RELATIF À LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX, LE FINANCEMENT DU TERRORISME ET DE LA PROLIFÉRATION DES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE (LBC/FT/FP)

Le Gouverneur de la Banque Centrale a procédé à la signature de trois Instructions complétant les textes pris en application de la nouvelle Loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive (LBC/FT/FP), adoptée par le Conseil des Ministres de l'Union en mars 2023. Il s'agit de :

- l'Instruction n°001-03-2025 portant modalités de mise en œuvre par les institutions

financières de leurs obligations en matière d'organisation, de contrôle interne et de conformité aux exigences de LBC/FT/FP ;

- l'Instruction n°002-03-2025 fixant le seuil pour la déclaration des transports physiques intra-communautaires d'espèces et d'instruments négociables au porteur ;
- l'Instruction n°003-03-2025 relative à l'identification, à la vérification de l'identité et à la connaissance de la clientèle par les institutions financières.

■ DÉSIGNATION DE L'AUTORITÉ MACROPRUDENTIELLE DE L'UMOA

Au cours de sa réunion du 3 avril 2025, le Conseil des Ministres de l'Union a adopté la Décision n°002 du 03-04-25-CM-UMOA, portant désignation de la BCEAO comme Autorité Macroprudentielle de l'UMOA. Cette décision constitue une étape majeure dans le renforcement du cadre institutionnel de stabilité financière de l'UMOA. Elle s'inscrit dans la mise en œuvre de la nouvelle Loi uniforme portant réglementation bancaire, laquelle précise notamment les pouvoirs et les instruments à la disposition de l'Autorité

macroprudentielle. Ces instruments comprennent notamment le coussin contracyclique, le coussin systémique, le ratio de levier et le ratio prêt sur valeur.

Dans ce cadre, la mission de la BCEAO en tant qu'Autorité macroprudentielle est de définir et mettre en œuvre un cadre de surveillance macroprudentielle visant à prévenir ou atténuer la survenance des risques systémiques susceptibles d'affecter la stabilité financière de l'Union.

■ CADRE RÉGLEMENTAIRE RELATIF AUX ACTIVITÉS BANCAIRES ET DE MICROFINANCE

À la suite de l'adoption par le Conseil des Ministres de l'UMOA des nouvelles Lois uniformes portant réglementation bancaire et de la microfinance, au cours de ses sessions de juin et décembre 2023, la Banque Centrale

a poursuivi en 2025 l'élaboration des textes d'application y afférents. Dans ce contexte, environ 40 textes d'application de la Loi bancaire et 30 relatifs à la microfinance sont en cours de finalisation.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

4.1 - PRÉSERVATION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE52

4.2 - RENFORCEMENT DE LA RÉGLEMENTATION ET DE LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIÈRE54

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

STABILITÉ FINANCIÈRE

ENCADRÉ 6 : ANALYSE DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE ET DES PRINCIPAUX RISQUES IDENTIFIÉS

La stabilité financière est un concept multidimensionnel qui renvoie à une situation dans laquelle le système financier (incluant les intermédiaires financiers, les marchés et les infrastructures) est en mesure de résister aux chocs, de prévenir l’accumulation de déséquilibres financiers et de continuer à assurer efficacement sa fonction d’intermédiation, sans incidence majeure sur l’activité économique réelle.

La situation macrofinancière de l’UMOA est marquée notamment par l’impact négatif des vulnérabilités de source externe. Il s’agit principalement i) des tensions géopolitiques et commerciales, ii) de la dégradation continue des indicateurs de viabilité de la dette souveraine, iii) de la hausse du risque de défaut des entreprises et du secteur de l’intermédiation financière non bancaire et iv) de l’accroissement des principaux risques émergents (climatique, cybercriminalité, liés aux crypto-actifs). Au plan interne, en sus des incertitudes liées à la conjoncture macroéconomique, les principales vulnérabilités identifiées et susceptibles d’affecter la stabilité du système financier de l’UMOA portent sur :

- la structure et la qualité du portefeuille de crédit des banques ;
- l’endettement croissant des États membres de l’Union.

I - STRUCTURE ET QUALITÉ DU PORTEFEUILLE DE CRÉDIT

La principale vulnérabilité du secteur bancaire de l’Union est la faible qualité du portefeuille des établissements de crédit. Le taux brut de dégradation du portefeuille de crédit, à l’échelle de l’Union, s’est établi à 9,4% à la fin du troisième trimestre 2025.

Ce risque coexiste avec la concentration structurelle des crédits accordés par les établissements à un nombre restreint de secteurs d’activités, en raison de la structure peu diversifiée des économies des pays membres.

En outre, une accentuation des incertitudes liées à la conjoncture économique internationale et régionale pourrait aggraver une détérioration de la qualité du portefeuille de crédit du secteur bancaire de l’Union en affectant négativement les capacités des agents économiques à honorer leurs engagements contractés auprès des établissements de crédit.

Toutefois, la capacité d’absorption des pertes potentielles par le secteur bancaire demeure globalement satisfaisante. En effet, le ratio de solvabilité moyen des établissements de crédit, à fin décembre 2025, ressorti à 14,7% est supérieur au seuil réglementaire de 11,50%, reflétant le renforcement progressif des fonds propres et l’amélioration des dispositifs de gestion des risques à la faveur de l’implémentation des règles bâloises.

II - ENDETTEMENT DES ÉTATS MEMBRES

L’endettement public constitue une autre source de vulnérabilité pour la stabilité financière de l’Union, au regard de l’exposition croissante du secteur bancaire

à la dette souveraine. En effet, la proportion des titres publics dans les bilans des banques de l’Union est passée d’environ un cinquième en 2019 à plus d’un tiers en 2025, traduisant le rôle central du secteur bancaire dans le financement des États.





SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

**V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59**

5.1 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS L'UEMOA 60

5.1.1 - Révision de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA 60

5.1.2 - Mise en œuvre du programme régional d'éducation financière 61

5.1.3 - Lancement des enquêtes sur la demande et l'offre de services financiers 62

5.1.4 - Participation aux rencontres de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) 62

5.1.5 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue 63

5.1.5.1 - Services de paiement électronique offerts par les Trésors Publics Nationaux 63

5.1.5.2 - Connexion des Trésors Publics aux systèmes de paiement de l'UEMOA 63

5.1.5.3 - Promotion de l'accès des institutions de microfinance au système de paiement régional de l'UEMOA 64

5.1.5.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA 64

5.2 - PROMOTION DES INNOVATIONS FINANCIÈRES 66

5.2.1 - Accompagnement des entreprises de technologies financières (FinTech) dans l'UEMOA 66

5.2.2 - Encadrement des activités liées aux innovations financières dans l'UEMOA 66

5.2.3 - Travaux relatifs à l'encadrement des actifs virtuels 67

5.2.4 - Promotion de la digitalisation des services financiers 67

5.3 - SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE 68

5.4 - TRANSITION CLIMATIQUE 68

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111



V INCLUSION ET INNOVATIONS
FINANCIÈRES, FINANCE
ISLAMIQUE, TRANSITION
CLIMATIQUE

5.1 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS L'UEMOA 60

5.1.1 - Révision de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA 60

5.1.2 - Mise en œuvre du programme régional d'éducation financière 61

5.1.3 - Lancement des enquêtes sur la demande et l'offre de services financiers 62

5.1.4 - Participation aux rencontres de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) 62

5.1.5 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue 63

5.1.5.1 - Services de paiement électronique offerts par les Trésors Publics Nationaux 63

5.1.5.2 - Connexion des Trésors Publics aux systèmes de paiement de l'UEMOA 63

5.1.5.3 - Promotion de l'accès des institutions de microfinance au système de paiement régional de l'UEMOA 64

5.1.5.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA 64

5.2 - PROMOTION DES INNOVATIONS FINANCIÈRES 66

5.2.1 - Accompagnement des entreprises de technologies financières (FinTech) dans l'UEMOA 66

5.2.2 - Encadrement des activités liées aux innovations financières dans l'UEMOA 66

5.2.3 - Travaux relatifs à l'encadrement des actifs virtuels 67

5.2.4 - Promotion de la digitalisation des services financiers 67

5.3 - SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE 68

5.4 - TRANSITION CLIMATIQUE 68



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XXI
TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025	XXXI
VUE D'ENSEMBLE	LVII
I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONÉTAIRE	29
III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES	41
IV STABILITÉ FINANCIÈRE	51
V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE	59
5.1 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS L'UEMOA	60
5.1.1 - Révision de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA	60
5.1.2 - Mise en œuvre du programme régional d'éducation financière	61
5.1.3 - Lancement des enquêtes sur la demande et l'offre de services financiers	62
5.1.4 - Participation aux rencontres de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI)	62
5.1.5 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue	63
5.1.5.1 - Services de paiement électronique offerts par les Trésors Publics Nationaux	63
5.1.5.2 - Connexion des Trésors Publics aux systèmes de paiement de l'UEMOA	63
5.1.5.3 - Promotion de l'accès des institutions de microfinance au système de paiement régional de l'UEMOA	64
5.1.5.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA	64
5.2 - PROMOTION DES INNOVATIONS FINANCIÈRES	66
5.2.1 - Accompagnement des entreprises de technologies financières (FinTech) dans l'UEMOA	66
5.2.2 - Encadrement des activités liées aux innovations financières dans l'UEMOA	66
5.2.3 - Travaux relatifs à l'encadrement des actifs virtuels	67
5.2.4 - Promotion de la digitalisation des services financiers	67
5.3 - SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE	68
5.4 - TRANSITION CLIMATIQUE	68
VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT	71
VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO	81
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS	93
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	107
ANNEXES	111

INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES,
FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

5.1 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS L'UEMOA

5.1.1 - RÉVISION DE LA STRATÉGIE RÉGIONALE D'INCLUSION FINANCIÈRE (SRIF) DANS L'UEMOA

Le Conseil des Ministres de l'UMOA a adopté, au cours de sa session ordinaire du 3 avril 2025, la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA pour la période 2025-2030. Cette initiative succède à la première SRIF, approuvée en juin 2016, dont la mise en œuvre a permis des avancées notables en matière d'accès et d'utilisation des services financiers dans l'Union. En effet, le taux d'inclusion financière est ressorti à 76,1% au 31 décembre 2025. Afin de capitaliser sur ces acquis, de s'aligner sur les standards mondiaux et de prendre en compte les nouveaux enjeux et défis induits par l'essor des technologies numériques, les mutations socio-économiques et l'émergence de nouveaux acteurs et besoins financiers, une actualisation de la Stratégie régionale s'est avérée nécessaire. Les travaux de révision ont été conduits par la BCEAO, en étroite concertation avec l'ensemble des parties prenantes, notamment les États membres de l'Union, les acteurs du secteur financier, les partenaires techniques et financiers ainsi que les associations de consommateurs.

L'objectif global de la SRIF 2025-2030 est d'assurer, sur un horizon de six ans, l'utilisation d'une gamme diversifiée de produits et services financiers adaptés et à coûts abordables au bénéfice d'au moins 90% de la population

adulte de l'UEMOA, avec un accent particulier sur les services de financement en faveur des populations cibles.

Le budget de cette nouvelle Stratégie a été mobilisé à hauteur de 75% par les États membres et la Banque Centrale. De plus, les discussions sont engagées avec des partenaires techniques et financiers ayant manifesté leur intérêt à accompagner la BCEAO, en vue de la mobilisation des ressources financières additionnelles et des appuis techniques nécessaires pour la mise en œuvre de la Stratégie.

Dans le cadre de son opérationnalisation, un dispositif institutionnel de suivi-évaluation a été mis en place au niveau régional, à travers le Comité Régional de Pilotage (CRP) et le Comité Technique de Suivi (CTS). Le CRP est l'organe directeur de la Politique d'inclusion financière au sein de l'UEMOA. Il a pour mission de définir les orientations stratégiques et de coordonner la mise en œuvre de la SRIF. Le CTS est l'instance chargée du suivi opérationnel de la mise en œuvre de la Stratégie. En outre, le processus de mise en place des Comités Nationaux de Suivi est en cours au niveau des États. Ces instances ont pour mission d'assurer l'articulation et la synergie entre les stratégies nationales et régionales.

5.1.2 - MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME RÉGIONAL D'ÉDUCATION FINANCIÈRE

La BCEAO a adopté un Programme régional d'éducation financière qui vise à (i) doter le système éducatif des États membres de l'Union, d'outils pour améliorer l'éducation financière en milieu scolaire, (ii) coordonner les actions de renforcement des connaissances financières des populations en dehors de l'école et (iii) animer des sessions de renforcement des compétences financières au profit des petites et très petites entreprises. Les groupes cibles du Programme couvrent un large spectre de la population, incluant (i) les enfants et les jeunes en milieux scolaire et universitaire, (ii) les populations en dehors de l'école notamment les femmes, les jeunes hors de l'école, les populations rurales, les salariés des secteurs public et privé, les personnes âgées et celles vivant avec un handicap ainsi que (iii) les petites et très petites entreprises.

En 2025, le déploiement du Programme régional a été marqué par la formation des formateurs en éducation financière à travers 48 sessions de formation au profit de près de 700 participants dans les États membres de l'Union. L'objectif de ces formations est de constituer un réseau de relais nationaux dotés des compétences nécessaires pour assurer l'animation des cours et des modules d'éducation financière auprès des populations cibles. En outre, des capsules vidéo et des messages audio sont en cours de finalisation dans la perspective de leur diffusion à travers différents canaux de communication, dans le cadre des actions d'information et de sensibilisation des populations de l'UEMOA.





SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 59

5.1 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS L'UEMOA60

5.1.1 - Révision de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA60

5.1.2 - Mise en œuvre du programme régional d'éducation financière 61

5.1.3 - Lancement des enquêtes sur la demande et l'offre de services financiers 62

5.1.4 - Participation aux rencontres de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) 62

5.1.5 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue 63

5.1.5.1 - Services de paiement électronique offerts par les Trésors Publics Nationaux63

5.1.5.2 - Connexion des Trésors Publics aux systèmes de paiement de l'UEMOA63

5.1.5.3 - Promotion de l'accès des institutions de microfinance au système de paiement régional de l'UEMOA 64

5.1.5.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA 64

5.2 - PROMOTION DES INNOVATIONS FINANCIÈRES66

5.2.1 - Accompagnement des entreprises de technologies financières (FinTech) dans l'UEMOA 66

5.2.2 - Encadrement des activités liées aux innovations financières dans l'UEMOA66

5.2.3 -Travaux relatifs à l'encadrement des actifs virtuels 67

5.2.4 - Promotion de la digitalisation des services financiers 67

5.3 - SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE68

5.4 - TRANSITION CLIMATIQUE68

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES,
FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

5.1.3 - LANCEMENT DES ENQUÊTES SUR LA DEMANDE ET L'OFFRE DE SERVICES FINANCIERS

Dans le cadre du renforcement de la disponibilité et de la qualité des données d'inclusion financière, la BCEAO a lancé en 2025 des enquêtes sur la demande et l'offre de services financiers dans l'ensemble des huit États membres. Menées auprès des ménages et des PME, ces enquêtes s'inscrivent dans le plan d'actions de la SRIF. Elles visent à doter l'Union d'une base de données de références

désagrégées permettant de mesurer, de manière plus fiable, le niveau d'inclusion et d'éducation financières des populations ainsi que d'orienter plus efficacement les politiques d'inclusion financière. Les travaux sont réalisés en collaboration avec les Instituts Nationaux de la Statistique (INS), des consultants nationaux et un Cabinet international.

5.1.4 - PARTICIPATION AUX RENCONTRES DE L'ALLIANCE POUR L'INCLUSION FINANCIÈRE (AFI)

La BCEAO a pris part au 14^e Forum de l'AFI sur les politiques d'inclusion financière, qui s'est tenu du 02 au 05 septembre 2025 à Swakopmund, en Namibie. Placé sous le thème « Autonomiser la société, favoriser la croissance », le Forum visait à identifier les leviers de politique publique susceptibles de transformer l'accès aux services financiers en un véritable vecteur d'autonomisation et de développement économique durable au bénéfice des populations vulnérables.

La Banque Centrale a également participé à la 14^e Table ronde des Leaders de l'Initiative Africaines sur les Politiques d'Inclusion Financière, qui s'est tenue le 20 juin 2025 à Accra, au Ghana, sous le thème : « Le rôle des décideurs financiers dans le renforcement de la cyber-résilience des services financiers numériques en Afrique ». Cette rencontre a

été l'occasion pour la BCEAO de partager son expérience en matière de promotion d'un écosystème cyber-résilient pour une inclusion financière durable.

La participation de la BCEAO à ces rencontres a permis de conforter et consolider les orientations stratégiques de la Banque en matière d'inclusion financière durable. Ces rencontres ont, en effet, mis en évidence la nécessité d'accélérer la digitalisation des services financiers au bénéfice des populations vulnérables, tout en renforçant les dispositifs de cybersécurité et de supervision afin de préserver la confiance dans l'écosystème financier régional. Elles ont également souligné l'importance d'un cadre réglementaire équilibré, favorisant l'innovation tout en assurant la protection des consommateurs et la stabilité financière.

5.1.5 - CONTRIBUTION DES SYSTÈMES ET SERVICES DE PAIEMENT À UNE INCLUSION FINANCIÈRE ACCRUE

Les actions de la Banque Centrale en matière de paiements, inscrites dans la SRIF, visent notamment à réduire l'usage du numéraire et à renforcer l'accès effectif des populations aux services financiers.

Elles ont porté sur l'accompagnement des Trésors Publics, des Institutions de Microfinance

(IMF) ainsi que des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) dans les processus d'amélioration de leurs circuits de paiement.

Ces initiatives de la Banque Centrale s'inscrivent dans sa vision de renforcer l'automatisation et la sécurité des circuits de paiement de ces acteurs.

5.1.5.1 - Services de paiement électronique offerts par les Trésors Publics Nationaux

Dans le cadre de l'assistance aux États en matière de digitalisation des paiements publics, les Trésors Publics Nationaux (TPN) de l'Union ont été autorisés à offrir des services de paiement adossés à la monnaie électronique limités aux bénéficiaires des allocations publiques de l'Etat ainsi qu'aux structures et individus ayant des obligations fiscales.

Un dispositif spécifique a été déployé pour la surveillance des services de paiement adossés à la monnaie électronique offerts par les Trésors Publics Nationaux. Il vise deux objectifs majeurs à savoir : (i) l'efficacité des services de paiement offerts par les TPN, et (ii) la maîtrise

des risques inhérents, notamment l'émission de la monnaie électronique à découvert et l'intégrité des fonds des porteurs.

Dans ce cadre, les Trésors Publics de Côte d'Ivoire et du Bénin ont lancé respectivement en 2022 et 2024 leurs projets d'émission de monnaie électronique.

De même, le Trésor Public du Togo envisage l'émission de cartes prépayées régionales et le déploiement d'un dispositif d'acceptation de paiement électronique à travers les Terminaux de Paiement Électronique en partenariat avec le GIM-UEMOA.

5.1.5.2 - Connexion des Trésors Publics aux systèmes de paiement de l'UEMOA

À fin 2025, le nombre de Trésors Publics connectés à la télécompensation et au système de règlement brut en temps réel est resté inchangé, à respectivement sept et huit.

Par ailleurs, les travaux initiés par la Banque Centrale pour la mise en œuvre d'une solution répondant aux besoins des TPN en matière de gestion de leurs comptes ouverts dans

ses livres, se sont poursuivis. Pour rappel, cette solution, conforme aux meilleurs standards de sécurité, permettra aux TPN d'accéder depuis leurs locaux, à leurs comptes ouverts dans les livres de la Banque Centrale. Cette solution offrira aux TPN une autonomie dans la prise en charge de leurs opérations de paiement et une vue globale de leurs avoirs.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

5.1 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS L'UEMOA

60

5.1.1 - Révision de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA

60

5.1.2 - Mise en œuvre du programme régional d'éducation financière

61

5.1.3 - Lancement des enquêtes sur la demande et l'offre de services financiers

62

5.1.4 - Participation aux rencontres de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI)

62

5.1.5 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue

63

5.1.5.1 - Services de paiement électronique offerts par les Trésors Publics Nationaux

63

5.1.5.2 - Connexion des Trésors Publics aux systèmes de paiement de l'UEMOA

63

5.1.5.3 - Promotion de l'accès des institutions de microfinance au système de paiement régional de l'UEMOA

64

5.1.5.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA

64

5.2 - PROMOTION DES INNOVATIONS FINANCIÈRES

66

5.2.1 - Accompagnement des entreprises de technologies financières (FinTech) dans l'UEMOA

66

5.2.2 - Encadrement des activités liées aux innovations financières dans l'UEMOA

66

5.2.3 - Travaux relatifs à l'encadrement des actifs virtuels

67

5.2.4 - Promotion de la digitalisation des services financiers

67

5.3 - SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE

68

5.4 - TRANSITION CLIMATIQUE

68

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES,
FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

5.1.5.3 - Promotion de l'accès des institutions de microfinance au système de paiement régional de l'UEMOA

Dans le cadre du Projet d'appui à la promotion de l'accès des institutions de microfinance (IMF) au Système de paiement régional, le processus de recrutement des Directeurs des Centres de Traitement Informatique (CTI) a été finalisé. En outre, le volet logistique de la phase d'opérationnalisation des CTI s'est poursuivi

avec l'acquisition des solutions logicielles et matérielles. Les CTI sont destinés à fournir aux IMF des services informatiques mutualisés et des conseils à des coûts abordables, afin d'améliorer la qualité de leurs systèmes d'information et de gestion.

5.1.5.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA

L'accompagnement des SGI pour leur accès au système STAR-UEMOA, en vue du règlement de leurs opérations sur le marché des titres publics émis par voie d'adjudication, à

partir des comptes de règlement de leurs banques partenaires, s'est poursuivi en 2025. Le nombre de SGI configurés dans le dispositif se maintient à 14.



ENCADRÉ 7 : INCLUSION FINANCIÈRE

PRIORITÉS DE LA NOUVELLE STRATÉGIE RÉGIONALE D'INCLUSION FINANCIÈRE DE L'UEMOA RÉVISÉE

En dépit des progrès réalisés en matière de promotion de l'inclusion financière, avec une proportion des personnes adultes détenant un compte auprès des Institutions financières évaluée à 73,6% à fin 2024, des défis significatifs restent encore à relever. Ils ont trait notamment à (i) l'adaptation des mécanismes de contrôle et de supervision des activités bancaires et financières aux évolutions technologiques, (ii) le maintien d'un dispositif de surveillance permanente, (iii) l'amélioration de la gouvernance des institutions financières, en particulier des institutions de microfinance, (iv) la promotion d'une offre de services financiers adaptée et de l'accès au financement formel responsable, (v) le renforcement de la protection des consommateurs, (vi) le développement de la culture financière des populations et (vii) l'amélioration de la connaissance du marché.

La nouvelle vision de la Banque Centrale en matière d'inclusion financière se décline comme suit : « Accroître la disponibilité et promouvoir une utilisation efficiente par les populations de l'UEMOA, d'une gamme diversifiée de produits et services financiers adaptés, délivrés de manière équitable, responsable et à coûts abordables, en vue de renforcer leur résilience et leur bien-être financier ».

Afin de concrétiser cette vision, la nouvelle Stratégie régionale est assortie d'une feuille de route de 54 actions, à mettre en œuvre

par la BCEAO et les États membres de l'Union. Elle est articulée autour de 5 axes stratégiques, à savoir :

- consolider le cadre légal de supervision et de protection des consommateurs de services financiers ;
- poursuivre l'assainissement et le renforcement du secteur de la microfinance ;
- promouvoir l'innovation financière et la disponibilité de services de financement formels ;
- améliorer l'éducation financière des populations cibles ;
- exploiter le potentiel des données et favoriser le partage d'informations pour une meilleure connaissance du marché et la définition de politiques d'inclusion financière cohérentes.

La Stratégie régionale révisée accorde une attention particulière aux femmes, aux jeunes, aux populations rurales, aux PME/PMI, aux personnes déplacées de force et en situation de handicap ainsi qu'aux populations à faible éducation financière.

Sa mise en œuvre coordonnée ainsi que l'engagement de l'ensemble des acteurs seront déterminants pour atteindre, d'ici 2030, un niveau d'inclusion financière garantissant à chaque citoyen de l'UEMOA un accès équitable aux services financiers.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 59

5.1 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS L'UEMOA60

5.1.1 - Révision de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA60

5.1.2 - Mise en œuvre du programme régional d'éducation financière 61

5.1.3 - Lancement des enquêtes sur la demande et l'offre de services financiers 62

5.1.4 - Participation aux rencontres de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) 62

5.1.5 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue 63

5.1.5.1 - Services de paiement électronique offerts par les Trésors Publics Nationaux63

5.1.5.2 - Connexion des Trésors Publics aux systèmes de paiement de l'UEMOA63

5.1.5.3 - Promotion de l'accès des institutions de microfinance au système de paiement régional de l'UEMOA 64

5.1.5.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA 64

5.2 - PROMOTION DES INNOVATIONS FINANCIÈRES66

5.2.1 - Accompagnement des entreprises de technologies financières (FinTech) dans l'UEMOA 66

5.2.2 - Encadrement des activités liées aux innovations financières dans l'UEMOA66

5.2.3 -Travaux relatifs à l'encadrement des actifs virtuels 67

5.2.4 - Promotion de la digitalisation des services financiers 67

5.3 - SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE68

5.4 - TRANSITION CLIMATIQUE68

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES,
FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

5.2 - PROMOTION DES INNOVATIONS FINANCIÈRES

5.2.1 - ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES DE TECHNOLOGIES FINANCIÈRES (FINTECH) DANS L'UEMOA

Au titre de la stratégie d’accompagnement des *FinTech*, la Banque Centrale a franchi une nouvelle étape avec la création du Laboratoire d’Innovation Financière de la BCEAO (LIF-BCEAO), le 8 avril 2025.

Le LIF-BCEAO vient compléter le dispositif institutionnel mis en place, depuis 2020, et qui comprend le Comité *FinTech* et le Bureau de Connaissance et de Suivi des *FinTech* dans l’UMOA (BCSF-UMOA). Le Laboratoire permet aux établissements agréés et aux entreprises de technologie financière de tester leurs produits et services innovants, sous la supervision de la BCEAO, dans un cadre réglementaire allégé, avant leur commercialisation.

Dans le cadre de l’opérationnalisation du LIF-BCEAO, une enquête a été menée entre avril et juillet 2025 auprès de l’ensemble des acteurs de l’écosystème financier de l’Union, afin de recueillir leurs besoins et attentes ainsi que d’orienter la conception et le fonctionnement du dispositif. Cette démarche a été enrichie

par des visites d’échanges auprès de régulateurs internationaux, notamment la *Financial Conduct Authority* (Royaume-Uni) et la *South African Reserve Bank*, permettant d’intégrer des retours d’expérience et des bonnes pratiques internationales.

Par ailleurs, un atelier régional consacré à l’opérationnalisation du LIF-BCEAO, tenu le 10 décembre 2025, a permis de mobiliser les acteurs de l’écosystème autour des règles d’accès et des modalités de conduite des tests, et de consolider un cadre opérationnel harmonisé et clair.

En parallèle, le BCSF-UMOA a poursuivi ses activités notamment le recensement des *FinTech* actives dans l’Union, l’organisation de rencontres périodiques avec ces dernières, et l’élaboration d’une Foire aux questions destinée à vulgariser l’Instruction n°001-01-2024 relative aux services de paiement dans l’UMOA, adoptée le 23 janvier 2024.

5.2.2 - ENCADREMENT DES ACTIVITÉS LIÉES AUX INNOVATIONS FINANCIÈRES DANS L'UEMOA

L’adoption de l’Instruction n°001-01-2024 relative aux services de paiement dans l’UMOA vise à promouvoir le développement des services de paiement innovants au sein de l’Union, dans un cadre sécurisé, transparent et conforme aux bonnes pratiques internationales. Cette Instruction vise également à renforcer la protection des consommateurs ainsi que l’intégrité du système financier dans un

contexte marqué par la montée des risques, en particulier ceux liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme dans les États membres de l’Union.

En application des dispositions juridiques régissant les services de paiement, la Banque Centrale a procédé, depuis le début de l’année 2025, à l’instruction des demandes d’agrément

soumises par les structures souhaitant exercer en qualité d’établissement de paiement. À fin décembre 2025, 79 dossiers ont fait l’objet d’instructions par la Banque Centrale, parmi lesquels, 30 ont été agréés.

Les structures agréées, dont la liste est publiée sur le site internet de la Banque Centrale et celui de la Commission Bancaire, se répartissent dans l’Union comme suit : 2 au Bénin, 2 au Burkina, 9 en Côte d’Ivoire, 1 en Guinée-Bissau, 2 au Mali, 1 au Niger, 11 au Sénégal et 2 au Togo.

Consciente des enjeux liés à cette transition réglementaire, la BCEAO a mis en place un dispositif d’accompagnement destiné à soutenir les acteurs concernés dans leur démarche de mise en conformité. Ce dispositif repose sur des échanges entre les Services de

la Banque Centrale et les promoteurs, en vue de les assister à lever les insuffisances relevées dans leurs dossiers de demande d’agrément, et de faciliter une meilleure appropriation des nouvelles dispositions réglementaires.

Par ailleurs, 12 nouvelles initiatives d’émission de monnaie électronique portant à 81 le nombre d’émetteurs de monnaie électronique dans l’UEMOA, dont 18 établissements de monnaie électronique agréés à fin décembre 2025. La multiplication des initiatives combinée à une augmentation des souscriptions et de l’utilisation des comptes de monnaie électronique dans l’ensemble des pays de l’Union renforce la contribution des paiements électroniques à la promotion de l’inclusion financière dans l’Union.

5.2.3 - TRAVAUX RELATIFS À L'ENCADREMENT DES ACTIFS VIRTUELS

Face à l’essor de l’utilisation des crypto-actifs, un Comité a été créé le 6 octobre 2025, dont la mission est d’élaborer les textes réglementaires

relatifs à ces instruments financiers. Les travaux préliminaires de ce Comité ont abouti à l’adoption d’une feuille de route.

5.2.4 - PROMOTION DE LA DIGITALISATION DES SERVICES FINANCIERS

En vue de renforcer la dynamique de transformation numérique, dans le contexte du lancement de la plateforme PI-SPI, la Banque Centrale a initié le déploiement d’une stratégie visant à accélérer la digitalisation des services financiers et l’acceptation des paiements électroniques dans l’UEMOA.

À cet effet, des études ont été menées au cours de l’année 2025 afin d’établir un diagnostic de l’état de la digitalisation et de l’acceptation des paiements électroniques dans l’Union. Les résultats de cet exercice permettront l’adoption d’un plan d’actions en 2026.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 59

5.1 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS L'UEMOA60

5.1.1 - Révision de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA60

5.1.2 - Mise en œuvre du programme régional d'éducation financière 61

5.1.3 - Lancement des enquêtes sur la demande et l'offre de services financiers 62

5.1.4 - Participation aux rencontres de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) 62

5.1.5 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue 63

5.1.5.1 - Services de paiement électronique offerts par les Trésors Publics Nationaux63

5.1.5.2 - Connexion des Trésors Publics aux systèmes de paiement de l'UEMOA63

5.1.5.3 - Promotion de l'accès des institutions de microfinance au système de paiement régional de l'UEMOA 64

5.1.5.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA 64

5.2 - PROMOTION DES INNOVATIONS FINANCIÈRES66

5.2.1 - Accompagnement des entreprises de technologies financières (FinTech) dans l'UEMOA 66

5.2.2 - Encadrement des activités liées aux innovations financières dans l'UEMOA66

5.2.3 - Travaux relatifs à l'encadrement des actifs virtuels 67

5.2.4 - Promotion de la digitalisation des services financiers 67

5.3 - SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE68

5.4 - TRANSITION CLIMATIQUE68

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES,
FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

5.3 - SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE

Au cours de l'année 2025, quatre institutions de microfinance ont été agréées pour exercer l'activité de finance islamique, dont deux à titre exclusif. Ainsi, à fin décembre 2025, 21 Institutions de Finance Islamique (IFI), incluant des établissements de crédit et des institutions de microfinance, disposent d'un agrément pour exercer dans ce segment contre seulement 2 en 2018. Cette évolution témoigne de l'intérêt croissant pour la finance islamique au sein de l'Union.

Dans le but de faciliter l'accès à la finance islamique, la Banque Centrale a poursuivi sa politique d'accompagnement des initiatives de création d'IFI. À cet égard, plusieurs promoteurs ont bénéficié, en 2025, d'un appui technique de la BCEAO visant à améliorer la qualité et la conformité de leur dossier de demande d'agrément.

Par ailleurs, la BCEAO a poursuivi les travaux de renforcement du dispositif réglementaire régissant la finance islamique, dans le cadre de l'élaboration des textes d'application des nouvelles Lois uniformes portant réglementation bancaire et de la microfinance, adoptées par le Conseil des Ministres en 2023. Ces textes visent à consolider l'ancrage juridique de la finance islamique et à assurer une meilleure intégration de ce segment dans l'architecture financière régionale.

En perspective, la BCEAO poursuivra ses travaux en 2026, en vue notamment de mettre en place un Conseil de Conformité Central au niveau régional. Des actions de promotion ciblées seront également engagées afin de favoriser le développement de ce segment, dans l'optique de renforcer l'inclusion financière des populations et de diversifier les alternatives de financement des économies de l'UMOA.

5.4 - TRANSITION CLIMATIQUE

Face aux nouveaux défis liés aux changements climatiques, les économies de l'UEMOA sont confrontées à des besoins importants de financement de leurs engagements pris dans le cadre de leurs Contributions Déterminées au plan National ainsi que de la transition vers une économie bas carbone. À cet égard, le secteur financier a un rôle primordial à jouer tant pour le financement des secteurs vulnérables que pour les nouveaux investissements « verts ».

Ainsi, dans le but d'approfondir sa connaissance de l'impact des risques climatiques sur le secteur financier de notre zone, la Banque

centrales, à savoir la « dimension risque » et la « dimension opportunité ». Cela implique de prendre des mesures pour, d'une part, renforcer la résilience climatique des institutions financières face aux chocs qui pourraient affecter la stabilité financière du secteur et, d'autre part, stimuler le financement de la transition climatique, à travers la promotion de la finance verte et durable dans l'Union.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette vision, un « Comité de Politique Climat de la BCEAO » a été mis en place en septembre 2023. Cet organe de gouvernance a pour

mission de proposer et de suivre la mise en œuvre de la politique climat de la Banque Centrale, ainsi que de toutes les actions visant une meilleure prise en charge des risques et opportunités liés aux changements climatiques dans l'UMOA, en particulier les actions relatives à la finance verte.

En 2025, la BCEAO a poursuivi les travaux visant à définir sa Stratégie Climat et à élaborer une feuille de route récapitulant les actions à mener dans le cadre de cette Stratégie. Ces travaux seront finalisés au cours de l'année 2026.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

6.1 - GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES72

6.1.1 - Retraits et versements aux guichets des Agences de la bceao 72

6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire 73

6.2 - SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA74

6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux 75

6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO 76

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement 77

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement 78

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111



VI GESTION DES SIGNES
MONÉTAIRES, SYSTÈMES
ET MOYENS DE PAIEMENT

6.1 - GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES72

6.1.1 - Retraits et versements aux guichets des Agences de la BCEAO ... 72

6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire73

6.2 - SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA74

6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux75

6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement
gérés par la BCEAO76

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement77

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement78



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

6.1 - GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES 72

6.1.1 - Retraits et versements aux guichets des Agences de la bceao 72

6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire 73

6.2 - SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA 74

6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux 75

6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO 76

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement 77

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement 78

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

6.1 - GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES

Au cours de l’année 2025, les mouvements (prélèvements et versements) aux guichets de la BCEAO ont atteint 55.093,7 milliards de

FCFA de billets et pièces de monnaie, en nette hausse de 11,7% par rapport au montant de 49.302,7 milliards enregistré un an auparavant.



6.1.1 - RETRAITS ET VERSEMENTS AUX GUICHETS DES AGENCES DE LA BCEAO

Les **prélèvements de billets** se sont élevés à 28.927,5 milliards de FCFA en 2025 contre 25.640,0 milliards de FCFA en 2024, marquant une hausse annuelle de 12,8%. Les prélèvements les plus significatifs ont été enregistrés en Côte d’Ivoire (39,1%), au Sénégal (18,2%) et au Burkina Faso (16,1%).

S’agissant des retraits aux guichets de la BCEAO de pièces de monnaie, ils ont diminué de 4,9%, passant de 15,9 milliards de FCFA (230,3 millions d’unités) en 2024 à 15,1 milliards de FCFA (227,8 millions d’unités) un an plus tard.

Tableau 14 : RETRAITS DE BILLETS ET PIÈCES DE MONNAIE EN 2025 (EN MILLIARDS DE FCFA)									
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Total
Billets	2 049,9	4 652,2	11 316,9	414,0	2 744,6	852,6	5 259,1	1 638,2	28 927,5
Pièces	1,2	1,8	6,0	0,2	1,8	0,9	2,3	0,9	15,1
TOTAL	2 051,1	4 654,1	11 322,9	414,2	2 746,3	853,5	5 261,4	1 639,2	28 942,6

Source : BCEAO

Les **versements de billets** aux guichets de la BCEAO ont atteint 26.149,1 milliards de FCFA (3.464,3 millions d’unités) en 2025, soit une augmentation en valeur relative de 10,6% par rapport aux 23.643,9 milliards de FCFA (3.258,2 millions d’unités) constatés l’année précédente. La Côte d’Ivoire (35,9%),

le Sénégal (17,0%) et le Burkina Faso (15,1%) ont représenté les entrées les plus importantes.

En ce qui concerne les entrées aux guichets de pièces de monnaie, elles se sont contractées de 30,5%, s’établissant à 2,0 milliards de FCFA (9,3 millions d’unités) en 2025, contre 2,8 milliards de FCFA (13,4 millions d’unités) en 2024.

Tableau 15 : VERSEMENTS DE BILLETS ET PIÈCES DE MONNAIE EN 2025 (EN MILLIARDS DE FCFA)									
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Total
Billets	2 061,5	3 951,5	9 381,6	349,9	3 004,1	513,5	4 443,2	2 443,8	26 149,1
Pièces	0,3	0,1	0,6	0,0	0,4	0,5	0,1	0,0	2,0
TOTAL	2 061,8	3 951,6	9 382,2	349,9	3 004,5	514,0	4 443,3	2 443,8	26 151,1

Source : BCEAO

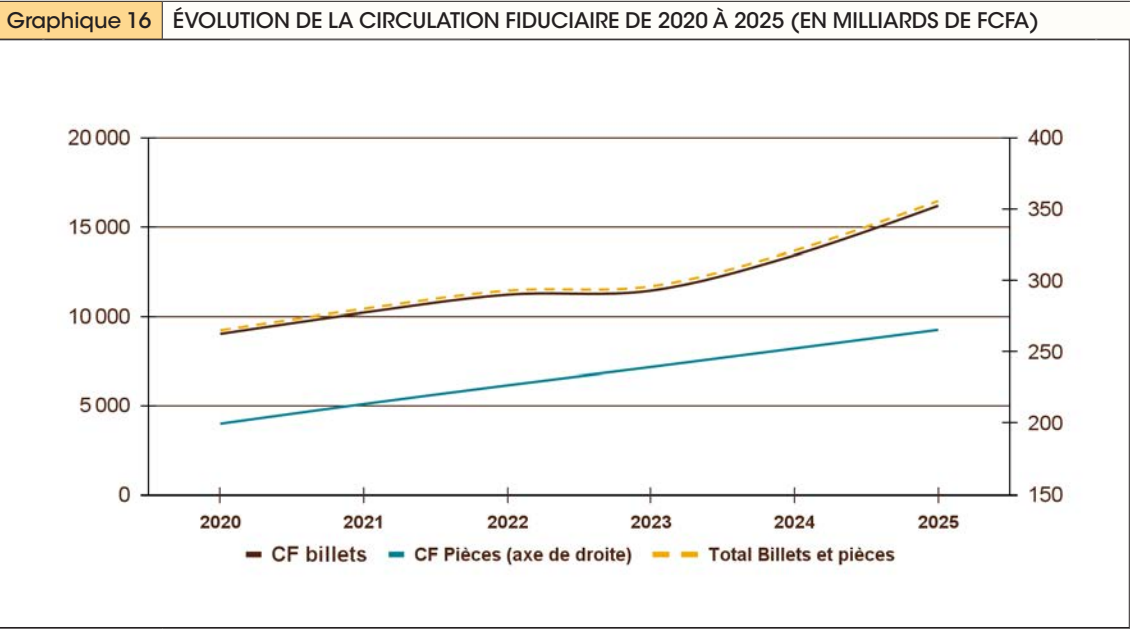
6.1.2 - COMPOSITION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE⁴

À fin décembre 2025, les billets et pièces en circulation hors de la Banque Centrale ont atteint 16.469,4 milliards de FCFA, soit une augmentation de 20,5% par rapport aux 13.672,9 milliards de FCFA enregistrés un an auparavant.

Les billets de grosses coupures (10.000 et 5.000 FCFA) représentent 93,5% de la valeur

des billets en circulation, enregistrant une progression de 0,4 point de pourcentage comparé à 2024.

Les proportions des billets et pièces de monnaie en valeur dans la circulation fiduciaire sont ressorties respectivement à 98,4% et 1,6% en 2025 contre 98,2% et 1,8% respectivement en 2024.



Source : BCEAO

4 : Billets et pièces en circulation hors de la Banque Centrale



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

6.1 - GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES72

6.1.1 - Retraits et versements aux guichets des Agences de la bceao 72

6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire 73

6.2 - SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA74

6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux 75

6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO 76

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement 77

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement 78

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

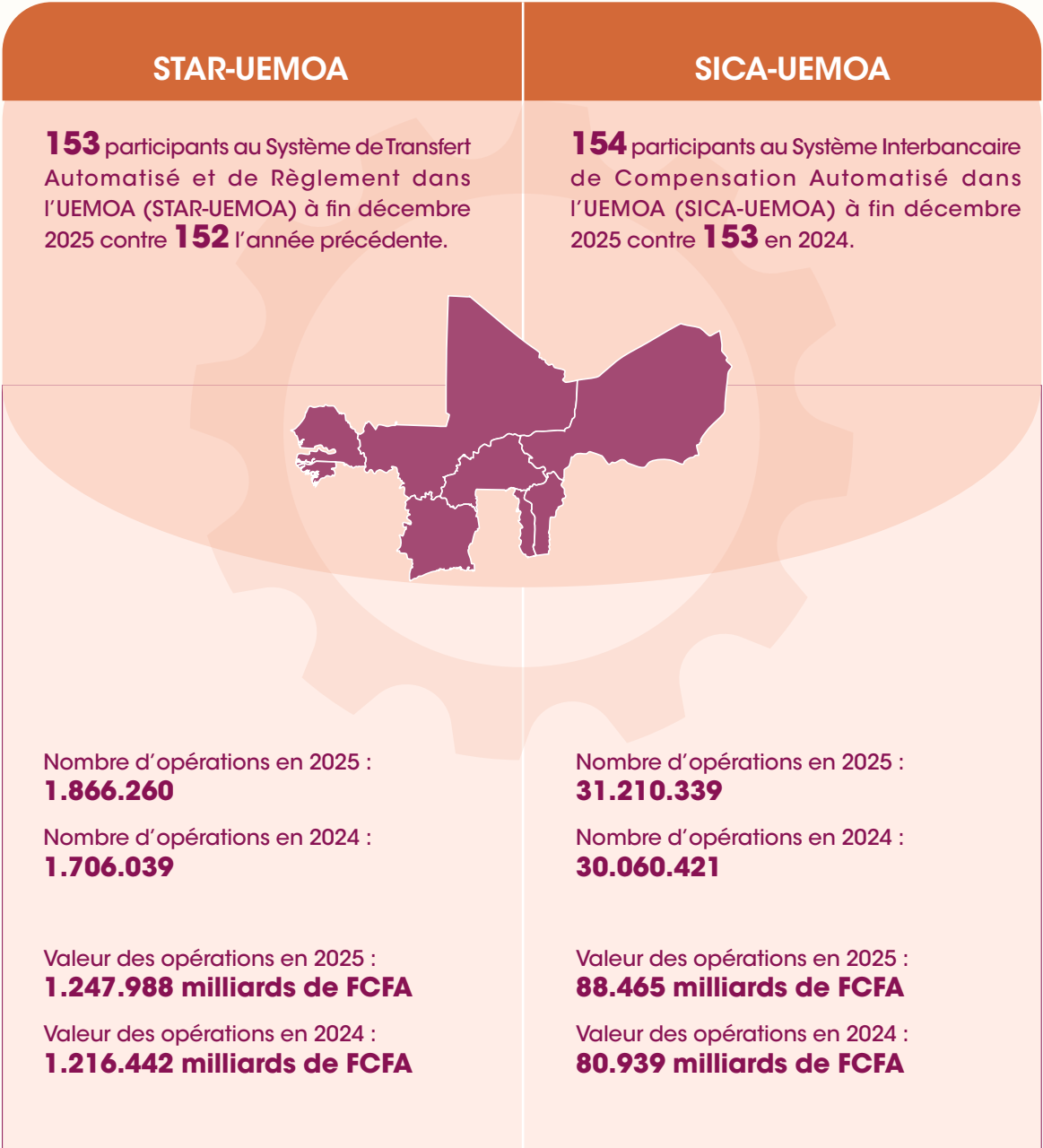
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

6.2 - SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA

Au 31 décembre 2025, le fonctionnement des systèmes de paiement de l'UEMOA a été marqué

par une hausse des principaux indicateurs d'activité.



6.2.1 - SYSTÈMES DE PAIEMENT RÉGIONAUX

Le Système de Transfert Automatisé et de Règlement de l'UEMOA (STAR-UEMOA) compte, à fin décembre 2025, 153 participants contre 152 un an plus tôt.

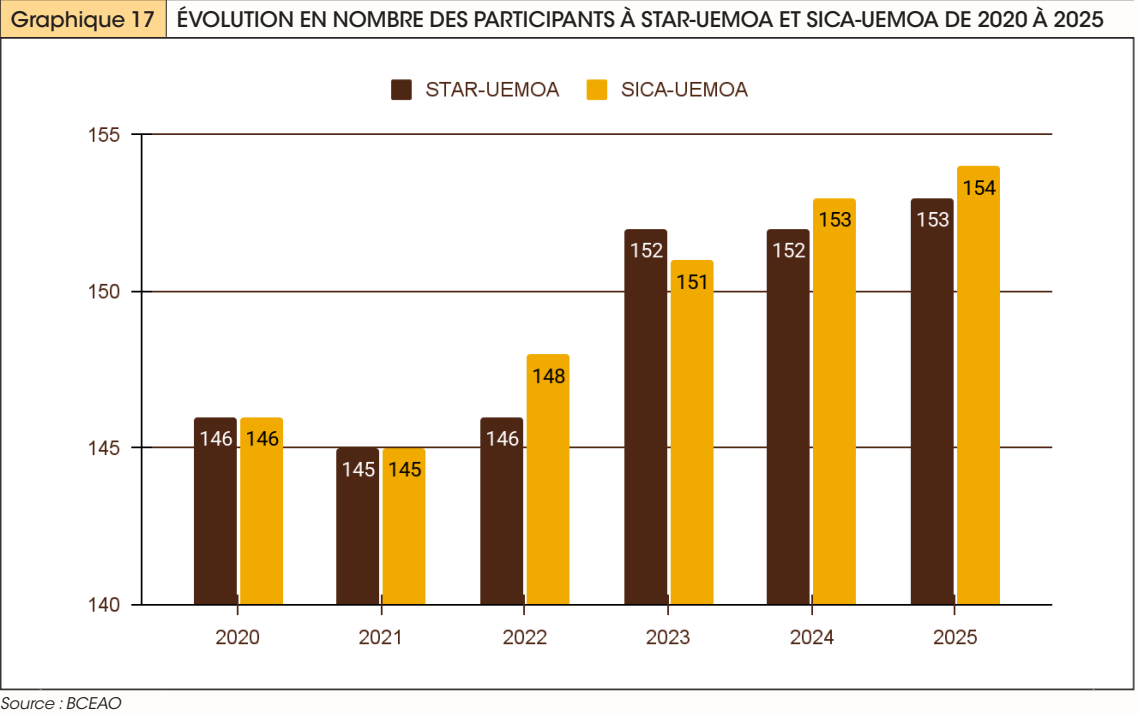
Le nombre d'opérations réglées dans STAR-UEMOA est passé de 1.706.039 pour une valeur de 1.216.442 milliards de FCFA en 2024 à 1.866.260 pour une valeur de 1.247.988 milliards de FCFA en 2025, soit une hausse de 9,39% en volume et de 2,59% en valeur.

Le Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA (SICA-UEMOA) compte 154 participants à fin décembre 2025, contre 153 en 2024. Les principaux participants à ce système sont la BCEAO, les banques, les

centres des chèques postaux du Bénin, du Sénégal et du Togo ainsi que les Trésors Publics du Bénin, du Burkina, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger et du Sénégal.

Au cours de la période sous revue, le volume des échanges dans SICA-UEMOA s'est établi à 31.210.339 opérations pour un montant total de 88.465 milliards de FCFA. Par rapport à l'année 2024, l'activité dans SICA-UEMOA a connu une hausse de 3,83% en volume et de 9,30% en valeur.

En effet, le volume et la valeur des opérations échangées en 2024 étaient respectivement de 30.060.421 et 80.939 milliards de FCFA.





SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

6.1 - GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES

72

6.1.1 - Retraits et versements aux guichets des Agences de la bceao

72

6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire

73

6.2 - SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA

74

6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux

75

6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO

76

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement

77

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement

78

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

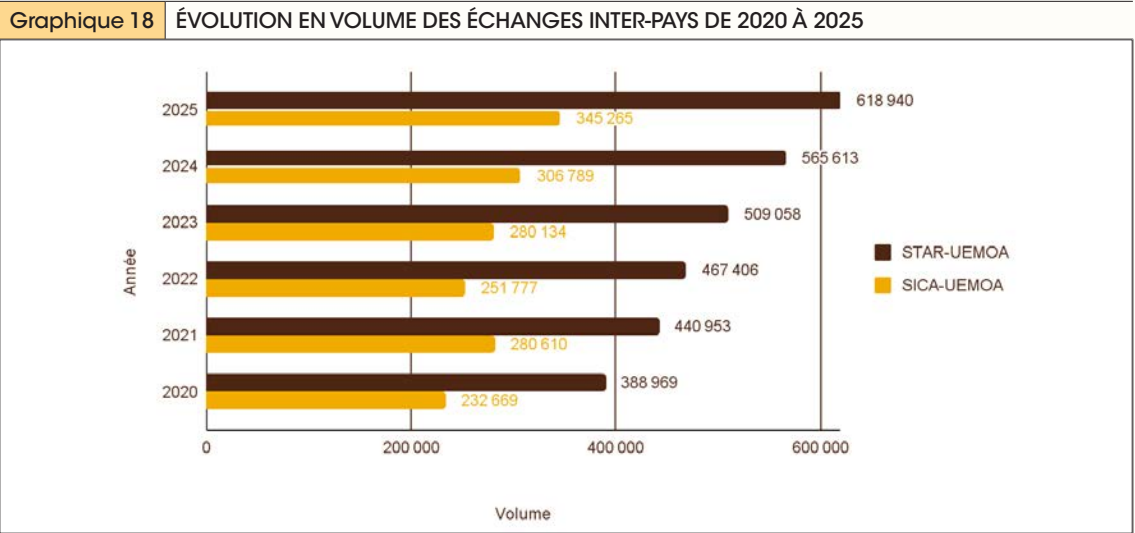
111

GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

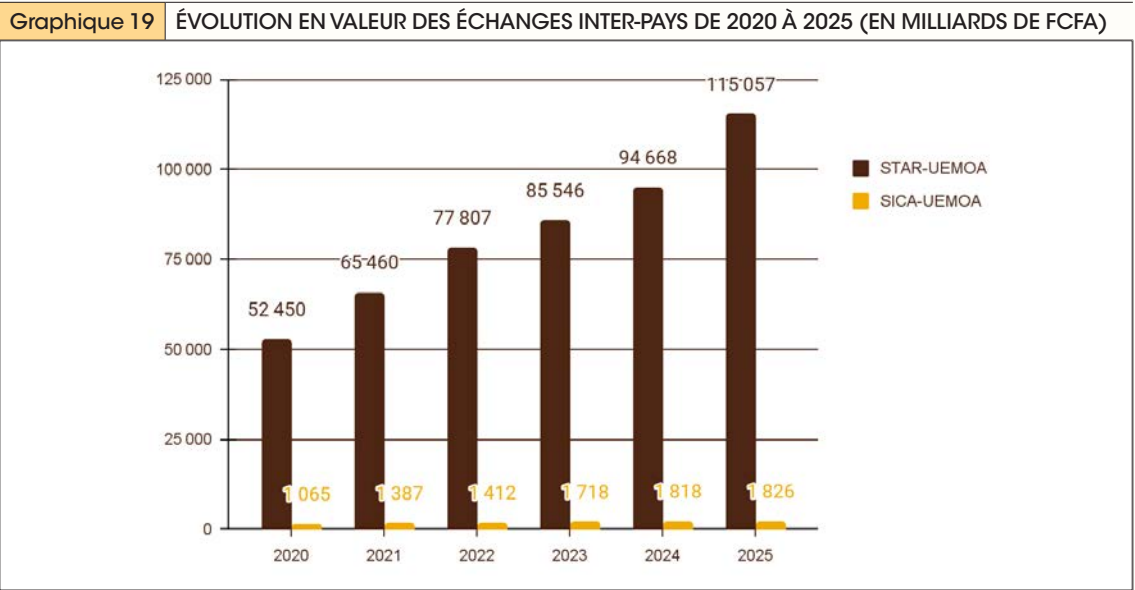
6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO

Les échanges inter-pays au sein de l’UEMOA se sont établis à 115.057 milliards de FCFA contre 94.668 milliards de FCFA en 2024, ressortant ainsi à 9,22% de la valeur globale des opérations traitées dans STAR-UEMOA. Cette évolution correspond à une progression

annuelle de 21,54% en valeur des opérations inter-pays, illustrant l’intensification des flux financiers intracommunautaires. Une dynamique similaire est observée dans SICA-UEMOA où la valeur des échanges inter-pays a augmenté de 0,44% en 2025.



Source : BCEAO



Source : BCEAO

Au titre de la répartition des instruments de paiement traités dans le système de télécompensation en 2025, la part relative en volume des virements est ressortie à 74,13%, en hausse de 5,3% par rapport à l’année précédente.

Les transactions par chèque, qui constituent 24,6% du volume des échanges, enregistrent une baisse de 1,3% par rapport à 2024. En valeur, ces opérations correspondent à 71,7% des échanges en 2025, en hausse de 8,42% relativement à l’année précédente.

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement

Dans le cadre de la sécurisation des systèmes de paiement, les actions de sensibilisation sur le respect des exigences et des règles minimales de sécurité applicables aux plateformes de raccordement des participants, se sont poursuivies au cours de l’année 2025. Les efforts déployés ont permis d’atteindre un taux moyen de conformité de 88% à fin décembre 2025 contre 86% un an plus tôt. Ces exigences de sécurité définies par la Banque Centrale s’inscrivent dans le cadre du dispositif de cyber résilience des infrastructures de marchés financiers gérées par la BCEAO.

Ainsi, la hausse du volume des virements, au détriment du chèque, reflète une préférence croissante des utilisateurs pour les moyens de paiement scripturaux et dématérialisés.

Par ailleurs, la BCEAO a mené, au cours de l’année 2025, des actions en vue de renforcer la sécurisation, la modernisation et l’impact inclusif des systèmes, des moyens et des services de paiement de l’UEMOA.

Par ailleurs, dans le but d’accroître l’autonomie de la Banque Centrale en matière de gestion de ses infrastructures de marchés financiers d’importance systémique, des travaux ont été initiés pour la refonte de SICA-UEMOA afin de renforcer sa sécurité et son efficience globale.

En ce qui concerne STAR-UEMOA, l’implémentation de la version 10 du système a été réalisée en 2025. Cette nouvelle version prend en compte la norme ISO 20022, standard recommandé par la société SWIFT pour les échanges de messages financiers.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

6.1 - GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES

72

6.1.1 - Retraits et versements aux guichets des Agences de la bceao

72

6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire

73

6.2 - SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UMOA

74

6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux

75

6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO

76

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement

77

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement

78

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES,
SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement

Dans le cadre de la modernisation de l'infrastructure sous-régionale de paiement, l'action de la Banque Centrale a porté, durant l'année 2025, sur (i) la mise en œuvre du

Projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA et (ii) les réflexions sur les opportunités de déployer des monnaies numériques de banques centrales dans l'UMOA.

6.2.1.3.1. Mise en œuvre du Projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA

La BCEAO a procédé au lancement officiel de la Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané (PI-SPI) le 30 septembre 2025. La nouvelle plateforme constitue une réforme majeure de l'écosystème des paiements de l'UEMOA.

PI-SPI permet les échanges, 24h/24 et 7j/7, entre les différents types de compte (bancaire et non bancaire), quels que soient l'institution

et les canaux de paiement utilisés. Au titre de l'impact sur l'inclusion financière, la politique tarifaire privilégie des niveaux de prix incitatifs, se traduisant par la gratuité des transferts entre particuliers au niveau national. L'interopérabilité entre comptes tenus au niveau des banques, institutions de microfinance et établissements de monnaie électronique contribue à améliorer l'accès aux services.



6.2.1.3.2. Réflexions sur les opportunités de déployer des monnaies numériques de banques centrales dans l'UMOA

La poursuite des travaux relatifs à la Monnaie Numérique de Banque Centrale (MNBC) a permis de valider les modalités de mise en œuvre de la phase de PoC (*Proof of Concept* ou Preuve de Concept), destinée à évaluer

la faisabilité technique et opérationnelle des objectifs prioritaires et secondaires de la MNBC identifiés au cours de la première phase achevée fin 2024.

6.2.1.3.3. Projets d'intégration régionale des systèmes de paiement

S'agissant des actions de soutien aux initiatives panafricaines d'une part, et, d'autre part, la promotion des échanges commerciaux entre les pays africains, la BCEAO a engagé des travaux relatifs à l'interconnexion des systèmes de paiement avec la CEDEAO et le PAPSS.

- Le projet ECOWAS *Payments and Settlement System* (EPSS) de la CEDEAO vise à intégrer les systèmes de paiement ouest-africains au sein d'une infrastructure régionale constitué d'un système de règlement brut en temps réel (RTGS) et d'un système régional de paiement instantané (RIPS⁵). Il contribuera également à promouvoir l'inclusion financière au sein de la CEDEAO. Dans ce cadre, plusieurs actions ont été réalisées, à savoir l'adoption d'un cadre juridique harmonisé pour les

paiements transfrontaliers, la définition des critères d'hébergement des composantes de l'EPSS ainsi que l'évaluation des offres des banques centrales membres pour leur hébergement.

- Le PAPSS ou Système Panafricain de Paiement et de Règlement, quant à lui, constitue une initiative de la ZLECAf (Zone de Libre-Échange Continentale Africaine) dont l'objectif est de couvrir au moins 50,0% des paiements liés au commerce intra-africain à l'horizon 2045. La BCEAO a entamé des échanges avec les responsables et les équipes techniques du PAPSS, en vue de la conduite d'une phase pilote, à laquelle devraient prendre part une cinquantaine de banques commerciales de l'UEMOA.

5 : RIPS : *Regional Instant Payments System*



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

7.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DE LA BCEAO
AU 31 DÉCEMBRE 202582

7.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES85

7.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER87

7.4 - SYSTÈMES D'INFORMATION87

7.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE CONTRÔLE88

7.6 - PLAN STRATÉGIQUE DE LA BCEAO 2025-202789

7.6.1 - Présentation synthétique des axes stratégiques retenus 89

7.6.2 - État d'avancement des projets au titre de l'année 2025 90

7.7 - SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE LA BCEAO91

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111



VII ADMINISTRATION
DE LA BCEAO

7.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE
DE LA BCEAO AU 31 DÉCEMBRE 202582

7.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES85

7.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER87

7.4 - SYSTÈMES D'INFORMATION87

7.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE CONTRÔLE88

7.6 - PLAN STRATÉGIQUE DE LA BCEAO 2025-202789

7.6.1 - Présentation synthétique des axes stratégiques retenus 89

7.6.2 - État d'avancement des projets au titre de l'année 2025 90

7.7 - SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE LA BCEAO 91



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

VUE D'ENSEMBLE

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

II POLITIQUE MONÉTAIRE

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

ANNEXES

IX

XIII

XXI

XXXI

LVII

1

29

41

51

59

71

81

93

107

111

7.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DE LA BCEAO
AU 31 DÉCEMBRE 2025

MEMBRES DU GOUVERNEMENT		
Gouverneur		M. Jean-Claude Kassi BROU
Vice-Gouverneur		M. Mamadou DIOP
Vice-Gouverneur		M. Der Rogatien PODA
Secrétaire Général		M. Habib THIAM
Directeur de Cabinet		M. Kouao Ephrem ENOH
Conseiller Spécial du Gouverneur		M. Bassambié Franck BATIONO
Conseiller du Gouverneur		M. Antoine TRAORE
Conseiller du Gouverneur		M. Gbégnon Alain M. KOMACLO
Conseiller du Gouverneur		M. Alioune Blondin BEYE
Conseiller du Gouverneur		M. Emmanuel ASSILAMEHOO
Conseiller du Gouverneur		M. Ekoué Djro GLOKPOR
Conseiller du Gouverneur		M. Chalouho COULIBALY

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL		
Secrétaire Général		M. Habib THIAM
Conseiller du Secrétaire Général		M ^{me} Yaye Aminata SECK MBOW

CABINET DU GOUVERNEUR		
Directeur de Cabinet		M. Kouao Ephrem ENOH
Administrateur Délégué de la Fondation BCEAO-Abdoulaye FADIGA		M ^{me} Akouélé Sylviane MENSAH
Directeur en charge des opérations administratives de la haute hiérarchie		M. Abdoulaye TRAORE
Directeur de la Communication		M ^{me} Adja Aminata NDIAYE

CONTRÔLE GÉNÉRAL		
Contrôleur Général		M. Gbégnon Alain M. KOMACLO
Conseillers du Contrôleur Général		M. Coulibaly HORO
		M. Mouhamed DIOP
		M. Issa DJIBO

DIRECTIONS GÉNÉRALES

Directeur Général des Activités Fiduciaires	M. Bwaki KWASSI
Directeur Général de l'Économie et de la Monnaie	M. Bléhoué Toussaint DAMOH
Directeur Général des Opérations et de l'Innovation Financière	M. Djibril DIAW
Directeur Général du Financement de l'Économie, de la Stabilité et de l'Inclusion Financières	M. Mahamane Alassane TOURE
Directeur Général de la Comptabilité et des Systèmes d'Information	M. Ekoué Djro GLOKPOR
Directeur Général de l'Administration et des Ressources Humaines	M. Alioune Blondin BEYE
Directeur Général du Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB)	M. Mahaman Tahir HAMANI

CONSEILLERS DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX

Conseiller du Directeur Général de l'Administration et des Ressources Humaines	M. Fama Adama KEITA
Conseiller du Directeur Général du Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires	M. Toukou Fernand ABOUTOU

DIRECTIONS DES SERVICES CENTRAUX

Directeur des Affaires Juridiques et Institutionnelles	M. Abdourahmane NIANG
Directeur de la Documentation, des Publications et des Archives	M ^{me} Ndèye Fatou DIOP SECK
Directeur de la Communication	M ^{me} Adja Aminata NDIAYE
Directeur de l'Inspection et des Audits	M. Mouhamed DIOP
Directeur de la Surveillance et de la Prévention des Risques	M ^{me} Anastasie CARVALHO KODJO
Directeur des Études Fiduciaires	M. Mohamed Almountaka ALFIDJA
Directeur des Opérations de Caisse	M. Yamoussa Melargaba KONE
Directeur du Centre de Traitement Fiduciaire	M. Florent Boniface AGBOTON
Directeur des Statistiques	M. Christian Olivier N'GORAN
Directeur de la Politique Monétaire et des Relations Internationales	M. Joseph Saturnin SAGNON
Directeur des Études Économiques et de l'Intégration Régionale	M. N'Guessan Berenger Landry ABOU



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

7.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DE LA BCEAO AU 31 DÉCEMBRE 2025

82

7.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

85

7.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER

87

7.4 - SYSTÈMES D'INFORMATION

87

7.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE CONTRÔLE

88

7.6 - PLAN STRATÉGIQUE DE LA BCEAO 2025-2027

89

7.6.1 - Présentation synthétique des axes stratégiques retenus

89

7.6.2 - État d'avancement des projets au titre de l'année 2025

90

7.7 - SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE LA BCEAO

91

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

ADMINISTRATION DE LA BCEAO

Directeur des Opérations de Marché	M. Bakoma KOUSSANTA
Directeur des Systèmes et Moyens de Paiement	M ^{me} Fabienne Laurence CABOU
Directeur des Innovations Financières	M ^{me} Gisèle KENY NDOYE
Directeur des Activités Bancaires et des Financements Alternatifs	M. Bassirou Makha Racine KANE
Directeur de la Stabilité Financière	M. Banassi OUATTARA
Directeur de l’Inclusion Financière et de la Microfinance	M ^{me} Niffone Jacqueline DABOU
Directeur de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion	M. Noël Doris HOUNDJI
Directeur des Infrastructures Informatiques et des Réseaux	M. Coffi José René VIGAN
Directeur du Développement des Solutions Digitales	M. Jacques VALIAN
Directeur du Budget et des Approvisionnements	M. Mori Samata CISSE
Directeur de la Gestion Administrative et Sociale du Personnel	M. Vincent SEDALO
Directeur de la Gestion des Carrières et des Compétences	M. Jean-Blaise KOUAME
Directeur du Patrimoine et de la Sécurité	M. Ali SEINI OUMAR
Directeur des Enseignements et des Programmes de Formation	M. Toukou Fernand ABOUTOU
Directeur de la Recherche et des Partenariats	M. Sékou CAMARA
Directeur des Affaires Administratives et de la Communication	M ^{me} Hadja Yelly KONE

DIRECTIONS NATIONALES

Directeur National pour le Bénin	M. Emmanuel ASSILAMEHOO
Directeur National pour le Burkina	M. Armand BADIEL
Directeur National pour la Côte d’Ivoire	M. Chalouho COULIBALY
Directeur National pour la Guinée-Bissau	M ^{me} Zenaida M. Lopes CASSAMA
Directeur National pour le Mali	M. Baréma BOCOUM
Directeur National pour le Niger	M. Maman Laouali ABDOU RAFA
Directeur National pour le Sénégal	M. François Etienne Déthié SENE
Directeur National pour le Togo	—

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA

Secrétaire Général	M. Antoine TRAORE
Secrétaires Généraux Adjoints	- M. Thierry TOFFA - M ^{me} Akuwa DOGBE AZOMA
Directeur de la Résolution des Crises et des Affaires Juridiques	M ^{me} Fatou Sy Mangane ANTWI-GYAMPEM
Directeur des Études et des Relations Internationales	M. Babacar FALL
Directeur de la Surveillance Permanente des Établissements Bancaires	M. Josephate ZOLA
Directeur de la Surveillance Permanente des Institutions de Microfinance	M. Saïdou SAYORE
Directeur du Contrôle sur Place des Établissements Bancaires	M ^{me} Nerida Enisa R. F. BIAI PORROGHO
Directeur du Contrôle sur Place des Institutions de Microfinance	M. Kalidou Assane THIAM
Directeur des Moyens Généraux	M ^{me} Aissa CHEIFFOU

7.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

À fin décembre 2025, l’effectif global du personnel de la Banque Centrale, tous corps confondus, s’est établi à 3.533 agents contre 3.398 agents au 31 décembre 2024.

Cet effectif est constitué de 3.475 agents en activité sur les sites de la BCEAO et de 58 agents en position de détachement ou en disponibilité.

L’effectif total en activité est réparti comme suit :

• Haut Management et Directeurs :	94 agents, soit 2,70%
• Personnel d’Encadrement :	1.263 agents, soit 36,35%
• Personnel Administratif et Technique :	2.118 agents, soit 60,95%.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

7.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DE LA BCEAO
AU 31 DÉCEMBRE 2025 82

7.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 85

7.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER 87

7.4 - SYSTÈMES D'INFORMATION 87

7.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE CONTRÔLE 88

7.6 - PLAN STRATÉGIQUE DE LA BCEAO 2025-2027 89

7.6.1 - Présentation synthétique des axes stratégiques retenus 89

7.6.2 - État d'avancement des projets au titre de l'année 2025 90

7.7 - SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE LA BCEAO 91

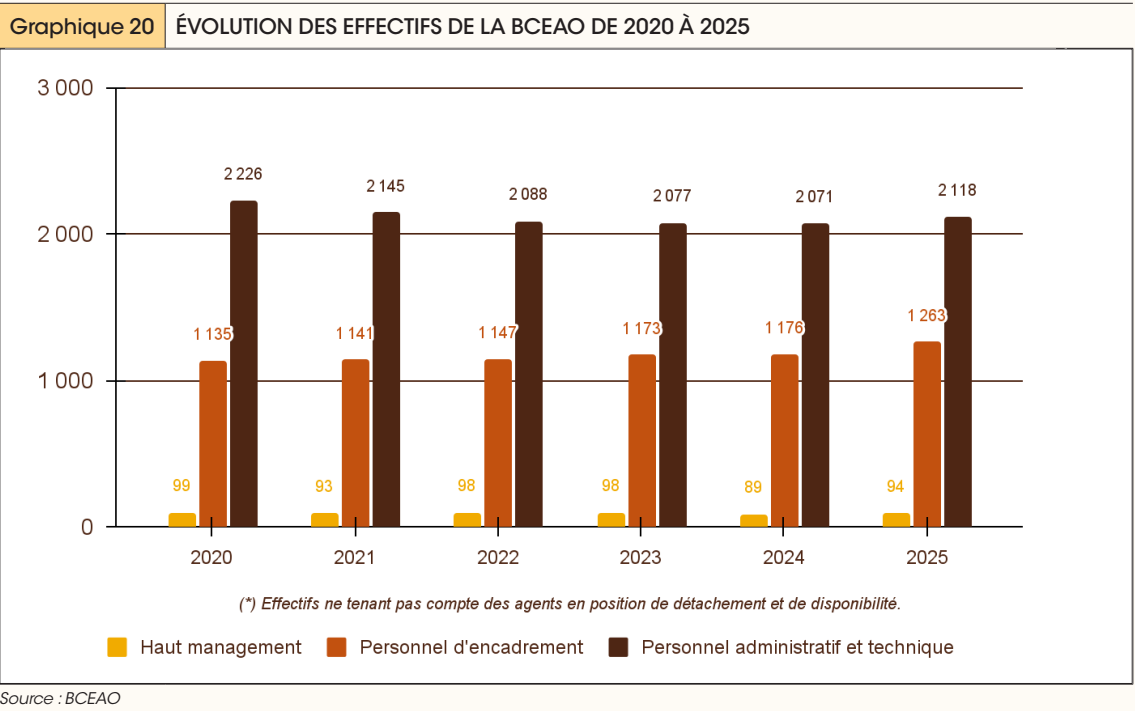
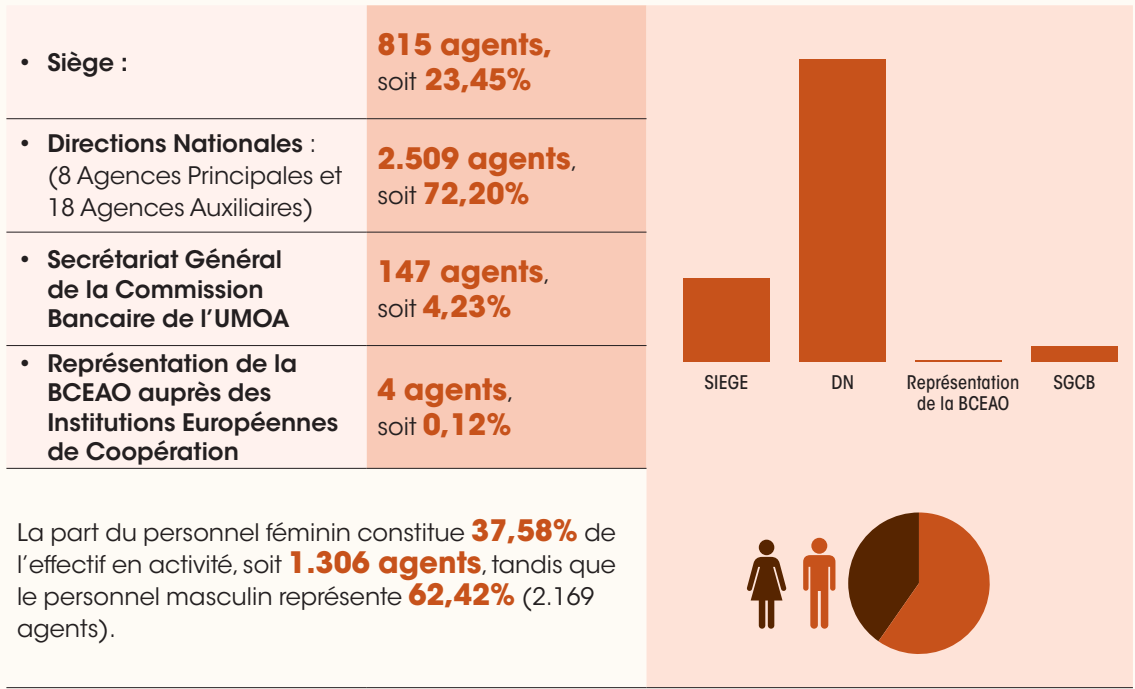
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

ADMINISTRATION DE LA BCEAO

Par site, l'effectif se répartit comme suit :



7.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER

Au cours de l'exercice 2025, la Banque Centrale a poursuivi la mise en œuvre de son programme de consolidation et d'extension de son patrimoine immobilier, tant au niveau du réseau de ses Agences Auxiliaires que du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA.

Dans ce cadre, les nouvelles Agences Auxiliaires de Kayes au Mali et Odienné en Côte d'Ivoire ont été inaugurées respectivement en janvier et mai 2025. De même, le nouvel immeuble fonctionnel de l'Agence Auxiliaire de Bobo-Dioulasso au Burkina, construit en remplacement de l'ancien qui était devenu vétuste, a été mis en service en 2025.

En outre, deux concours d'architecture ont été organisés en vue de la réalisation de la nouvelle Agence Auxiliaire de Kandi au Bénin

et de la reconstruction de celle de Mopti au Mali. Dans le même temps, un appel d'offres complémentaire a été lancé afin de permettre le démarrage effectif des travaux de construction de l'Agence Auxiliaire de Ouahigouya au Burkina.

Par ailleurs, les travaux de réhabilitation et d'extension des immeubles fonctionnels des Agences Auxiliaires d'Abengourou en Côte d'Ivoire, Maradi et Zinder au Niger se sont poursuivis, tandis que le chantier de construction de la nouvelle Agence Auxiliaire de Tahoua entamait sa phase finale.

Enfin, les travaux de surélévation de l'immeuble fonctionnel du Secrétariat Général de la Commission Bancaire à Abidjan ont progressé conformément au calendrier prévisionnel.

7.4 - SYSTÈMES D'INFORMATION

L'exercice 2025 a été marqué par la mise en œuvre de projets structurants s'inscrivant dans la dynamique de modernisation, de sécurisation et d'optimisation des infrastructures informatiques de la Banque. Ces actions ont contribué au renforcement de la performance opérationnelle, de la résilience des infrastructures technologiques, à l'amélioration de la productivité des équipes ainsi qu'au maintien de la qualité des services fournis.

Sur le plan de la réforme organisationnelle, la Banque Centrale a procédé à la création d'une Direction du Développement des Solutions

Digitales qui vise une meilleure gouvernance de ses projets informatiques, une plus grande agilité organisationnelle et un environnement propice à l'innovation technologique. À ce titre, cette Direction est notamment chargée d'accompagner les métiers dans la digitalisation de leurs activités manuelles.

Par ailleurs, la BCEAO a finalisé, en 2025, la migration de sa plateforme de messagerie financière vers le standard ISO 20022, assurant ainsi sa conformité aux standards internationaux établis par SWIFT.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR.....IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO.....XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO.....XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025.....XXXI

VUE D'ENSEMBLE.....LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA.....1

II POLITIQUE MONÉTAIRE.....29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES.....41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE.....51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE.....59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO.....81

7.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DE LA BCEAO AU 31 DÉCEMBRE 2025.....82

7.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.....85

7.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER.....87

7.4 - SYSTÈMES D'INFORMATION.....87

7.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE CONTRÔLE.....88

7.6 - PLAN STRATÉGIQUE DE LA BCEAO 2025-2027.....89

7.6.1 - Présentation synthétique des axes stratégiques retenus.....89

7.6.2 - État d'avancement des projets au titre de l'année 2025.....90

7.7 - SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE LA BCEAO.....91

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS.....93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO.....107

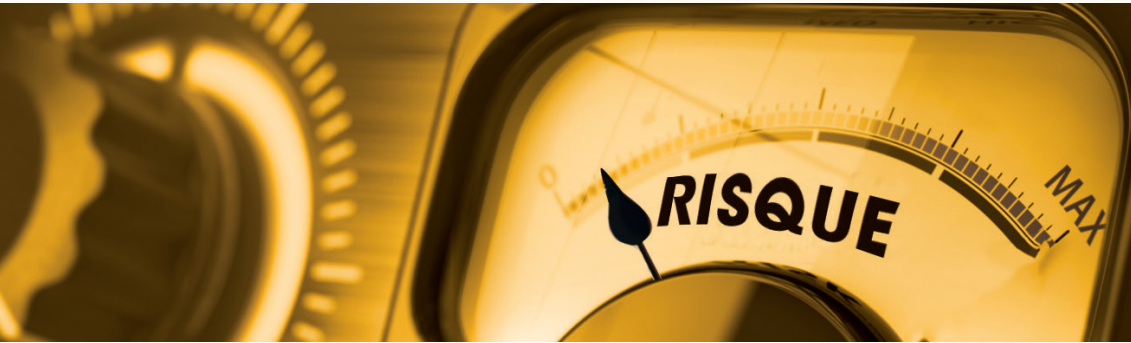
ANNEXES.....111

ADMINISTRATION DE LA BCEAO

Dans le domaine des infrastructures, l'initiative majeure a été le déploiement de la première phase de la plateforme résiliente de traitement de données, en particulier dans les centres de données situés au Siège, à Dakar et à Abidjan. Ce projet a contribué à accroître les capacités de traitement fiable, sécurisé et continu des données. Par ailleurs, le renouvellement complet du parc des équipements micro-informatiques a été entamé.

Au titre de la consolidation de l'efficacité opérationnelle et de l'amélioration de la qualité des services des systèmes de paiement, le déploiement d'une solution centralisée de numérisation des chèques a permis de renforcer la célérité, la traçabilité et la sécurité des opérations, en cohérence avec l'évolution du Système d'Information Bancaire et de la plateforme de compensation SICA-UEMOA.

7.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE CONTRÔLE



Les activités réalisées durant l'année 2025 se sont inscrites dans le cadre de la consolidation des dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques opérationnels.

Au titre du renforcement de sa résilience face aux crises, la BCEAO a réalisé des tests relatifs à la gestion de crise et à la continuité d'activité. Ces exercices ont permis d'apprécier le niveau de maturité des dispositifs en place, d'identifier les points forts ainsi que les axes d'amélioration.

Par ailleurs, les diligences annuelles requises ont été accomplies afin d'assurer le maintien de la conformité de l'environnement SWIFT de

l'Institution aux exigences du Programme de Sécurité de SWIFT (*Customer Security Program*).

La consolidation du dispositif de contrôle interne s'est poursuivie à travers plusieurs actions majeures. Celles-ci ont porté notamment sur (i) le renforcement du dispositif interne de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), (ii) l'actualisation des procédures et modes opératoires et (iii) la mise en œuvre de sessions de formation axées sur les outils et techniques de contrôle ainsi que sur les nouvelles dispositions de la Loi uniforme relative à la LBC/FT et au financement de la prolifération des armes de destruction massive.

Au titre de l'audit interne, 38 missions ont été réalisées dans le but d'apporter, de manière indépendante et objective, une assurance raisonnable sur le niveau de maîtrise des risques associés aux activités de la BCEAO. Ces missions ont notamment porté sur l'appréciation du respect des dispositions légales, réglementaires et contractuelles, l'efficacité et l'efficience des opérations, la sauvegarde du patrimoine, ainsi que sur la fiabilité et la sécurité des informations.

Une attention particulière a été accordée aux risques liés aux activités fiduciaires, au dispositif de gestion de crise de la Banque Centrale, aux activités de formation, à la gestion opérationnelle de la cybersécurité ainsi qu'à la sécurité des systèmes de paiement gérés par la BCEAO.

Par ailleurs, des initiatives ont été mises en œuvre en vue de renforcer les compétences des auditeurs internes. À cet effet, en complément des actions inscrites au plan de formation de la BCEAO, les auditeurs internes ont bénéficié de formations, d'échanges d'expériences et de conférences organisés par les associations professionnelles auxquelles ils adhèrent. La Direction de l'Inspection et des Audits a également participé à plusieurs rencontres internationales de haut niveau consacrées aux défis et perspectives des métiers de l'audit et du contrôle internes.

Enfin, à la suite de l'entrée en vigueur, en janvier 2025, des nouvelles normes internationales d'audit (publiées en janvier 2024), les procédures et modes opératoires de la Direction de l'Inspection et des Audits ont été actualisés afin d'intégrer les nouvelles exigences.

7.6 - PLAN STRATÉGIQUE DE LA BCEAO 2025-2027

La Banque Centrale a entamé au cours de l'année 2025, la mise en œuvre de son nouveau Plan Stratégique 2025-2027, qui comporte 11 objectifs stratégiques, déclinés en 19 objectifs opérationnels et 35 projets.

La mise en œuvre de ces projets contribuera notamment au renforcement de la stabilité monétaire et financière ainsi qu'à la promotion de l'innovation et de la durabilité.

7.6.1 - PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DES AXES STRATÉGIQUES RETENUS

Afin de répondre aux enjeux majeurs auxquels fait face l'Institution, trois axes stratégiques prioritaires en adéquation avec les missions essentielles de la Banque Centrale, ont été définis, à savoir : (i) « Stabilité monétaire », (ii) « Stabilité et inclusion financières, financement des économies », (iii) « Résilience et innovation ».

AXE 1 : STABILITÉ MONÉTAIRE

Face aux défis liés aux vulnérabilités des économies des États membres et aux risques

émergents, l'Institut d'émission poursuit la mise en œuvre des mesures visant à préserver et consolider la stabilité monétaire, pilier essentiel pour le développement économique. Dans ce contexte, les enjeux relatifs au « Perfectionnement des outils d'analyses économiques et monétaires » et à la « Prise en compte des effets et des risques climatiques sur la stabilité monétaire » sont pris en charge par la Banque Centrale.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

7.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DE LA BCEAO AU 31 DÉCEMBRE 2025 82

7.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 85

7.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER 87

7.4 - SYSTÈMES D'INFORMATION 87

7.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE CONTRÔLE 88

7.6 - PLAN STRATÉGIQUE DE LA BCEAO 2025-2027 89

7.6.1 - Présentation synthétique des axes stratégiques retenus 89

7.6.2 - État d'avancement des projets au titre de l'année 2025 90

7.7 - SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE LA BCEAO 91

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

ADMINISTRATION DE LA BCEAO

AXE 2 : STABILITÉ ET INCLUSION FINANCIÈRES, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

L’environnement mondial actuel est marqué par des crises financières multiformes, l’émergence de nouvelles technologies financières, la complexification des mécanismes de fraude, l’évolution continue des réglementations à l’échelle internationale. Dans ce contexte, la BCEAO s’emploie à renforcer la résilience du système bancaire et financier de l’Union, à travers l’approfondissement de réformes significatives. Elle adresse ces problématiques afin de faire face à l’enjeu relatif au « Renforcement du système bancaire et financier, accroissement de l’inclusion financière ».

AXE 3 : RÉSILIENCE ET INNOVATION

Le diagnostic stratégique a fait ressortir une insuffisante connaissance, par le public, des rôles et actions de la Banque Centrale. Aussi est-il envisagé de porter l’enjeu relatif au « Renforcement de la visibilité et du

positionnement de la BCEAO » afin de partager les réussites engrangées par l’Institution dans le cadre d’une union monétaire pluridécennale.

En outre, les crises sécuritaires au plan international ainsi que les mutations technologiques qui induisent un accroissement des risques liés à la cybercriminalité amènent la BCEAO à prendre en charge l’enjeu relatif au « Renforcement de la résilience et intégration des technologies innovantes ». En effet, l’Institut d’Émission se doit de garantir la continuité de ses activités ainsi que la fourniture de ses services en toutes circonstances aux États de l’Union et à leurs populations.

Par ailleurs, considérant l’épuisement des ressources naturelles et les conséquences de plus en plus préoccupantes du changement climatique, la Banque Centrale s’est engagée à prendre en charge l’enjeu relatif à la « Contribution aux objectifs de développement durable ».

7.6.2 - ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS AU TITRE DE L'ANNÉE 2025

Au 31 décembre 2025, le seul projet échu a été réalisé. Il est relatif à l’acquisition et au déploiement d’une plateforme complète de sensibilisation à la sécurité de l’information. Les autres projets non échus entamés ont porté notamment sur l’opérationnalisation du Laboratoire d’Innovation Financière de la BCEAO (LIF-BCEAO), la mise en place d’un cadre de prévention et de suivi de la fraude sur les systèmes, les services et moyens de paiement, l’élaboration d’une stratégie de communication et l’adaptation des outils de

communication de la BCEAO pour améliorer la visibilité sur son rôle et ses activités, la mise en place d’une plateforme Web (e-banking) automatisée au profit des institutionnels, la mise en place d’un Système de Management de la Continuité d’Activité, la définition de l’appétence aux risques, ainsi que la mise à jour des Référentiels du Contrôle Interne pour tous les processus de la Banque en tenant compte de l’évolution des activités et des technologies.

7.7 - SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE LA BCEAO

• Séminaire sur la Culture Qualité au sein d’une institution

Dans le cadre de l’amélioration de l’appropriation du Système de Management de la Qualité (SMQ) de la BCEAO par le personnel, un séminaire sur le thème « Culture qualité au sein d’une institution » a été organisé par le COFEB, du 06 au 10 octobre 2025 et du 27 au 31 octobre 2025. Cette rencontre, destinée aux Managers, avait pour objectif de renforcer leurs capacités à mobiliser leurs équipes en

intégrant la culture qualité dans l’exécution de leurs activités quotidiennes. Les travaux ont été structurés autour de l’identification des facteurs clés de succès, de l’importance du rôle des Managers dans un SMQ, de la fédération du personnel et du renforcement des bonnes attitudes dans la prise en charge des activités des Processus du système.

• Renouvellement de la certification ISO 9001

Conformément aux exigences normatives, la BCEAO a soumis son Système de Management de la Qualité à l’audit externe de renouvellement de la certification ISO 9001 réalisé, du 17 au 24 novembre 2025, par le Cabinet Bureau

Veritas. Au terme de cette évaluation, le certificat a été reconduit pour un nouveau cycle triennal, attestant ainsi de la conformité des processus de la Banque Centrale aux standards internationaux.

• Perspectives

Dans une démarche d’amélioration continue, la Banque Centrale engagera, dès 2026, les travaux préparatoires à l’alignement de son Système de Management de la Qualité sur les amendements induits par la nouvelle version de ISO 9001, attendue au cours de l’année

2026. Les principales évolutions de la norme ISO 9001 : 2026 porteront notamment sur le développement durable, la digitalisation, la résilience organisationnelle, l’éthique et la transparence, tout en promouvant une culture qualité intégrée à tous les niveaux.

ENCADRÉ 8 : SIGNATURE D'UNE NOUVELLE POLITIQUE QUALITÉ ALIGNÉE SUR LE PLAN STRATÉGIQUE 2025-2027

À la suite de la validation du Plan Stratégique 2025-2027, une nouvelle Politique Qualité alignée sur ledit Plan a été élaborée et signée par Monsieur le Gouverneur de la BCEAO, le 27 octobre 2025. La Politique Qualité définit les engagements et les orientations du Gouvernement de la BCEAO en matière de qualité. Elle est articulée autour des trois axes ci-après :

- l’accroissement de la satisfaction des clients et des autres parties intéressées pertinentes ;
- le renforcement de la résilience et de la maîtrise des risques de la Banque ;
- le développement de l’excellence et l’accroissement de la visibilité ainsi que le positionnement de l’Institution.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

8.1 - FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS 94

8.1.1 - Formation du personnel de la BCEAO 94

8.1.2 - Formation diplômante 96

8.1.3 - Programme d'accompagnement des établissements agréés
et des administrations économiques et financières de l'UEMOA 97

8.1.4 - Autres activités de formation 98

8.2 - RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS 100

8.2.1 - Études réalisées par les équipes de chercheurs en interne 100

8.2.2 - Études menées dans le cadre de la coopération et des séjours de recherche ... 101

8.2.3 - Outils d'aide à la décision 102

8.2.4 - Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages) 102

8.2.5 - Renforcement des capacités des chercheurs 102

8.2.6 - Activités de coopération et partenariats 103

8.2.7 - Publications 104

8.3 - PERSPECTIVES 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Le Centre Ouest Africain de Formation
et d'Études Bancaires (COFEB)



VIII FORMATION, RECHERCHE
ET PARTENARIATS

8.1 - FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS 94

8.1.1 - Formation du personnel de la BCEAO 94

8.1.2 - Formation diplômante 96

8.1.3 - Programme d'accompagnement des établissements agréés
et des administrations économiques et financières de l'UEMOA 97

8.1.4 - Autres activités de formation 98

8.2 - RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS 100

8.2.1 - Études réalisées par les équipes de chercheurs en interne 100

8.2.2 - Études menées dans le cadre de la coopération
et des séjours de recherche 101

8.2.3 - Outils d'aide à la décision 102

8.2.4 - Participation à des rencontres scientifiques internationales
(Parrainages) 102

8.2.5 - Renforcement des capacités des chercheurs 102

8.2.6 - Activités de coopération et partenariats 103

8.2.7 - Publications 104

8.3 - PERSPECTIVES 105



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

VUE D'ENSEMBLE

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

II POLITIQUE MONÉTAIRE

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

ANNEXES

IX

XIII

XXI

XXXI

LVII

1

29

41

51

59

71

81

93

94

94

96

97

98

100

100

101

102

102

102

103

104

105

107

111

FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

8.1 FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Le COFEB a réalisé en 2025 plusieurs programmes de formation au profit du personnel de la BCEAO, des professionnels du secteur bancaire et financier, ainsi que des responsables des administrations économiques et financières des États membres de l'UEMOA.

8.1.1 - FORMATION DU PERSONNEL DE LA BCEAO



→ 119 SESSIONS DE FORMATION ORGANISÉES ;

→ 3.092 PARTICIPATIONS ENREGISTRÉES AU SEIN DU PERSONNEL DE LA BANQUE CENTRALE.

Les actions de formation du personnel de la BCEAO ont totalisé 3.092 participations, toutes catégories confondues. Elles visent à renforcer les compétences des agents dans tous les domaines des métiers de la Banque Centrale et à maintenir une veille constante sur les thématiques émergentes. Les sessions sont organisées en plusieurs composantes, suivant la spécificité des cibles, à savoir :

- la mise en œuvre du plan de formation du personnel aux métiers de la BCEAO ;
- la réalisation des programmes de formation continue à partir de la plateforme e-learning ;
- la formation d'intégration des agents nouvellement recrutés ;
- le programme de renforcement des capacités des managers de la BCEAO.

Au titre du plan de formation de la BCEAO en 2025, 58 sessions ont été organisées, animées

soit par des agents de la Banque Centrale, soit par des cabinets spécialisés. Les principaux thèmes abordés sont : « Outils et techniques de contrôle », « Initiation au Système de Management de la Qualité (SMQ) », « Maîtrise des statistiques de caisse, des États d'encaisse et des risques liés aux opérations de caisse », « Évaluation des performances » et « Orientation vers les résultats ».

Au total, 1.678 agents de la BCEAO ont été concernés par les séminaires inscrits au plan de formation 2025.

En marge des formations classiques en présentiel ou en distanciel, l'externalisation de la plateforme e-learning de la BCEAO a permis de délivrer en ligne trois programmes à savoir, la phase distancielle de la formation d'intégration des agents nouvellement recrutés, la formation en langue anglaise et le parcours certifiant en finance digitale. Ces dispositifs ont concerné un effectif total de 832 participants.

En ce qui concerne la formation d'intégration, 180 agents nouvellement recrutés ont été accompagnés pour s'imprégner de la culture BCEAO, notamment les spécificités de l'environnement de travail et les missions de l'Institut d'émission. Cette formation en trois phases a concerné :

- une formation dispensée au format e-learning, individualisée et asynchrone, qui a porté sur la culture BCEAO ;
- une phase en distanciel sous forme de webinaires de présentation des attributions des Structures de la Banque Centrale, de leur organisation et de leurs principaux projets, organisée du 10 au 13 juin 2025 ;
- une phase présentielle, sous la forme d'un regroupement au Siège de la BCEAO, qui s'est déroulée du 16 au 20 juin 2025.

Le Programme Accéléré de Formation en Langue Anglaise (PAFLA) s'est poursuivi en 2025. L'animation des sessions a été assurée par un cabinet spécialisé dans la formation linguistique à distance, au moyen d'une solution virtuelle et flexible permettant aux participants de réserver des plages d'apprentissage en fonction de leurs disponibilités.

Le dispositif a pour objectif de permettre aux apprenants d'acquérir, à moyen terme, une autonomie et une réelle capacité

opérationnelle dans l'usage de la langue anglaise. Cette formation a enregistré la participation de 682 agents. Le COFEB envisage également d'organiser des séjours d'immersion, en relation avec les partenaires basés dans les pays anglophones.

En ce qui concerne le programme de développement personnel (compétences comportementales, management et leadership), les 25 sessions de formation organisées ont vu la participation de 324 managers de la Banque. Les objectifs visés ont concerné la mise à la disposition des Responsables, d'outils pour consolider leurs compétences managériales et pour assurer la cohésion d'équipe autour des projets communs au bénéfice de l'Institution. À cet égard, les séminaires de renforcement de capacités ont porté sur les thèmes suivants : *Coaching des managers* », « *Carte mentale - lecture rapide* », « *Média training et prise de parole en public* », « *Réussir sa prise de fonction* », « *Séminaire d'Équipe de Direction* » et « *Intelligence Artificielle pour les managers* ».

Le Séminaire d'Équipe de Direction tenu du 21 au 23 novembre 2025 à l'intention du Haut Management de la Banque et animé par l'École des Dirigeants de HEC Montréal visait globalement une compréhension systémique de la mise en œuvre de la stratégie où culture, compétences de leadership, gestion humaine et performance organisationnelle sont interconnectées.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

8.1 - FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS 94

8.1.1 - Formation du personnel de la BCEAO 94

8.1.2 - Formation diplômante 96

8.1.3 - Programme d'accompagnement des établissements agréés
et des administrations économiques et financières de l'UEMOA 97

8.1.4 - Autres activités de formation 98

8.2 - RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS 100

8.2.1 - Études réalisées par les équipes de chercheurs en interne 100

8.2.2 - Études menées dans le cadre de la coopération et des séjours de recherche ... 101

8.2.3 - Outils d'aide à la décision 102

8.2.4 - Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages) 102

8.2.5 - Renforcement des capacités des chercheurs 102

8.2.6 - Activités de coopération et partenariats 103

8.2.7 - Publications 104

8.3 - PERSPECTIVES 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

8.1.2 - FORMATION DIPLÔMANTE

Le COFEB a assuré l'encadrement des 46°, 47° et 48° promotions du cycle diplômant du Master en Finances et Gestion Bancaire, accrédité en 2024 par le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) lors de sa 38° session.

À l'issue de sa réunion tenue le 28 février 2025, la Cellule pédagogique de validation des résultats a décidé de décerner le diplôme à l'ensemble des 31 auditeurs de la 46° promotion qui ont soutenu leurs mémoires au cours de la période du 3 au 18 décembre 2024.

S'agissant des 29 auditeurs de la 47° promotion, ils ont effectué leurs stages du 5 août au 5 novembre 2025. Les soutenances

de mémoires se sont déroulées sur la période du 26 novembre au 23 décembre 2025.

Quant à la 48° promotion, elle est composée de 30 auditeurs, dont 9 femmes, qui ont commencé leur formation le 5 novembre 2025, au titre de l'année académique 2025-2026.

Par ailleurs, le COFEB a lancé un projet de dynamisation de son réseau d'*alumni*. À cet effet, la mise à jour de l'annuaire se poursuit et des actions sont engagées pour renforcer la communication, accompagner la création des associations d'*alumni* au niveau national et accroître l'implication des *alumni* dans les activités du COFEB.



Vue partielle des auditeurs de la 47° promotion du Cycle Diplômant du COFEB, à l'Amphi A

8.1.3 - PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTABLISSEMENTS AGRÉÉS ET DES ADMINISTRATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES DE L'UEMOA

Les programmes de formation destinés à la cible externe ont bénéficié, en 2025, à 1.284 participants issus d'établissements de crédit, d'institutions de microfinance (IMF), d'établissements de monnaie électronique ainsi que d'Administrations publiques. Ces programmes ont également été ouverts, en tant que de besoin, aux agents de la BCEAO en fonction de l'intérêt du thème abordé.

La mise en œuvre des séminaires au titre de l'année 2025 s'est inscrite dans un contexte marqué par : (i) une orientation stratégique des contenus vers les thématiques émergentes, notamment la finance digitale et la finance verte et durable, (ii) la consolidation des acquis du secteur bancaire et financier régional, avec un accent particulier sur la gestion macroéconomique et financière, le dispositif prudentiel et la circulation fiduciaire et (iii) la révision de textes réglementaires majeurs, en particulier la Loi uniforme bancaire et la Loi uniforme régissant les institutions de microfinance, impliquant une actualisation des programmes de formation y afférents.

À l'instar des exercices précédents, le programme de formation consacré aux innovations financières et à l'accompagnement des réformes s'est articulé autour de formations de courte durée et de formations certifiantes, organisées en coopération avec des partenaires internationaux.

Les formations de courte durée (ateliers et séminaires), ont porté sur l'Analyse financière des IMF, la Finance pour une transition verte

et durable, l'Optimisation de la gouvernance et l'appétence aux risques pour une stratégie pérenne et un modèle d'affaires performant sur le long terme, la Mise en œuvre de COBIT 2019 et audit, le Crédit bail et affacturage, l'Agilité dans l'audit interne, le Processus interne d'évaluation de l'adéquation de la liquidité, les Produits de taux, le Dispositif de régulation de la liquidité de l'UMOA, l'Évaluation des politiques publiques et le Financement de projet. Ces formations ont vu la participation de 1.192 participants externes.

Par ailleurs, deux formations certifiantes, ci-dessous, ont été organisées en 2025 :

- Parcours de formation certifiante du COFEB organisé conjointement avec l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée (l'ENSEA) d'Abidjan en Réglementation bancaire et modélisation des paramètres bâlois (3° édition) : cette formation s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la vulgarisation du dispositif prudentiel et du besoin de préparer les banques aux évolutions envisageables de la réglementation Bâle II et III, notamment l'introduction des modèles internes d'évaluation des risques bancaires. Pour cette édition, neuf cadres d'établissements de crédit y ont pris part⁶ ;
- Parcours certifiant COFEB/ATTF en Finance digitale (3° édition) : ce Parcours a été mis en place sur la base des besoins exprimés par l'écosystème bancaire et financier de l'UEMOA, à travers les enquêtes

6 : En 2024, 25 cadres ont été formés en 2 sessions.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

8.1 - FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

94

8.1.1 - Formation du personnel de la BCEAO

94

8.1.2 - Formation diplômante

96

8.1.3 - Programme d'accompagnement des établissements agréés et des administrations économiques et financières de l'UEMOA

97

8.1.4 - Autres activités de formation

98

8.2 - RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS

100

8.2.1 - Études réalisées par les équipes de chercheurs en interne

100

8.2.2 - Études menées dans le cadre de la coopération et des séjours de recherche

101

8.2.3 - Outils d'aide à la décision

102

8.2.4 - Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages)

102

8.2.5 - Renforcement des capacités des chercheurs

102

8.2.6 - Activités de coopération et partenariats

103

8.2.7 - Publications

104

8.3 - PERSPECTIVES

105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

menées par le COFEB. Cette formation accompagne les initiatives menées par la BCEAO en appui au développement de la finance digitale, notamment la création d’un Bureau de Connaissance et de Suivi des FinTech (BCSF)⁷, la publication de documents didactiques⁸, la conduite du projet sur l’Interopérabilité des Services Financiers Numériques⁹ et du projet de Laboratoire d’Innovation Financière (LIF)¹⁰, et plus récemment, la création de la Direction des Innovations Financières. Pour l’édition 2025, 27 participants externes et un agent de la Banque Centrale ont été formés.

À l’intention des Dirigeants et Responsables du secteur bancaire, le COFEB a poursuivi l’organisation des deux parcours certifiants dénommés Certificat Executive Management Stratégique Bancaire niveaux 1 et 2 (CEMSTRAT 1 & 2), en partenariat avec HEC Paris.

Depuis l’édition 2024, la possibilité est offerte aux participants ayant complété les deux parcours, de prétendre à la capitalisation des

Certificats CEMSTRAT 1 et 2 vers le Diplôme « *Global Executive Master in Management* » d’HEC Paris.

Pour l’édition 2025, le Parcours CEMSTRAT 1 a enregistré la participation de 29 Cadres dirigeants opérationnels, Directeurs de département et Cadres à haut potentiel des établissements bancaires et financiers. Quant au Parcours CEMSTRAT 2, il a été suivi par 27 Dirigeants et Responsables d’établissements bancaires, d’entreprises et de structures publiques, Membres du Comité de Direction, Responsables de département, Cadres à hauts potentiels des établissements bancaires et financiers ainsi que par des Directeurs de la BCEAO.

À l’issue des parcours CEMSTRAT, 29 participants du niveau 1, dont 4 femmes et 27 participants du niveau 2, dont 11 femmes, ont été certifiés par HEC Paris.

8.1.4 - AUTRES ACTIVITÉS DE FORMATION

Au titre de la politique qualité de la BCEAO, le Groupe d’Amélioration de Processus R10, dédié à la formation, est fonctionnel depuis 2023. En 2025, le dispositif de suivi des risques du Processus a été actualisé et mis aux normes édictées par les Services en charge de la

gestion des risques à la Banque Centrale. En outre, des actions ont été mises en œuvre pour améliorer la planification, le suivi de l’analyse et l’arbitrage des besoins de formation. Le programme des enquêtes et sondages sur les besoins de formation a été actualisé.

7 : Le BCSF promeut le secteur des FinTech en organisant des échanges entre le régulateur et les acteurs concernés.
8 : Publication du « Guide pour la digitalisation des paiements des États membres de l'UEMOA », du « Guide pour la digitalisation des opérations financières des systèmes financiers décentralisés » et du « Guide pour la constitution des dossiers pour l'émission de la monnaie électronique par les Trésors Publics des États membres de l'UEMOA ».
9 : Le PISFN est dans sa phase pilote depuis le mois de juillet 2024, pour permettre à la BCEAO de tester le système interopérable et aux participants de s'assurer que leurs systèmes fonctionnent conformément aux spécifications définies. Cette étape est importante avant l'ouverture prochaine des services au public.
10 : Le LIF permettrait aux acteurs du secteur financier de tester leurs solutions, produits ou services innovants, avant commercialisation.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle Politique Qualité 2025-2027 de la BCEAO, les objectifs qualité du Processus ont été identifiés et les plans d’action pour la réalisation de ces objectifs déclinés.

Par ailleurs, l’année 2025 a été marquée par la poursuite des actions de la Cellule Interne d’Assurance Qualité (CIAQ) visant à consolider la démarche qualité engagée au COFEB, à la suite des recommandations du CAMES. Dans ce cadre, la CIAQ a conduit plusieurs activités destinées à renforcer l’ancrage institutionnel du dispositif qualité, notamment l’organisation de séjours d’information auprès du CESAG et de l’ANAQ-SUP, respectivement les 4 juin et 10 juillet 2025, et le renforcement de la visibilité du dispositif sur le site internet du Centre. La Cellule a également assuré le suivi des recommandations formulées par le Comité scientifique et la Cellule pédagogique du COFEB.

Dans le cadre de la vulgarisation des connaissances et de la veille informationnelle sur les questions stratégiques et émergentes, le COFEB a organisé deux conférences en ligne ouvertes au public interne et externe, au cours de l’année 2025, autour des thèmes ci-après :

- « La Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAf) : comment réussir

l’intégration continentale ? », animée le 16 juillet 2025 par Monsieur Abdoulaye SECK, Professeur titulaire en sciences économiques à l’Université Cheikh Anta DIOP de Dakar et Professeur de rang A associé au COFEB. Cette conférence a mis en exergue les enjeux majeurs liés à la mise en œuvre de la ZLECAf, considérée comme l’un des projets phares de l’Agenda 2063 de l’Union Africaine. Elle a permis de cerner les attentes placées dans la création d’un marché unique continental, notamment le renforcement du commerce intra-africain, la diversification productive et l’industrialisation.

- « Financements nationaux de l’économie verte et durable : enjeux et défis dans une union monétaire », animée le 19 novembre 2025 par le Professeur Nasser ARY TANIMOUNE, Professeur Agrégé d’Économie à l’Université d’Ottawa (Canada) et Professeur Associé à l’Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger), chercheur en séjour de recherche à la BCEAO. Cette conférence a mis en lumière les défis liés au financement de la transition verte dans un contexte de risques climatiques croissants, en soulignant le rôle déterminant du secteur financier et des banques centrales dans la mobilisation des ressources nécessaires.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

8.1 - FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS 94

8.1.1 - Formation du personnel de la BCEAO 94

8.1.2 - Formation diplômante 96

8.1.3 - Programme d'accompagnement des établissements agréés
et des administrations économiques et financières de l'UEMOA 97

8.1.4 - Autres activités de formation 98

8.2 - RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS 100

8.2.1 - Études réalisées par les équipes de chercheurs en interne 100

8.2.2 - Études menées dans le cadre de la coopération et des séjours de recherche ... 101

8.2.3 - Outils d'aide à la décision 102

8.2.4 - Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages) 102

8.2.5 - Renforcement des capacités des chercheurs 102

8.2.6 - Activités de coopération et partenariats 103

8.2.7 - Publications 104

8.3 - PERSPECTIVES 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

8.2 - RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS

8.2.1 - ÉTUDES RÉALISÉES PAR LES ÉQUIPES DE CHERCHEURS EN INTERNE

Les activités de recherche menées au cours de l'année 2025 émanent des objectifs du Plan Stratégique 2025-2027 de la BCEAO et des orientations des Autorités de la Banque en matière de recherche. Les travaux se sont articulés autour des axes de recherche prioritaires tels que la politique monétaire, la stabilité et l'inclusion financières, le *policy mix* ainsi que sur des thématiques émergentes.

S'agissant de la politique monétaire, une première étude a porté sur l'analyse des effets du changement climatique sur la transmission monétaire. Elle s'inscrit dans le prolongement des travaux antérieurs relatifs à l'analyse de l'impact du changement climatique sur le canal du crédit de transmission de politique monétaire de la BCEAO. Une seconde étude a été consacrée à l'analyse des épisodes d'inflation élevée supérieure à 3,0% dans l'UEMOA afin de tirer des enseignements pour la crédibilité de la politique monétaire de la BCEAO, définie comme sa capacité à restaurer la trajectoire de l'inflation dans la fourchette de 1,0% à 3,0% et le délai de deux ans définis dans les textes réglementaires.

Sur le plan de la stabilité financière, deux études ont respectivement examiné la dépendance des banques au refinancement de l'Institut d'émission et l'évolution de l'accès aux services financiers après la mise en œuvre des règles prudentielles de Bâle II et III. La première étude analyse la profondeur de la dépendance des banques de l'UMOA au refinancement de la BCEAO et évalue les seuils critiques au-delà desquels cette dépendance pourrait présenter des risques pour la stabilité financière. La seconde étude évalue l'impact des nouvelles normes prudentielles, notamment en termes d'approfondissement du système financier et d'accès aux services financiers des agents économiques de l'Union.

Les thématiques émergentes ont fait l'objet de deux Précis du COFEB, consacrés respectivement à « L'Intelligence Artificielle : enjeux économiques et défis éthiques et réglementaires », et « L'Intelligence économique : enjeux et opportunités pour les pays de l'UEMOA ».

8.2.2 - ÉTUDES MENÉES DANS LE CADRE DE LA COOPÉRATION ET DES SÉJOURS DE RECHERCHE

Dans le cadre de sa politique de coopération scientifique, la Banque Centrale a finalisé au cours de l'année 2025, plusieurs études conjointes menées avec des institutions académiques et de recherche de premier plan. Il s'agit des travaux réalisés avec la Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International (FERDI) et l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA), portant respectivement, sur la compétitivité-prix et l'impact des cours du pétrole.

Par ailleurs, la BCEAO a accueilli, en séjour de recherche, une chercheure diplômée du Programme «100 femmes docteurs» du Nouveau Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire en Économie, du 1^{er} juillet au 30 septembre 2025. Dans ce cadre, une Note d'Étude Thématique (NET) a été élaborée sur le thème : Politique budgétaire, dette publique et performance économique dans l'UEMOA. Le COFEB a également accueilli, du 21 juillet au 1^{er} août 2025, Monsieur Giovanni RICCO, Professeur de classe exceptionnelle

à l'École Polytechnique de Paris, également Professeur d'Économie à l'Université de Warwick au Royaume-Uni, qui a échangé avec les équipes de la BCEAO sur ses travaux en cours sur le thème : « *Spillover Effects from the Euro Area to the West African Monetary Union* ». Le Professeur Nasser Ary TANIMOUNE de l'Université d'Ottawa a séjourné du 1^{er} septembre au 31 décembre 2025 à la Banque Centrale, dans le cadre notamment de la préparation de son étude sur le thème « Canal des crédits bancaires et décentralisés et propagations inter-étatiques de la politique monétaire dans l'Union Monétaire Ouest Africaine ». Enfin, Madame Djeneba DRAME, Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche à l'Université Paris Nanterre, (France), auteure du meilleur article de l'édition 2024 du Prix Abdoulaye FADIGA, a bénéficié d'un séjour de recherche qu'elle a mis à profit pour finaliser cette étude en vue de sa publication dans la Revue Économique et Monétaire (REM) et réaliser un Document d'Étude et de Recherche sur le thème : « Dispositifs Bâle II et III et accès aux services financiers dans l'UEMOA ».



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

8.1 - FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS 94
8.1.1 - Formation du personnel de la BCEAO 94
8.1.2 - Formation diplômante 96
8.1.3 - Programme d'accompagnement des établissements agréés
et des administrations économiques et financières de l'UEMOA 97
8.1.4 - Autres activités de formation 98

8.2 - RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS 100
8.2.1 - Études réalisées par les équipes de chercheurs en interne 100
8.2.2 - Études menées dans le cadre de la coopération et des séjours de recherche ... 101
8.2.3 - Outils d'aide à la décision 102
8.2.4 - Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages) 102
8.2.5 - Renforcement des capacités des chercheurs 102
8.2.6 - Activités de coopération et partenariats 103
8.2.7 - Publications 104

8.3 - PERSPECTIVES 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

8.2.3 - OUTILS D'AIDE À LA DÉCISION

Au titre de la conception des outils d'aide à la décision, un modèle de prévision d'inflation a été élaboré, en intégrant des approches innovantes telles que les techniques

d'apprentissage automatique profond, susceptibles de prendre en compte les facteurs de demande tout comme ceux liés à l'offre.

8.2.4 - PARTICIPATION À DES RENCONTRES SCIENTIFIQUES INTERNATIONALES (PARRAINAGES)

Au titre de la participation à des rencontres internationales, un chercheur de la BCEAO a présenté un article lors de la conférence sur le thème « Advancing Cross-Border Payments : Opportunities and Challenges for Sub-Saharan Africa », qui s'est tenue les 22 et 23 octobre 2025 à Prétoria, en Afrique du Sud. Cette rencontre a été organisée dans le cadre de la Présidence sud-africaine du groupe intergouvernemental G20, par la Banque des Règlements Internationaux (BRI) et la Banque de Réserve d'Afrique du Sud (SARB). En outre, un chercheur a pris part à l'atelier des jeunes économistes sur la macroéconomie et la

finance en Afrique, organisé conjointement par la Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International (FERDI) et la Banque Nationale du Rwanda, du 7 au 8 octobre 2025 à Kigali, au Rwanda.

Par ailleurs, les chercheurs ont participé au Colloque international sur le thème : « Professionnalisation et Enseignement supérieur : enjeux, défis et perspectives », organisé à Dakar, du 8 au 12 décembre 2025, lors de la célébration du 40^e anniversaire du Centre Africain d'Études Supérieures en Gestion (CESAG).

8.2.5 - RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES CHERCHEURS

En vue du renforcement des capacités des chercheurs de la Direction de la Recherche et des Partenariats, des agents ont participé à divers ateliers. Le premier, organisé par l'Institut Bancaire et Financier International de la Banque de France, s'est tenu du 7 au 10 avril 2025 et a porté sur les avancées en matière d'intégration des risques climatiques et naturels dans les politiques monétaires et prudentielles. Le second atelier, sur l'intégration des questions climatiques dans les cadres macroéconomiques, s'est déroulé du 19 au 23 mai 2025 sous l'égide de l'Institut de Formation pour l'Afrique du Fonds Monétaire International. Un troisième atelier portant sur la

finance digitale a été organisé par le COFEB les 7, 17, 21 et 28 novembre 2025, avec le concours d'une équipe d'experts de l'Université Paris 2 Panthéon Assas et de l'Institut Polytechnique de Paris.

Dans le cadre de la promotion de la recherche économique dans l'UEMOA, la BCEAO a organisé, en ligne, la cinquième édition de son Programme de renforcement des capacités des chercheurs. La phase théorique qui s'est déroulée les 27 et 28 mai 2025, a porté sur le thème « Fondamentaux de la méthodologie de recherche en sciences économiques et de la rédaction d'une proposition de recherche ».

Les sessions ont regroupé environ trois cents doctorants et docteurs en sciences économiques ressortissants de l'UEMOA, affiliés à plusieurs Universités et Centres de recherche régionaux et internationaux. La phase pratique, organisée du 16 au 18 décembre 2025, a

permis la présentation et l'évaluation de 10 articles et 6 projets de recherche. À l'instar des éditions précédentes, cette phase a fourni aux chercheurs les clés utiles à la rédaction d'articles scientifiques en vue de leur publication dans des revues à comité de lecture.

8.2.6 - ACTIVITÉS DE COOPÉRATION ET PARTENARIATS

Au titre de la coopération en matière de formation et de recherche, la BCEAO a mis l'accent sur la diversification de ses partenaires, en vue d'aboutir à la mise en place de programmes de formation ad hoc personnalisés en faveur des publics cibles du COFEB.

La coopération a également été marquée par la redynamisation de certains accords de partenariat à travers l'organisation d'ateliers de recherche et de séminaires de formation ainsi que par l'accueil en séjour de recherche de chercheurs issus d'institutions partenaires.

Par ailleurs, la BCEAO a procédé en juillet 2025 à la mise en place de la nouvelle mandature du Comité Scientifique du COFEB pour la période 2025-2028. Organe consultatif présidé par le Gouverneur, ce Comité est chargé d'assister ce dernier dans la définition des orientations et des modalités de mise en œuvre de la politique de formation et de recherche du COFEB. Il est composé de 12 personnalités, dont 9 membres ès qualité et 3 membres intuitu personæ.

S'agissant du renforcement de la collaboration avec le Consortium pour la Recherche Économique en Afrique (CREA), basé à Nairobi, au Kenya, la Banque Centrale a pris part à la

Table ronde de haut niveau des Gouverneurs des banques centrales africaines, organisée dans le cadre du Sommet du CREA, tenu du 30 novembre au 2 décembre 2025 à Nairobi.

Au titre de la coopération avec les banques centrales partenaires, la BCEAO a invité la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) à participer à l'atelier méthodologique sur la finance digitale, organisé au profit des agents impliqués dans la recherche ainsi que dans la conception d'outils d'analyse et de prévision, les 7, 17, 21 et 28 novembre 2025. Par ailleurs, au chapitre de la gestion de la tutelle, la BCEAO a poursuivi son appui aux initiatives majeures du CESAG. Cet accompagnement s'est traduit notamment par la participation effective du Gouverneur de la BCEAO, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration du CESAG, aux sessions dudit Conseil ainsi qu'à la cérémonie de la rentrée solennelle 2025-2026, couplée de la cérémonie d'élévation de Son Excellence Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire, ancien Gouverneur de la BCEAO, au grade de Docteur *Honoris Causa* du CESAG, qui a eu lieu le 30 octobre 2025.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

VUE D'ENSEMBLE

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

II POLITIQUE MONÉTAIRE

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

ANNEXES

IX

XIII

XXI

XXXI

LVII

1

29

41

51

59

71

81

93

94

94

96

97

98

100

100

101

102

102

102

103

104

105

107

111

FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

Dans le cadre des activités marquant la célébration du 40^e anniversaire du CESAG, un colloque international s’est tenu du 8 au 12 décembre 2025 sur le thème : « Professionnalisation et Enseignement supérieur : enjeux, défis et perspectives ». Cette rencontre a réuni d’éminents universitaires des États membres de l’UEMOA, des institutions

africaines, des partenaires internationaux, des professionnels et des *alumni* dudit Centre, pour échanger sur un large éventail de thématiques scientifiques et managériales. En outre, une cérémonie de « *Graduation Day* » a été organisée le 13 décembre 2025 afin de récompenser les lauréats du CESAG et de souligner l’excellence académique.

8.2.7 - PUBLICATIONS



Les activités de publication ont été marquées, au cours de l’année 2025, par l’édition de la Revue Économique et Monétaire de la BCEAO, la coordination de l’élaboration et de la diffusion des études réalisées par le COFEB, la publication du rapport d’activités du COFEB au titre de l’année 2024 ainsi que la finalisation des deux études conjointes réalisées respectivement avec la FERDI et l’ENSEA-Abidjan. L’étude avec la FERDI a porté sur la thématique « Compétitivité des pays de l’UEMOA et dynamique des exportations

des biens » tandis que celle avec l’ENSEA a pour thème « Effets de la volatilité du cours du pétrole sur la croissance économique : une analyse comparative entre les pays de l’UEMOA ».

S’agissant de la Revue Économique et Monétaire, les numéros 37 et 38, respectivement de juin et décembre 2025, ont fait l’objet de diffusion. Le numéro 37 comprend deux articles, dont le premier est intitulé « Effets de la qualité des institutions sur la diversification

des exportations intra-régionales en Afrique Subsaharienne » et le second « Déterminants de l’auto-emploi des jeunes au Burkina Faso : une évidence empirique en milieu urbain ». Quant au numéro 38, il inclut les deux articles ci-après : (i) Efficience des banques de l’UEMOA sous les nouvelles normes prudentielles : le rôle de l’environnement économique et institutionnel, (ii) Effets de la digitalisation des services financiers sur la performance des banques de l’UEMOA.

Concernant les études, les travaux sont en cours de finalisation en vue de la publication de deux Documents d’Étude et de Recherche (DER), notamment l’étude portant sur la « Digitalisation des services financiers dans

l’UEMOA : analyse de ses déterminants et de ses effets sur les performances des banques » et celle intitulée « Impact du changement climatique sur le canal du crédit de transmission de la politique monétaire dans l’UEMOA ». En outre, deux Précis du COFEB sont en cours de publication sur les thématiques ci-après : « Finance verte : les enjeux pour les banques centrales » et « Monnaie digitale de banque centrale : enjeux et défis ».

Par ailleurs, le COFEB a diffusé sur son site internet, une étude élaborée en 2024, sur la thématique « Impact du mobile money sur l’efficacité de la politique monétaire : cas de l’UEMOA » ainsi que son Rapport d’activités pour l’année 2024.

8.3 - PERSPECTIVES

Au titre des activités de recherche, l’année 2026 sera marquée par l’organisation, sous un nouveau format, de l’édition 2026 du Prix Abdoulaye Fadiga (PAF). Des mesures spécifiques seront mises en œuvre pour dynamiser ce Prix, notamment à travers la réalisation de missions itinérantes auprès de la communauté universitaire de chaque pays de l’UEMOA et la conclusion d’accords avec des organisateurs d’événements scientifiques pour la promotion du Prix.

En outre, la BCEAO poursuivra l’élaboration de documents d’étude et de recherche sur les problématiques d’intérêt pour la Banque telles que l’impact du changement climatique, la politique monétaire, la prévision à l’aide d’outils modernes (machine learning et Intelligence Artificielle).

En matière de publication, l’année 2026 sera consacrée à la poursuite de la mise en œuvre des recommandations du Comité Scientifique du COFEB visant la mise aux normes internationales de la REM de la BCEAO, incluant la finalisation des discussions entreprises avec la plateforme Cairn.Info pour la diffusion en ligne de la Revue et son indexation.

Par ailleurs, il est envisagé, pour l’année 2026, d’étendre le portefeuille de partenaires du COFEB à d’autres *business schools* de renommée internationale, présentes notamment en France, au Canada et en Angleterre. L’accent sera également mis sur la dynamisation des partenariats existants.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

**IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107**

9.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL 108

9.2 - COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 110

ANNEXES 111



**IX RELATIONS AVEC LE FONDS
MONÉTAIRE INTERNATIONAL,
COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO**

9.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL 108

9.2 - COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 110



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

9.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL 108

9.2 - COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 110

RELATIONS AVEC LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL,
COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

9.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Au cours de l’année 2025, six pays de l’UEMOA, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d’Ivoire, la Guinée-Bissau, le Niger et le Togo, ont poursuivi la mise en œuvre des accords conclus avec le Fonds Monétaire International (FMI). Le Mali a, pour sa part, bénéficié d’un programme de référence (Staff Monitoring Program - SMP) accompagné d’un appui financier au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR).

Dans l’ensemble, l’année 2025 a été caractérisée par une mise en œuvre globalement satisfaisante des programmes économiques et financiers soutenus par le FMI, matérialisée par l’achèvement de la plupart des revues des accords au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC), du Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC) et de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD), donnant lieu à des décaissements en faveur des pays bénéficiaires.

Les pays appuyés exclusivement par des programmes soutenus par la FEC, à savoir le Burkina Faso, la Guinée-Bissau et le Togo, ont poursuivi l’exécution de leurs programmes économiques et financiers. Le Niger a continué de bénéficier d’un appui combiné au titre de la FEC et de la FRD, traduisant la volonté des autorités de ce pays de consolider la soutenabilité macroéconomique tout en intégrant les enjeux climatiques et de résilience dans la conduite des politiques économiques. Le Bénin et la Côte d’Ivoire ont, quant à eux, poursuivi la mise en œuvre de leurs programmes économiques et financiers, soutenus par les accords au titre de la FEC et du MEDC ainsi que la mise en œuvre de leurs programmes appuyés par la FRD, visant à renforcer la résilience macroéconomique face aux risques climatiques. Concernant le Mali, l’année 2025 a été marquée par l’approbation d’un financement au titre de

la FCR afin de répondre aux besoins urgents de la balance des paiements, ainsi que par la poursuite du programme de référence axé sur le renforcement de la gouvernance et de la gestion des finances publiques. S’agissant du Sénégal, les échanges avec les services du FMI se poursuivent, en vue de la mise en place d’un nouveau programme économique et financier.

Les opérations effectuées par la Banque Centrale avec le FMI, pour le compte des États membres de l’UEMOA, se sont soldées au cours de l’année 2025, par des entrées nettes de ressources de 132,52 millions de DTS (109,24 milliards de FCFA) contre 655,74 millions de DTS (540,59 milliards de FCFA) un an plus tôt. Cette diminution est liée à la baisse du volume des tirages combinée à une hausse des remboursements.

En effet, les décaissements en faveur des États de l’Union ont reculé de 34,95% pour ressortir à

882,63 millions de DTS (681,49 milliards de FCFA), tandis que les remboursements ont progressé de 103,40 millions de DTS, passant de 594,62 millions de DTS (490,44 milliards de FCFA) à 698,02 millions de DTS (564,52 milliards de FCFA).

Les charges supportées par la BCEAO et les États membres en 2025 se sont chiffrées à 554,24 millions de DTS (457 milliards de FCFA) contre 196,47 millions de DTS (162 milliards de FCFA) l’année précédente. Elles concernent essentiellement les commissions versées par la BCEAO et les charges d’intérêt au titre du Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC).

En 2025, la rémunération versée par le FMI aux États membres de l’UEMOA, correspondant aux intérêts sur les avoirs et à la rémunération de la position de réserve, a enregistré une baisse de 7,14%, ressortant à 83,55 millions de DTS (61,33 milliards de FCFA) contre 89,97 millions de DTS (74,14 milliards de FCFA) l’année précédente.

108

BCEAO - RAPPORT ANNUEL 2025

BCEAO - RAPPORT ANNUEL 2025

109



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

RELATIONS AVEC LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL,
COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

9.2 - COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO



Dans le domaine de l'intégration régionale, l'évaluation des performances macroéconomiques des États membres s'est poursuivie en 2025, conformément aux dispositions du Pacte de convergence de la CEDEAO adopté en juin 2021. Les données disponibles montrent une amélioration en 2025 par rapport à 2024. En effet, trois États membres ont respecté cette année les quatre critères de premier rang contre un seul en 2024.

Au titre du Programme de la monnaie unique de la CEDEAO, l'année 2025 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre des actions inscrites dans la feuille de route en vue du lancement de l'ECO, prévu en 2027. Dans ce cadre, la BCEAO a participé aux différentes rencontres y afférentes, notamment les réunions statutaires de l'AMAO, tenues en février et en août 2025. Ces réunions ont abouti à l'adoption du projet de Règlement portant création du Comité régional des statistiques de la balance des paiements (BDP), de la position extérieure globale et de la réconciliation des échanges intra-CEDEAO.

En outre, l'Institut d'émission a pris part à plusieurs réunions techniques organisées par l'AMAO sur les dossiers prioritaires relatifs au lancement de l'ECO. Il s'agit, entre autres, de

la finalisation des projets d'Accord d'union monétaire de la CEDEAO et de Statuts de la Banque Centrale de l'Afrique de l'Ouest (BCAO), du cadre juridique et opérationnel du Fonds de Solidarité et de Stabilisation de la Communauté (FSSC) et des termes de référence pour la sélection des pays hôtes des sièges de la BCAO et du FSSC.

Au cours de l'année sous revue, la BCEAO a également participé aux travaux sur le cadre opérationnel de la politique monétaire de la BCAO et le plan d'action pour l'adaptation des États membres, la mise en place du mécanisme de change de la CEDEAO, l'évaluation des offres relatives à l'hébergement des composantes de l'infrastructure du système de paiement et de règlement de la Communauté. Par ailleurs, l'année 2025 a été marquée par l'exécution des activités de validation du projet de loi de la CEDEAO sur la déclaration de crédit et du cadre réglementaire relatif aux Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC).

L'Institut d'émission a, par ailleurs, participé à la 68^e session ordinaire des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO, tenue le 14 décembre 2025. Au cours de cette rencontre, les Chefs d'État et de Gouvernement ont invité les États membres à mettre en œuvre des politiques économiques appropriées en vue de satisfaire aux critères de convergence et de parvenir à un consensus sur les arrangements institutionnels sensibles, nécessaires au lancement de l'ECO. Ils ont également chargé la Commission de la CEDEAO de réactiver la *Task Force* présidentielle sur le Programme de monnaie unique afin de faciliter la recherche d'un consensus sur les questions sensibles et/ou urgentes.

ANNEXES



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L’UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L’ ANNÉE 2025 XXXI

VUE D’ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

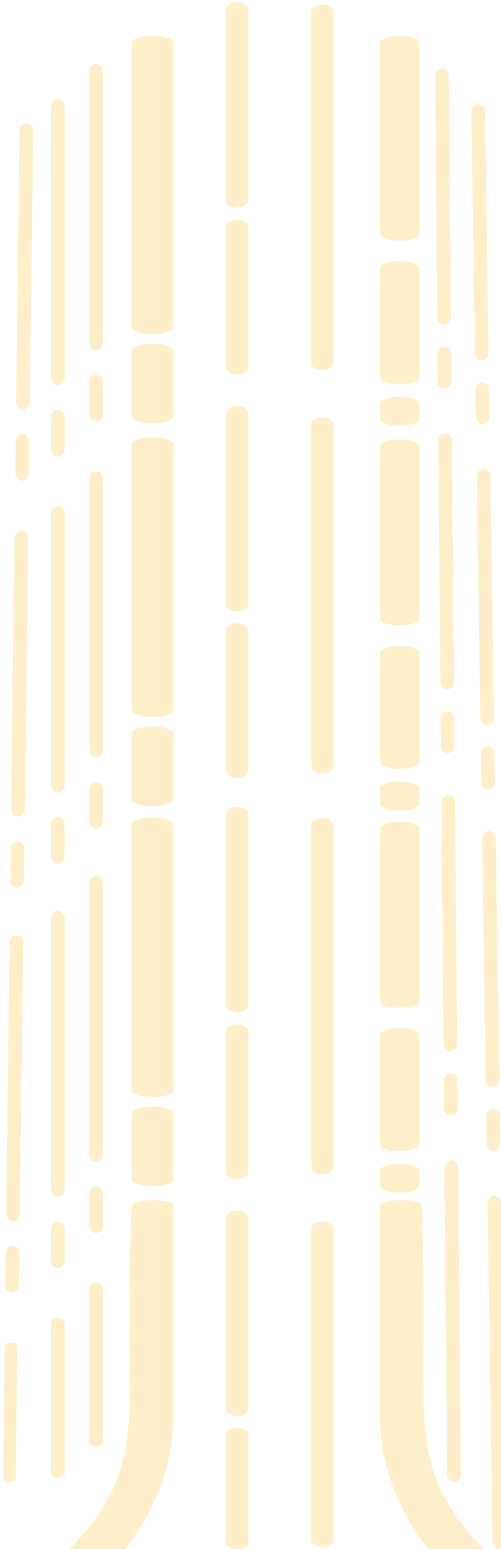
VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65



LISTE DES ANNEXES

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

UMOA - COURS MONDIAUX DES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION DE L'UNION

	2023	2024	2025	2024				2025			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Prix moyen de la période en FCFA / kg, sauf indication contraire											
Cacao	1 976,7	4 486,7	4 533,2	3 502,5	5 306,4	4 055,5	5 103,0	5 938,7	4 933,0	4 113,0	3 263,8
Prix indicatif O.I.C.C.											
Café	1 585,2	2 780,6	2 968,4	2 064,7	2 597,6	3 144,2	3 318,2	3 692,0	3 017,1	2 522,7	2 694,0
Prix indicatif robusta O.I.C.											
Coton	1 114,2	1 037,3	854,5	1 200,0	1 055,8	922,2	971,0	931,2	852,8	832,0	803,6
Indice A Liverpool											
Huile de palme	581,7	653,3	706,9	588,6	612,4	638,1	775,7	847,4	673,7	648,6	665,8
Huile de palmiste	590,9	838,6	1 108,3	635,1	727,5	869,9	1 125,3	1 162,9	1 112,9	1 102,6	1 052,6
Noix de cajou	686,7	911,5	974,4	664,6	822,5	1 059,8	1 099,4	1 114,5	1 034,9	894,5	862,6
Caoutchouc	957,7	1 239,3	1 141,5	1 165,6	1 221,7	1 207,9	1 361,9	1 336,8	1 048,5	1 109,3	1 071,6
Pétrole brut, NYMEX (tonne)	335 593,2	325 838,6	270 072,1	331 041,8	348 411,3	316 758,4	306 952,4	293 226,4	262 671,1	260 135,6	244 072,8
Phosphates	196,4	92,5	107,9	97,9	88,5	88,3	95,2	101,3	105,4	117,1	106,2
Uranium	65 509,3	93 195,3	75 462,9	103 676,8	96 169,2	86 956,4	85 905,4	75 651,1	72 143,1	74 614,9	78 860,9
Or brut (gramme)	41 569,4	51 046,6	70 587,9	44 170,5	50 196,8	52 149,4	57 743,5	62 936,0	66 999,9	68 520,7	82 593,6

INDICES DES COURS MONDIAUX EN FCFA DES PRINCIPAUX PRODUITS DE BASE EXPORTÉS PAR L'UMOA

	2023	2024	2025	2024				2025			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Indices moyens – Base 100 en 2013											
Cacao	133,6	303,4	319,4	237,7	357,1	278,5	340,2	390,6	349,4	300,3	237,4
Café	127,4	223,6	248,7	166,6	207,9	256,7	263,0	288,7	254,1	219,0	233,0
Coton	99,0	92,2	79,1	107,0	93,4	83,2	85,1	80,5	79,4	79,8	76,8
Huile de palme	112,0	125,8	141,8	113,7	117,4	124,8	147,3	158,7	135,9	134,9	137,9
Huile e palmiste	108,7	154,3	212,5	117,3	133,2	162,6	204,2	208,1	214,5	219,1	208,3
Noix de cajou	159,0	211,1	235,2	154,5	189,6	249,3	251,1	251,1	251,1	223,7	214,9
Caoutchouc	74,6	96,5	88,9	90,7	95,1	94,0	106,0	104,1	81,6	86,3	83,4
Pétrole brut, NYMEX	79,0	76,7	66,3	78,2	81,6	75,7	71,3	72,3	64,8	66,1	61,8
Phosphates	256,3	120,7	146,7	128,3	114,9	117,1	122,5	128,6	144,2	165,0	149,2
Uranium	127,0	180,7	152,5	201,8	185,6	171,2	164,2	142,7	146,5	156,2	164,5
Or brut	137,7	169,1	243,7	146,9	165,5	175,5	188,6	202,8	232,5	245,1	294,3



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

ÉVOLUTION DES TAUX DE CHANGE MOYENS TRIMESTRIELS
(quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)

Monnaie	Sigle	1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre	
		2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025
Droit de tirage spécial	DTS	1,24	1,22	1,24	1,28	1,25	1,30	1,23	1,30
Dollar des États-Unis	USD	1,66	1,60	1,64	1,73	1,67	1,78	1,63	1,77
Franc suisse	CHF	1,45	1,44	1,48	1,43	1,45	1,43	1,43	1,42
Livre sterling	GBP	1,31	1,27	1,30	1,29	1,29	1,32	1,27	1,33
Yen japonais	JPY	245,73	244,74	255,77	249,64	249,94	262,65	247,84	273,44
Yuan chinois	CNY	11,90	11,67	11,89	12,50	12,00	12,74	11,70	12,58
Rouble russe	RUB	150,53	150,54	148,84	139,76	149,44	143,67	163,11	141,75
Roupie indienne	INR	137,45	138,88	136,93	147,91	140,27	155,49	137,40	158,10
Dalasi gambien	GMD	109,55	114,34	110,65	121,69	111,58	125,20	114,14	127,76
Cedi ghanéen	GHS	20,30	24,53	22,45	21,72	25,30	19,73	25,40	19,99
Franc guinéen	GNF	14 088,16	13 791,71	13 980,74	14 881,05	14 335,36	15 394,03	13 949,90	15 381,17
Dollar libérien	LRD	315,73	313,83	316,04	344,53	326,35	348,48	302,86	319,94
Naira nigérian	NGN	2 155,24	2 435,80	2 252,19	2 724,73	2 652,93	2 708,36	2 637,59	2 574,90
Leone sierra-léonais	SLL	26 661,94	27 547,66	26 979,31	25 574,06	26 535,92	24 820,09	27 175,42	24 846,16

Sources : AMAO, Banque de France, FMI, BCEAO

POSITION NETTE DES ÉTATS DE L'UNION VIS-À-VIS DU FMI (en millions de DTS)

		2023	2024	2025
UMOA - Position globale				
Département des DTS	-Allocations	2 459,2	2 459,2	2 459,2
	-Disponibilités	1 949,3	2 534,4	3 288,9
Département général	-Quote-part	467,0	467,2	1 711,6
	-Positions de réserve	1 548,9	1 580,8	250,6
Facilité Élargie de Crédit	-Encours des prêts	1 870,2	2 130,6	2 259,6
	Facilité Protection Chocs Exog.			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	755,7	754,9	784,3
	Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC)	1 416,0	1 880,9	2 300,2
Instrument de Financement Rapide (IFR)	-Encours des prêts	569,5	203,6	731,8
	Facilité de Crédit de Confirmation (FCC)	194,2	194,2	184,6
Accord de Confirmation	-Encours des prêts	388,3	366,7	264,2
	Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD)	48,5	437,1	946,4
Bénin				
Département des DTS	-Allocations	177,8	177,8	177,8
	-Disponibilités	164,4	200,9	184,0
Département général	-Quote-part	123,8	123,8	123,8
	-Positions de réserve	18,3	18,4	18,4
Facilité Élargie de Crédit (FEC)	-Encours des prêts	303,5	308,9	289,4
	Facilité Protection Chocs Exog.			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	41,3	41,3	41,3
	Instrument de Financement Rapide (IFR)	82,5	41,3	82,5
Facilité de Crédit de Confirmation (FCC)	-Encours des prêts			
	Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC)	246,0	287,6	305,1
Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD)	-Encours des prêts		49,5	89,1
Burkina				
Département des DTS	-Allocations	173,0	173,0	173,0
	-Disponibilités	200,6	168,0	193,6
Département général	-Quote-part	120,4	120,4	120,4
	-Positions de réserve	23,5	23,6	23,6
Facilité Élargie de Crédit (FEC)	-Encours des prêts	153,9	185,7	185,7
	Facilité Protection Chocs Exog.			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	144,5	144,5	136,1
Côte d'Ivoire				
Département des DTS	-Allocations	934,3	934,3	934,3
	-Disponibilités	606,1	1 215,5	2 044,9
Département général	-Quote-part	650,4	650,4	650,4
	-Positions de réserve	83,4	83,4	83,4
Facilité Élargie de Crédit (FEC)	-Encours des prêts	552,5	729,1	919,0
	Facilité Protection Chocs Exog.			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	216,8	216,8	195,1
	Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC)	954,3	1 377,5	1 779,4
Instrument de Financement Rapide (IFR)	-Encours des prêts	433,6	108,4	433,6
	Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD)		304,8	731,7

Source : Fonds Monétaire International

N.B. : La Facilité Élargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC)



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

POSITION NETTE DES ÉTATS DE L'UNION VIS-À-VIS DU FMI (en millions de DTS)

		2023	2024	2025
Guinée-Bissau				
Département des DTS	-Allocations	40,8	40,8	40,8
	-Disponibilités	63,7	50,2	65,8
	-Quote-part	28,4	28,4	28,4
Département général	-Positions de réserve	4,1	4,1	4,2
Facilité Élargie de Crédit (FEC)	-Encours des prêts	25,0	38,6	40,0
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	14,9	14,2	14,2
Mali				
Département des DTS	-Allocations	268,2	268,2	268,2
	-Disponibilités	214,3	250,3	253,2
Département général	-Quote-part	186,6	186,6	186,6
	-Positions de réserve	33,3	33,3	33,3
Facilité Élargie de Crédit (FEC)	-Encours des prêts	219,2	183,1	143,0
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	146,7	146,7	225,3
Niger				
Département des DTS	-Allocations	189,1	189,1	189,1
	-Disponibilités	191,2	220,2	249,0
	-Quote-part	131,6	131,6	131,6
Département général	-Positions de réserve	25,2	25,2	25,2
Facilité Élargie de Crédit (FEC)	-Encours des prêts	275,7	269,3	262,6
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	83,7	83,7	75,3
Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD)	-Encours des prêts			77,0
Sénégal				
Département des DTS	-Allocations	465,0	465,0	465,0
	-Disponibilités	312,2	135,2	7,5
	-Quote-part	323,6	323,6	323,6
Département général	-Position de réserve	42,7	42,7	42,7
	-Recours au crédit du Fonds dont : Tranches de crédits			
Facilité Élargie de Crédit (FEC)	-Encours des prêts	107,9	107,9	107,9
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	107,9	107,9	97,1
Instrument de Financement Rapide (IFR)	-Encours des prêts	161,8	53,9	215,7
Facilité de Crédit de Confirmation (FCC)	-Encours des prêts	194,2	194,2	184,6
Accord de Confirmation	-Encours des prêts	388,3	366,7	264,2
Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC)	-Encours des prêts	215,7	215,7	215,7
Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD)	-Encours des prêts	48,5	48,5	48,5
Togo				
Département des DTS	-Allocations	211,0	211,0	211,0
	-Disponibilités	207,0	284,0	290,9
Département général	-Quote-part	146,8	146,8	146,8
	-Positions de réserve	19,6	19,8	19,8
Facilité Élargie de Crédit (FEC)	-Encours des prêts	232,5	307,8	312,0
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts			

Source : Fonds Monétaire International

N.B. : La Facilité Élargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC)

Transferts nets des ressources du FMI en millions de DTS (2023)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	BCEAO	UEMOA
Tirages	152,40	84,28	743,31	13,27	0	19,74	533,96	0		1 546,96
Remboursements	10,61	14,22	242,22	3,82	26,86	25,21	53,93	12,59		389,46
Allègement de dette	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Commissions et intérêts versées au FMI	6,38	6,21	33,51	1,46	9,62	6,78	16,68	7,57	86,83	175,04
Rémunérations reçues du FMI	8,17	7,12	32,89	1,82	10,66	7,96	16,33	8,34	9,69	102,98
Solde net	143,58	70,97	500,47	9,81	-25,82	-4,30	479,68	-11,81	-77,14	1 085,44

Transferts nets des ressources du FMI en millions de DTS (2024)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	BCEAO	UEMOA
Tirages	94,09	48,16	1 048,19	17,04	0	53,96	0	95,42		1 356,86
Remboursements	43,68	13,99	328,79	3,82	35,72	24,09	129,44	15,10		594,62
Allègement de dette	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Commissions et intérêts versées au FMI	7,10	6,91	37,32	1,63	10,71	7,55	18,57	8,43	0,00	98,23
Rémunérations reçues du FMI	6,42	7,72	25,97	2,23	10,80	8,85	10,81	10,14	7,03	89,97
Solde net	49,73	34,98	708,05	13,82	-35,63	31,17	-137,20	82,02	7,03	753,97

Transferts nets des ressources du FMI en millions de DTS (2025)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	BCEAO	UEMOA
Tirages	65,82	24,08	554,58	4,73	93,3	96,08	0	44,04		882,63
Remboursements	69,56	32,49	281,85	3,41	54,79	38,09	177,97	39,61		697,76
Allègement de dette	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Commissions et intérêts versées au FMI	388,91	5,28	93,44	1,25	8,19	7,10	37,20	6,45	0,00	547,81
Rémunérations reçues du FMI	6,47	38,53	39,12	2,05	8,58	8,28	3,20	9,18	5,43	120,84
Solde net	-386,19	24,84	218,41	2,13	38,90	59,17	-211,97	7,17	5,43	-242,10



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

UEMOA - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	123 453,3	135 728,1	148 555,7
PIB marchand	109 517,6	120 936,2	132 406,8
Secteur primaire	26 456,3	29 597,5	31 270,8
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	26 456,3	29 597,5	31 270,8
Secteur secondaire	27 899,4	30 727,6	35 582,9
Industries extractives	7 253,7	8 471,0	11 449,8
Industries manufacturières	14 214,0	15 471,2	16 999,6
Électricité, Gaz, Eau	1 685,2	1 817,1	1 939,8
Bâtiment, Travaux Publics	4 746,5	4 968,3	5 193,6
Secteur tertiaire	69 097,6	75 402,9	81 702,0
Commerce de gros et de détail	16 297,0	17 916,1	19 239,1
Transports, Entrepôts et Communications	10 552,8	11 584,9	12 699,9
Autres services marchands	17 916,1	19 374,4	20 884,2
Droits et taxes à l'importation et TVA	10 395,9	11 735,7	12 730,0
Services non marchands	13 935,7	14 791,8	16 148,9
Importation de biens et services	39 517,2	38 602,9	40 618,9
Ressources = Emplois	162 970,5	174 331,0	189 174,6
Consommation publique	14 219,9	15 052,7	16 401,0
Consommation privée	86 364,2	93 682,7	101 634,0
Formation brute du capital fixe	31 233,5	32 869,7	35 833,5
Variation des stocks	3 517,0	1 630,2	-1 512,2
Exportation de biens et services	27 635,8	31 095,6	36 818,3
Variation du déflateur du PIB (%)	2,7	3,5	2,5
Taux de croissance du PIB nominal (%)	8,1	9,9	9,5
Taux de croissance réel (%)	5,2	6,2	6,7
Population (millions)	142,5	146,9	151,4
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	866,1	924,0	981,4

Source : Instituts Nationaux de la Statistique
(*) Estimation

BÉNIN - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	11 934,9	13 025,9	14 187,2
PIB marchand	10 450,3	11 402,2	12 352,6
Secteur primaire	3 031,7	3 156,4	3 334,9
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	3 031,7	3 156,4	3 334,9
Secteur secondaire	2 065,0	2 264,4	2 518,5
Industries extractives	46,9	51,1	57,4
Industries manufacturières	1 200,9	1 325,3	1 470,5
Électricité, Gaz, Eau	103,6	112,4	122,2
Bâtiment, Travaux Publics	713,5	775,6	868,4
Secteur tertiaire	6 838,2	7 605,1	8 333,8
Commerce de gros et de détail	1 339,7	1 512,2	1 611,0
Transports, Entrepôts et Communications	1 391,3	1 616,0	1 780,7
Autres services marchands	1 480,0	1 615,1	1 748,6
Droits et taxes à l'importation et TVA	1 142,6	1 238,1	1 359,0
Services non marchands	1 484,6	1 623,7	1 834,5
Importation de biens et services	3 754,8	3 561,6	3 533,4
Ressources = Emplois	15 689,7	16 587,5	17 720,6
Consommation publique	1 134,3	1 174,2	1 421,8
Consommation privée	7 697,5	8 180,7	8 448,4
Formation brute du capital fixe	4 072,4	4 515,5	4 954,4
Variation des stocks	48,8	51,6	51,6
Exportation de biens et services	2 736,7	2 665,5	2 844,3
Variation du déflateur du PIB (%)	3,4	1,6	1,3
Taux de croissance du PIB nominal (%)	10,0	9,1	8,9
Taux de croissance réel (%)	6,4	7,5	7,5
Population (millions)	12,6	12,9	13,2
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	946,7	1 009,0	1 073,1

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
(*) Estimation

BURKINA - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	12 200,4	14 022,2	16 464,0
PIB marchand	9 806,2	11 537,0	13 525,1
Secteur primaire	2 332,1	2 957,1	2 947,5
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	2 332,1	2 957,1	2 947,5
Secteur secondaire	3 139,7	3 711,8	5 413,9
Industries extractives	1 494,4	1 974,1	3 322,0
Industries manufacturières	1 218,7	1 352,1	1 862,0
Électricité, Gaz, Eau	55,8	54,3	33,7
Bâtiment, Travaux Publics	370,7	331,3	196,2
Secteur tertiaire	6 728,7	7 353,4	8 102,7
Commerce de gros et de détail	1 593,1	1 774,7	1 844,2
Transports, Entrepôts et Communications	387,4	415,3	559,7
Autres services marchands	1 419,0	1 471,6	1 478,8
Droits et taxes à l'importation et TVA	935,0	1 206,7	1 281,0
Services non marchands	2 394,2	2 485,2	2 939,0
Importation de biens et services	4 145,4	4 510,7	4 802,5
Ressources = Emplois	16 345,8	18 532,9	21 266,5
Consommation publique	2 943,5	3 117,4	3 550,5
Consommation privée	7 327,3	8 240,2	9 662,2
Formation brute du capital fixe	2 241,5	2 406,8	2 380,2
Variation des stocks	247,5	672,4	1 011,0
Exportation de biens et services	3 586,0	4 096,1	4 662,5
Variation du déflateur du PIB (%)	2,0	9,7	10,3
Taux de croissance du PIB nominal (%)	5,0	14,9	17,4
Taux de croissance réel (%)	3,0	4,8	6,5
Population (millions)	22,7	23,4	24,1
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	537,4	599,0	682,0

Source : Institut National de la Statistique et de la Démographie
(*) Estimation



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

CÔTE D'IVOIRE - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	48 293,9	52 742,4	57 325,0
PIB marchand	44 516,1	48 528,3	52 815,4
Secteur primaire	7 343,0	7 920,8	8 396,1
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	7 343,0	7 920,8	8 396,1
Secteur secondaire	11 067,0	11 959,0	13 001,5
Industries extractives	1 914,0	2 070,3	2 355,1
Industries manufacturières	6 400,4	7 018,1	7 538,4
Électricité, Gaz, Eau	644,8	681,8	747,0
Bâtiment, Travaux Publics	2 107,8	2 188,8	2 361,0
Secteur tertiaire	29 883,9	32 862,6	35 927,4
Commerce de gros et de détail	7 233,2	7 889,8	8 639,9
Transports, Entrepôts et Communications	5 556,5	6 091,2	6 652,8
Autres services marchands	8 885,4	9 851,1	10 834,1
Droits et taxes à l'importation et TVA	4 431,0	4 816,4	5 291,0
Services non marchands	3 777,8	4 214,1	4 509,6
Importation de biens et services	12 926,9	13 052,1	13 683,6
Ressources = Emplois	61 220,8	65 794,5	71 008,6
Consommation publique	4 352,4	4 702,9	5 017,7
Consommation privée	33 029,3	35 546,3	39 064,5
Formation brute du capital fixe	11 175,9	12 198,1	13 731,7
Variation des stocks	1 676,4	246,3	-2 116,3
Exportation de biens et services	10 986,8	13 100,9	15 311,1
Variation du déflateur du PIB (%)	2,6	3,1	2,1
Taux de croissance du PIB nominal (%)	9,2	9,2	8,7
Taux de croissance réel (%)	6,5	6,0	6,5
Population (millions)	31,0	31,9	32,7
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	1 558,6	1 655,8	1 750,7

Source : Institut National de la Statistique
(*) Estimation

GUINÉE-BISSAU - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	1 290,6	1 345,1	1 482,8
PIB marchand	1 126,5	1 180,9	1 309,3
Secteur primaire	497,0	567,2	609,7
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	497,0	567,2	609,7
Secteur secondaire	194,7	210,0	219,6
Industries extractives	4,9	5,4	5,7
Industries manufacturières	111,5	117,0	121,1
Électricité, Gaz, Eau	38,7	42,4	43,6
Bâtiment, Travaux Publics	39,5	45,3	49,2
Secteur tertiaire	598,9	567,9	653,5
Commerce de gros et de détail	192,0	139,7	185,4
Transports, Entrepôts et Communications	90,3	98,8	104,7
Autres services marchands	97,5	106,9	115,1
Droits et taxes à l'importation et TVA	55,0	58,3	74,9
Services non marchands	164,1	164,2	173,4
Importation de biens et services	359,1	373,4	382,8
Ressources = Emplois	1 649,7	1 718,5	1 865,6
Consommation publique	205,3	229,3	227,7
Consommation privée	947,1	985,5	1 085,1
Formation brute du capital fixe	276,9	323,2	339,9
Variation des stocks	47,8	1,4	2,8
Exportation de biens et services	172,6	179,1	210,0
Variation du déflateur du PIB (%)	5,1	0,1	4,5
Taux de croissance du PIB nominal (%)	11,3	4,2	10,2
Taux de croissance réel (%)	5,8	4,1	5,5
Population (millions)	2,2	2,2	2,3
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	599,9	610,6	657,3

Source : Institut National des Statistiques et du Recensement
(*) Estimation

MALI - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	15 051,3	16 246,9	17 681,5
PIB marchand	13 673,1	14 743,7	16 072,1
Secteur primaire	4 848,4	5 402,3	5 787,8
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	4 848,4	5 402,3	5 787,8
Secteur secondaire	3 832,7	3 811,3	4 340,5
Industries extractives	2 040,2	1 851,2	2 217,4
Industries manufacturières	1 124,5	1 238,8	1 348,1
Électricité, Gaz, Eau	191,9	199,1	214,1
Bâtiment, Travaux Publics	476,1	522,2	560,9
Secteur tertiaire	6 370,2	7 033,3	7 553,1
Commerce de gros et de détail	1 759,5	1 919,9	2 054,6
Transports, Entrepôts et Communications	804,3	896,7	994,4
Autres services marchands	1 461,2	1 580,2	1 698,4
Droits et taxes à l'importation et TVA	967,0	1 133,2	1 196,4
Services non marchands	1 378,2	1 503,2	1 609,3
Importation de biens et services	4 892,4	4 402,6	4 752,8
Ressources = Emplois	19 943,7	20 649,5	22 434,2
Consommation publique	2 155,9	2 338,2	2 499,4
Consommation privée	10 826,9	11 484,5	12 027,8
Formation brute du capital fixe	3 140,4	3 378,0	3 632,0
Variation des stocks	102,4	-207,2	4,4
Exportation de biens et services	3 718,1	3 655,9	4 270,6
Variation du déflateur du PIB (%)	2,2	2,8	2,5
Taux de croissance du PIB nominal (%)	7,1	7,9	8,8
Taux de croissance réel (%)	4,7	5,0	6,1
Population (millions)	22,3	23,2	24,0
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	674,8	701,6	735,5

Source : Institut National de la Statistique
(*) Estimation

NIGER - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	10 108,3	11 994,4	12 785,2
PIB marchand	8 628,0	10 669,7	11 379,6
Secteur primaire	3 913,3	4 918,1	5 020,5
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	3 913,3	4 918,1	5 020,5
Secteur secondaire	1 980,6	2 326,1	2 720,6
Industries extractives	661,6	798,2	1 097,3
Industries manufacturières	737,4	888,7	956,2
Électricité, Gaz, Eau	150,7	167,3	178,0
Bâtiment, Travaux Publics	430,9	471,9	489,1
Secteur tertiaire	4 214,4	4 750,2	5 044,1
Commerce de gros et de détail	1 218,6	1 594,6	1 671,9
Transports, Entrepôts et Communications	432,7	469,9	528,7
Autres services marchands	619,6	638,8	659,9
Droits et taxes à l'importation et TVA	463,2	722,2	778,0
Services non marchands	1 480,3	1 324,7	1 405,6
Importation de biens et services	2 309,8	1 915,9	2 451,3
Ressources = Emplois	12 418,1	13 910,3	15 236,5
Consommation publique	1 228,2	1 122,8	1 182,1
Consommation privée	8 098,8	9 856,5	9 889,7
Formation brute du capital fixe	2 335,3	1 813,5	2 156,5
Variation des stocks	13,9	0,0	0,0
Exportation de biens et services	741,9	1 117,5	2 008,2
Variation du déflateur du PIB (%)	2,7	7,6	-0,2
Taux de croissance du PIB nominal (%)	5,3	18,7	6,6
Taux de croissance réel (%)	2,6	10,3	6,9
Population (millions)	25,4	26,4	27,4
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	398,4	455,0	466,8

Source : Institut National de la Statistique
(*) Estimation



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

SÉNÉGAL - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	18 619,5	19 893,0	21 634,6
PIB marchand	16 111,9	17 227,4	18 824,2
Secteur primaire	3 241,9	3 309,1	3 702,7
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	3 241,9	3 309,1	3 702,7
Secteur secondaire	4 261,7	4 975,9	5 790,2
Industries extractives	846,4	1 472,6	2 134,2
Industries manufacturières	2 707,9	2 756,0	2 845,1
Électricité, Gaz, Eau	344,1	390,4	433,1
Bâtiment, Travaux Publics	363,4	356,9	377,8
Secteur tertiaire	11 115,8	11 608,1	12 141,7
Commerce de gros et de détail	2 475,8	2 569,1	2 673,0
Transports, Entrepôts et Communications	1 100,8	1 151,3	1 174,9
Autres services marchands	3 148,6	3 244,1	3 400,0
Droits et taxes à l'importation et TVA	1 883,1	1 978,1	2 083,4
Services non marchands	2 507,6	2 665,6	2 810,4
Importation de biens et services	9 047,7	8 576,9	8 667,6
Ressources = Emplois	27 667,2	28 469,9	30 302,2
Consommation publique	1 502,7	1 576,1	1 691,0
Consommation privée	14 112,0	14 715,0	16 456,7
Formation brute du capital fixe	6 588,5	6 763,7	6 929,9
Variation des stocks	1 217,5	639,8	-715,0
Exportation de biens et services	4 246,5	4 775,3	5 939,6
Variation du déflateur du PIB (%)	3,1	0,7	0,9
Taux de croissance du PIB nominal (%)	7,4	6,8	8,8
Taux de croissance réel (%)	4,3	6,1	7,8
Population (millions)	18,1	18,5	18,9
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	1 027,2	1 074,4	1 143,8

Source : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
(*) Estimation

TOGO - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	5 954,3	6 458,1	6 995,4
PIB marchand	5 205,5	5 647,0	6 128,5
Secteur primaire	1 248,9	1 366,5	1 471,6
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	1 248,9	1 366,5	1 471,6
Secteur secondaire	1 358,0	1 469,2	1 578,1
Industries extractives	245,3	248,2	260,7
Industries manufacturières	712,6	775,2	858,2
Électricité, Gaz, Eau	155,5	169,5	168,1
Bâtiment, Travaux Publics	244,6	276,4	291,1
Secteur tertiaire	3 347,4	3 622,4	3 945,7
Commerce de gros et de détail	485,2	516,1	559,1
Transports, Entrepôts et Communications	789,6	845,8	903,9
Autres services marchands	804,8	866,6	949,3
Droits et taxes à l'importation et TVA	519,1	582,8	666,4
Services non marchands	748,8	811,1	867,0
Importation de biens et services	2 081,1	2 209,8	2 345,0
Ressources = Emplois	8 035,4	8 667,9	9 340,4
Consommation publique	697,7	791,7	810,8
Consommation privée	4 325,3	4 673,9	4 999,6
Formation brute du capital fixe	1 402,6	1 470,9	1 708,8
Variation des stocks	162,6	226,0	249,3
Exportation de biens et services	1 447,2	1 505,4	1 572,1
Variation du déflateur du PIB (%)	4,0	1,9	2,0
Taux de croissance du PIB nominal (%)	10,4	8,5	8,3
Taux de croissance réel (%)	6,2	6,5	6,2
Population (millions)	8,3	8,5	8,7
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	718,3	761,9	807,2

Source : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques
(*) Estimation

UMOA - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES D'EXPORTATION

	2023	2024	2025
	Milliers de tonnes		
BÉNIN			
Arachides	179	221	268
Coton graine	598	636	683
Karité			
Régimes de palme			
Palmistes			
Noix de caïou	204	213	214
Ananas	477	484	495
BURKINA			
Arachides	683	685	849
Coton graine	409	295	347
Karité			
Sésame			
Noix de caïou	100	90	99
CÔTE D'IVOIRE			
Café	47	72	30
Cacao	1 822	1 890	1 710
Coton graine	236	348	312
Régimes de palme			
Palmistes			
Caoutchouc	1 625	1 687	1 957
Canne à sucre			
Tabac			
Bananes(2)			
Ananas(2)	77	82	75
Bois en grume(1)			
Bois débité(1)			
Noix de caïou	1 226	945	1 500
Arachides	277	297	347
GUINEE-BISSAU			
Arachides	134	131	133
Noix de caïou	250	240	267
Palmistes			
Coton graine	108	110	113
MALI			
Arachides	455	497	527
Coton graine	582	656	690
Karité			
Tabac			
NIGER			
Arachides	559	673	706
Coton graine			
Haricot et niébé			
SENEGAL			
Arachides	1 728	1 907	2 418
Coton graine	18	20	22
Tomate industrielle			
TOGO			
Café	27	30	30
Cacao	20	22	22
Coton graine	70	77	94
Arachides	46	45	46
Karité			
Régimes de palme			
Palmistes			
UMOA			
Cacao	1 842	1 912	1 732
Café	74	102	60
Coton graine	2 021	2 141	2 260
Régimes de palme			
Palmistes			
Karité			
Sésame			
Arachides	4 059	4 456	5 294
Caoutchouc	1 625	1 687	1 957
Tabac			
Bananes(2)			
Ananas	554	565	569
Bois en grume(1)			
Bois débité(1)			
Canne à sucre			
Tomate industrielle			
Noix de caïou	1 779	1 487	2 079
Haricot et niébé			

(1) : Milliers de m³
(2) : Exportations
Sources : Organismes nationaux de commercialisation



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

UMOA - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES VIVIÈRES

	2023	2024	2025 (*)
	Milliers de tonnes		
BÉNIN			
Mais	2 059,3	2 094,8	2 270,3
Mil et sorgho	186,7	309,7	295,8
Riz paddy	492,6	500,6	510,1
Igname	3 321,1	3 353,5	3 405,5
Manioc	4 449,4	4 448,4	4 507,5
Haricot et niébé	122,7	184,6	227,1
Autres	1 520,3	1 773,3	1 903,7
BURKINA			
Mais	1 800,3	2 344,0	2 573,7
Mil et sorgho	2 900,8	3 036,8	3 291,9
Riz paddy	436,6	680,5	794,9
Fonio	8,1	15,9	18,2
Autres	4 047,2	4 205,0	3 650,8
CÔTE D'IVOIRE			
Mais	1 416,2	1 701,4	1 771,2
Riz paddy	2 011,5	2 381,1	3 038,0
Mil et sorgho	127,4	126,5	129,5
Igname	7 471,7	7 660,9	7 654,8
Manioc	8 248,2	8 485,7	9 423,4
Banane plantain	2 311,7	2 465,2	2 558,7
Autres	508,2	503,1	297,8
GUINÉE-BISSAU			
Riz paddy	226,4	243,9	259,7
Mais	21,0	25,9	27,2
Mil et sorgho	58,9	63,2	65,0
Patate douce	51,8	48,9	50,1
Manioc	48,3	50,3	50,0
Autres	3,2	6,2	6,5
MALI			
Mais	3 386,9	4 103,4	4 947,9
Mil et sorgho	3 470,6	3 736,4	3 534,0
Riz paddy	3 023,9	3 086,7	2 862,5
Manioc	131,4	178,4	189,1
Igname	110,1	116,2	123,2
Patate	577,8	603,5	639,7
Haricot/Niébé	234,8	240,3	254,7
Autres	345,3	340,1	578,2
NIGER			
Mais	9,4	12,4	13,0
Mil et sorgho	4 862,8	5 743,4	6 024,8
Riz paddy	142,6	164,8	172,9
Haricot et niébé	2 146,2	2 763,0	2 608,5
Autres	1 105,6	1 282,2	1 287,7
SÉNÉGAL			
Mais	928,6	495,6	528,3
Mil et sorgho	1 618,0	642,2	684,6
Riz paddy	1 533,4	946,2	1 008,6
Manioc	1 388,7	1 439,3	1 534,3
Haricot et niébé	250,8	123,4	131,5
Pastèques	1 384,6	637,4	679,5
Autres	1 547,5	2 449,7	2 611,4
TOGO			
Mais	1 045,5	1 129,1	1 211,4
Mil et sorgho	327,2	361,5	370,9
Riz paddy	183,1	197,7	222,9
Igname	1 050,4	1 086,0	1 140,5
Manioc	1 302,3	1 406,5	1 480,5
Haricot et niébé	220,8	231,6	244,9
Autres	2 100,5	2 180,2	2 285,0
UMOA			
Mais	10 667,2	11 906,6	13 343,0
Mil et sorgho	13 552,5	14 019,9	14 396,5
Riz paddy	8 050,1	8 201,5	8 889,6
Fonio	8,1	15,9	18,2
Igname	11 953,3	12 216,6	12 524,0
Manioc	15 568,3	16 008,6	17 184,8
Patate douce	629,6	652,4	689,8
Banane plantain	2 311,7	2 465,2	2 558,7
Haricot et niébé	2 978,4	3 542,9	3 466,8
Pastèques	1 384,6	637,4	679,5
Autres	11 177,9	12 749,9	12 621,1

Sources : Ministères de l'agriculture des États
(*) Estimations

UMOA - PRODUCTIONS MINIÈRES

Périodes	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire		Mali	Niger			Sénégal				Togo	
	Pétrole	Or	Pétrole	Or	Or	Or	Uranium	Pétrole	Phosphates de calcium	Or	Sel marin	Pétrole	Phosphates de calcium	Clinker
	barils	kg	Milliers de barils	kg	kg	kg	tonnes	Milliers de barils	tonnes	kg	tonnes	Milliers de barils	tonnes	
PRODUCTION								(*)						
2015		36 451	10 735	23 540	46 503	1 206	4 115	5 459	1 006 000	5 168	268 176		1 150 194	1 565 646
2016		47 783	15 426	25 055	46 938	881	3 495	6 014	1 466 000	6 200	262 914		843 466	2 047 779
2017		55 956	12 441	25 396	49 622	843	3 485	6 665	1 575 416	7 400	268 160		732 503	2 117 652
2018		62 231	11 785	24 457	60 893	22	2 911	6 065	1 782 000	14 810	264 744		1 020 121	2 060 177
2019		60 396	13 194	32 568	71 190	269	2 981	6 607	1 701 000	16 070	286 103		703 573	2 224 259
2020		72 455	10 642	38 523	71 238	2 362	2 991	6 273	1 649 000	16 237	290 873		1 321 345	2 322 406
2021		77 402	8 771	41 857	69 460	2 454	2 281	6 402	1 618 000	19 120	280 599		1 456 368	2 266 241
2022		68 219	9 301	48 317	72 227	3 352	2 020	6 341	1 904 078	18 610	320 628		1 541 772	1 814 243
2023		67 860	10 752	51 185	72 593	2 424	1 130	6 355	1 841 221	17 286	272 615		1 517 478	1 855 316
2024		64 608	16 155	59 124	57 797	1 458	1 031	20 640	1 968 265	21 241		16 905	1 496 089	1 792 784
2025 (*)		82 704	23 141	62 660	48 294	2 166	943	29 128	2 162 533	22 176		36 100	1 618 518	1 671 175

VENTES														
2015		36 451	10 648	22 295	46 503	1 206	4 026		293 882	5 600	202 318		939 025	1 594 600
2016		47 783	15 426	25 055	46 938	881	2 984		158 045	6 200	204 858		845 900	2 062 900
2017		55 956	12 441	25 396	49 622	843	3 562		115 580	7 400	112 704		794 000	2 061 471
2018		62 231	11 785	24 457	60 893	22	2 879		114 230	14 810	204 471		1 045 433	2 023 146
2019		50 808	13 194	32 233	65 670	675	2 923		125 555	16 072	237 641		825 139	2 241 243
2020		62 672	10 642	38 674	65 423	1 472	2 904		135 689	14 594	257 723		1 332 101	2 490 611
2021		67 360	9 909	41 857	63 909	4 027	2 178		152 307	18 818	274 780		1 386 811	2 245 049
2022		58 191	9 301	48 317	65 694	2 465	1 919		142 560	18 308	256 762		1 583 180	1 963 918
2023		57 238	9 672	50 288	66 027	2 265	1 553	2 260	145 206	16 984	221 913		1 451 792	1 625 276
2024		64 608	16 155	52 000	57 797	1 458	1 031	6 326	1 968 265	21 241			1 496 089	
2025 (*)					60 756									

Sources : Ministères des Mines, Sociétés minières

(*) : Estimations



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

UMOA - INDICE HARMONISÉ DES PRIX À LA CONSOMMATION

Base 100=2023

	2023	2024	2025
BÉNIN			
Trimestre 1	101,6	101,2	101,7
Trimestre 2	100,0	102,1	103,2
Trimestre 3	98,8	100,9	102,5
Trimestre 4	99,7	100,4	101,9
Année	100,0	101,2	102,3
BURKINA FASO			
Trimestre 1	97,7	100,8	102,9
Trimestre 2	99,9	103,1	104,6
Trimestre 3	101,4	106,9	104,0
Trimestre 4	100,9	105,9	103,0
Année	100,0	104,2	103,6
CÔTE D'IVOIRE			
Trimestre 1	98,3	101,7	102,8
Trimestre 2	99,6	103,7	103,7
Trimestre 3	100,8	104,6	104,0
Trimestre 4	101,3	103,7	103,8
Année	100,0	103,5	103,6
GUINÉE-BISSAU			
Trimestre 1	98,6	101,2	107,4
Trimestre 2	100,4	103,4	104,8
Trimestre 3	100,9	104,9	103,0
Trimestre 4	100,0	105,3	103,1
Année	100,0	103,7	104,6
MALI			
Trimestre 1	99,4	98,9	105,2
Trimestre 2	99,7	101,8	105,5
Trimestre 3	100,8	106,5	106,1
Trimestre 4	100,0	105,5	105,5
Année	100,0	103,2	105,6
NIGER			
Trimestre 1	96,6	104,1	108,1
Trimestre 2	97,5	110,4	105,8
Trimestre 3	102,9	114,1	103,4
Trimestre 4	103,0	107,6	98,7
Année	100,0	109,1	104,0
SÉNÉGAL			
Trimestre 1	97,8	100,3	101,0
Trimestre 2	98,4	100,2	100,5
Trimestre 3	102,3	101,2	103,5
Trimestre 4	101,5	101,4	104,0
Année	100,0	100,8	102,3
TOGO			
Trimestre 1	98,2	100,9	102,9
Trimestre 2	100,8	104,4	104,9
Trimestre 3	100,5	104,3	103,6
Trimestre 4	100,5	101,9	101,8
Année	100,0	102,9	103,3
UEMOA			
Trimestre 1	98,4	101,2	103,2
Trimestre 2	99,4	103,5	103,7
Trimestre 3	101,2	105,4	103,9
Trimestre 4	101,1	104,0	103,2
Année	100,0	103,5	103,5

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique

UEMOA : TABLEAU CONSOLIDÉ DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DES ÉTATS

	2023	2024	2025(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONCS	21 364,9	23 378,2	26 629,9
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	20 147,6	22 423,3	25 396,5
Recettes fiscales	17 577,6	19 489,9	22 160,5
Recettes non fiscales	1 924,5	2 310,0	2 458,2
Autres recettes non classées	645,5	623,5	777,8
1.2 DONCS	1 217,3	954,9	1 223,4
Dons-projets	864,6	710,1	1 122,3
Appuis Budgétaires	352,7	244,8	111,1
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	29 476,3	30 666,3	32 189,9
2.1 DÉPENSES TOTALES	29 431,8	30 675,3	32 128,6
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	17 911,4	19 556,0	20 716,0
Traitements et salaires	6 791,0	7 183,0	7 700,3
Autres dépenses de fonctionnement	8 256,8	8 946,4	9 145,8
dont subventions et autres transferts	4 338,6	4 653,4	4 584,3
Intérêts dus	2 863,7	3 426,6	3 869,9
Intérêts sur dette intérieure	1 417,1	1 666,3	1 890,2
Intérêts sur dette extérieure	1 446,6	1 760,4	1 979,7
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	10 058,3	9 806,5	9 777,3
Sur ressources intérieures	5 107,2	5 990,2	5 169,2
Sur ressources extérieures	4 951,1	3 816,3	4 608,1
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	1 462,0	1 312,8	1 635,2
2.2 PRÊTS NETS	44,5	-8,9	61,3
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-9 328,7	-8 243,0	-6 793,4
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-8 111,4	-7 288,1	-5 559,9
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-22,1	116,0	47,8
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-9 350,8	-8 127,0	-6 745,6
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-8 133,5	-7 172,1	-5 512,1

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO

(*) Provisoire



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

BÉNIN : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

	2023	2024	2025(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DON	1 795,1	1 952,4	2 241,4
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	1 701,3	1 895,6	2 158,3
Recettes fiscales	1 537,9	1 721,7	1 965,3
Recettes non fiscales	163,4	173,9	193,0
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONS	93,8	56,9	83,1
Dons-projets	84,0	42,0	63,1
Appuis Budgétaires	9,8	14,9	20,0
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	2 289,8	2 344,8	2 652,5
2.1 DÉPENSES TOTALES	2 287,9	2 349,9	2 652,5
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	1 276,0	1 389,8	1 642,1
Traitements et salaires	509,8	523,2	632,9
Autres dépenses de fonctionnement	576,0	634,4	770,2
dont subventions et autres transferts	420,4	471,5	551,3
Intérêts dus	190,2	232,2	239,0
Intérêts sur dette intérieure	87,5	111,4	92,0
Intérêts sur dette extérieure	102,7	120,8	147,0
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	1 011,9	960,1	1 010,4
Sur ressources intérieures	584,3	624,6	584,2
Sur ressources extérieures	427,6	335,5	426,3
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	0,0	0,0	0,0
2.2 PRÊTS NETS	1,9	-5,1	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-588,5	-449,3	-494,2
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-494,7	-392,4	-411,1
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-86,3	43,9	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-674,8	-405,3	-494,2
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-581,0	-348,5	-411,1

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO
(*) Provisoire

BURKINA : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

	2023	2024	2025(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DON	2 746,9	3 083,4	3 394,8
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	2 543,4	2 904,9	3 207,0
Recettes fiscales	2 246,0	2 575,8	2 812,3
Recettes non fiscales	297,4	329,1	394,8
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONS	203,5	178,5	187,8
Dons-projets	203,5	178,5	187,8
Appuis budgétaires	0,0	0,0	0,0
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	3 578,6	3 899,8	3 850,3
2.1 DÉPENSES TOTALES	3 590,1	3 901,6	3 850,3
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	2 211,5	2 301,3	2 536,7
Traitements et salaires	1 096,9	1 170,8	1 166,4
Autres dépenses de fonctionnement	824,1	820,1	1 037,0
dont subventions et autres transferts	602,8	506,7	618,8
Intérêts dus	290,5	310,4	333,4
Intérêts sur dette intérieure	247,0	263,2	280,0
Intérêts sur dette extérieure	43,5	47,2	53,4
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	1 378,6	1 600,3	1 313,6
Sur ressources intérieures	880,0	1 129,6	900,8
Sur ressources extérieures	498,6	470,7	412,8
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	0,0	0,0	0,0
2.2 PRÊTS NETS	-11,5	-1,8	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-1 035,2	-994,9	-643,3
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-831,7	-816,4	-455,5
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,0	-0,4	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-1 035,2	-995,3	-643,3
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-831,7	-816,8	-455,5

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO
(*) Provisoire



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L' ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

CÔTE D'IVOIRE : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

	2023	2024	2025(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONS	7 771,7	8 663,5	9 857,0
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	7 454,9	8 417,9	9 737,7
Recettes fiscales	6 508,0	7 271,8	8 579,7
Recettes non fiscales	946,9	1 146,1	1 158,1
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONS	316,8	245,6	119,2
Dons-projets	117,1	45,8	105,5
Appuis budgétaires	199,7	199,8	13,8
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	10 279,8	10 757,2	11 594,3
2.1 DÉPENSES TOTALES	10 279,8	10 757,2	11 594,3
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	6 231,9	6 764,7	7 363,5
Traitements et salaires	2 246,4	2 365,4	2 532,6
Autres dépenses de fonctionnement	2 746,2	2 993,6	3 228,0
dont subventions et autres transferts	1 111,3	1 165,0	1 170,6
Intérêts dus	1 239,3	1 405,7	1 602,9
Intérêts sur dette intérieure	527,0	602,5	657,4
Intérêts sur dette extérieure	712,2	803,2	945,5
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	3 257,5	3 330,8	3 360,4
Sur ressources intérieures	1 719,2	2 274,9	1 916,8
Sur ressources extérieures	1 538,3	1 055,9	1 443,6
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	790,4	661,7	870,4
2.2 PRÊTS NETS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-2 824,9	-2 339,3	-1 856,6
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-2 508,1	-2 093,7	-1 737,3
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,0	0,0	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-2 824,9	-2 339,3	-1 856,6
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-2 508,1	-2 093,7	-1 737,3

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO
(*) Provisoire

GUINÉE-BISSAU : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

	2023	2024	2025(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONS	164,9	173,0	212,2
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	140,0	137,7	160,2
Recettes fiscales	109,6	109,2	131,0
Recettes non fiscales	30,4	28,5	29,2
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONS	24,9	35,3	51,9
Dons-projets	24,9	32,6	34,6
Appuis budgétaires	0,0	2,8	17,3
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	273,4	282,7	285,3
2.1 DÉPENSES TOTALES	273,4	282,7	285,3
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	195,7	211,6	205,7
Traitements et salaires	59,2	59,3	62,6
Autres dépenses de fonctionnement	107,2	116,3	99,9
dont subventions et autres transferts	26,9	40,5	30,5
Intérêts dus	29,3	36,1	43,2
Intérêts sur dette intérieure	24,5	34,3	37,7
Intérêts sur dette extérieure	4,8	1,8	5,5
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	77,7	71,0	79,7
Sur ressources intérieures	14,1	13,6	26,8
Sur ressources extérieures	63,6	57,5	52,9
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	0,0	0,0	0,0
2.2 PRÊTS NETS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-133,4	-145,0	-125,1
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-108,5	-109,6	-73,1
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	4,8	0,3	-8,9
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-128,6	-144,6	-134,0
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-103,7	-109,3	-82,0

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO
(*) Provisoire



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

MALI : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

	2023	2024	2025(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONSS	2 691,0	3 055,9	3 348,3
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	2 645,4	3 036,3	3 273,2
Recettes fiscales	1 901,7	2 185,4	2 328,3
Recettes non fiscales	110,1	227,4	167,1
Autres recettes non classées	633,5	623,5	777,8
1.2 DONSS	45,6	19,6	75,1
Dons-projets	33,1	19,6	75,0
Appuis budgétaires	12,5	0,0	0,1
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	3 191,9	3 412,4	3 823,5
2.1 DÉPENSES TOTALES	3 197,3	3 414,7	3 827,1
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	2 098,9	2 230,9	2 366,3
Traitements et salaires	943,3	963,2	1 056,1
Autres dépenses de fonctionnement	955,0	1 040,0	1 095,7
dont subventions et autres transferts	331,3	343,1	393,6
Intérêts dus	200,6	227,7	214,5
Intérêts sur dette intérieure	172,8	195,5	173,3
Intérêts sur dette extérieure	27,8	32,2	41,2
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	466,7	560,3	733,1
Sur ressources intérieures	353,3	507,2	568,0
Sur ressources extérieures	113,3	53,2	165,1
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	631,8	623,5	727,8
2.2 PRÊTS NETS	-5,4	-2,3	-3,7
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-546,6	-376,1	-550,3
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-501,0	-356,5	-475,2
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	146,6	72,1	56,7
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-400,0	-303,9	-493,6
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-354,4	-284,4	-418,5

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO
(*) Provisoire

NIGER : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

	2023	2024	2025(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONSS	1 063,3	1 102,7	1 460,0
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	888,3	929,2	1 230,0
Recettes fiscales	821,0	836,0	1 071,0
Recettes non fiscales	67,3	93,2	159,0
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONSS	175,0	173,5	230,0
Dons-projets	129,0	158,7	224,0
Appuis budgétaires	46,0	14,8	6,0
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	1 610,8	1 617,0	1 926,0
2.1 DÉPENSES TOTALES	1 551,3	1 617,0	1 876,0
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	939,1	1 021,9	1 066,0
Traitements et salaires	366,5	384,1	396,0
Autres dépenses de fonctionnement	431,5	420,3	457,0
dont subventions et autres transferts	316,0	309,5	322,0
Intérêts dus	141,1	217,5	213,0
Intérêts sur dette intérieure	99,7	163,6	179,0
Intérêts sur dette extérieure	41,4	53,9	34,0
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	574,4	567,4	773,0
Sur ressources intérieures	227,5	292,7	355,0
Sur ressources extérieures	346,9	274,7	418,0
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	37,8	27,7	37,0
2.2 PRÊTS NETS	59,5	0,0	50,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-722,5	-687,8	-696,0
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-547,5	-514,3	-466,0
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-87,2	0,0	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-809,7	-687,8	-696,0
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-634,7	-514,3	-466,0

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO
(*) Provisoire



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

SÉNÉGAL : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

	2023	2024	2025(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONS	3 859,8	4 005,2	4 668,9
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	3 671,2	3 877,1	4 382,3
Recettes fiscales	3 461,8	3 692,1	4 099,6
Recettes non fiscales	209,4	185,0	282,7
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONS	188,6	128,1	286,6
Dons-projets	114,0	128,0	241,6
Appuis budgétaires	74,6	0,1	45,0
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	6 609,1	6 674,1	6 364,7
2.1 DÉPENSES TOTALES	6 609,1	6 674,1	6 364,7
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	3 837,8	4 459,9	4 428,7
Traitements et salaires	1 267,1	1 402,5	1 498,0
Autres dépenses de fonctionnement	1 951,0	2 235,1	1 873,6
dont subventions et autres transferts	1 205,3	1 566,6	1 276,7
Intérêts dus	619,7	822,3	1 057,1
Intérêts sur dette intérieure	129,8	152,9	340,2
Intérêts sur dette extérieure	489,9	669,4	716,9
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	2 771,2	2 214,3	1 936,0
Sur ressources intérieures	1 079,1	893,9	586,8
Sur ressources extérieures	1 692,2	1 320,3	1 349,2
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	0,0	0,0	0,0
2.2 PRÊTS NETS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-2 937,9	-2 797,0	-1 982,5
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-2 749,3	-2 668,9	-1 695,9
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,0	0,0	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-2 937,9	-2 797,0	-1 982,5
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-2 749,3	-2 668,9	-1 695,9

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO

(*) Provisoire

TOGO : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

	2023	2024	2025(*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONS	1 272,3	1 342,0	1 447,4
1.1 RECETTES BUDGÉTAIRES	1 103,1	1 224,6	1 247,7
Recettes fiscales	991,6	1 098,0	1 173,4
Recettes non fiscales	99,6	126,7	74,3
Autres recettes non classées	12,0	0,0	0,0
1.2 DONS	169,1	117,4	199,7
Dons-projets	159,0	105,0	190,7
Appuis budgétaires	10,1	12,4	9,0
2 - DÉPENSES ET PRÊTS NETS	1 642,8	1 678,3	1 693,2
2.1 DÉPENSES TOTALES	1 642,8	1 678,1	1 678,2
2.1.1 DÉPENSES COURANTES	1 120,6	1 175,8	1 107,0
Traitements et salaires	301,8	314,5	355,7
Autres dépenses de fonctionnement	665,7	686,5	584,4
dont subventions et autres transferts	324,6	250,5	220,7
Intérêts dus	153,0	174,7	167,0
Intérêts sur dette intérieure	128,7	142,8	130,7
Intérêts sur dette extérieure	24,3	31,9	36,3
2.1.2 DÉPENSES EN CAPITAL	520,3	502,3	571,2
Sur ressources intérieures	249,7	253,8	230,9
Sur ressources extérieures	270,6	248,4	340,3
2.1.3 AUTRES DÉPENSES NON CLASSÉES (fonds spéciaux & fonds annexes)	2,0	0,0	0,0
2.2 PRÊTS NETS	0,0	0,2	15,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-539,7	-453,7	-445,5
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-370,5	-336,3	-245,8
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,0	0,0	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-539,7	-453,7	-445,5
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-370,5	-336,3	-245,8

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO

(*) Provisoire



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES

111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

UMOA(1) - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-11 488,5	-7 773,7	-2 970,8
Biens et services	-11 759,4	-6 940,0	-1 194,6
Balance commerciale	-4 453,1	-171,0	6 318,2
Exportations	20 378,1	23 944,9	33 177,7
dont coton	802,8	986,7	825,8
cacao	3 383,6	4 423,1	7 031,2
Or	7 192,8	8 121,9	12 050,8
Pétrole	671,8	2 081,0	4 406,3
Importations	-24 831,3	-24 115,9	-26 859,5
Dont Pétrole	-6 902,9	-6 735,3	-7 598,7
Balance des services	-7 306,3	-6 769,1	-7 512,8
Dont fret et assurances	-4 778,1	-4 601,4	-5 156,6
Revenu primaire	-3 557,2	-4 978,7	-5 965,9
Dont intérêts sur la dette	-1 583,4	-1 942,7	-1 979,8
Revenu secondaire	3 828,1	4 145,0	4 189,8
- Administrations publiques	763,6	600,2	424,1
- Autres secteurs	3 064,5	3 544,8	3 765,7
Compte de capital	1 409,8	1 293,1	1 669,6
Solde des comptes des transactions courantes et de	-10 078,7	-6 480,6	-1 301,1
Compte financier	-7 017,4	-9 062,8	-6 802,5
Investissement direct	-5 526,0	-4 599,1	-2 651,8
Investissements de portefeuille	112,4	-2 011,6	-2 231,2
Dérivés financiers	-3,1	-5,4	0,1
Autres investissements	-1 600,7	-2 446,7	-1 919,6
Pour mémoire : financement exceptionnel	25,4	5,3	23,3
Erreurs et omissions nettes	-13,6	32,6	0,0
Ajustement statistique	-455,5	397,9	1 526,2
SOLDE GLOBAL	-3 530,4	3 012,7	7 027,6
Réévaluations et autres flux non transactionnels (2)	221,6	651,0	1 385,8
Variation des avoirs extérieurs nets	3 308,8	-3 663,8	-8 413,4

(1) : Agrégation des balances des paiements nationales

(2) : Rapprochement entre les statistiques monétaires et la BDP, notamment les réévaluations du stock d'or et des DTS et autres variations de volume d'actifs

Source : BCEAO

(*) Estimation

BÉNIN - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-975,8	-806,5	-689,1
Biens et services	-1 018,0	-855,4	-721,2
Balance commerciale	-363,3	-157,7	-75,1
Exportations	2 457,00	2 439,6	2 338,2
Dont Coton	350,0	393,4	298,1
Importations	-2 820,3	-2 597,3	-2 413,4
Dont Pétrole	-404,8	-375,0	-314,1
Balance des services	-654,8	-697,7	-646,1
Dont fret et assurances	-365,6	-334,5	-310,8
Revenu primaire	-114,8	-127,1	-154,9
Dont intérêts sur la dette	-102,7	-120,8	-147,0
Revenu secondaire	157,0	176,0	187,0
- Administrations publiques	8,2	-2,2	-2,9
- Autres secteurs	148,8	178,2	189,9
Compte de capital	119,5	93,4	94,7
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-856,3	-713,1	-594,4
Compte financier	-448,7	-465,3	-821,0
Investissement direct	-260,8	-232,0	-249,3
Investissements de portefeuille	-52,6	-130,1	-78,1
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-135,2	-103,2	-493,5
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	2,3	2,1	0,0
Solde global	-405,3	-245,7	226,6

Source : BCEAO

(*) Estimation

BURKINA - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-617,0	-556,8	1 185,8
Biens et services	-559,5	-331,9	1 638,0
Balance commerciale	-56,7	178,6	2 239,9
Exportations	3 209,1	3 708,3	6 139,1
Dont Coton	153,9	203,4	97,6
Or	2 394,7	2 914,4	5 386,1
Importations	-3 265,8	-3 529,7	-3 899,2
Dont Pétrole	-1 411,8	-1 604,0	-1 374,6
Balance des services	-502,7	-510,5	-601,9
Dont fret et assurances	-636,0	-687,4	-759,3
Revenu primaire	-544,4	-691,6	-912,2
Dont intérêts sur la dette	-43,5	-45,7	-53,4
Revenu secondaire	486,9	466,8	459,9
- Administrations publiques	269,0	239,8	221,7
- Autres secteurs	217,9	227,0	238,3
Compte de capital	262,6	238,8	250,4
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-354,4	-318,0	1 436,2
Compte financier	-11,5	-777,8	411,0
Investissement direct	-39,0	157,2	163,8
Investissements de portefeuille	-258,0	-249,8	-235,4
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	285,6	-685,1	482,6
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	-4,4	-4,3	0,0
Solde global	-347,3	455,5	1 025,2

Source : BCEAO

(*) Estimation



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

CÔTE D'IVOIRE - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-3 944,4	-2 360,1	-384,8
Biens et services	-1 940,1	22,2	2 598,1
Balance commerciale	1 062,3	3 307,8	6 289,3
Exportations	10 382,6	12 609,1	17 187,2
Dont Cacao	3 372,3	4 375,4	7 006,7
Pétrole	1 613,8	2 032,1	2 568,3
Or	1 427,2	1 905,9	2 608,7
Importations	-9 320,3	-9 301,3	-10 897,8
Dont Pétrole	-2 946,6	-2 804,2	-3 310,0
Balance des services	-3 002,5	-3 285,5	-3 691,2
Dont fret et assurances	-1 572,9	-1 381,7	-1 618,8
Revenu primaire	-1 851,1	-2 316,9	-2 707,8
Dont intérêts sur la dette	-827,3	-874,3	-945,5
Revenu secondaire	-153,1	-65,4	-275,1
- Administrations publiques	95,6	294,3	78,2
- Autres secteurs	-248,8	-359,7	-353,2
Compte de capital	112,6	100,2	164,9
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-3 831,8	-2 259,9	-219,8
Compte financier	-2 637,9	-4 043,1	-2 637,4
Investissement direct	-1 215,0	-1 754,7	-1 942,6
Investissements de portefeuille	54,8	-1 055,5	-624,4
Dérivés financiers	-3,1	0,1	0,1
Autres investissements	-1 474,7	-1 233,0	-70,4
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	2,0	4,2	0,0
Solde global	-1 191,9	1 787,5	2 417,6

Source : BCEAO

(*) Estimation

GUINÉE-BISSAU - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-97,2	-98,2	-89,5
Biens et services	-186,5	-201,0	-213,8
Balance commerciale	-98,8	-111,6	-117,4
Exportations	145,4	139,1	170,7
Dont noix de cajou	128,8	121,4	148,8
Importations	-244,2	-250,7	-288,1
Dont Pétrole	-63,7	-66,4	-76,0
Balance des services	-87,7	-89,4	-96,4
Dont fret et assurances	-43,1	-44,2	-50,8
Revenu primaire	7,1	10,5	12,3
Dont intérêts sur la dette	-4,8	-4,2	-5,5
Revenu secondaire	82,2	92,4	112,0
- Administrations publiques	17,2	20,2	36,0
- Autres secteurs	65,0	72,2	76,0
Compte de capital	10,3	14,9	37,2
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-86,9	-83,3	-52,3
Compte financier	-67,3	-93,3	-85,0
Investissement direct	-15,0	-15,9	-19,2
Investissements de portefeuille	-121,3	-76,3	-52,4
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	69,0	-1,1	-13,5
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	66,0
Erreurs et omissions nettes	-3,5	1,6	0,0
Solde global	-23,1	11,6	32,7

Source : BCEAO

(*) Estimation

MALI - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-976,8	-702,6	-785,8
Biens et services	-1 174,2	-797,6	-838,7
Balance commerciale	-45,3	-7,3	83,5
Exportations	3 430,1	3 321,3	3 786,7
Dont Coton	196,9	227,1	249,5
Or	2 789,7	2 643,0	2 973,7
Importations	-3 475,4	-3 328,6	-3 703,2
Dont Pétrole	-1 411,0	-1 281,2	-1 441,1
Balance des services	-1 128,9	-790,3	-922,1
Dont fret et assurances	-762,9	-776,3	-863,7
Revenu primaire	-561,2	-439,6	-474,3
Dont intérêts sur la dette	-27,8	-32,2	-41,2
Revenu secondaire	758,6	534,6	527,1
- Administrations publiques	257,7	26,5	27,2
- Autres secteurs	500,9	508,1	499,9
Compte de capital	64,8	131,4	123,9
Solde des comptes des transactions courantes et de	-912,0	-571,1	-661,9
Compte financier	-368,7	-907,5	-1 099,1
Investissement direct	-408,2	-511,1	-457,0
Investissements de portefeuille	-108,9	-26,7	-162,1
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	148,3	-369,7	-480,0
Pour mémoire : financement exceptionnel	5,2	5,3	5,3
Erreurs et omissions nettes	-12,0	11,1	0,0
Solde global	-555,3	347,4	437,2

Source : BCEAO

(*) Estimation

NIGER - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-1 414,8	-728,4	-728,3
Biens et services	-1 567,9	-772,2	-723,6
Balance commerciale	-968,5	-295,5	-0,3
Exportations	601,6	918,9	1 544,1
Dont uranium	123,9	0,0	0,0
Pétrole	62,8	573,8	1 196,7
Or	73,6	2,5	42,3
Importations	-1 570,1	-1 214,4	-1 544,4
Dont Pétrole	-137,9	-137,3	-225,6
Balance des services	-599,4	-476,7	-723,3
Dont fret et assurances	-408,5	-317,0	-403,1
Revenu primaire	-119,4	-211,5	-262,6
Dont intérêts sur la dette	-63,1	-76,6	-34,0
Revenu secondaire	272,5	255,3	258,0
- Administrations publiques	85,8	60,9	57,9
- Autres secteurs	186,7	194,3	200,1
Compte de capital	314,8	209,2	277,0
Solde des comptes des transactions courantes et de	-1 100,0	-519,3	-451,3
Compte financier	-807,4	-388,9	-655,1
Investissement direct	-617,0	-204,6	-108,0
Investissements de portefeuille	-195,5	-120,5	-132,5
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	5,1	-63,8	-414,7
Pour mémoire : financement exceptionnel	20,2	0,0	-48,0
Erreurs et omissions nettes	-6,8	8,7	0,0
Solde global	-299,4	-121,7	203,8

Source : BCEAO

(*) Estimation



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union A1

Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantifié de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA) A2

Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS) A3 à A4

Transferts nets des ressources du FMI A5

Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut A6 à A10

Production des principales cultures d'exportation A11

Production des principales cultures vivrières A12

Productions minières A13

Indice harmonisé des prix à la consommation A14

Tableaux des opérations financières des États A15 à A23

Évolution de la balance des paiements A24 à A28

Agrégats de monnaie A29 à A33

Situation résumée de la Banque Centrale A34 à A38

Situation résumée des Banques A39 à A43

Créances nettes sur l'administration centrale A44 à A48

Utilisations déclarées aux Centrales des risques A49 à A57

Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO A58

Adresses des différents sites de la BCEAO A59 à A65

SÉNÉGAL - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-3 682,9	-2 244,6	-1 205,7
Biens et services	-4 801,2	-3 424,7	-2 276,5
Balance commerciale	-3 227,3	-2 382,8	-1 322,5
Exportations	3 348,5	4 060,8	5 749,4
Dont produits halieutiques	345,2	496,6	496,6
Or	595,9	662,8	1 101,1
Importations	-6 575,8	-6 443,6	-7 071,9
Dont Pétrole	-2 137,7	-2 229,1	-2 491,8
Balance des services	-1 573,9	-1 041,9	-954,0
Dont fret et assurances	-721,1	-803,8	-882,2
Revenu primaire	-699,8	-1 096,8	-1 436,8
Dont intérêts sur la dette	-489,9	-669,4	-716,9
Revenu secondaire	1 818,1	2 277,0	2 507,6
- Administrations publiques	16,5	-53,3	-8,8
- Autres secteurs	1 801,6	2 330,3	2 516,4
Compte de capital	165,6	186,7	307,9
Solde des comptes des transactions courantes et de	-3 517,3	-2 057,8	-897,8
Compte financier	-3 630,8	-2 139,8	-1 376,4
Investissement direct	-2 862,6	-1 963,1	-20,9
Investissements de portefeuille	-89,3	-395,9	-762,5
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-678,9	219,2	-593,0
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	6,7	7,1	0,0
Solde global	120,2	89,1	478,6

Source : BCEAO

(*) Estimation

TOGO - ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2023	2024	2025(*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-222,0	-163,1	-236,6
Biens et services	-633,9	-578,4	-657,0
Balance commerciale	-755,6	-702,5	-779,3
Exportations	953,3	996,3	994,2
Dont Coton	19,2	31,4	26,2
Importations	-1 708,9	-1 698,7	-1 773,5
Dont Pétrole	-347,7	-331,7	-320,5
Balance des services	121,7	124,1	122,3
Dont fret et assurances	-268,0	-256,5	-267,8
Revenu primaire	5,9	6,7	7,1
Dont intérêts sur la dette	-24,3	-31,9	-36,3
Revenu secondaire	405,9	408,5	413,2
- Administrations publiques	13,6	14,1	14,9
- Autres secteurs	392,3	394,5	398,3
Compte de capital	359,7	318,6	413,5
Solde des comptes des transactions courantes et de	137,7	155,5	176,9
Compte financier	87,3	113,7	253,1
Investissement direct	-108,4	-77,2	-18,6
Investissements de portefeuille	76,7	-7,9	223,4
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	119,1	198,9	48,3
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	2,1	2,1	0,0
Solde global	52,5	43,9	-76,1

Source : BCEAO

(*) Estimation

UMOA - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	10 674,0	12 454,9	14 926,7
Dépôts à vue	22 927,1	24 237,5	28 788,0
M1	33 601,1	36 692,4	43 714,7
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	14 189,7	15 329,8	17 336,8
MASSE MONÉTAIRE (M2)	47 790,8	52 022,1	61 051,5
Actifs extérieurs nets	1 150,3	4 814,1	13 227,5
Banque Centrale	3 081,6	6 440,1	15 599,8
Banques	-1 931,3	-1 626,0	-2 372,3
Créances intérieures	58 015,0	61 758,3	65 786,5
Créances nettes sur l'administration centrale	23 695,7	25 879,9	27 894,5
Créances sur les autres secteurs	34 319,3	35 878,4	37 892,1
Passifs à caractère non monétaire (2)	13 105,3	14 951,0	18 500,2
Autres postes nets (3)	-1 730,8	-400,7	-537,7
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	47 790,8	52 022,1	61 051,5

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

BÉNIN - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	809,5	832,3	1 042,9
Dépôts à vue	1 772,6	1 760,2	2 030,1
M1	2 582,2	2 592,5	3 073,0
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 030,3	1 071,1	1 152,8
MASSE MONÉTAIRE (M2)	3 612,5	3 663,6	4 225,7
Actifs extérieurs nets	1 729,8	1 476,4	1 703,0
Banque Centrale	-563,6	-617,6	-254,0
Banques	2 293,4	2 094,0	1 957,0
Créances intérieures	2 527,8	2 934,4	3 342,2
Créances nettes sur l'administration centrale	-24,0	162,3	273,5
Créances sur les autres secteurs	2 551,7	2 772,1	3 068,7
Passifs à caractère non monétaire (2)	698,7	789,4	902,5
Autres postes nets (3)	-53,6	-42,2	-83,1
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	3 612,5	3 663,6	4 225,7

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantifié de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

BURKINA - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	986,1	1 255,0	1 601,8
Dépôts à vue	2 491,8	2 492,6	2 999,8
M1	3 477,9	3 747,6	4 601,7
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	2 074,1	2 184,6	2 361,3
MASSE MONÉTAIRE (M2)	5 552,0	5 932,2	6 963,0
Actifs extérieurs nets	1 626,3	2 075,2	3 100,4
Banque Centrale	-372,5	-59,5	792,9
Banques	1 998,8	2 134,7	2 307,5
Créances intérieures	4 764,7	4 949,5	5 078,7
Créances nettes sur l'administration centrale	443,5	639,7	1 034,6
Créances sur les autres secteurs	4 321,2	4 309,8	4 044,1
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 370,5	1 462,4	1 478,8
Autres postes nets (3)	-531,5	-369,9	-262,7
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	5 552,0	5 932,2	6 963,0

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

CÔTE D'IVOIRE - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	4 019,0	4 818,5	6 135,9
Dépôts à vue	8 344,1	9 733,7	11 990,7
M1	12 363,1	14 552,1	18 126,6
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	5 077,0	5 267,7	6 402,8
MASSE MONÉTAIRE (M2)	17 440,1	19 819,8	24 529,4
Actifs extérieurs nets	2 634,3	4 408,1	6 825,7
Banque Centrale	1 641,9	2 751,0	5 792,6
Banques	992,4	1 657,1	1 033,0
Créances intérieures	17 667,6	19 846,0	22 109,5
Créances nettes sur l'administration centrale	6 261,9	7 129,1	7 697,7
Créances sur les autres secteurs	11 405,7	12 716,9	14 411,8
Passifs à caractère non monétaire (2)	3 130,2	5 188,8	4 695,3
Autres postes nets (3)	-268,4	-754,5	-289,5
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	17 440,1	19 819,8	24 529,4

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

GUINÉE-BISSAU - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	287,7	292,3	315,7
Dépôts à vue	129,5	144,0	141,2
M1	417,2	436,4	457,0
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	76,9	88,5	90,3
MASSE MONÉTAIRE (M2)	494,1	524,9	547,3
Actifs extérieurs nets	243,1	254,9	287,6
Banque Centrale	150,2	186,7	216,6
Banques	92,9	68,2	71,0
Créances intérieures	315,2	324,7	326,8
Créances nettes sur l'administration centrale	142,3	172,9	153,5
Créances sur les autres secteurs	172,9	151,9	173,3
Passifs à caractère non monétaire (2)	74,4	53,0	71,3
Autres postes nets (3)	-10,2	1,6	-4,2
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	494,1	524,9	547,3

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

MALI - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	1 033,5	1 192,1	1 010,7
Dépôts à vue	2 299,3	2 169,6	2 757,6
M1	3 332,8	3 361,7	3 768,4
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 396,3	1 452,6	1 623,6
MASSE MONÉTAIRE (M2)	4 729,1	4 814,3	5 392,0
Actifs extérieurs nets	-46,0	293,3	730,5
Banque Centrale	-309,8	-191,6	132,8
Banques	263,9	484,8	597,7
Créances intérieures	5 595,1	5 668,0	5 924,1
Créances nettes sur l'administration centrale	1 808,8	1 813,2	2 135,7
Créances sur les autres secteurs	3 786,2	3 854,8	3 788,4
Passifs à caractère non monétaire (2)	883,6	1 023,9	1 170,1
Autres postes nets (3)	-63,6	123,1	92,6
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	4 729,1	4 814,3	5 392,0

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantifié de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

NIGER - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	714,9	880,8	1 062,3
Dépôts à vue	770,7	718,0	750,2
M1	1 485,6	1 598,8	1 812,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	359,3	373,7	369,3
MASSE MONÉTAIRE (M2)	1 844,9	1 972,5	2 181,8
Actifs extérieurs nets	400,1	278,4	482,3
Banque Centrale	85,1	90,5	305,3
Banques	315,0	187,9	177,0
Créances intérieures	1 766,9	2 011,0	2 038,4
Créances nettes sur l'administration centrale	513,1	653,1	739,5
Créances sur les autres secteurs	1 253,9	1 358,0	1 298,9
Passifs à caractère non monétaire (2)	298,8	272,4	337,3
Autres postes nets (3)	23,4	44,6	1,6
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	1 844,9	1 972,5	2 181,8

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

SÉNÉGAL - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	2 394,6	2 739,8	3 371,5
Dépôts à vue	4 994,3	4 828,0	5 528,6
M1	7 389,0	7 567,8	8 900,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	2 438,6	2 638,6	2 668,3
MASSE MONÉTAIRE (M2)	9 827,6	10 206,5	11 568,4
Actifs extérieurs nets	2 041,3	2 118,5	2 597,2
Banque Centrale	1 038,0	1 341,1	2 390,4
Banques	1 003,3	777,5	206,7
Créances intérieures	9 821,9	10 320,0	11 454,7
Créances nettes sur l'administration centrale	3 418,5	3 591,2	4 158,4
Créances sur les autres secteurs	6 403,5	6 728,8	7 296,3
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 844,4	2 306,9	2 540,3
Autres postes nets (3)	191,3	-74,8	-56,8
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	9 827,6	10 206,5	11 568,4

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

TOGO - AGRÉGATS DE MONNAIE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	428,6	444,0	385,9
Dépôts à vue	1 135,8	1 163,0	1 289,2
M1	1 564,4	1 607,0	1 675,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 217,5	1 415,7	1 480,6
MASSE MONÉTAIRE (M2)	2 781,9	3 022,7	3 155,7
Actifs extérieurs nets	1 130,1	1 169,0	1 092,9
Banque Centrale	-259,1	-206,6	-193,6
Banques	1 389,2	1 375,6	1 286,5
Créances intérieures	1 955,0	2 285,9	2 431,4
Créances nettes sur l'administration centrale	216,2	448,4	652,3
Créances sur les autres secteurs	1 738,7	1 837,5	1 779,1
Passifs à caractère non monétaire (2)	401,4	522,6	478,6
Autres postes nets (3)	-98,2	-90,4	-110,0
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	2 781,9	3 022,7	3 155,7

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

UMOA - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	3 081,6	6 440,1	15 599,8
Créances sur les non-résidents	9 497,7	13 521,4	22 803,8
Engagements envers les non-résidents	6 416,1	7 081,3	7 204,1
Créances sur les banques	8 417,7	9 407,1	8 326,0
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	6 446,1	6 445,9	5 880,3
Créances sur les autres secteurs	707,2	719,7	721,6
TOTAL ACTIF	18 652,7	23 012,7	30 527,6
Base monétaire	15 119,5	18 249,1	23 917,7
Circulation fiduciaire(**)	11 669,4	13 678,4	16 469,4
Engagements envers les banques	2 679,1	3 771,5	6 001,9
Engagements envers les autres secteurs	771,0	799,2	1 446,4
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	33,3	44,2	51,9
Actions et autres titres de participation	3 400,9	4 341,5	5 968,7
Autres postes (net)	99,0	378,0	589,3
TOTAL PASSIF	18 652,7	23 012,7	30 527,6

Source : BCEAO
(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors
(**) les billets et pièces en circulation hors de la Banque Centrale

BÉNIN - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	-563,6	-617,6	-254,0
Créances sur les non-résidents	268,8	199,8	604,1
Engagements envers les non-résidents	832,4	817,4	858,2
Créances sur les banques	1 259,2	1 243,9	1 350,6
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	355,3	468,1	337,7
Créances sur les autres secteurs	2,9	3,7	3,3
TOTAL ACTIF	1 053,7	1 098,1	1 437,6
Base monétaire	1 044,4	1 088,6	1 429,4
Circulation fiduciaire(**)	869,7	895,3	1 115,1
Engagements envers les banques	173,9	192,5	313,3
Engagements envers les autres secteurs	0,9	0,8	1,0
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	8,0	8,8	7,3
Actions et autres titres de participation	0,2	0,2	0,2
Autres postes (net)	1,1	0,5	0,7
TOTAL PASSIF	1 053,7	1 098,1	1 437,6

Source : BCEAO
(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors
(**) les billets et pièces en circulation hors de la Banque Centrale

BURKINA - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	-372,5	-59,5	792,9
Créances sur les non-résidents	524,4	912,0	1 628,6
Engagements envers les non-résidents	896,9	971,5	835,7
Créances sur les banques	1 508,4	1 648,5	1 437,1
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	206,3	178,3	120,9
Créances sur les autres secteurs	9,0	9,4	11,3
TOTAL ACTIF	1 351,2	1 776,7	2 362,3
Base monétaire	1 382,6	1 765,5	2 352,7
Circulation fiduciaire(**)	1 147,2	1 403,4	1 784,6
Engagements envers les banques	234,0	361,2	567,0
Engagements envers les autres secteurs	1,3	0,9	1,1
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	3,7	8,7	5,8
Actions et autres titres de participation	0,5	0,5	0,5
Autres postes (net)	-35,5	2,0	3,3
TOTAL PASSIF	1 351,2	1 776,7	2 362,3

Source : BCEAO
(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors
(**) les billets et pièces en circulation hors de la Banque Centrale

CÔTE D'IVOIRE - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	1 641,9	2 751,0	5 792,6
Créances sur les non-résidents	4 943,9	6 620,3	9 973,0
Engagements envers les non-résidents	3 302,0	3 869,3	4 180,3
Créances sur les banques	2 049,4	2 552,5	1 602,6
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	1 862,9	1 969,3	2 337,5
Créances sur les autres secteurs	9,1	9,0	9,2
TOTAL ACTIF	5 563,2	7 281,8	9 742,0
Base monétaire	5 553,2	7 276,9	9 731,4
Circulation fiduciaire(**)	4 387,6	5 342,4	6 782,0
Engagements envers les banques	1 161,3	1 930,5	2 944,4
Engagements envers les autres secteurs	4,3	4,0	5,0
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	9,2
Actions et autres titres de participation	1,6	1,7	1,6
Autres postes (net)	8,4	3,1	-0,1
TOTAL PASSIF	5 563,2	7 281,8	9 742,0

Source : BCEAO
(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors
(**) les billets et pièces en circulation hors de la Banque Centrale



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L' ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

GUINÉE-BISSAU - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	150,2	186,7	216,6
Créances sur les non-résidents	232,5	264,3	292,2
Engagements envers les non-résidents	82,3	77,6	75,6
Créances sur les banques	83,1	66,0	54,0
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	75,0	75,1	86,9
Créances sur les autres secteurs	4,6	4,9	5,7
TOTAL ACTIF	312,8	332,6	363,1
Base monétaire	311,1	332,0	361,3
Circulation fiduciaire(**)	298,2	303,7	328,6
Engagements envers les banques	12,7	28,0	32,4
Engagements envers les autres secteurs	0,3	0,2	0,3
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,2	0,2	0,2
Actions et autres titres de participation	0,1	0,1	0,1
Autres postes (net)	1,5	0,4	1,5
TOTAL PASSIF	312,8	332,6	363,1

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

(**) les billets et pièces en circulation hors de la Banque Centrale

MALI - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	-309,8	-191,6	132,8
Créances sur les non-résidents	468,5	302,6	649,0
Engagements envers les non-résidents	778,3	494,2	516,2
Créances sur les banques	1 262,6	1 401,3	1 396,9
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	424,4	348,5	367,4
Créances sur les autres secteurs	4,4	5,7	6,2
TOTAL ACTIF	1 381,6	1 563,9	1 903,3
Base monétaire	1 373,0	1 595,5	1 894,0
Circulation fiduciaire(**)	1 153,4	1 322,1	1 199,5
Engagements envers les banques	218,4	272,2	693,2
Engagements envers les autres secteurs	1,2	1,2	1,4
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	2,5	5,5	6,4
Actions et autres titres de participation	0,3	0,3	0,3
Autres postes (net)	5,8	-37,4	2,6
TOTAL PASSIF	1 381,6	1 563,9	1 903,3

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

(**) les billets et pièces en circulation hors de la Banque Centrale

NIGER - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	85,1	90,5	305,3
Créances sur les non-résidents	671,4	654,9	774,4
Engagements envers les non-résidents	586,4	564,3	469,1
Créances sur les banques	665,3	534,1	488,5
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	232,3	352,5	409,4
Créances sur les autres secteurs	3,6	4,5	4,8
TOTAL ACTIF	986,3	981,7	1 207,9
Base monétaire	790,6	979,4	1 194,8
Circulation fiduciaire(**)	747,5	930,9	1 113,6
Engagements envers les banques	41,8	47,3	76,7
Engagements envers les autres secteurs	1,4	1,2	4,5
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,4	0,6	0,6
Actions et autres titres de participation	1,1	1,1	1,1
Autres postes (net)	194,2	0,6	11,5
TOTAL PASSIF	986,3	981,7	1 207,9

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

(**) les billets et pièces en circulation hors de la Banque Centrale

SÉNÉGAL - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	1 038,0	1 341,1	2 390,4
Créances sur les non-résidents	2 949,9	2 951,8	3 622,6
Engagements envers les non-résidents	1 911,8	1 610,8	1 232,2
Créances sur les banques	1 220,9	1 415,0	1 522,4
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	1 059,0	971,7	952,5
Créances sur les autres secteurs	4,4	5,4	6,7
TOTAL ACTIF	3 322,3	3 733,1	4 872,0
Base monétaire	3 317,2	3 732,4	4 865,5
Circulation fiduciaire(**)	2 580,4	2 967,4	3 656,8
Engagements envers les banques	734,2	763,3	1 207,4
Engagements envers les autres secteurs	2,6	1,7	1,4
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,2	1,1	3,0
Actions et autres titres de participation	1,5	1,6	1,4
Autres postes (net)	3,4	-1,9	2,0
TOTAL PASSIF	3 322,3	3 733,1	4 872,0

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

(**) les billets et pièces en circulation hors de la Banque Centrale



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

TOGO - SITUATION RÉSUMÉE DE LA BANQUE CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	-259,1	-206,6	-193,6
Créances sur les non-résidents	1 142,6	1 026,9	968,2
Engagements envers les non-résidents	1 401,7	1 233,6	1 161,7
Créances sur les banques	562,8	545,7	473,9
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	265,0	309,9	343,4
Créances sur les autres secteurs	36,4	48,1	46,3
TOTAL ACTIF	605,2	697,1	670,1
Base monétaire	591,2	693,0	663,7
Circulation fiduciaire(**)	485,3	513,2	489,3
Engagements envers les banques	102,9	176,4	167,5
Engagements envers les autres secteurs	3,0	3,4	6,9
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	2,4	2,7	2,9
Actions et autres titres de participation	0,1	0,2	0,1
Autres postes (net)	11,4	1,2	3,3
TOTAL PASSIF	605,2	697,1	670,1

Source : BCEAO
(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors
(**) les billets et pièces en circulation hors de la Banque Centrale

UMOA - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	-1 931,3	-1 626,0	-2 372,3
Créances sur les non-résidents	1 183,1	1 269,5	1 389,3
Engagements envers les non-résidents	-3 114,3	-2 895,5	-3 761,6
Créances sur la banque centrale	3 826,7	4 861,6	7 517,2
Créances nettes sur l'administration centrale	17 279,8	19 467,5	22 047,7
Créances sur les autres secteurs	33 612,0	35 158,7	37 170,5
Créances sur les autres sociétés financières	907,1	910,0	1 393,5
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	425,8	169,0	233,2
Créances sur les sociétés non financières publiques	1 989,2	2 138,2	1 874,0
Créances sur le secteur privé	30 289,9	31 941,5	33 669,8
TOTAL ACTIF	52 787,3	57 861,9	64 363,1
Engagements envers la banque centrale	8 421,7	9 316,0	8 183,2
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	21 987,2	23 261,2	27 583,4
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	13 976,5	15 112,2	16 700,3
Dépôts exclus de la masse monétaire	2 093,5	2 530,4	2 781,1
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	6,9	0,0	0,0
Emprunts	1 146,3	1 634,0	2 125,7
Actions et autres titres de participation	6 424,5	6 401,0	7 572,7
Autres postes (net)	-1 269,2	-392,8	-583,4
TOTAL PASSIF	52 787,3	57 861,9	64 363,1

Source : BCEAO

BÉNIN - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	2 293,4	2 094,0	1 957,0
Créances sur les non-résidents	2 643,9	2 777,7	2 827,3
Engagements envers les non-résidents	-350,5	-683,8	-870,3
Créances sur la banque centrale	234,1	243,9	383,3
Créances nettes sur l'administration centrale	-372,7	-299,4	-57,7
Créances sur les autres secteurs	2 548,8	2 768,5	3 065,4
Créances sur les autres sociétés financières	25,9	20,7	26,7
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	59,3	5,2	4,1
Créances sur les sociétés non financières publiques	245,7	273,9	212,1
Créances sur le secteur privé	2 218,0	2 468,7	2 822,5
TOTAL ACTIF	4 703,7	4 807,0	5 348,1
Engagements envers la banque centrale	1 262,3	1 243,2	1 350,2
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	1 761,5	1 749,1	2 018,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 030,1	1 070,9	1 152,5
Dépôts exclus de la masse monétaire	121,3	125,1	167,1
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	63,0	97,4	107,3
Actions et autres titres de participation	506,2	557,9	620,7
Autres postes (net)	-40,7	-36,6	-68,5
TOTAL PASSIF	4 703,7	4 807,0	5 348,1

Source : BCEAO



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

BURKINA - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	1 998,8	2 134,7	2 307,5
Créances sur les non-résidents	2 624,3	2 535,5	2 871,2
Engagements envers les non-résidents	-625,5	-400,8	-563,7
Créances sur la banque centrale	433,6	474,9	738,6
Créances nettes sur l'administration centrale	243,7	468,0	920,3
Créances sur les autres secteurs	4 312,2	4 300,4	4 032,8
Créances sur les autres sociétés financières	72,4	43,4	33,2
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	5,4	6,4	28,9
Créances sur les sociétés non financières publiques	347,8	449,8	324,2
Créances sur le secteur privé	3 886,6	3 800,8	3 646,4
TOTAL ACTIF	6 988,3	7 378,0	7 999,1
Engagements envers la banque centrale	1 508,3	1 647,7	1 436,3
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	2 189,2	2 190,4	2 697,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	2 073,8	2 184,3	2 361,0
Dépôts exclus de la masse monétaire	380,9	480,1	463,7
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	73,1	54,5	50,6
Actions et autres titres de participation	912,3	918,7	958,3
Autres postes (net)	-149,2	-97,6	31,8
TOTAL PASSIF	6 988,3	7 378,0	7 999,1

Source : BCEAO

CÔTE D'IVOIRE - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	992,4	1 657,1	1 033,0
Créances sur les non-résidents	2 625,5	2 927,6	3 270,0
Engagements envers les non-résidents	-1 633,0	-1 270,4	-2 236,9
Créances sur la banque centrale	1 618,5	2 380,9	3 599,1
Créances nettes sur l'administration centrale	4 401,2	5 162,0	5 362,4
Créances sur les autres secteurs	11 396,6	12 707,9	14 402,6
Créances sur les autres sociétés financières	269,7	317,4	658,3
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	3,4	28,0	56,4
Créances sur les sociétés non financières publiques	399,1	476,5	530,1
Créances sur le secteur privé	10 724,3	11 886,0	13 157,8
TOTAL ACTIF	18 408,8	21 907,9	24 397,0
Engagements envers la banque centrale	2 049,1	2 464,9	1 601,9
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	8 340,5	9 730,4	11 986,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	5 076,3	5 266,9	6 401,9
Dépôts exclus de la masse monétaire	776,2	800,5	1 016,0
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	216,9	337,0	706,5
Actions et autres titres de participation	2 135,5	4 049,6	2 962,0
Autres postes (net)	-185,6	-741,4	-277,9
TOTAL PASSIF	18 408,8	21 907,9	24 397,0

Source : BCEAO

GUINÉE-BISSAU - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	92,9	68,2	71,0
Créances sur les non-résidents	147,6	140,1	156,9
Engagements envers les non-résidents	-54,6	-71,9	-85,9
Créances sur la banque centrale	19,8	28,3	48,1
Créances nettes sur l'administration centrale	67,3	97,8	66,7
Créances sur les autres secteurs	168,3	147,0	167,5
Créances sur les autres sociétés financières	0,3	5,6	16,5
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	4,8	1,0	6,5
Créances sur les sociétés non financières publiques	9,4	2,3	3,3
Créances sur le secteur privé	153,9	138,1	141,2
TOTAL ACTIF	348,3	341,3	353,3
Engagements envers la banque centrale	83,1	65,5	64,0
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	129,3	143,8	140,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	76,9	88,5	90,3
Dépôts exclus de la masse monétaire	20,2	8,5	11,5
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	8,4	3,9	6,7
Actions et autres titres de participation	45,6	40,4	52,8
Autres postes (net)	-15,1	-9,3	-12,9
TOTAL PASSIF	348,3	341,3	353,3

Source : BCEAO

MALI - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	263,9	484,8	597,7
Créances sur les non-résidents	1 129,2	1 145,3	1 370,8
Engagements envers les non-résidents	-865,3	-660,5	-773,1
Créances sur la banque centrale	343,5	381,2	875,6
Créances nettes sur l'administration centrale	1 392,4	1 472,6	1 776,2
Créances sur les autres secteurs	3 781,8	3 849,2	3 782,2
Créances sur les autres sociétés financières	44,1	26,7	65,4
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	23,8	0,0	0,0
Créances sur les sociétés non financières publiques	227,0	194,1	151,1
Créances sur le secteur privé	3 486,9	3 628,4	3 565,7
TOTAL ACTIF	5 781,6	6 187,8	7 031,7
Engagements envers la banque centrale	1 262,2	1 422,9	1 379,4
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	2 298,8	2 169,0	2 756,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 395,7	1 452,0	1 623,0
Dépôts exclus de la masse monétaire	114,2	143,2	181,6
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	49,4	124,3	129,6
Actions et autres titres de participation	717,1	750,6	852,0
Autres postes (net)	-55,8	125,9	109,0
TOTAL PASSIF	5 781,6	6 187,8	7 031,7

Source : BCEAO



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

NIGER - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	315,0	187,9	177,0
Créances sur les non-résidents	556,9	381,5	369,6
Engagements envers les non-résidents	-241,9	-193,6	-192,6
Créances sur la banque centrale	78,1	95,8	117,8
Créances nettes sur l'administration centrale	283,5	303,3	332,9
Créances sur les autres secteurs	1 250,2	1 353,4	1 294,0
Créances sur les autres sociétés financières	9,6	15,3	12,4
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	25,0	16,8	7,8
Créances sur les sociétés non financières publiques	98,7	96,2	73,7
Créances sur le secteur privé	1 117,0	1 225,0	1 200,1
TOTAL ACTIF	1 926,9	1 940,5	1 921,8
Engagements envers la banque centrale	476,1	522,9	434,6
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	767,4	714,9	743,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	359,1	373,6	369,2
Dépôts exclus de la masse monétaire	70,8	45,1	52,8
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	52,9	77,6	105,3
Actions et autres titres de participation	173,5	147,9	177,6
Autres postes (net)	27,0	58,5	38,5
TOTAL PASSIF	1 926,9	1 940,5	1 921,8

Source : BCEAO

SÉNÉGAL - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	1 003,3	777,5	206,7
Créances sur les non-résidents	2 063,8	1 965,8	1 735,2
Engagements envers les non-résidents	-1 060,5	-1 188,3	-1 528,5
Créances sur la banque centrale	916,8	1 044,2	1 511,8
Créances nettes sur l'administration centrale	2 362,5	2 622,6	3 209,0
Créances sur les autres secteurs	6 399,1	6 723,4	7 289,6
Créances sur les autres sociétés financières	84,6	141,1	180,4
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	45,3	219,2	117,5
Créances sur les sociétés non financières publiques	418,1	553,4	347,5
Créances sur le secteur privé	5 851,1	5 809,8	6 644,2
TOTAL ACTIF	10 681,7	11 167,7	12 217,1
Engagements envers la banque centrale	1 220,5	1 403,2	1 442,9
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	4 984,3	4 818,9	5 519,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	2 438,1	2 638,1	2 667,8
Dépôts exclus de la masse monétaire	486,2	707,7	754,7
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	6,9	0,0	0,0
Emprunts	200,5	185,9	232,4
Actions et autres titres de participation	1 149,1	1 410,7	1 548,7
Autres postes (net)	196,1	3,1	50,9
TOTAL PASSIF	10 681,7	11 167,7	12 217,1

Source : BCEAO

TOGO - SITUATION RÉSUMÉE DES BANQUES

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	1 389,2	1 375,6	1 286,5
Créances sur les non-résidents	1 727,5	1 701,8	1 755,6
Engagements envers les non-résidents	-338,3	-326,2	-469,2
Créances sur la banque centrale	181,2	212,4	242,9
Créances nettes sur l'administration centrale	-47,6	142,9	313,3
Créances sur les autres secteurs	1 702,3	1 789,4	1 732,8
Créances sur les autres sociétés financières	32,2	48,2	17,5
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,0	0,0	0,5
Créances sur les sociétés non financières publiques	122,2	108,2	152,0
Créances sur le secteur privé	1 548,0	1 633,0	1 562,8
TOTAL ACTIF	3 225,0	3 520,4	3 575,4
Engagements envers la banque centrale	560,3	545,7	473,9
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	1 072,8	1 086,9	1 209,7
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 217,5	1 415,7	1 480,6
Dépôts exclus de la masse monétaire	97,8	146,9	139,5
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	29,0	27,0	28,3
Actions et autres titres de participation	272,0	345,9	307,7
Autres postes (net)	-24,4	-47,7	-64,3
TOTAL PASSIF	3 225,0	3 520,4	3 575,4

Source : BCEAO



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union A1

Évolution des taux de change moyens trimestriels
(quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA) A2

Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS) A3 à A4

Transferts nets des ressources du FMI A5

Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut A6 à A10

Production des principales cultures d'exportation A11

Production des principales cultures vivrières A12

Productions minières A13

Indice harmonisé des prix à la consommation A14

Tableaux des opérations financières des États A15 à A23

Évolution de la balance des paiements A24 à A28

Agrégats de monnaie A29 à A33

Situation résumée de la Banque Centrale A34 à A38

Situation résumée des Banques A39 à A43

Créances nettes sur l'administration centrale A44 à A48

Utilisations déclarées aux Centrales des risques A49 à A57

Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO A58

Adresses des différents sites de la BCEAO A59 à A65

UMOA - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO(1)	6 415,9	6 412,4	5 846,8
Créances	8 002,9	8 393,7	8 111,4
Crédits	6 020,8	6 611,5	7 164,5
Concours adossés aux DTS	1 312,5	1 312,5	1 312,3
Concours consolidés	218,0	218,0	213,4
Concours du FMI	4 248,0	4 838,7	5 406,5
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	242,3	242,3	232,3
Portefeuille de titres du Trésor	1 965,5	1 765,5	929,3
Autres créances	16,6	16,8	17,5
Engagements	1 587,0	1 981,3	2 264,6
Encaisses du Trésor	30,2	33,5	33,5
Dépôts	1 451,4	1 844,2	2 123,7
Autres engagements	105,4	103,6	107,4
Créances nettes des banques	17 279,8	19 467,5	22 047,7
Créances	22 137,5	24 729,6	28 059,8
Crédits	4 318,4	4 451,6	4 408,7
Portefeuille de titres du Trésor	17 819,1	20 278,0	23 651,1
Engagements	4 857,7	5 262,1	6 012,1
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	23 695,7	25 879,9	27 894,5

Source : BCEAO

(1) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

(2) Les créances sur position extérieure négative et autres créances financières dues par les États.

BÉNIN - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO(1)	348,7	461,6	331,1
Créances	641,1	687,9	684,1
Crédits	641,1	687,9	684,1
Concours adossés aux DTS	94,2	94,2	94,2
Concours consolidés	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	546,9	593,7	589,9
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	292,3	226,3	353,0
Encaisses du Trésor	6,5	6,5	6,5
Dépôts	285,8	219,7	346,4
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	-372,7	-299,4	-57,7
Créances	810,8	846,4	1 007,9
Crédits	221,2	238,1	318,1
Portefeuille de titres du Trésor	589,7	608,3	689,9
Engagements	1 183,6	1 145,8	1 065,6
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	-24,0	162,3	273,5

Source : BCEAO

(1) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

(2) Les créances sur position extérieure négative et autres créances financières dues par les États.

BURKINA - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO(1)	199,8	171,7	114,3
Créances	333,2	359,3	351,6
Crédits	333,2	359,3	351,6
Concours adossés aux DTS	91,6	91,6	91,6
Concours consolidés	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	241,5	267,7	260,0
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	133,4	187,6	237,3
Encaisses du Trésor	6,6	6,6	6,6
Dépôts	126,8	181,0	230,7
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	243,7	468,0	920,3
Créances	1 154,7	1 408,2	1 834,6
Crédits	295,9	322,6	455,3
Portefeuille de titres du Trésor	858,8	1 085,6	1 379,3
Engagements	911,0	940,3	914,3
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	443,5	639,7	1 034,6

Source : BCEAO

(1) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

(2) Les créances sur position extérieure négative et autres créances financières dues par les États.

CÔTE D'IVOIRE - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO(1)	1 860,6	1 967,1	2 335,3
Créances	2 511,7	3 063,5	3 728,9
Crédits	2 511,7	3 063,5	3 728,9
Concours adossés aux DTS	495,0	495,0	495,0
Concours consolidés	216,7	210,2	212,1
Concours du FMI	1 658,1	2 216,4	2 886,9
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	141,9	141,9	134,8
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	651,1	1 096,5	1 393,5
Encaisses du Trésor	2,2	2,2	2,2
Dépôts	648,8	1 094,2	1 391,3
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	4 401,2	5 162,0	5 362,4
Créances	5 415,3	6 408,5	7 427,4
Crédits	1 154,5	1 108,1	1 388,8
Portefeuille de titres du Trésor	4 260,7	5 300,3	6 038,6
Engagements	1 014,0	1 246,4	2 065,0
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	6 261,9	7 129,1	7 697,7

Source : BCEAO

(1) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

(2) Les créances sur position extérieure négative et autres créances financières dues par les États.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

GUINÉE-BISSAU - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO(1)	75,0	75,0	86,8
Créances	78,3	88,7	89,0
Crédits	78,3	88,7	89,0
Concours adossés aux DTS	31,5	31,5	31,3
Concours consolidés	1,3	1,3	1,3
Concours du FMI	31,8	42,3	43,1
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	13,6	13,6	13,3
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	3,3	13,6	2,2
Encaisses du Trésor	0,0	0,0	0,0
Dépôts	3,3	13,6	2,2
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	67,3	97,8	66,7
Créances	83,2	119,4	101,1
Crédits	53,0	79,9	67,0
Portefeuille de titres du Trésor	30,1	39,5	34,1
Engagements	15,8	21,6	34,4
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	142,3	172,9	153,5

Source : BCEAO

(1) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

(2) Les créances sur position extérieure négative et autres créances financières dues par les États.

MALI - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO(1)	416,5	340,6	359,5
Créances	437,6	408,6	437,2
Crédits	437,6	408,6	437,2
Concours adossés aux DTS	142,0	142,0	142,0
Concours consolidés	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	295,6	266,5	295,1
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	21,1	68,0	77,7
Encaisses du Trésor	7,9	7,9	7,9
Dépôts	13,2	60,0	69,7
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	1 392,4	1 472,6	1 776,2
Créances	1 744,1	1 920,9	2 339,5
Crédits	244,9	96,7	124,9
Portefeuille de titres du Trésor	1 499,2	1 824,3	2 214,6
Engagements	351,8	448,3	563,3
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	1 808,8	1 813,2	2 135,7

Source : BCEAO

(1) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

(2) Les créances sur position extérieure négative et autres créances financières dues par les États.

NIGER - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO(1)	229,5	349,8	406,6
Créances	393,1	415,2	436,6
Crédits	393,1	415,2	436,6
Concours adossés aux DTS	100,2	100,2	100,2
Concours consolidés	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	292,9	287,7	274,9
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	27,3	61,5
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	163,5	65,4	30,0
Encaisses du Trésor	2,8	2,8	2,8
Dépôts	160,7	62,6	27,2
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	283,5	303,3	332,9
Créances	441,6	470,1	492,5
Crédits	87,0	83,3	62,6
Portefeuille de titres du Trésor	354,6	386,8	429,9
Engagements	158,1	166,8	159,6
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	513,1	653,1	739,5

Source : BCEAO

(1) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

(2) Les créances sur position extérieure négative et autres créances financières dues par les États.

SÉNÉGAL - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO(1)	1 055,9	968,6	949,4
Créances	1 239,1	1 133,6	989,9
Crédits	1 239,1	1 133,6	989,9
Concours adossés aux DTS	246,3	246,3	246,3
Concours consolidés	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	992,8	887,4	743,6
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	183,1	165,0	40,5
Encaisses du Trésor	3,1	3,1	3,1
Dépôts	180,0	161,9	37,3
Autres engagements	0,1	0,1	0,1
Créances nettes des banques	2 362,5	2 622,6	3 209,0
Créances	2 931,7	3 373,2	3 950,8
Crédits	1 525,8	1 627,5	1 262,2
Portefeuille de titres du Trésor	1 405,9	1 745,7	2 688,6
Engagements	569,2	750,7	741,9
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	3 418,5	3 591,2	4 158,4

Source : BCEAO

(1) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

(2) Les créances sur position extérieure négative et autres créances financières dues par les États.



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

TOGO - CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2023	2024	2025
	À fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO(1)	263,9	305,4	339,0
Créances	300,0	361,4	363,1
Crédits	300,0	361,4	363,1
Concours adossés aux DTS	111,7	111,7	111,7
Concours consolidés	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	188,3	249,7	251,4
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	36,1	56,0	24,1
Encaisses du Trésor	1,1	4,4	4,4
Dépôts	35,0	51,6	19,6
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	-47,6	142,9	313,3
Créances	579,9	702,1	875,3
Crédits	147,8	195,0	382,5
Portefeuille de titres du Trésor	432,1	507,1	492,7
Engagements	627,5	559,2	562,0
TOTAL CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	216,2	448,4	652,3

Source : BCEAO

(1) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors
(2) Les créances sur position extérieure négative et autres créances financières dues par les États.

UMOA - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS À COURT TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	398 479	408 736	282 198
- Agriculture, chasse	350 918	361 544	235 479
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	47 562	47 192	46 720
Industries extractives	248 684	327 722	338 204
- Pétrole brut et gaz naturel	69 732	25 961	31 990
- Autres	178 951	301 761	306 215
Industries manufacturières	1 476 552	1 659 873	1 836 015
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	605 651	636 113	768 512
- Textiles, habillement, cuir	140 986	208 421	133 117
- Industries chimiques	343 227	364 709	405 171
- Autres	386 688	450 630	529 216
Électricité, gaz, eau	798 593	661 219	611 104
Bâtiment, travaux publics	1 214 539	1 146 671	1 098 148
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	4 137 807	4 817 787	4 888 836
- Commerce de gros	3 220 414	3 731 785	3 781 092
- Commerce de détail	841 405	1 028 311	1 047 501
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	75 987	57 694	60 242
Transports, entrepôts et communications	829 132	830 050	1 053 757
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	673 005	854 123	862 935
- Établissements financiers, assurances	136 770	187 119	161 232
- Affaires immobilières, services aux entreprises	536 234	667 004	701 703
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	1 488 417	1 574 042	1 783 299
- Services divers fournis à la collectivité	129 431	156 053	196 993
- Prêts aux particuliers	330 825	461 375	556 274
- Autres	1 028 161	956 614	1 030 033
TOTAL	11 265 207	12 280 223	12 754 501

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO

UMOA - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS À MOYEN ET LONG TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	228 703	160 177	160 505
- Agriculture, chasse	98 690	135 274	125 402
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	130 013	24 903	35 102
Industries extractives	155 874	171 367	196 903
- Pétrole brut et gaz naturel	26 938	13 036	8 524
- Autres	128 936	158 331	188 380
Industries manufacturières	668 830	716 772	735 304
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	232 317	225 706	210 403
- Textiles, habillement, cuir	43 671	38 734	24 655
- Industries chimiques	165 500	111 478	126 510
- Autres	227 342	340 854	373 733
Électricité, gaz, eau	397 663	391 092	373 801
Bâtiment, travaux publics	660 435	506 473	596 831
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	1 118 496	1 049 797	1 013 102
- Commerce de gros	804 162	777 470	729 537
- Commerce de détail	201 376	205 790	225 916
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	112 958	66 537	57 648
Transports, entrepôts et communications	922 434	851 340	923 285
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	1 149 050	984 271	994 175
- Établissements financiers, assurances	367 660	273 232	240 769
- Affaires immobilières, services aux entreprises	781 390	711 039	753 405
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	2 450 842	2 766 806	3 096 108
- Services divers fournis à la collectivité	328 043	285 933	331 211
- Prêts aux particuliers	1 159 533	1 383 208	1 567 996
- Autres	963 266	1 097 665	1 196 900
TOTAL	7 752 327	7 598 095	8 090 011

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

BÉNIN - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS À COURT TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	7 866	48 690	54 117
- Agriculture, chasse	7 796	48 580	53 995
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	70	110	122
Industries extractives	12 457	11 098	12 391
- Pétrole brut et gaz naturel	7 289	8 110	9 031
- Autres	5 168	2 988	3 360
Industries manufacturières	83 651	72 384	80 625
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	45 196	36 213	40 228
- Textiles, habillement, cuir	9 502	15 529	17 498
- Industries chimiques	3 312	3 362	3 749
- Autres	25 641	17 280	19 151
Électricité, gaz, eau	3 116	17 121	18 982
Bâtiment, travaux publics	91 794	102 939	114 136
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	219 358	226 699	251 191
- Commerce de gros	163 260	165 392	183 442
- Commerce de détail	45 279	59 028	65 232
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	10 819	2 279	2 516
Transports, entrepôts et communications	45 934	40 080	44 339
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	57 171	101 375	111 768
- Établissements financiers, assurances	24 802	17 793	19 922
- Affaires immobilières, services aux entreprises	32 369	83 582	91 846
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	184 775	102 779	113 990
- Services divers fournis à la collectivité	2 967	9 178	10 185
- Prêts aux particuliers	23 916	29 633	32 730
- Autres	157 892	63 968	71 075
TOTAL	706 122	723 165	801 539

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO

BÉNIN - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS À MOYEN ET LONG TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	5 760	34 778	38 403
- Agriculture, chasse	5 720	34 737	38 359
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	40	41	044
Industries extractives	4 896	6 929	7 709
- Pétrole brut et gaz naturel	375	1 129	1 231
- Autres	4 521	5 800	6 478
Industries manufacturières	47 008	50 400	56 027
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	19 334	23 606	26 244
- Textiles, habillement, cuir	10 533	10 784	11 942
- Industries chimiques	1 475	1 518	1 693
- Autres	15 666	14 492	16 148
Électricité, gaz, eau	46 157	28 723	31 911
Bâtiment, travaux publics	168 387	198 226	221 184
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	80 275	163 137	180 731
- Commerce de gros	20 889	114 577	127 075
- Commerce de détail	6 166	38 311	42 271
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	53 220	10 249	11 385
Transports, entrepôts et communications	80 068	152 059	168 402
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	381 614	182 450	200 822
- Établissements financiers, assurances	37 180	14 587	16 230
- Affaires immobilières, services aux entreprises	344 434	167 863	184 592
Services fournis à la collec., serv. Soc. et pers.	319 416	446 653	495 086
- Services divers fournis à la collectivité	64 755	47 521	52 708
- Prêts aux particuliers	141 113	234 610	259 318
- Autres	113 548	164 522	183 060
TOTAL	1 133 581	1 263 355	1 400 274

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO

BURKINA - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS À COURT TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	57 597	40 560	40 206
- Agriculture, chasse	57 268	40 523	39 696
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	329	37	510
Industries extractives	110 605	118 067	50 136
- Pétrole brut et gaz naturel	47 040	4 836	2 764
- Autres	63 565	113 231	47 372
Industries manufacturières	273 486	279 612	216 411
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	63 905	35 391	47 248
- Textiles, habillement, cuir	110 589	160 254	69 583
- Industries chimiques	38 873	22 176	28 010
- Autres	60 119	61 791	71 569
Électricité, gaz, eau	20 080	23 038	30 465
Bâtiment, travaux publics	216 944	269 111	230 664
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	726 323	812 142	811 931
- Commerce de gros	656 754	662 183	645 848
- Commerce de détail	61 213	138 544	158 090
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	8 356	11 415	7 993
Transports, entrepôts et communications	113 919	116 914	167 672
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	74 486	112 570	122 872
- Établissements financiers, assurances	11 293	16 705	18 644
- Affaires immobilières, services aux entreprises	63 193	95 866	104 229
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	111 250	151 311	165 442
- Services divers fournis à la collectivité	30 960	44 109	57 661
- Prêts aux particuliers	42 197	55 784	46 820
- Autres	38 093	51 417	60 961
TOTAL	1 704 690	1 923 325	1 835 800

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO

BURKINA - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS À MOYEN ET LONG TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	26 893	23 179	14 257
- Agriculture, chasse	26 062	22 533	13 349
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	831	646	908
Industries extractives	110 463	129 187	150 556
- Pétrole brut et gaz naturel	18 186	11 076	6 736
- Autres	92 277	118 111	143 821
Industries manufacturières	117 654	135 114	103 682
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	25 685	31 939	40 290
- Textiles, habillement, cuir	29 247	21 138	2 250
- Industries chimiques	6 806	9 771	7 400
- Autres	55 916	72 266	53 742
Électricité, gaz, eau	53 786	46 481	86 920
Bâtiment, travaux publics	215 478	100 773	124 825
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	237 486	223 989	153 810
- Commerce de gros	203 227	187 803	121 099
- Commerce de détail	17 554	23 946	25 273
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	16 705	12 240	7 438
Transports, entrepôts et communications	198 570	148 872	126 304
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	152 030	169 917	180 622
- Établissements financiers, assurances	51 581	49 096	57 281
- Affaires immobilières, services aux entreprises	100 449	120 821	123 341
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	894 501	797 631	921 489
- Services divers fournis à la collectivité	179 491	148 231	193 591
- Prêts aux particuliers	334 844	297 809	388 602
- Autres	380 166	351 591	339 296
TOTAL	2 006 861	1 775 143	1 862 464

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

CÔTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS À COURT TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	98 623	66 517	86 100
- Agriculture, chasse	62 104	32 137	51 086
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	36 519	34 380	35 014
Industries extractives	9 292	25 093	68 514
- Pétrole brut et gaz naturel	4 581	1 177	2 303
- Autres	4 711	23 916	66 211
Industries manufacturières	438 163	555 640	718 333
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	263 893	312 135	408 461
- Textiles, habillement, cuir	13 513	16 660	29 769
- Industries chimiques	87 561	124 931	158 862
- Autres	73 195	101 914	121 241
Électricité, gaz, eau	549 855	379 942	347 230
Bâtiment, travaux publics	172 597	174 740	201 601
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	1 138 560	1 424 296	1 322 730
- Commerce de gros	780 171	1 045 438	999 279
- Commerce de détail	352 210	374 458	320 511
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	6 179	4 403	2 940
Transports, entrepôts et communications	183 323	178 646	338 179
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	134 292	176 673	191 106
- Établissements financiers, assurances	53 272	94 759	67 469
- Affaires immobilières, services aux entreprises	81 019	81 914	123 638
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	163 405	147 226	215 559
- Services divers fournis à la collectivité	29 183	20 196	18 820
- Prêts aux particuliers	30 997	14 866	76 794
- Autres	103 225	112 164	119 946
TOTAL	2 888 110	3 128 774	3 489 353

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO

CÔTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS À MOYEN ET LONG TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	161 495	42 755	52 024
- Agriculture, chasse	36 127	20 508	19 486
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	125 368	22 247	32 538
Industries extractives	83	8 350	7 481
- Pétrole brut et gaz naturel	83	0	0
- Autres	0	8 350	7 481
Industries manufacturières	256 172	202 107	238 830
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	127 695	107 133	83 038
- Textiles, habillement, cuir	3 410	2 900	5 423
- Industries chimiques	98 438	59 969	79 946
- Autres	26 629	32 105	70 423
Électricité, gaz, eau	154 686	115 029	83 339
Bâtiment, travaux publics	91 372	73 842	97 602
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	242 822	242 398	249 837
- Commerce de gros	179 077	216 285	218 840
- Commerce de détail	62 484	23 356	28 253
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 261	2 757	2 745
Transports, entrepôts et communications	236 956	264 668	348 954
Assurances, aff. immob, serv. aux entreprises	288 339	350 735	322 632
- Établissements financiers, assurances	208 079	176 220	139 666
- Affaires immobilières, services aux entreprises	80 260	174 515	182 965
Services fournis à la collec., serv. soc. et pers.	125 251	294 084	376 967
- Services divers fournis à la collectivité	14 886	19 037	19 736
- Prêts aux particuliers	68 598	102 773	99 197
- Autres	41 767	172 274	258 034
TOTAL	1 557 176	1 593 968	1 777 666

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO

GUINÉE-BISSAU - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS À COURT TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	1 569	2 115	2 951
- Agriculture, chasse	1 295	418	550
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	274	1 697	2 401
Industries extractives	1 308	807	200
- Pétrole brut et gaz naturel	510	0	0
- Autres	797	807	200
Industries manufacturières	31 244	6 982	15 511
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	808	4 416	2 932
- Textiles, habillement, cuir	0	7	1
- Industries chimiques	153	99	227
- Autres	30 283	2 460	12 352
Électricité, gaz, eau	19	10 550	10 136
Bâtiment, travaux publics	9 367	10 801	6 214
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	68 408	43 605	41 789
- Commerce de gros	65 880	40 842	34 442
- Commerce de détail	222	2 157	6 104
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	2 306	606	1 243
Transports, entrepôts et communications	7 183	10 301	11 659
Assurances, aff.i. immob., serv. aux entreprises	1 156	2 028	2 015
- Établissements financiers, assurances	45	761	1 311
- Affaires immobilières, service aux entreprises	1 112	1 266	703
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	18 898	59 109	33 006
- Services divers fournis à la collectivité	2 900	9 544	1 733
- Prêts aux particuliers	13 340	44 714	16 774
- Autres	2 658	4 851	14 499
TOTAL	139 153	146 298	123 482

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO

GUINÉE-BISSAU - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS À MOYEN ET LONG TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	3 448	901	1 007
- Agriculture, chasse	3 028	880	1 000
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	420	21	7
Industries extractives	0	82	125
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	0	82	125
Industries manufacturières	700	1 021	1 316
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	0	920	227
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	109	9	856
- Autres	592	92	232
Électricité, gaz, eau	2 734	5 621	3 681
Bâtiment, travaux publics	254	398	62
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	8 902	4 614	3 868
- Commerce de gros	5 328	3 863	3 429
- Commerce de détail	218	198	260
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	3 356	553	178
Transports, entrepôts et communications	5 419	1 746	1 928
Assurances, aff.i. immob., serv. aux entreprises	805	3 326	2 114
- Établissements financiers, assurances	0	2 742	1 628
- Affaires immobilières, service aux entreprises	805	584	486
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	28 788	24 199	21 271
- Services divers fournis à la collectivité	0	869	538
- Prêts aux particuliers	23 443	19 818	18 481
- Autres	5 345	3 512	2 252
TOTAL	51 050	41 908	35 372

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

MALI - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS À COURT TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	153 880	155 106	6 577
- Agriculture, chasse	152 784	153 699	4 620
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	1 096	1 407	1 958
Industries extractives	73 719	98 477	120 075
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	73 719	98 477	120 075
Industries manufacturières	207 974	201 500	216 597
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	104 605	85 124	88 101
- Textiles, habillement, cuir	4 690	6 955	13 647
- Industries chimiques	65 038	70 644	76 610
- Autres	33 641	38 777	38 239
Électricité, gaz, eau	54 688	48 656	23 053
Bâtiment, travaux publics	150 289	114 455	107 530
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	924 701	993 935	1 111 868
- Commerce de gros	856 670	930 993	1 055 756
- Commerce de détail	54 258	58 779	52 871
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	13 773	4 164	3 241
Transports, entrepôts et communications	156 010	195 788	142 613
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	84 694	110 585	97 672
- Établissements financiers, assurances	6 601	12 385	11 562
- Affaires immobilières, services aux entreprises	78 093	98 200	86 110
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	118 960	85 915	68 310
- Services divers fournis à la collectivité	4 394	13 884	14 391
- Prêts aux particuliers	15 054	4 254	22 897
- Autres	99 512	67 777	31 021
TOTAL	1 924 914	2 004 416	1 894 295

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO

MALI - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDIT À MOYEN ET LONG TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	1 865	6 713	736
- Agriculture, chasse	1 298	6 358	439
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	567	355	297
Industries extractives	18 180	11 005	10 294
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	18 180	11 005	10 294
Industries manufacturières	49 561	27 529	18 731
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	31 310	20 317	16 151
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	4 500	2 359	780
- Autres	13 751	4 853	1 800
Électricité, gaz, eau	10 414	120 364	102 651
Bâtiment, travaux publics	64 426	37 052	30 879
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	147 208	96 034	118 228
- Commerce de gros	130 285	85 766	105 496
- Commerce de détail	7 001	4 583	9 001
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	9 922	5 685	3 731
Transports, entrepôts et communications	73 994	30 827	36 389
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	119 230	69 786	70 287
- Établissements financiers, assurances	3 054	1 188	932
- Affaires immobilières, services aux entreprises	116 176	68 598	69 355
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	51 439	31 013	18 487
- Services divers fournis à la collectivité	4 558	2 017	1 228
- Prêts aux particuliers	24 143	17 908	15 747
- Autres	22 738	11 088	1 511
TOTAL	536 317	430 323	406 682

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO

NIGER - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS À COURT TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	6 670	11 187	10 682
- Agriculture, chasse	6 665	11 182	10 677
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	6	5	5
Industries extractives	45	4 568	9 152
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	45	4 568	9 152
Industries manufacturières	9 341	20 160	17 492
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	1 074	1 085	754
- Textiles, habillement, cuir	54	9	384
- Industries chimiques	1 589	1 408	1 490
- Autres	6 624	17 658	14 863
Électricité, gaz, eau	41 468	40 606	39 763
Bâtiment, travaux publics	91 696	75 734	77 822
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	183 207	166 122	142 308
- Commerce de gros	157 135	132 941	115 046
- Commerce de détail	24 433	30 652	24 987
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 639	2 528	2 275
Transports, entrepôts et communications	30 137	38 462	38 114
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	6 294	8 351	7 733
- Établissements financiers, assurances	2 259	1 099	1 301
- Affaires immobilières, services aux entreprises	4 035	7 252	6 432
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	286 761	316 898	322 123
- Services divers fournis à la collectivité	1 612	2 746	2 096
- Prêts aux particuliers	13 904	29 429	23 357
- Autres	271 245	284 724	296 670
TOTAL	655 619	682 088	665 190

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO

NIGER - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS À MOYEN ET LONG TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	5 217	5 528	4 847
- Agriculture, chasse	5 217	5 528	4 847
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	0	0
Industries extractives	5 796	5 195	4 820
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	5 796	5 195	4 820
Industries manufacturières	17 992	11 492	9 913
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	2 521	2 630	1 607
- Textiles, habillement, cuir	102	68	1 149
- Industries chimiques	1 356	4 711	2 147
- Autres	14 012	4 083	5 009
Électricité, gaz, eau	38 456	27 014	29 840
Bâtiment, travaux publics	27 248	35 856	37 782
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	92 475	73 482	56 994
- Commerce de gros	84 732	57 120	42 161
- Commerce de détail	6 190	10 731	9 276
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 553	5 631	5 557
Transports, entrepôts et communications	61 136	50 148	46 620
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	8 164	3 765	3 816
- Établissements financiers, assurances	1 479	1 887	2 034
- Affaires immobilières, services aux entreprises	6 685	1 878	1 782
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	300 470	236 419	243 146
- Services divers fournis à la collectivité	4 726	2 783	3 507
- Prêts aux particuliers	83 247	50 889	49 489
- Autres	212 497	182 747	190 150
TOTAL	556 954	448 899	437 778

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABRÉVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR

IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

XXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

XXXI

VUE D'ENSEMBLE

LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA

1

II POLITIQUE MONÉTAIRE

29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE

51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE

59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO

81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

107

ANNEXES111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

SÉNÉGAL - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS À COURT TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	70 995	84 065	80 652
- Agriculture, chasse	61 727	74 509	73 942
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	9 268	9 556	6 710
Industries extractives	38 624	67 374	75 062
- Pétrole brut et gaz naturel	10 312	11 838	17 892
- Autres	28 312	55 536	57 171
Industries manufacturières	370 923	466 542	530 079
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	116 167	136 692	171 517
- Textiles, habillement, cuir	2 638	9 007	2 235
- Industries chimiques	131 135	123 627	119 586
- Autres	120 983	197 216	236 741
Électricité, gaz, eau	118 152	134 351	135 377
Bâtiment, travaux publics	274 086	223 130	220 034
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	657 276	939 433	981 149
- Commerce de gros	368 355	590 129	573 131
- Commerce de détail	259 431	318 296	370 226
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	29 489	31 008	37 792
Transports, entrepôts et communications	243 205	206 003	269 307
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	293 840	295 282	306 750
- Établissements financiers, assurances	29 891	38 605	36 029
- Affaires immobilières, services aux entreprises	263 948	256 677	270 720
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	566 732	665 835	779 454
- Services divers fournis à la collectivité	26 296	51 523	83 375
- Prêts aux particuliers	175 411	270 337	317 819
- Autres	355 025	343 975	378 260
TOTAL	2 623 832	3 082 015	3 377 864

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO

SÉNÉGAL - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS À MOYEN ET LONG TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	23 876	38 602	42 458
- Agriculture, chasse	21 089	37 010	41 150
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	2 787	1 592	1 307
Industries extractives	14 173	7 732	11 690
- Pétrole brut et gaz naturel	8 294	831	557
- Autres	5 879	6 901	11 133
Industries manufacturières	171 045	254 066	272 623
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	22 568	19 796	21 631
- Textiles, habillement, cuir	379	3 844	3 891
- Industries chimiques	48 758	29 579	29 329
- Autres	99 340	200 847	217 772
Électricité, gaz, eau	55 592	30 846	27 259
Bâtiment, travaux publics	50 339	32 142	43 810
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	214 287	152 185	164 014
- Commerce de gros	103 880	49 626	52 358
- Commerce de détail	91 021	79 298	88 611
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	19 386	23 261	23 044
Transports, entrepôts et communications	161 758	129 414	122 871
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	135 134	131 344	152 851
- Établissements financiers, assurances	45 086	13 878	13 238
- Affaires immobilières, services aux entreprises	90 048	117 466	139 613
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	530 346	743 344	827 977
- Services divers fournis à la collectivité	19 907	30 865	24 665
- Prêts aux particuliers	327 409	511 782	588 002
- Autres	183 030	200 697	215 310
TOTAL	1 356 550	1 519 675	1 665 552

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO

TOGO - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS À COURT TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	1 279	496	913
- Agriculture, chasse	1 279	496	913
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	0	0
Industries extractives	2 634	2 238	2 674
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	2 634	2 238	2 674
Industries manufacturières	61 770	57 053	40 967
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	10 003	25 057	9 271
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	15 566	18 462	16 637
- Autres	36 202	13 534	15 060
Électricité, gaz, eau	11 215	6 955	6 098
Bâtiment, travaux publics	207 766	175 761	140 147
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	219 974	211 555	225 870
- Commerce de gros	172 189	163 867	174 148
- Commerce de détail	44 359	46 397	49 480
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	3 426	1 291	2 242
Transports, entrepôts et communications	49 421	43 856	41 874
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	21 072	47 259	23 019
- Établissements financiers, assurances	8 607	5 012	4 994
- Affaires immobilières, services aux entreprises	12 465	42 247	18 025
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	47 636	44 969	85 415
- Services divers fournis à la collectivité	31 119	4 873	8 732
- Prêts aux particuliers	16 006	12 358	19 083
- Autres	511	27 738	57 601
TOTAL	622 767	590 142	566 978

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO

TOGO - UTILISATIONS DÉCLARÉES AUX CENTRALES DES RISQUES : CRÉDITS À MOYEN ET LONG TERME

	2023	2024	2025(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	149	7 721	6 773
- Agriculture, chasse	149	7 720	6 772
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	1	1
Industries extractives	2 283	2 887	4 228
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	2 283	2 887	4 228
Industries manufacturières	8 698	35 043	34 182
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	3 204	19 365	21 215
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	4 058	3 562	4 359
- Autres	1 436	12 116	8 607
Électricité, gaz, eau	35 838	17 014	8 200
Bâtiment, travaux publics	42 931	28 184	40 687
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	95 041	93 958	85 620
- Commerce de gros	76 744	62 430	59 079
- Commerce de détail	10 742	25 367	22 971
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	7 555	6 161	3 570
Transports, entrepôts et communications	104 533	73 606	71 817
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	63 734	72 948	61 031
- Établissements financiers, assurances	21 201	13 634	9 760
- Affaires immobilières, services aux entreprises	42 533	59 314	51 271
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	200 631	193 463	191 685
- Services divers fournis à la collectivité	39 720	34 610	35 238
- Prêts aux particuliers	156 736	147 619	149 160
- Autres	4 175	11 234	7 287
TOTAL	553 838	524 824	504 223

(*) Les données à fin décembre 2025 sont des estimations
Source : BCEAO



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L' ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

UMOA - MOUVEMENTS DE BILLETS ET PIÈCES AUX GUICHETS DE LA BCEAO

Coupures	Retraits		Versements	
	31/12/24	31/12/25	31/12/24	31/12/25
	Milliers de signes monétaires			
Billets	3 506 552	3 838 090	3 258 198	3 431 757
10 000	2 086 759	2 355 965	1 930 918	2 123 160
5 000	807 712	861 767	725 041	794 906
2 500	0		0	0
2 000	215 212	212 321	201 963	182 378
1 000	209 949	207 434	210 972	175 862
500	186 920	200 603	189 304	155 451
Pièces	230 284	227 386	13 364	9 098
5 000	1	2	0	0
500	5	0	3 243	2 311
ANC 500 BC	0	98	7	10
250	1	1	399	276
200	107	34	3 281	2 252
100	114 140	101 852	3 556	2 426
50	78 372	81 347	1 185	850
25	14 529	15 435	742	384
10	13 587	17 912	874	515
5	9 421	10 594	39	38
1	121	111	38	36
Total	3 736 836	4 065 476	3 271 562	3 440 855
	Millions de FCFA			
Billets	25 639 987	28 600 860	23 643 927	25 824 479
10 000	20 867 592	23 559 649	19 309 175	21 231 602
5 000	4 038 562	4 308 833	3 625 203	3 974 532
2 500	0	0	0	0
2 000	430 424	424 643	403 925	364 757
1 000	209 949	207 434	210 972	175 862
500	93 460	100 301	94 652	77 726
Pièces	15 910	14 887	2 825	1 981
5 000	8	10	0	0
500	2	0	1 622	1 156
ANC 500 BC	0	0	4	5
250	0	0	100	69
200	21	7	656	450
100	11 414	10 185	356	243
50	3 919	4 067	59	43
25	363	386	19	10
10	136	179	9	5
5	47	53	0	0
1	0	0	0	0
Total	25 655 897	28 615 747	23 646 752	25 826 460

ADRESSES DES DIFFÉRENTS SITES DE LA BCEAO

SIÈGE SOCIAL

Avenue Abdoulaye FADIGA

Boîte Postale : n° 3108 - Dakar (Sénégal)

Téléphone : (+221) 33 839 05 00

Télécopie : (+221) 33 823 93 35

Site internet : <https://www.bceao.int>

E-mail : courrier.bceao@bceao.int

BÉNIN

Agence Principale de Cotonou

Avenue Jean-Paul II 01 BP 325 - Cotonou 01

Téléphone : (+229) 21 36 46 00

Télécopie : (+229) 21 31 24 65

E-mail : courrier.B00@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M. Ayedjo Brice ONODJE

Directeur de l'Agence Principale : M. Matinou SOURADJOU

Agence Auxiliaire de Parakou

Boîte postale : 201 - Parakou

Téléphone : (+229) 23 61 03 25 / 29

Télécopie : (+229) 23 61 10 91

E-mail : courrier.B01@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Didier N Komakan HOUNDONOUGBO

BURKINA

Agence Principale de Ouagadougou

130, Avenue Gamal Abdel Nasser

01 BP 356 - Ouagadougou 01

Téléphone : (+226) 25 49 05 00 / 01 ou 25 30 60 15

Télécopie : (+226) 25 31 01 22

E-mail : courrier.C00@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M. Richard KIMA

Directeur de l'Agence Principale : M. Guillaume A. Camille KABORE



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XXI
TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025	XXXI
VUE D'ENSEMBLE	LVII
I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONÉTAIRE	29
III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES	41
IV STABILITÉ FINANCIÈRE	51
V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE, TRANSITION CLIMATIQUE	59
VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT	71
VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO	81
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS	93
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	107

ANNEXES	111
---------------	-----

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

Agence Auxiliaire de Bobo-Dioulasso

Avenue de l'Unité
Boîte postale : 603 Bobo-Dioulasso
Téléphone : (+226) 20 97 04 44
Télécopie : (+226) 20 97 04 58
E-mail : courrier.C01@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Benjamin NIKIEMA

CÔTE D'IVOIRE

Agence Principale d'Abidjan

Avenue Abdoulaye Fadiga 01 BP 1769 - Abidjan 01
Téléphone : (+225) 27 20 20 85 00 / 27 20 20 84 00
Télécopie : (+225) 27 20 22 28 52 / 27 20 22 00 40
E-mail : courrier.A00@bceao.int
Conseiller du Directeur National : M. Charlie Jerry DINGUI
Directeur de l'Agence Principale : M. Ningou Jacques HLYH GNELBIN

Agence Auxiliaire d'Abengourou

Boîte Postale : 905 Abengourou
Téléphone : (+225) 27 35 91 37 15
Télécopie : (+225) 27 35 91 31 76
E-mail : courrier.A05@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Franck-Didier Moularé AMON

Agence Auxiliaire de Bouaké

01 BP 773 Bouaké 01
Téléphone : (+225) 27 31 65 87 00
Télécopie : (+225) 27 31 65 87 01
E-mail : courrier.A01@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Amadou FONGBE

Agence Auxiliaire de Daloa

Boîte postale : 46 Daloa
Téléphone : (+225) 27 32 78 38 85
Télécopie : (+225) 27 33 78 13 10
E-mail : courrier.A02@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M^{me} Kanidana KONE épouse DOUHE

Agence Auxiliaire de Korhogo

Boîte postale : 54 Korhogo
Téléphone : (+225) 27 36 85 18 00 / 27 36 85 18 19
Télécopie : (+225) 27 36 85 18 01
E-mail : courrier.A06@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Ahmed Armand DOSSO

Agence Auxiliaire de Man

Rue du Commerce BP 1017 Man
Téléphone : (+225) 27 33 79 72 72 / 27 33 79 72 69
Télécopie : (+225) 27 33 79 72 71
E-mail : courrier.A03@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M^{me} Eva Sarah COFFI OTTRO

Agence Auxiliaire d'Odienné

Boulevard Alassane Ouattara - BP 1015 Odienné
Téléphone : (+225) 27 32 75 32 00 / 27 32 75 32 03
E-mail : courrier.A07@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. N'goran Hyacinthe ZADJEHI

Agence Auxiliaire de San Pédro

Boîte postale : 387 San Pédro
Téléphone : (+225) 27 34 71 21 74
Télécopie : (+225) 27 34 71 24 48
E-mail : courrier.A04@bceao.int
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Stéphane Alluy Henri FOFANA



SOMMAIRE

- GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES
- SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L’UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L’UMOA ET DE LA BCEAO XXI

TEMPS FORTS DE L’ANNÉE 2025 XXXI

VUE D’ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L’UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

Centre de Traitement Fiduciaire de Yamoussoukro (CTF)

Zone administrative - TF N°18695 des Lacs

Boîte Postale : 445 Yamoussoukro

Téléphone : (+225) 27 30 61 82 00

E-mail : courrier.z4dctf@bceao.int

Directeur : M. Florent Boniface AGBOTON

GUINÉE-BISSAU

Agence Principale de Bissau

Avenida dos Combatentes da Liberdade da Pátria

Boîte postale : 38 Bissau

Téléphone : (+245) 44 325 63 25

Télécopie : (+245) 44 325 63 00

E-mail : courrier.S00@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M. Cheikh Ahmet Tidiane SALL

Directeur de l'Agence Principale : M. Wilson ALVES CARDOSO

MALI

Agence Principale de Bamako

94, Avenue Moussa TRAVELE

Boîte Postale : 206 Bamako

Téléphone : (+223) 20 22 37 56

Télécopie : (+223) 20 22 47 86

E-mail : courrier.D00@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M^{me} Oumou TOURE TOUNKARA

Directeur de l'Agence Principale : M^{me} Houleymatou SY DIARRA

Agence Auxiliaire de Kayes

Avenue Sira Koï Diallo Kayes Khasso BP 001 Kayes

Téléphone : (223) 44 98 38 38

E-mail : courrier.D03@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Namory KAMARA

Agence Auxiliaire de Mopti

Boîte Postale : 182 Mopti

Téléphone : (+223) 21 43 01 02

E-mail : courrier.D01@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Adama DOUMBIA

Agence Auxiliaire de Sikasso

Boîte Postale : 453 Sikasso

Téléphone : (+223) 21 62 00 77

E-mail : courrier.D02@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Gaoussou BALLO

NIGER

Agence Principale de Niamey

Rue de l'Uranium

Boîte Postale : 487 Niamey

Téléphone : (+227) 20 72 33 30 / 20 72 33 40

Télécopie : (+227) 20 73 47 43

E-mail : courrier.H00@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M. Salifou HAMANI

Directeur de l'Agence Principale : M^{me} Oumou BEMBELLO

Agence Auxiliaire de Maradi

Boîte Postale : 265 Maradi

Téléphone : (+227) 20 41 00 96

E-mail : courrier.H02@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Ganaye ALACHI

Agence Auxiliaire de Zinder

Boîte Postale : 133 Zinder

Téléphone : (+227) 20 51 00 94

E-mail : courrier.H01@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Daouda BOUKARI



SOMMAIRE

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

SIGLES ET ABBREVIATIONS

MOT DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO XIII

ACTIVITÉS DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAOXXI

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025 XXXI

VUE D'ENSEMBLE LVII

I ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ÉVOLUTION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONÉTAIRE 29

III SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ÉCONOMIES 41

IV STABILITÉ FINANCIÈRE 51

V INCLUSION ET INNOVATIONS FINANCIÈRES, FINANCE ISLAMIQUE,
TRANSITION CLIMATIQUE 59

VI GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT 71

VII ADMINISTRATION DE LA BCEAO 81

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS 93

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPÉRATION MONÉTAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 107

ANNEXES 111

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Évolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	A2
Position nette des États de l'Union vis-à-vis du FMI (en millions de DTS)	A3 à A4
Transferts nets des ressources du FMI	A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Productions minières	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des États	A15 à A23
Évolution de la balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des différents sites de la BCEAO	A59 à A65

SÉNÉGAL

Agence Principale de Dakar

Boulevard Président Mamadou DIA, Triangle Sud

Boîte Postale : 3159 Dakar

Téléphone : (+221) 33 889 45 45

Télécopie : (+221) 33 823 57 57

E-mail : courrier.K00@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M^{me} Ndèye Amy NGOM SECK

Directeur de l'Agence Principale : M. Babacar SENE

Agence Auxiliaire de Kaolack

Boîte Postale : 79 Kaolack

Téléphone : (+221) 33 938 40 00

E-mail : courrier.K01@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. El Hadji NIANE

Agence Auxiliaire de Saint-Louis

Route de Khor, Saint-Louis

Boîte Postale : 1460 Saint-Louis

Téléphone : (+221) 33 989 02 00 / 01

E-mail : courrier.K03@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Ismaïla LOUM

Agence Auxiliaire de Ziguinchor

Boîte Postale : 317 Ziguinchor

Téléphone : (+221) 33 938 80 35

E-mail : courrier.K02@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Papa Birahime SOW

TOGO

Agence Principale de Lomé

Rue Abdoulaye FADIGA

Boîte Postale : 01 BP 120 Lomé 01

Téléphone : (+228) 22 21 53 84 / 22 23 50 00

Télécopie : (+228) 22 21 76 02 / 22 23 50 50

E-mail : courrier.T00@bceao.int

Conseillers du Directeur National : M. Agossa APEDASSOU

M. Komlan AHADJI

Directeur de l'Agence Principale : M^{me} Adjo Ahoéfa AHO SEDJRO

Agence Auxiliaire de Kara

Avenue Gnassingbé EYADEMA

Boîte Postale : 75 Kara

Téléphone : (+228) 26 60 60 79

Télécopie : (+228) 26 60 61 37

E-mail : courrier.T01@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Kokouvi NYABO

REPRÉSENTATION DE LA BCEAO AUPRÈS DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES
DE COOPÉRATION

Paris, 29 Rue du Colisée, 75008, France

Téléphone : (+33) 1 42 25 71 60

Télécopie : (+33) 1 42 56 00 57

E-mail : courrier.RIEC-PARIS@bceao.int

Adjoint au Représentant : M. Gbe Alphonse SAMADE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA (CB-UMOA)

Abidjan, Boulevard Botreau Roussel

(rue privée CRRAE-UMOA)

01 BP 7125 - Abidjan 01

Téléphone : (+225) 27 20 25 57 57

Télécopie : (+225) 27 20 22 45 52

E-mail : courrier.Z02SGCB@bceao.int